

TIZI OUZOU
DEUX POLICIERS BLESSÉS
DANS UNE ATTAQUE TERRORISTE P.3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Une intervention des pays
 «hors champ» se profile au Sahel

L'EMBARRAS D'ALGER

FACE AU CHAOS MALIEN



Les spéculateurs à l'index

310 QUINTAUX

DE POMME

DE TERRE SAISIS

 P.3


Publicité

ACTUALITÉ VUE

■ **Le Printemps arabe, dites-vous ?!**

AÏSSA HIRÈCHE

■ **Livres : voix et mémoires de «justes»**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

■ **Icônes d'Algérie**

ABED CHAREF

■ **Le Sénégal, le Mali et la démocratie en Afrique**

AKRAM BELKAÏD

■ **Incroyable mais vrai !**

ALI BRAHIMI

■ **Le mensonge est une éducation coloniale**

OMAR CHAALAL

■ **La déliquescence en n'attendant pas la suite**

SALIM METREF

■ **Les «Arabes», la recolonisation et l'«Occident»**

AHMED CHENIKI

■ **Pour neutraliser En-Nahda, des Tunisiens invoquent Bourguiba**

ABDELKADER LEKLEK

■ **Quelle école demain ?**

ABDELHAMID BENZERARI

■ **Les mathématiques en Algérie: une science exacte en voie d'extinction**

ALI DERBALA

■ **Les illusions de la dépense publique**

EL YAZID DIB

■ **La politique budgétaire et la rente**

FAROUK NEMOUCHI

MAKE IT HAPPEN.

Nouveau Chevrolet

Colorado

2.5L DOHC Turbo Diesel 150 ch

Le Pick Up Chevrolet
à partir de 1 980 000 Da ttc.

DIAMAL
chevrolet.com

www.diamal.net

Information et Assistance Chevrolet : 021 98 00 61
Offre valable chez DIAMAL et son Réseau National.

GARANTIE 3 ANS
OU 100 000 KM

Point de presse de la CNESL

Turbulences et histoire de puces

Le président de la commission nationale de surveillance des élections législatives (CNSEL) a tenu, hier, à Alger un point de presse. Cet exercice qui a duré près de deux heures n'a, pourtant, rien apporté de nouveau. L'échange que son auteur a eu avec les journalistes a été en termes d'informations davantage symbolique que pratique.

Kader Hannachi

Pendant toute la durée du point de presse, M. Seddiki n'a, en effet, semblé n'avoir qu'une motivation : marquer solennellement la reprise des travaux de sa commission. Il n'a paru n'avoir qu'un seul discours : celui d'exprimer également «la bonne volonté de ses membres à ne pas perturber le bon déroulement de l'opération électorale» et à garantir sa «crédibilité et sa transparence» à neuf jours du début officiel de la campagne.

La CNSEL, a d'emblée insisté M. Seddiki, «n'est pas une force d'obstruction mais de proposition». Ses membres, a-t-il dit, sont mandatés et engagés pour «garantir la bonne tenue des législatives» qu'il a qualifiées sans prudence de «second 1^{er} novembre». Ils sont, donc, a-t-il poursuivi, «responsables» d'alerter le pouvoir politique et les autorités sur les «anomalies» et les «entraves» qui risquent d'«entacher» le rendez-vous du 10 mai prochain.

Pour cette raison, a-t-il encore déclaré, les membres de la commission «attendent toujours que le ministère de l'intérieur et des collectivités locales réponde à leurs doléances». Ils maintiennent, a-t-il dit, leur décision d'envoyer une deuxième lettre au chef de l'Etat. «Le président de la République, a-t-il expliqué, est sollicité en tant que premier magistrat du pays. Il doit intercéder en notre faveur pour la transparence du scrutin et l'intérêt du pays».

La dite lettre au Président n'est pour l'instant qu'un projet. Elle lui sera adressée, affirme M. Seddiki, dans un délai de trois à quatre jours». Le temps, a-t-il indiqué, de s'assurer de l'«attitude des services compétents du ministère de l'intérieur» vis-à-vis des doléances de la CNSEL qui, rappelle-t-on, souhaite en priorité l'adoption d'un bulletin de vote unique pour tous les partis en lice. Et «l'annulation des inscriptions collectives sur les listes électorales effectuées en dehors des délais légaux». Un point qui concerne les électeurs militaires en particulier.

Rassemblement prévu dimanche Des cheminots réclament le rappel de la pension de victimes du terrorisme

M. M.

Des cheminots victimes du terrorisme vont observer dimanche prochain un rassemblement de protestation pour revendiquer l'octroi d'un rappel de la pension qui leur était «octroyée par la wilaya d'Alger à travers la SNTF» depuis 1997. Selon Chemoul El Hadi, membre de la Fédération des cheminots, cette pension, dont le montant varie selon le taux d'invalidité du travailleur des chemins de fer

Un point de presse pour rien donc ? sûrement pas. Le rapporteur juridique de la commission, M. Lerari, qui y était présent, a dénoncé «le silence effrayant» du Ministère de l'intérieur. Il a également exprimé son «inquiétude quant à l'éventualité d'une forte abstention» en raison des «difficultés» que subissent les partis en course. M. Lerari qui a brandi un long relevé «d'anomalies recensées» par la commission, s'est en particulier arrêté sur «le rejet inexplicable de certaines listes» dans certaines wilayas comme Biskra et Ouargla. Il a dénoncé les «entraves administratives» auxquelles font face les indépendants et les enquêtes «à la limite de l'interrogatoire» des services de la gendarmerie auprès des candidats. Un point que M. Seddiki, le président de la CNSEL, a, cependant, relativisé en déclarant que «n'a peur que celui qui a quelque chose de répréhensible à cacher».

Au cours de ses échanges avec la presse, Seddiki a répondu à des questions faisant état de «divergences» et de «turbulences» au sein de la commission. Certains partis l'accusent de ne pas être à la hauteur de la mission qui lui a été confiée. D'autres le soupçonnent de courir «après l'argent et le matériel».

Aux premiers, il répond qu'il a été élu par ses pairs et que toute contestation équivaut à la remise en cause du jeu démocratique. Aux seconds, il précise qu'il n'est pas candidat aux élections législatives et qu'il n'est pas, comme certains, «entraîné de saliver pour le salaire de 30 millions de centimes de députés».

En ce qui concerne les moyens logistiques dont manquerait la CNSEL, M. Seddiki a indiqué que la question n'est pas de la proportion que décrivent les journaux. Il s'agit, a-t-il dit, d'équipements simples mais indispensables pour les représentants de la commission comme le fait de «disposer d'une puce téléphonique». Certains, a-t-il conclu, «n'ont pas les moyens d'en avoir, ni de payer les communications» alors qu'ils sont censés rendre compte de tout ce qui se passe sur le terrain».

victime du terrorisme, «n'était pas octroyée à sa véritable valeur». La direction des ressources humaines (DRH) de la SNTF «a régularisé la situation» mais «jusqu'à 2010 seulement». Les cheminots concernés par cette pension d'invalidité (ils sont environ 200 pour la seule région d'Alger) réclament donc le rappel de la période qui reste. Les protestataires réclament un «engagement écrit» de la part de la DRH fixant une date pour le virement du rappel de cette pension.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Un cessez-le-feu unilatéral inconcevable à respecter par Damas

Pour être appliqué, le plan de paix pour la Syrie proposé par l'émissaire international Kofi Annan doit être accepté par les deux parties belligérantes. Or ce n'est pas le cas puisque le Conseil national syrien regroupant les opposants anti-Assad n'a pas donné son accord à ce plan. Raison qui a fait déclarer au représentant syrien à l'ONU que si les autorités de son pays ont accepté de se conformer aux stipulations de ce plan, elles exigent en revanche un engagement similaire de la part de l'opposition.

Les soutiens étrangers de cette opposition semblent ne pas voir ce qu'il y a de pertinent dans cette exigence et accentuent leur pression pour que le plan de Kofi Annan ne soit imposé qu'aux seules autorités de Damas. Ils visent en somme à contraindre le régime syrien à déposer les armes. Ce qu'à l'évidence celui-ci n'est pas près de faire. D'où l'on peut présager qu'à la date butoir du 10 avril fixée pour la mise en œuvre partielle de son plan de paix par Kofi Annan et acceptée par Bachar El-Assad, les affrontements ne vont pas s'arrêter en Syrie. Et l'on voit mal l'armée syrienne rester sans réagir aux harcèlements armés dont elle fera l'objet de la part d'insurgés ne se sentant pas concernés par l'arrêt des hostilités qu'induit le plan Annan.

Réaction dont les Etats occidentaux et arabes peu intéressés à la réussite de ce plan se saisissent pour se déchaîner contre «la mauvaise foi du régime» et tenter de faire admettre la nécessité de l'intervention étrangère. Intervention qui d'ailleurs est à l'œuvre puisqu'il est prouvé que les insurgés syriens bénéficient non seulement de l'approvisionnement en armes et matériels de guerre, mais aussi de la parti-

cipation à leurs côtés d'éléments militaires étrangers venus aussi bien d'Etats arabes comme la Libye, le Qatar et même la Jordanie, que d'Etats européens tels la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Ce sont ces mêmes Etats qui au sein du groupe «des amis de la Syrie» ont poussé celui-ci lors de sa récente réunion à Istanbul à ignorer que le plan Kofi Annan implique que l'opposition doit elle aussi mettre un terme à la violence armée à laquelle elle a recouru. Ce que la Russie et la Chine n'ont pas manqué de dénoncer comme parti pris encourageant la poursuite de la guerre civile dont la Syrie est le théâtre.

Il est patent que la belligérance en Syrie est instrumentalisée et que l'opposition regroupée dans le CNS est dotée d'une feuille de route excluant toute solution de sortie de crise pour la Syrie autre que le démantèlement par la violence du régime de Bachar El-Assad. Saisi par Kofi Annan, le Conseil de sécurité a certes exprimé son «soutien total» à son plan de paix. Un soutien dont on doute de l'efficacité du moment que des puissances membres de ce Conseil de sécurité s'activent sur le terrain à faire échouer ce plan en poussant à l'irréparable. Les puissances sont dans la logique du non-retour sur leur objectif dans la crise syrienne qui est d'abattre le régime et lui substituer un nouveau pouvoir dont elles ont sélectionné la composante à qui il va être dévolu. Celle qui forme le CNS qu'au mépris de la légalité internationale elles ont décrété comme «unique interlocuteur de la communauté internationale et représentant légitime de tous les Syriens». Sauf qu'à moins de passer outre les Nations unies, elles ne parviendront pas à faire accepter à l'ensemble de cette communauté internationale.

Sans salaires depuis septembre

Les travailleurs de l'action sociale en grève la semaine prochaine

Z. Mehdaoui

Les travailleurs de l'action sociale (ministère de la Solidarité nationale) ont décidé d'observer deux journées de grève à partir du 11 avril prochain. C'est ce qu'a annoncé, hier, le secrétaire général de la fédération des travailleurs et fonctionnaires de la solidarité nationale, Farid Bouguerra, à l'occasion d'une conférence de presse organisée au siège du SNAPAP à Bab Ezzouar, à l'Est d'Alger. Un rassemblement est, par ailleurs, prévu pour samedi prochain devant le ministère de la Solidarité nationale, pour exiger le paiement des salaires des travailleurs et autres fonctionnaires du secteur.

Très remonté contre l'administration, le SG de cette fédération affiliée au SNAPAP a affirmé que certains travailleurs et fonctionnaires de l'action sociale n'ont pas touché leurs salaires depuis septembre dernier. Le ministère de la Solidarité n'aurait pas

prévu dans son budget de payer les travailleurs, a expliqué, hier, Farid Bouguerra qui décrit une «situation catastrophique» en matière de gestion au niveau du département de la Solidarité nationale.

Pis encore, le responsable de la fédération évoque des «chevauchements» de prérogatives, à tel point que certains départements ministériels promulguent des «contre-circulaires» qui annulent d'autres circulaires et instructions du Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

«Le secteur de la solidarité a besoin de solidarité», ironise le responsable de cette fédération qui fait état d'une «situation délibérée» provoquée par la tutelle dans le but d'occuper les travailleurs et leur faire oublier leur principale revendication qui a trait au statut particulier et au régime indemnitaire des travailleurs et fonctionnaires de l'action sociale. Farid Bouguerra a indiqué hier que la fédération a usé de tous les

moyens légaux depuis plusieurs mois pour engager un dialogue constructif mais en vain. Il souligne que la dernière réunion avec le secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale remonte au 11 mars dernier et a été sanctionnée par des engagements clairs pour mettre un terme au blocage des salaires notamment.

Le conférencier a fait savoir que tout ce qui intéressait la tutelle c'était finalement de gagner du temps en dépit d'engagements écrits qui stipulaient clairement que les problèmes soulevés seront réglés au plus tard la dernière semaine du mois de mars dernier. Il faut savoir que le nombre des travailleurs de l'action sociale dépasse les 20 000 personnes.

Farid Bouguerra a menacé hier sans ambages d'appeler à une grève illimitée dans le cas où les revendications de la fédération ne sont pas satisfaites, à leur tête le règlement des salaires des travailleurs et fonctionnaires du secteur.

Tirage du N°5274
107.044 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68**Fax Pub:** 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06**Imp.: Oran** : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise** Tél.: 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57
Rédaction Constantinoise Tél.: 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80**Diffusion:** **Quest:** SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Les spéculateurs à l'index 310 quintaux de pomme de terre saisis

Les prix de la pomme de terre culminent depuis le début du mois de mars à des niveaux extrêmement préoccupants pour les bas salaires comme pour la ménagère qui trouve difficilement une explication à une hausse scandaleuse.

Yazid Alilat & K. Assia

Globalement, ce tubercule est vendu dans la plupart des villes du pays entre 80 et 120 dinars, et, plus grave encore, à plus de 60 dinars le kilogramme dans les grandes régions productrices, comme Mostaganem, Mascara ou Aïn Defla. C'est un peu le remake des années 90, lorsque les spéculateurs de tous bords avaient acheté de grandes quantités de pomme de terre et les avaient stockées dans les lits d'oueds de la wilaya d'Aïn Defla, dans la fraîcheur pour éviter les moisissures. Cette fois-ci, les prix se maintiennent, depuis le mois de février, dans le sillage des intempéries de cet hiver, à des fourchettes très élevées. Les raisons sont complexes, nombreuses, et parfois contradictoires. Selon le président de la chambre de l'agriculture d'Aïn Defla, Hadj Ladjali, "la tension sur les prix de la pomme de terre est le fait de la spéculation en cette période creuse", marquée par la fin de la récolte d'arrière-saison et celle précédant la récolte de saison, intervenant entre la mi-avril jusqu'à mi-juin. "Maintenant, nous sommes dans ce qu'on appelle une période creuse, avec un gros déséquilibre sur le marché avec l'absence de la primeur de Mostaganem, dont le cycle végétatif a accusé un sérieux retard du fait des intempéries de février dernier", précise-t-il.

"Le décalage de la récolte d'un mois par rapport à la date habituelle (fin février) a provoqué une hausse des prix au point de créer des comportements spéculatifs chez certains commerçants et producteurs", estime, par ailleurs, un responsable auprès du ministère de l'Agriculture. Selon lui, "cette hausse persiste parce qu'on n'est pas entré complètement dans la récolte. Ce facteur a été intégré dans le prix du produit par certains producteurs qui approvisionnent le marché en petites quantités en attendant l'entrée massive de la récolte", souligne-t-il. La persistance des intempéries, accompagnées d'importantes chutes de neige, avait contraint les opérateurs publics et privés de déstocker et d'activer le système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac) pour approvisionner le marché national pendant cette période de froid et stabiliser les prix. Mais, c'est le phénomène inverse qui s'est produit, les spéculateurs ayant en fait raflé presque toutes les quantités déstockées dans le cadre de ce système de régulation. Le président de la chambre d'agriculture d'Aïn Defla précise de son côté que ce renchérissement des prix de la pomme de terre est le fait des "spéculateurs et certains intervenants sur ce marché très porteur, qui ont profité des aléas climatiques qui ont fait que la récolte de la production de Mostaganem soit en retard cette année".

Actuellement, "c'est surtout la récolte d'arrière-saison qui est com-

mercialisée, avec les premiers arrivages de la saison", selon M. Ladjali. Quoi qu'il en soit, c'est l'ensemble de ces facteurs, combinés les uns aux autres, avec une très mauvaise gestion de cette filière, autant en amont qu'en aval, qui ont fait que la pomme de terre soit vendue presque au même prix que la ... pomme, même si parfois incriminer la spéculation s'apparente à une fuite en avant. A ce rythme, pénurie ou pas, spéculation ou pas, le prix de la pomme de terre est parti pour rester à des niveaux inquiétants, avec une moyenne de 60-70 dinars/kg, tout comme la sardine dont le prix ne descend plus maintenant au-dessous des 200 dinars/kg. En dépit de toutes les explications, de conjoncture ou non, le fait est que le marché national des produits agricoles, sinon le secteur commercial dans son ensemble, semble aller à la dérive. La grève au marché de Bougara et celle prévue à Boufarik, deux importants marchés de gros de la région centre, n'est pas pour "refroidir" les prix de la pomme de terre, même si, selon le ministère de l'Agriculture, une baisse des prix s'opérera au fur et à mesure de l'entrée sur le marché de la récolte, notamment celle de Mostaganem, qui devrait atteindre son pic saisonnier début mai.

Hier, une quantité de 310 quintaux de pomme de terre stockés dans des hangars à des "fins spéculatives" a été saisie à Matmour et Maoussa relevant de la wilaya de Mascara par les éléments du commerce de Mascara qui étaient appuyés par les services de la gendarmerie. Une opération pilotée par le premier responsable de la direction régionale du commerce de Saïda (qui chapeaute plusieurs wilayas). C'est au cours d'une opération de contrôle que les services du commerce ont découvert cette quantité chez des agriculteurs qui l'avaient stockée dans des hangars afin de la vendre au prix de gros de 65 DA le kg pour être mise sur le marché de détail par la suite au prix de 90 voire 100 DA. "Nous avons passé toutes les chambres froides au peigne fin, mais nous n'avons rien trouvé", a expliqué le directeur régional du commerce de Saïda. Et d'ajouter que "les agriculteurs avaient opté pour les hangars afin de spéculer sur les prix". Quoique la production d'hiver soit insuffisante par rapport aux prévisions et que la demande soit importante, ces agriculteurs ont enfreint la réglementation exigeant de mettre sur le circuit cette quantité afin de satisfaire les besoins exprimés. Ainsi et en application de la loi sur la lutte contre les pratiques spéculatives, les services du commerce ont procédé à la saisie de la quantité en question.

Par ailleurs et vu la forte demande et la nature du produit (la pomme de terre est périssable), celle-ci sera mise en vente après l'accord du wali de Mascara. L'enquête suit son cours.



Ph.: Arch.

Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

Les frontières sont désormais des feux de camps

Lu sur l'APS (Agence presse service) : «Le président de l'association nationale des victimes de mines, Mohamed Djouadi, a souligné, dimanche à Alger, que les cartes de déminage remises par les autorités françaises «sont dépassées après 50 ans en raison des changements survenus dans les régions minées». Le constat a un étrange écho lorsqu'on vient de lire que Tombouctou a été prise par les Touaregs eux-mêmes pris par El Qaïda dont la tête a été prise par les américains, depuis des mois. On relit la phrase autrement : les frontières «sont dépassées après 50 ans en raison des changements survenus dans les régions minées». 50 ans, c'est l'âge moyen d'une décolonisation dans un pays africain. C'est le temps que met une décolonisation pour se transformer en régime, en dictature, en échec alimentaire, en guerre civile ou en fraude électorale, en printemps arabe ou été tribale. C'est le temps que met l'hymne pour devenir une sonnerie d'accueil et un drapeau pour devenir une photocopie. Slogan répété par le chroniqueur : Après 50 ans, il faut décoloniser des décolonisateurs. Se libérer des Libérateurs. Et cela coûte et demande du courage, de la patience et de la résistance. 50, c'est aussi le temps perdu entre le temps volé et le temps à venir.

Ensuite la phrase dit «en raison des changements dans les régions minées». Et cela est si vrai. La colonisation a laissé un tracé de frontières minées qui nous vaut des pays brefs, des frontières absurdes, des guerres, du trafic d'êtres humains, des divorces, des routes d'essence et du Marlboro et des traites de noirs ou des kidnappings de blancs. Toute frontière est minée, et encore plus lorsqu'elle est léguée par une colonisation et piégée par une mauvaise décolonisation. On le sait entre marocains et algériens, tchadiens

et libyens, tunisiens et algériens, marocains et Sahraouis, Sahraouis et mauritaniens et sénégalais... etc. Les pays sont ainsi des

«régions minées», pas des nations établies. Quand un pays marche sur une frontière minée par un Colon, curieusement, c'est comme une personne : un pays peut perdre un bras, une jambe, les deux ou un morceau ou même Tombouctou et un œil et ne pas être remboursé. Ensuite, la phrase dit «en raison des changements». Car les frontières, plus que la terre et les couches de la terre, bougent et tuent et glissent. Depuis le départ du Colonisateur, les frontières entre certains pays bougent et glissent et se trouvent. 50 ans après, des pays comme l'Algérie et le Maroc n'ont pas encore tracé définitivement leurs frontières malgré les accords. Les éditeurs de guides internationaux et des Atlas pour touristes ou géographes le savent, eux qui tracent les frontières, entre pays africains, avec des pointillés comme si l'on marchait sur la pointe des pieds.

C'est dire que les victimes des cartes de déminages des anciens colons sont nombreux, et sur la moitié du monde. Mais c'est dire aussi que les mines sont aussi toutes neuves parfois. C'est ce qui se passe justement un peu dans le Maghreb aujourd'hui, hiérarchisé entre des tribus en Libye, une secte en Tunisie, un clan en Algérie et une famille au Maroc. Les frontières sont en train de bouger et des mines explosent et des cartes se redessinent et des gens meurent ou perdent le tibia et la tête. Les cartes remises par les autorités coloniales se heurtent aux cartes héritées des autorités légendaires et mythologiques et tribales. L'ancêtre contre le Colon. Les morts contre les vents. Tombes et Tombouctou. Mines et mannes pétrolières.

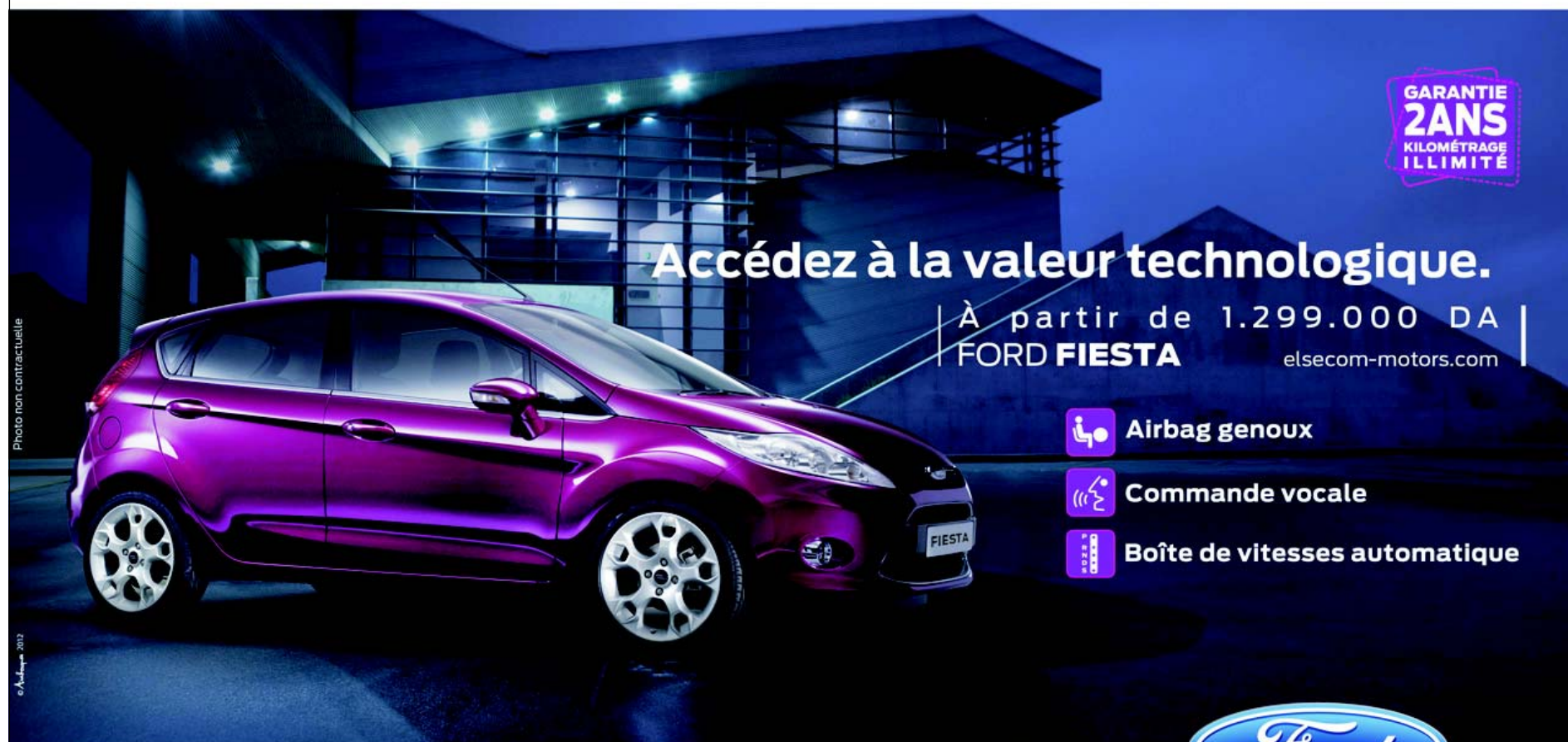
Tizi Ouzou Deux policiers blessés dans une attaque terroriste

Nait Ali H.

Deux policiers ont été blessés, hier matin, dans une attaque terroriste, survenue sur la RN 72, reliant Tizi Ouzou à Tizgirt, à hauteur du lieu-dit «Le Pont de Bougie», à la sortie-est de la ville de Tizi Ouzou, avons-nous appris de sources sécuritaires. Il était peu après 11 heures, selon les indications fournies par nos sources, quand le véhicule à bord duquel

se trouvaient les trois éléments de la police judiciaire, en mission après signalement d'un camion suspect dans la zone, a été la cible de feux nourris par des individus armés embusqués sur une colline surplombant la route. La riposte énergique des policiers a fait repousser les assaillants qui ont blessé deux des trois policiers dont l'un d'eux a été atteint à la tête. Admis au CHU Nedir Mohamed, les deux victimes ont été




transférées au bloc opératoire. L'un d'eux a subi avec succès une intervention alors que son coéquipier, un officier, était toujours gardé en observation jusqu'en fin d'après-midi d'hier, vu la gravité de ses blessures. Immédiatement après cette attaque terroriste des militaires ont passé au peigne fin la zone alors que les éléments de la police scientifique se sont rendus sur les lieux pour les besoins de l'enquête.



Accédez à la valeur technologique.

À partir de 1.299.000 DA
FORD FIESTA elsecom-motors.com

GARANTIE 2ANS KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ

-  **Airbag genoux**
-  **Commande vocale**
-  **Boîte de vitesses automatique**

Ford
Go Further

Disponible en version Essence et Diesel. Taxe véhicules neufs incluse. Offre valable dans tout le réseau Ford.

Elsecom Motors & Réseau de distribution

Alger - Bab Ezzouar : 021 51 05 10 - 0770 14 16 85 / 89 / 92 - 0770 27 87 88 - 0770 32 66 84 - 0770 94 29 28 - Hydra : 021 48 17 19 - 0770 14 16 90 / 93 / 97
 Draria : 021 31 09 87 / 88 / 89 - Blida : 025 41 00 66 - Tizi Ouzou : 026 20 15 50 - Boumerdès : 024 81 91 26 - Chelghoum El Aid / Mila : 031 52 74 62
 Constantine : 031 66 07 19 / 08 57 - Tebessa : 037 47 33 67 - Sétif : 036 93 54 31 - Batna : 033 81 69 69 - Tlemcen : 043 27 62 70 - Oran (Succursale) : 0770 32 46 57
 Oran (Ets. Saidi) : 041 42 90 67 - Biskra : 033 73 75 38 - Ghardaia : 029 88 52 36 - Ain M'illa : 032 41 51 51 - Akbou (Bejaia) : 034 35 36 22 / 23 - Tamanrasset : 029 34 68 94
 Ouargla : 029 71 32 74 - Azazga : 026 34 50 72 / 0555 03 91 26 - Bordj B. Areridj : 035 79 48 83 - Jijel : 034 49 64 74 - Mostaganem : 045 33 11 04
 Mascara : 045 93 55 57 - Chlef : 027 77 05 10 - Mila : 031 57 25 25 - Bouira : 026 93 09 39 / 0770 53 25 88 - Annaba : 0770 53 28 09 / 0770 53 28 33

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
ET SOUS L'ÉGIDE DE MONSIEUR LE WALI DE LA WILAYA D'ORAN

15^{ÈME} Salon International du Médicament et de l'Équipement Médical

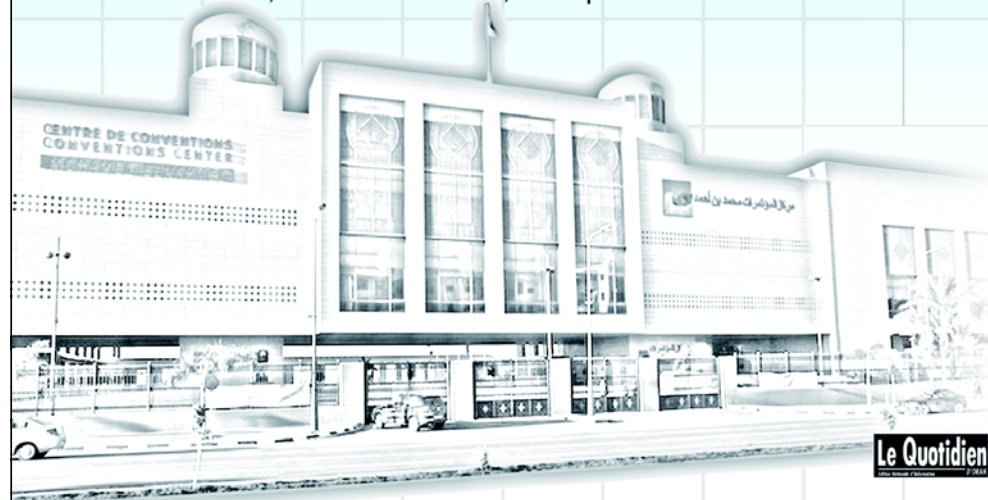
- Equipements et instruments médico-chirurgicaux
- Imagerie médicale
- Equipements et produits de laboratoire
- Equipements et produits de chirurgie dentaire
- Produits pharmaceutiques, consommable médical
- Stérilisation, fluides médicaux, orthopédie



18/21 Avril 2012
**Centre
de Conventions
Oran**

Votre Rendez-vous Santé depuis 1998

- Une exposition internationale
- Des équipements et des produits de **200 firmes** en provenance de 30 pays
- Des centaines d'experts et de techniciens à votre écoute
- Un environnement idéal pour de vrais contacts professionnels
- Le meilleur endroit pour vous informer et sélectionner vos prochains partenaires médicaux



Partenaires média



Accès réservé aux professionnels. Demandez votre invitation.

INFORMATIONS/INSCRIPTIONS : Tél./fax : 021 36 40 79 / 021 31 08 90 Mob.: 0661 514 739 / 0661 514 661 / 0550 436 446
www.simem.info / email : ittissal@simem.info

Une intervention des pays «hors champ» se profile au Sahel L'embaras d'Alger face au chaos malien



Salem Ferdi

Aqmi et Ançar Eddine font les lues, le MNLA est presque oublié ou réduit au rôle de comparse. Une communication orientée qui soulève des questions. Les ingrédients médiatiques d'une justification d'une intervention étrangère au Mali sont réunis après l'effondrement de l'armée malienne. L'Algérie peut-elle continuer à refuser l'intervention étrangère dans les affaires du Sahel qu'elle veut réserver aux «pays du champ» ?

Dans une dépêche très généraliste, l'agence Algérie Presse Service indique que le ministre délégué, chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, a discuté hier avec le commandant des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom), le général Carter F. Ham, et le sous-secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, M. Johnnie Carson, du phénomène du terrorisme et les questions liées à l'Afrique. Outre la coopération bilatérale en matière de la lutte contre le terrorisme, la source citée par l'APS indique des «questions liées à l'Afrique particulièrement la situation au Mali, Libye, Somalie et au Soudan, ont été également à l'ordre du jour...». Il est plus que probable que la situation au Mali ait été le thème le plus abordé en raison de son acuité brûlante. On n'en saura pas plus sur ce registre, les responsables algériens n'étant pas connus pour être particulièrement soucieux de bien communiquer. On le mesure d'ailleurs au sujet de l'évolution de la situation au Mali où l'on ne semble pas faire l'effort de «briefer» en off les journalistes nationaux comme cela se passe partout ailleurs. Or, dans l'évolution fulgurante de la situation au Mali, la question de la communication est fondamentale, car c'est elle qui imprime les lectures dominantes et oriente les actions. Le Mali où l'Etat central a été expulsé du nord après que son armée ait été mise en déroute par la rébellion targaie pose de graves questions à l'Algérie. La mise en exergue dans les médias du rôle d'Ançar Eddine et d'Aqmi au détriment du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) a créé du champ pour la justification d'une intervention extérieure. Même les médias nationaux -à défaut d'autres sources d'informations- suivent les orientations des agences de presse occidentale qui donnent une prééminence absolue aux djihadistes.

L'AFP MÈNE UNE «CAMPAGNE D'INTOXICATION ET DE DÉSINFORMATION»

Le MNLA le découvre d'ailleurs à ses dépens et dénonce dans un communiqué les dépêches de l'Afp qu'il qualifie de «campagne d'intoxication et de désinformation». Il affirme se démarquer de l'organisation «Ançar Eddine et autres qui se dressent sur le chemin de la libération de l'Azawad» et qu'il «tient sa position dans la ville de Tombouctou et toutes les autres villes de l'Azawad». L'analyse que l'on peut faire du communiqué du MNLA n'est pas compliquée. C'est l'expression d'une

inquiétude de voir l'argument de la menace terroriste incarnée par Aqmi servir de justification à une intervention militaire extérieure. Il n'est pas sûr que ces communiqués suffisent à conjurer une intrusion qui s'ébauche au nom de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali (Cedeao) et plus fortement de l'impératif d'empêcher Aqmi de disposer d'un pays. L'Algérie, quant à elle, se retrouve dans un contexte de tension entre plusieurs principes. Le gouvernement algérien a développé un discours selon lequel la gestion des problèmes de sécurité posée par le terrorisme dans la région du Sahel relève de la stricte compétence des «pays du champ» avec un refus de l'intervention extérieure.

LE DISCOURS DES «PAYS DU CHAMP» DÉBORDÉ

L'évolution de la situation met ce discours -l'énoncé de principes ne suffit pas à fonder une vraie ligne politique- à l'épreuve. La coordination militaire de ces pays du champ a montré qu'elle n'est que virtuelle. Le Mali, un «pays du champ», est pratiquement coupé en deux. Le MNLA, dont les Algériens connaissent les membres pour avoir souvent servi de médiateurs avec Bamako, est mis, médiatiquement au moins, au second plan au profit des djihadistes. Outre la défense de l'intégrité territoriale du Mali, cette donne djihadiste hyper médiatisée crée l'ambiance médiatique propice à une intervention des pays «hors champ». Paris qui est à la pointe dans ce domaine a obtenu des membres de Conseil de sécurité un «accord de principe» pour une déclaration sur le Mali. Cela devrait donner lieu à une «déclaration présidentielle» condamnant le coup d'Etat à Bamako et l'offensive des rebelles dans le Nord, exigeant «le retour à l'ordre constitutionnel», et soutenant les efforts de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour sortir de la crise. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, fait du «péril islamiste» un sujet majeur. Il a laissé entendre qu'Aqmi et Ançar Eddine «pourraient envisager de s'emparer de l'ensemble du territoire malien pour en faire une république islamique». «Il faut une réponse régionale au péril islamiste, qui va de la Libye jusqu'au Nigeria. Seule une coopération impliquant l'Algérie, la Mauritanie, les pays de la Cedeao (Afrique de l'Ouest) avec le soutien de la France et de l'Union européenne, pourrait permettre de progresser». Le train d'une intervention extérieure -qui peut d'ailleurs se faire sans difficulté sous couverture de la Cedeao- est en marche. On ne voit pas comment il peut être stoppé. Surtout qu'à la remise en cause du principe sacro-saint de l'intangibilité des frontières s'ajoute le spectre surdimensionné d'un «Etat Aqmi» au Sahel. A moins d'intervenir pour soutenir le MNLA dans un combat qui s'annonce inévitable avec Ançar Eddine et Aqmi avec l'assurance de négocier un statut particulier à l'Azawad dans le cadre du Mali... Mais à ce niveau, il s'agit de pure spéculation...

Mali Un «désastre» à Gao pour les habitants qui manquent de tout

Par Coumba Sylla de l'AFP

«C'est un désastre !»: depuis la prise, par des groupes rebelles, de la ville de Gao, dans le nord du Mali, il n'y a plus de céréales, plus d'argent, plus de moyens de déplacement, des pilliers sévissent et «l'électricité va bientôt être coupée», témoigne un humanitaire sur place. «Les édifices publics, les bureaux privés, les banques, les sièges d'ONG, les banques alimentaires, tout a été saccagé» par les hommes qui ont pris le contrôle de Gao le 31 mars, affirme, sous-couvert d'anonymat, cet employé d'une organisation humanitaire. «Il n'y a plus de véhicules, d'équipement, de matériel. Il n'y a plus d'hôpital, plus de dispensaire, plus de centre de santé communautaire», poursuit-il. «Ils ont enlevé même les lits, même les portes de l'hôpital». Et «on nous a dit que l'électricité va bientôt être coupée». Selon lui, «il y avait plus de 2.000 tonnes de céréales, d'huile végétale» dans un entrepôt étatique, des provisions censées permettre d'assister les populations, en réponse à la crise alimentaire sévère frappant cette région du Sahel. Mais «tout est parti», y compris des entrepôts des organisations interna-

tionales dont le Programme alimentaire mondial (PAM). «C'est un désastre, je n'ai pas d'autre mot».

Trois groupes distincts se partagent le contrôle de l'agglomération, selon des sources concordantes. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) tient le camp militaire en périphérie. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe dissident d'Aqmi dirigé essentiellement par des Maliens et des Mauritanien, contrôle le camp, en centre-ville, et deux quartiers voisins avec Ansar Dine. Et il y a enfin les trafiquants et autres groupes criminels, plus ou moins bien identifiés.

«ON VA TOUS MOURIR ICI»

Ces «bandits et des petits vagabonds profitent de la situation», raconte un entrepreneur privé, en charge d'une quinzaine de salariés. «Tout ce qu'il y a comme véhicules, ils les prennent et partent avec. Ceux qui ne se sont pas encore fait voler ne sortent plus avec leur moto ou leur voiture.» «Aujourd'hui, les habitants de Gao sont obligés de marcher à pied. On n'aurait jamais imaginé que cela nous arriverait», ajoute cet habitant, qui dit regret-

ter de ne pas pouvoir quitter la ville, située sur le fleuve Niger, à près de 1.200 km au nord-est de Bamako. «Les gens quittent Gao. Ils essaient, mais même cela, il faut avoir de la chance. Dans les rares cars qui partent, il n'y a pas de place jusqu'à mardi prochain». Le prix du litre de carburant a été multiplié par deux: «maintenant, c'est 1.500 FCFA (2,3 euros), si tu as la chance d'en trouver». Les vivres commencent à manquer. «On n'a plus rien, depuis trois jours, on ne mange que de la bouillie». «Nous sommes dans la psychose. Si rien n'est fait, on va tous mourir ici», dit-il, la voix brisée par l'émotion. Selon l'humanitaire, plusieurs centaines de personnes sont parvenues à quitter Gao à pied, et à traverser en pirogue le Gourma, à l'intérieur de la boucle du fleuve Niger. Mais mardi matin, «ceux qui ont tenté de partir ont été refoulés». Ces restrictions des déplacements de civils ont été confirmées par un autre habitant. A Bamako, la junte au pouvoir depuis le 22 mars, a dénoncé ces entraves au mouvement des populations dans tout le nord du pays, affirmant par ailleurs, que les groupes armés y ont perpétré de «graves violations des droits de l'homme», en particulier des viols.

Affaire Merah Les chefs du renseignement français auditionnés

Moncef Wafi

Lors que le gouvernement de droite, à travers ses ministres de l'Intérieur et de la Défense, Claude Guéant et Gérard Longuet, avait refusé l'audition des chefs du renseignement, Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), et Bernard Squarcini, directeur central du renseignement intérieur (DCRI), à la demande de David Assouline, président socialiste de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois, les chefs des services du renseignement français ont été finalement entendus par la délégation parlementaire au renseignement sur l'affaire Mohamed Merah. Présidée par le député UMP Guy Teissier, cette instance, aux travaux couverts par le secret-défense, est composée à parité d'élus de droite et de gauche: quatre députés et quatre sénateurs, trois députés UMP, un député PS, trois sénateurs PS et un sénateur UMP. L'audition des patrons des services secrets français devait expliquer la façon dont le Raid a débusqué Mohamed Merah et comment la police a négocié avec le tueur. Outre Erard Corbin de Mangoux et Bernard Squarcini, Ange Mancini, coordonnateur national au renseignement, était également entendu dans l'affaire Merah. Cette commission créée en 2007, produit un rapport annuel pour le chef de l'Etat et effectue des mises au point, chaque mois, avec les patrons des agences de renseignements (DGSE, DCRI, DRPP, DPSD, DGSE, DRM, DNRED, Tracfin). Au sortir de l'audition, Guy Teissier, a, exceptionnellement, animé une conférence de

presse où il assurait qu'il n'y avait «aucune ombre au tableau». Selon lui, la commission est «pleinement satisfaite» de ces auditions et n'a détecté «aucune faille». Le refus du gouvernement d'accéder à la demande du Sénat, à majorité de gauche d'auditionner Corbin de Mangoux et Bernard Squarcini, avait soulevé l'ire de l'opposition et celle de Jean-Pierre Bel, le chef de file des sénateurs PS, à la tête de la Haute Assemblée qui s'est dit indigné par ce refus. David Assouline avait déclaré vouloir, derrière son initiative, «dresser un diagnostic partagé des dispositifs législatifs en vigueur concernant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme». Le vendredi 30 mars, Gérard Longuet et Claude Guéant, les ministres de la Défense et de l'Intérieur, décident de ne pas donner de suite favorable à la demande socialiste prétextant un «devoir de réserve» des deux fonctionnaires concernés «n'ayant pas de responsabilité en matière d'évaluation des lois». Jean-Pierre Bel a dénoncé ce refus, demandant au gouvernement «de revenir sur cette décision, qui constituerait un grave précédent, mettant en cause les prérogatives constitutionnelles du Sénat de la République», d'autant plus qu'un accord avait, au demeurant, été donné pour une série d'auditions». Le président de la Chambre haute justifie cette demande du Sénat par «l'actualité et des annonces du président-candidat sur des projets de réformes législatives en matière de lutte contre le terrorisme qui seraient soumis à un prochain Conseil des ministres». Par ailleurs, les arrestations se poursuivent dans les milieux d'islamisme

tes dits radicaux, puisque dix d'entre eux ont été interpellés, dans plusieurs villes de France, hier matin, lors d'une nouvelle opération policière. Cette nouvelle opération, indépendante des descentes de vendredi dernier, qui ont ciblé l'organisation «Forsane Alizsa», a visé des personnes susceptibles de s'être rendues en Afghanistan ou au Pakistan ou de vouloir s'y rendre pour mener le djihad. En quelque sorte des arrestations préventives dont la médiatisation a été critiquée par plusieurs candidats à l'Elysée. Lors de ce coup de filet, la police est notamment intervenue à Roubaix et à Marseille, alors que d'autres interventions ont également eu lieu à Carpentras (Vaucluse), à Valence, à Pau et dans le Lot-et-Garonne, selon une source policière. A Roubaix, trois personnes ont été interpellées: deux hommes vêtus de djellaba et une femme et à Marseille, un jeune homme a été interpellé dans les quartiers nord. A Bordeaux, un homme a été arrêté hier matin, puis conduit au domicile de sa mère à Bon-Encontre (Lot-et-Garonne), où une perquisition a eu lieu. A Pau, deux frères ont été arrêtés, selon les médias locaux. Des perquisitions ont eu lieu au domicile des personnes interpellées, et du matériel informatique a été saisi, selon une source judiciaire. Treize membres présumés du groupuscule salafiste «Forsane Alizsa», interpellés la semaine passée, ont été mis en examen dans la nuit de mardi à mercredi, dont neuf écroués. Ils sont soupçonnés d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et d'acquisition, de détention et de transport d'armes.

Bouteflika reçoit le chef d'état-major des forces armées du Qatar

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a reçu mercredi à Alger le chef d'état-major des forces armées du Qatar, le général-major Hamad Ben Ali Attiya. L'audience s'est déroulée à la résidence Djenane El Mufti, en présence du ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, du ministre délégué

auprès du ministre de la Défense nationale, M. Abdelmalek Gueanaïza, et du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel. Etaient également présents à cette rencontre, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) et le

chef du département organisation et logistique à l'état-major de l'ANP, le général-major Abdelhamid Gheris. Le chef d'état-major des forces armées du Qatar avait entamé mardi une visite officielle de deux jours en Algérie à l'invitation du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
OFFICE ALGERIEN INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES
UNION DES COOPERATIVES DE CEREALES

U. C. C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 02/2012

L'Union des Coopératives de Céréales lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour :

**" La fourniture de Fongicide de traitement des semences
des céréales, équivalent au traitement de 2 000 000 de quintaux
sous forme liquide ".**

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges, contre paiement de la somme de cinq mille dinars (5 000 DA) auprès de :

**L'Union des Coopératives de Céréales " U.C.C. "
05, Rue SADEK Abdelkader (SANANES) - ORAN -
TEL/FAX : (041) 36.46.18**

Les offres accompagnées de tous les documents nécessaires exigés par la réglementation en vigueur devront être déposées à l'adresse indiquée sous double pli cacheté - L'enveloppe extérieure doit être anonyme et comporter la mention suivante :

**" Avis d'Appel d'Offres National N° 02/2012 "
NE PAS OUVRIR**

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux avant 12 heures (article 10 du cahier des charges).
Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui est fixée le jour de la date limite de dépôt des offres à 14 heures à l'adresse indiquée ci-dessus (article 13 du cahier des charges).

La validité de l'offre est de 90 jours à compter de la date fixée pour la réception.



الجمع الصناعي لإسمنت الجزائر

GROUPE INDUSTRIEL DES CIMENTS D'ALGERIE

« S.C.I.Z. » SOCIÉTÉ DES CIMENTS DE ZAHANA

ش.ذ.أ. - رأسمالها الاجتماعي: 1.920.000.000 DA
Société par actions au capital social de : 1.920.000.000 DA
N° Identification Fiscale : 099829066212633 - N° Article d'Imposition : 29300080112 -
N° Registre de Commerce : 98B0662126

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

AON N° 08/DT/SCIZ/2012

La Société des Ciments de Zahana S.C.I.Z. lance un avis d'appel d'offres national restreint pour :

**L'EXPLOITATION, LE CHARGEMENT ET LE TRANSPORT
DE 400 000 TONNES DE MARNE**

• Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du secrétariat des marchés, sis à l'adresse indiquée ci-dessous contre le paiement de la somme de Cinq Mille (5 000,00 DA) dinars algériens.

**SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES MARCHES
DE LA SOCIÉTÉ DES CIMENTS DE ZAHANA
ADRESSE : ROUTE NATIONALE N° 13 ZAHANA WILAYA DE MASCARA
Tél : 045.83.11.48/49 - Fax : 045.83.11.45**

• Les offres techniques et commerciales accompagnées des documents exigés dans le cahier des charges doivent être adressées à l'agence postale de Zahana, BP N° 56, sous pli fermé et anonyme en 03 exemplaires, l'enveloppe extérieure devra comporter uniquement les mentions suivantes :

**SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES MARCHES
DE LA SOCIÉTÉ DES CIMENTS DE ZAHANA
ADRESSE : BP N° 56 ZAHANA WILAYA DE MASCARA
" Avis d'appel d'offres national restreint "
" AON N° 08/DT/SCIZ/2012 "
- A ne pas ouvrir -**

• Le délai de remise des plis est fixé à Quinze (15) jours, après la première parution du présent avis d'appel d'offres dans le Bomop et le quotidien national.
• Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée ci-dessus.
• Toute offre non présentée tel qu'il est indiqué dans le présent avis et conformément au cahier des charges, fera l'objet d'un rejet automatique.

LA DIRECTION GENERALE DE LA NOUVELLE ENTREPRISE DE CONFECTION

E.P.E. / N.E.C. - 10, Bd Docteur Damardji Saïd - SAÏDA
NIF : 099820010765035

AVIS DE CONSULTATION N° 01/N.E.C./2012

La direction générale de la nouvelle entreprise de confection, lance un avis de consultation pour : L'étude, le contrôle et le suivi des travaux d'aménagement et de réfection de l'usine.

Les bureaux d'études intéressés, peuvent retirer la présente consultation auprès de la direction de la nouvelle entreprise de confection Saïda (Service du Contentieux) 10, Bd Docteur Damardji Saïd, contre le paiement de 500 DA non remboursable à verser au compte bancaire N° 00100724030030161208 ouvert après de la Banque Nationale d'Algérie Agence de Saïda - La présentation du bon de versement de la somme citée ci-dessus comme pièce justificative -

La proposition devra être scindée en deux (02) parties, offre technique et offre financière.
Les offres doivent être placées dans trois (03) enveloppes distinctes cachetées portant en plus du nom de la société les mentions suivantes :
- Offre technique
- Offre financière
- Caution de soumission.

Les enveloppes des offres techniques, financières et caution de soumission, seront placées dans une enveloppe extérieure fermée et cachetée, de préférence à la cire, portant entre autre indication :

**" CONSULTATION N° 01/N.E.C./2012 "
DIRECTION GENERALE DE LA NOUVELLE ENTREPRISE DE CONFECTION
E.U.R.L. / E.P.E. / N.E.C. - 10, Bd Docteur Damardji Saïd - SAÏDA
" SOUMISSION A NE PAS OUVRIR "**

La date limite de dépôt des offres est fixée à 30 Jours à compter de la première date de parution de la présente consultation dans Le Quotidien d'Oran.

L'ouverture des offres technique et financière sera dans la même séance.
Les soumissionnaires seront invités, pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis qui se tiendra (07) Jours après la date limite de dépôt des offres à 10 H 00 heures, sous la présence d'un huissier de justice, au siège de l'entreprise.

Les offres doivent contenir obligatoirement l'ensemble des pièces citées ci-dessous :

- Offre Technique comportant :
 - 1 - Agrément et statut du soumissionnaire (copie légalisée).
 - 2 - Le casier judiciaire du gérant en cours de validité (l'original).
 - 3 - Déclaration à souscrire soigneusement remplie, datée et signée.
 - 4 - Attestation de délai d'exécution des études soigneusement remplie, datée et signée.
 - 5 - Copie certifiée de la carte fiscale.
 - 6 - Les références professionnelles du soumissionnaire (attestation du maître d'ouvrages).
 - 7 - La déclaration de probité.
 - 8 - Un extrait de rôle apuré.
 - 9 - Les attestations de mises à jour CNAS - CASNOS.
 - 10 - Un descriptif détaillé des travaux et méthodologie proposée.
- N.B. : Le dossier technique ne doit comporter aucune référence ou indication au montant de l'offre.
- Offre Financière comportant :
 - 1 - Lettre de soumission soigneusement remplie, datée et signée.
 - 2 - Le détail estimatif et quantitatif.
 - 3 - Les délais des études.
 - 4 - Les honoraires de l'étude et suivi avec détail.
- Caution de soumission.

Cette consultation est effectuée dans le cadre d'un appel à la concurrence, la proposition retenue sera celle qui répondra le mieux aux intérêts de l'entreprise, en prenant en considération, la combinaison des paramètres suivants : - Qualité de Service. - Prix.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 Jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

الدیوان العمومي لمكتب الأستاذ سعد الله عبد الكريم
محضر قضائي بمحكمة عين تموشنت - لدى اختصاص مجلس قضاء سيدي بلعباس
الذي مكتبه ب: شارع أمبارك بوسيف رقم 15 - عين تموشنت

إعلان بالبيع بالمرزاد العلني

Tél : 043-60-67-82

تنفيذا للأمر بالحجز العقاري الصادر عن السيد رئيس محكمة عين تموشنت بتاريخ 2011/05/22 تحت رقم 11/225. تنفيذاً للنسخة التنفيذية للإشعار بالملاحة الصادرة عن محكمة عين تموشنت المؤرخة في 2009/06/20 تحت رقم 09/390. سيتم البيع بالمرزاد العلني لحق انتفاع دائم في الثبوع وبالتالي بين أعضائها للجماعة المتألفة من المنتجين المذكورين (خلادي عبد القادر ولد أحمد بن طيب سعيد ولد محمد - بلغصاري زناقي ولد محمد) القطعة (أو القطع) الأرضية الخامسة أ القسم المصاحبة رقم 00 من مخطط مساح الأراضي كما هي مبنية في المخطط المصاحبة المرفق بهذا العقد البالغة مساحتها 50 هكتار و 25 آر و 50 م الواقعة ببلدية عين الكحل بالمكان المسمى مزرعة قودي المنبثقة عن إعادة تنظيم المزرعة الاشتراكية الفلاحية المسماة سابقا بوشقيق والتي تشكل المستمرة الفلاحية الجماعية المسماة بوشقيق رقم (5).

- وذلك بتاريخ 2012/05/02 على الساعة التاسعة صباحا بمحكمة عين تموشنت لصالح الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعامل غير الأجراء وكالة عين تموشنت ضد السيد خلادي عبد القادر.
السعر الافتتاحي للمزايدة: 2.700.000.00 دج (مليونان وسبعمائة ألفا ديناراً جزائرياً).
على الراعي عليه المزايدة أن يدفع حال انعقاد الجلسة خمس الثمن (5/1) والمصاريف والرسوم المستحقة.
- للإطلاع على دفتر الشروط الاتصال بكتابة الضبط لدى محكمة عين تموشنت أو لدى مكتب الأستاذ سعد الله الواقع مكتبه الاجتماعي برقم 15 شارع أمبارك بوسيف عين تموشنت.

المحضر

SOCIÉTÉ PRIVÉE SISE À SIDI BEL ABBÈS

RECRUTE

- * **Un (01) Responsable Communication**
 - Formation supérieure en marketing, communication ou en hydraulique,
 - Expérience avérée et référencée d'au moins cinq (05) années dans la communication,
 - Bonne maîtrise du français, l'anglais souhaité,
 - Etre âgé entre 35 et 45 ans,
 - Apte aux déplacements.

- * **Des Ingénieurs Technico-commerciaux**
 - Formation en hydraulique (option : tuyauterie, gaz),
 - Expérience avérée et référencée d'au moins trois (03) années,
 - Bonne maîtrise du français et de bonnes connaissances de l'anglais,

- Etre âgé au maximum de 35 ans,
- Apte aux déplacements.

*** Un (01) Responsable Hygiène et Sécurité**

- Formation d'ingénieur en Hygiène et Sécurité Industrielle,
- Expérience avérée et référencée d'au moins huit (08) années dans le domaine d'environnement Hygiène et Sécurité,
- Excellente connaissance des règles en matière d'EHS,
- Etre âgé entre 35 et 45 ans.

Conditions requises pour tous les postes :

- Permis de conduire exigé.
- Maîtrise de l'outil informatique.

**Merci d'adresser un CV détaillé avec photo & lettre de motivation exclusivement par mail à l'adresse suivante : embauche_2012@yahoo.fr
Il ne sera répondu qu'aux candidats jugés intéressants.**

Le printemps arabe, dites-vous ?!



PAR AÏSSA
HIRÈCHE

Depuis l'aube des temps, nous nous transmettons des rites et des festivités dont le seul objectif est de fêter cette période de la vie.

Une période dont les symboles sont les oiseaux, les fleurs et le soleil et qui est assimilée à la beauté, à la liberté et à la vie. Dans les histoires de nos grands-mères, il y a toujours une hirondelle, une fleur, du soleil, de l'herbe, des papillons... ou tout autre chose qui réfère au printemps. Dans les vers de nos poètes il y a toujours une place pour le printemps lorsqu'il ne s'agit pas d'alexandrins, voire de quatrains, carrément dédiés au printemps. Dans les airs de nos musiciens, il y a toujours un bémol qui fait le clin d'œil au printemps.

Notre histoire avec le printemps remonte au début, au tout début, du temps. C'est-à-dire à ce moment précis où nous avons raté le départ et à partir duquel rien n'a jamais été pour nous comme il faut. Ce faux départ qui nous a coûté du sang, de la sueur et du temps sans que nous puissions avancer, ne serait-ce que d'un pas, pour voir de plus près à quoi ressemble un présent et à quoi, bon sang, pourrait bien ressembler l'ombre d'un avenir.

Coincés entre l'hiver qui ne passe pas et le printemps qui n'arrive jamais, nous n'avons jamais su de quoi est faite une saison. Nous ignorons comment se passe une année et, dans nos souvenirs imprécis et fuyants, seules quelques feuilles mortes, presque entièrement recouvertes de boue, nous font croire qu'avant notre hiver il y eut, sur notre partie de la terre, un automne. Peut-être!

Nos grands-pères n'ont connu que l'hiver, sans même le vivre. Leurs grands-pères aussi. Nous, pour notre part, continuons aussi à faire perpétuer cette saison du froid et de la grisaille sans trop savoir pourquoi. Ni même comment !

Nos enfants, si différents de nous, peut-être un peu moins lâches, peut-être un peu plus téméraires, mais sans doute aussi un peu moins rêveurs, et voyant que l'hiver refuse de partir, ont décidé de convoquer le printemps. Et, comble de l'audace, ils lui ont même exigé une ... option. Le printemps démocratique !!!

En cœur abandonné, le printemps ne demandait qu'à être pris. Sauf que le printemps d'aujourd'hui est... trop âgé. Les cheveux blancs et la peau déshydratée et profondément creusée par les serres d'une période plus froide que l'ère glaciaire, le printemps a perdu de sa verve et de sa beauté mais, malgré tout, il a décidé de répondre à l'appel.

Pour le principe, certes, mais aussi par respect à ceux qui ont eu le courage et la volonté de lancer le cri à travers les entrailles d'un hiver plusieurs fois millénaire. Et puis, surtout, par curiosité parce que le printemps n'a jamais entendu de parler de nous les arabes. Et pour une fois qu'il a la possibilité de voir à quoi cela peut bien ressembler, il ne va pas rater l'occasion.

Aussi, il n'hésita pas à glisser les pattes dans ses vieilles sandales et, se mettant à souffler

Avril... c'est le début du printemps. Le starter du rêve. C'est l'ouverture des portes et des yeux et, surtout, des cœurs. C'est le départ de quelque chose de nouveau et de beau! Nous les Arabes, nous aimons bien le printemps.

dans son harmonica usé, il avançait au rythme de son arthrite et de ses veines éclatées. Lorsque l'air remplit l'air et que la nouvelle que le printemps était en marche fut donnée, la joie s'empara de tout le monde. Les jeunes envahirent la rue, comme seuls les jeunes savent le faire. Les plus âgés, par regret de ne pas avoir essayé depuis trente-deux générations, se mirent à verser des larmes en caoutchouc. Certainement à cause des quelques balles en caoutchouc qu'ils n'avaient pas reçues. Et les femmes, comme font les femmes toujours, se mirent à innover dans les you-you de circonstances... Le printemps est en marche, se disait-on à tout bout de chemin. Alors vive le printemps, répondit-on un peu partout, presque en chœur.

Les chaînes de télévision du monde entier s'émerveillaient devant le miracle. Nul ne s'attendait à ce que le printemps se levât après tant de temps passé couché. Certaines de ces chaînes se prosternent même longuement pour faire les louanges de facebook et s'attarder sur les vertus de la technologie moderne qui a permis de relayer les cris des jeunes.

D'autres se mirent à vouloir s'accaparer de l'instant, comme El Jazeera qui se découvrit, d'un coup et par on ne sait quel miracle, coach virtuel de la partie. D'autres chaînes, beaucoup plus sérieuses, se mirent à analyser qui la marche du printemps, qui la marche des hommes, qui la marche du temps... et les théories se mirent à couler. D'abord sur le pouvoir de ceux qui peuvent, ensuite sur le pouvoir de ceux qui auraient pu, puis sur celui de ceux qui pourraient... le complot, la trahison, la vengeance... tout passait comme thèmes de débats télévisés entre d'illustres inconnus, d'ici et d'ailleurs.

Et tout passait aussi comme nourriture servie aux jeunes crieurs au printemps qui devinrent, par ci des manifestants, par là des révolutionnaires.

Dans tous les cas des héros adulés et applaudis ! Les plus audacieux iront jusqu'à proposer deux jeunes femmes signataires de l'appel au printemps au prix Nobel de la paix... pendant ce temps, le printemps avançait. Lourdemment certes, mais il avançait tout de même... et plus il avançait, plus la fête grandissait. Un vieil imam ira jusqu'à faire un long voyage pour faire le prêche et la prière du vendredi sur la place Tahrir. Un autre vieillard prit ses valises et, le bas de la veste entre les dents, se mit à courir jusqu'à Tunis... un autre s'esclaffa à Doha de ne pas pouvoir faire de même pour aller à Alger. Puis commença une valse à dix mille temps comme aurait dit Brel. Ici, des américains, là, des israéliens, par ci des coptes, par là des chrétiens, de ce côté-ci les juifs, de ce côté-là des kurdes, là les chi'ites, là-bas les alaouites...

Le printemps, murmurait-on dans les salles de spectacles, n'aime pas les anciens régimes et les anciens maîtres. Il lui faut de nouveaux.

Oui, bien sûr de nouveaux régimes et de nouveaux maîtres!

Ben Ali eut à peine le temps de se rendre compte qu'il n'avait pas compris les siens pour qu'il se retrouvât ailleurs. Moubarak s'entêta et se trouva sur un lit deprison. Ali Salah reçut quelques obus. Kadhafi y laissa la vie... Nul ne savait à quoi pourrait ressembler la venue du printemps chez les arabes. Nul ne pouvait savoir.

Ni ces arrivistes qui font les intéressants en vous reprochant de tout vouloir expliquer par la théorie du complot.

Ni ces idiots ahuris qui, du jour au lendemain, se croient devenir des analystes politiques parce qu'ils habitent à côté d'une faculté de sciences po.

Les jeunes rêveurs, un peu partout où se trouve l'arabe, et qui voulaient simplement le printemps devinrent, par la force des médias, des manifestants endurcis et ne tardèrent pas à se transformer, par la grâce des émissaires d'Occident, en révolutionnaires.

Du sang coulait à flot en Lybie et au Yémen. Puis il se mit à couler aussi en Syrie lorsque les syriens se mirent en tête de vouloir faire une réception au printemps, de passage près de chez eux. Nul ne sait plus s'il faut chanter en attendant le printemps ou s'il faut panser les plaies grandes ouvertes. Nul ne sait plus s'il faut pleurer les morts ou en vanter le martyr. Nul ne sait plus si ce printemps tant désiré par nos amis occidentaux, plus que chez eux-mêmes, mérite tant de sang et tant de désastres.

La Lybie est brûlée et détruite. Les entreprises occidentales se frottent la main car elles vont devoir tout reconstruire, même ce qui n'a pas été détruit. Des guerres ci et là entre les tribus laissent croire que le désastre est bien parti pour durer et laisser le temps aux autres d'aspirer le pétrole maudit. Les gens d'Egypte ne savent plus comment passer du crépuscule à l'aube. Ils ont oublié le printemps et ne savent plus s'il faut l'attendre ou s'il faut le fuir. Au Yémen on attend aussi, sans trop savoir quoi. Ni pourquoi. Aux dernières nouvelles, il paraît que la nuit a jeté l'ancre. En Tunisie, certains ne veulent pas forcer le peuple à faire ce qu'il ne veut pas.

Ils veulent tout juste qu'il respecte ce que décide leur ... majorité. En Syrie la terre fume et le ciel fume... en attendant que passe l'hiver... tout le monde se regarde et puis, après un long silence, on se rappelle qu'il était question d'un printemps qui devait venir. Où est-il ? demandez-t-on ci et là. Personne n'est capable de répondre.

On sait tout juste que, après une année de marche, il n'est toujours pas arrivé... personne ne l'a vu. Pas même les animateurs des plateaux de TV d'occasion qui refusent de faire leurs valises. Peut-être qu'il est parti dans le mauvais sens.

Qui sait ? Peut-être n'est-ce au fond qu'une fable à laquelle il faut bien cesser de croire ! Peut-être même que le printemps n'a jamais existé ailleurs que dans l'imaginaire. En tout cas, une fois encore, ni les arabes n'ont eu leur printemps, ni le printemps n'a eu ses arabes.

médiatic

PAR
BELKACEM
AHCENE-
DJABALLAH



Livres : voix et mémoires de «justes»

« un « artiste » (français) qui s'étonnait qu'il soit Algérien et qu'il ait gardé son nom, un de nos grands peintres...et poète ...et cinéaste, Denis Martinez répliqua : « Cher monsieur, sachez que je n'ai pas choisi d'être Algérien. Je suis Algérien. Comme tout le monde. Je suis né en Algérie, de parents et d'arrière-grands-parents nés en Algérie. J'appartiens à une réalité historique du pays. Je m'appelle Martinez, je suis Algérien et je vous emmerde ». Ils sont nombreux à penser comme lui... peut-être avec un vocabulaire moins cru. 200 000 avaient choisi l'Algérie en 1962. Il en reste à peine quelques centaines. Souvent « injustement oubliés » (C-E Chitour), sauf lors des anniversaires ou des décès. Un gaspillage monstrueux ! Pour s'en apercevoir, il faut revenir sur les écrits de certains d'entre-eux. Des « Saints », pas tous, mais des « Justes », pour sûr !

Claudine est née à Longeau, en France, issue d'une famille républicaine. Pierre est né à Alger, en Algérie et a été élevé dans l'ambiance du christianisme social. Ils se sont rencontrés, à Hydra, un soir de décembre 1954... chez André Mandouze, le fameux universitaire catholique, militant antifasciste et anti-colonialiste, « éveillé des consciences ». Et, les voilà partis pour une longue et passionnante histoire. Un couple qui s'est engagé immédiatement pour le combat pour la liberté des Algériens et la libération du pays. Un très long parcours pavé de luttes et qui ne s'est jamais arrêté... jusqu'à nos jours. Avec des risques et des sacrifices inimaginables à l'exem-

ple de leur voyage en Kabylie, en 1956, avec le texte de la plate-forme de la Soummam dissimulé dans les langes de leur bébé, Luc (Omar Zellig, le journaliste de la Chaîne III dont on comprend maintenant d'où lui vient cet esprit continuellement « rebelle », s'étant « frotté » très tôt à un document révolutionnaire) ou en février 1957, l'évacuation de Abane Ramdane, lui-même, à bord de la « dodoche » (2 Cv) de Mme Chaulet vers le maquis proche de Blida.

La prison, l'expulsion d'Algérie, le journalisme à Tunis au sein de la rédaction d'El Moudjahid (historique). Claudine est toujours là, soutenant, conseillant, enseignant, agissant... La lutte continue! L'Indépendance venue, ils sont toujours là, au service du pays. Pour l'un, c'est le secteur de la santé, sa réorganisation et la lutte contre les maladies des pauvres et des démunis comme la tuberculose. Pour l'autre, c'est la recherche sociologique et l'action de promotion du monde agricole, entre autres. L'islamo-terrorisme, couple sanglant et sanguinaire des années 90, ne les décourage pas. Tout juste, à partir d'un certain moment, un repli momentané, ailleurs, par sécurité, les « étrangers » (en fait, tout ce qui n'était pas « vert ») étant tout particulièrement ciblés. Puis, le retour au pays. La lutte continue ! « L'itinéraire des Chaulet est, d'une certaine manière, le reflet fidèle d'une Révolution à laquelle ils ont participé de bout en bout » (Rédha Malek, préface). « Nous étions pris, et le sommes encore, par une histoire qui nous dépasse, au sein de laquelle nous avons essayé de garder lucidité, fidélité, espoir et humour », disent-ils. Une famille révolutionnaire modeste ! Qui dit mieux ?

-Le choix de l'Algérie. Deux voix, une mémoire. Préface de Redha Malek. De Pierre et Claudine Chaulet. Editions Barzakh, Alger 2012. 502 pages. 900 Da

Avis

Un combat ininterrompu contre le colonialisme et l'injustice, puis d'une lutte contre le sous-développement et pour la justice sociale. A lire absolument et sans retard !

Né en France, le Cardinal Duval est mort à Alger le 30 mai 1996 à l'âge de 92 ans, et il repose dans la basilique Notre-Dame d'Afrique, en terre d'Algérie, comme il l'avait souhaité, juste après sa retraite. Le professeur Asselah raconte que le Cardinal avait insisté pour qu'il soit, un jour, suite à une petite chute malencontreuse, s'opposant aux pressions de ses parents qui voulaient que cela soit fait à Genève, être opéré en Algérie, par des Algériens. Ce qui fut fait. Issu d'une famille d'agriculteurs, très tôt familier avec les travaux des champs, il sera, par la suite, toujours attentif aux petites gens et à leurs conditions de vie. Ses prises de position contre la torture, durant la guerre de libération nationale, pour la satisfaction de la volonté d'autodétermination, contre les ultras (des bombes ont été déposées dans la cathédrale et dans trois églises), contre les centres de regroupement, ses

appels à la fraternité...lui avaient causé bien des ennuis.

Après l'Indépendance, ayant obtenu la nationalité algérienne, il est élevé à la pourpre cardinalice, et... « grâce à la grande amabilité de Taieb Boulahrouf, ambassadeur d'Algérie près le Qirinal, la solennité a revêtu un caractère national ». Le Cardinal est reçu avec de grands honneurs à l'Ambassade d'Algérie... et, pour la première fois, l'hymne national algérien a été entonné à Rome. Des témoignages dont celui du président A. Bouteflika, des documents, des photos, des extraits d'une table-ronde tenue le 15 mai 2006 à la Bibliothèque nationale.....

A signaler le témoignage émouvant du Pr. Asselah, qui rapporte les rencontres « dans une ambiance décontractée », du Cardinal avec les intimes Kateb Yacine, M'Hamed Isiahem et Ali Zamoum. Léon Etienne Duval, plus qu'un juste, un Saint !

Cardinal Léon Etienne Duval. La voix d'un juste (1903-1996). Un ouvrage documentaire...de Denis Gonzalez.. Enag Editions, Alger 2008. 221 pages, 550 dinars

Avis

A lire . A méditer. Bien des passages sont dignes de figurer dans les ouvrages scolaires de philosophie et d'histoire. Mais, chez nous, la philo n'a plus droit de cité. Quant à l'Histoire !!!!!

Lire aussi Un curé d'Algérie en Amérique latine, 1959-1960 . De l'Abbé Alfred Béren-guer, Sned, 1966. 261 pages. Pour savoir que l'Indépendance du pays est le fruit d'efforts collectifs, conjugués à des initiatives individuelles...dont ceux d'un «curé de campagne», un authentique pied-noir, pourchassé par les «services» français. Plus qu'un juste. Un «saint -juste».

Algérie, années 50. Un prêtre témoigne Récit autobiographique (Chroniques). De André Lecourtois, Lazhari Labter Editions, Alger 2009 .296 pages, 600 dinars. Pour se rappeler qu'une guerre de libération nationale est certes toujours activée par quelques dizaines de leaders, mais elle est menée, aussi, avant et pendant, par des milliers d'anonymes de tous horizonsqui n'ont rien réclamé...après !

Les Chrétiens dans la guerre d'Algérie. L'action de la Mission de France de Sybille Chapeu, Editions Dahlab, Alger 2010. Ainsi que d'autres livres sur/de Annie Steiner, Alleg, Mandouze, Fanon, Lucette Hadj Ali, Grangaud, Jeanson, Roberto Muniz dit Mahmoud l'Argentin, Colozzi, Yveton, Audin....

Icônes d'Algérie

L'Algérie doit protéger ses monuments et ses symboles. Ne plus permettre que des icônes, comme Zohra Drif, soit mises en accusation par des criminels et des colons.



PAR ABED CHAREF

Zohra Drif n'est pas seulement une sénatrice. C'est une icône. Un symbole. Une de ces personnes dont on croise le nom dans les livres d'histoire, et qu'on est tout surpris quand, à la faveur d'un évènement quelconque, on découvre qu'elle est là, en chair et en os. On s'adresse à elle comme on s'adresse à l'héroïne d'un film ou d'un roman : on ne sait pas trouver le ton juste, ni les bonnes formules.

A 74 ans, cette dame, qui fut belle, courageuse, engagée, et qui voulut être libre dans son pays, garde toujours cette auréole qui entoure les femmes de sa stature. Elle symbolise un combat, un moment de l'histoire, une cause. Et son nom débordait, pour englober des idées, des concepts, des causes parfois inattendues. Elle est la liberté, la solidarité, le sacrifice, le don de soi.

On ne sait, au bout du compte, si c'est elle qui a habité son combat, ou si c'est son combat qui l'a habilitée. Son nom et son combat ne font qu'un. Elle est Zohra Drif, mais elle aurait été Djamilia Bouhired, rien n'aurait changé. Ces femmes ont forcé le destin, et l'Histoire les a adoptées. Elles font partie des monuments d'un pays, des monuments qu'il faut protéger contre l'usure du temps.

Et le temps est, précisément, à un révisionnisme dévastateur, un révisionnisme qui pousse une dame de cette stature à se retrouver face à des petits colons au discours intolérable. Invitée à parler de la guerre de libération, en commémoration du cinquantième anniversaire de l'indépendance, Zohra Drif a été confrontée à des gens qui dé-

plorent que cette dame ait fait ce qu'elle a fait. Elle s'est battue « pour une cause qu'elle considère encore aujourd'hui comme juste. Elle va jusqu'à poser une bombe dans un bar fréquenté par les pieds-Noirs. Et tue », déplorent ses interlocuteurs.

Oui, elle tue. Parce que dans une guerre, faut-il le rappeler, on tue. On tue pour se libérer, pour défendre sa dignité, sa terre, son pays. Ou pour opprimer un peuple, pour maintenir les victimes dans l'esclavage, pour maintenir sa domination. Pour détruire un ordre colonial ou pour le préserver. Là est la différence.

Zohra Drif assume évidemment son combat. Il ne s'agit pas de « confrontations personnelles », mais une guerre entre deux systèmes, l'un qui veut libérer un pays, l'autre qui veut le maintenir asservi. Mais ceux qui l'ont invitée à débattre déplorent qu'elle « demeure d'une froideur déconcertante ». Parce que ces nouveaux colons veulent des excuses. Ils demandent à Zohra Drif de s'excuser auprès de ses victimes. Lors d'un débat organisé à Marseille, ils déplorent que le public soit dans « l'attente d'excuses qui ne viendront jamais ». Et, au final, le site d'un célèbre magazine nous raconte que quand Zohra Drif a été interpellée par une personne blessée dans un attentat, elle « a détourné la tête pour ne pas avoir à croiser son regard ». C'est que la grande dame aurait honte de son geste, peut-être.

De tels propos sont dans la ligne de la loi du 23 février 2005, la fameuse loi votée sous Jacques Chirac, et qui mettait en avant les aspects positifs de la colonisation. Quand cette loi avait été adoptée, divers prétextes avaient avancés pour expliquer la bavure. On avait parlé d'un lobby électoral, d'une loi sans importance adoptée par « inadvertance », d'un manque de

vigilance de la part du gouvernement français, etc.

Mais ce qui se dit aujourd'hui par une partie des hommes politiques et des intellectuels français contredit ces explications. Car les faits sont là, têtus : la loi du 23 février avait été adoptée par l'assemblée Nationale, l'institution qui représente le mieux la France. Malgré la position tranchée de certains intellectuels français qui en ont dénoncé le contenu, le contenu de cette loi reflète une pensée largement répandue en France, et qui s'exprime de plus en plus ouvertement, y compris chez des gens qui n'ont pas de rapport direct avec la guerre d'Algérie.

Où serait l'erreur, alors ? Elle est peut-être côté algérien : Zohra Drif, Djamilia Bouhired et les autres n'ont pas à débattre avec des criminels, ni avec des révisionnistes et leurs héritiers. Un demi-siècle après l'indépendance, elles n'ont pas à supporter un public de colons, ni des intellectuels qui dénie à la plus faible le droit de se défendre. C'est d'autant plus inadmissible qu'aucun tortionnaire n'a été jugé pour crime de guerre ou crime contre l'humanité, alors qu'il était si facile de les confondre.

En cette année du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance, ces monuments de l'histoire du pays seront fortement sollicités. Et ça commence plutôt mal, car des maladresses ont amené ces icônes à s'exprimer devant un public qui leur demande de s'excuser. Pas moins. Mohamed Harbi, rappelons-le, a été confronté à un débattre qui lui a reproché d'avoir introduit le terrorisme en France durant la guerre de libération.

Cette conjoncture délicate implique une protection particulière pour ces icônes, d'autant plus que nombre d'entre elles sont atteintes par l'âge. Leur expression ne doit plus être laissée à la portée de journaux approximatifs, de propagandistes soucieux d'imposer des idées révisionnistes, ni même de ces « amis » qui insistent sur ce que nous avons fait de notre indépendance.

Incroyable mais vrai !

PAR ALI BRAHIMI

Dans le même registre, relevant de l'Histoire de la propagande subversive, le stratège de la communication totalitaire Nazi Joseph Paul Goebbels disait : «À force de savoir mentir, les gens auraient la tendance de confondre l'incroyable au vrai»

Ce procédé machiavélique avait généré, durant la Deuxième guerre mondiale, des ravages dans la mentalité des peuples crédules et, donc, prédisposés aux mystifications culturelles et culturelles. A l'époque, de ce grand chamboulement du 20^{ème} siècle, le peuple Algérien était en grande partie polarisé autour des préoccupations existentielles insupportables voire aliénantes à plus d'un titre. En effet, peu de gens savaient s'en servir, des moyens de communication en présence, ou encore savoir ce qui se passait en dehors de leurs villages, voire des quartiers, sciemment cloisonnés de telle façon que les populations végétaient en vase clos

Au cours de ce conflit mondial (1939-1945), des grandes tueries ont été perpétrées dans le monde à l'insu et au préjudice de la majorité des peuples colonisés, crédules à tout ce qu'on leur raconte, à cause de l'ignorance puisque ils subissaient sans réagir encore moins prendre conscience de leur situation par rapport à celle des autres. Entre-temps, d'immenses progrès scientifiques, liés aux nouvelles techniques de communications et les industries militaires de pointe, annonçant d'autres essors à des fins civils, durant les années 1950, au profit des peuples éveillés et aptes de passer d'une époque à une autre.

Chez-nous, il serait utile et instructif de rappeler quelques faits de cette période dont les survivances persistent jusqu'à ce jour, sous d'autres formes, malgré le temps passé et les influences de la décolonisation ainsi que les efforts entrepris, depuis l'indépendance, afin de s'intégrer dans

l'intelligence mondiale. A ce propos, nous notons la prédisposition fataliste, durant la colonisation, d'une importante couche sociale de la population Algérienne déjà mystifiée localement, à l'incroyable propagande destructrice Nazi.

A ce sujet, Hitler surnommé El Hadj (celui qui a fait le pèlerinage)... a été le bourreau des juifs (sémites cousins aux arabes). Ainsi, la haine raciale bat son plein eu Europe et ses colonies. En revanche, l'arabe, qu'on différencie des sémites pour on ne sait quel motif, était perçu comme appartenant à la dernière race (?) après les... crapauds. Ces insultes racistes se sont amplifiées jusqu'à la fin des années 1950, voire jusqu'à aujourd'hui, à l'exemple de bicots, ratons... etc. Les juifs étaient personnifiés aux... sangsues, en train de sucer le trésor du monde, provoquant les crises financières et donc guerres et révolutions, etc.

Au cours de toutes les cérémonies, des jeunes gens coloniaux, et assimilés de l'époque, habillés en short et chemise noire (une couleur distinctive et allusive), coiffés de bérets basques, chantaient à tue-tête : " Maréchal, Maréchal, la patrie nous appelle, nous voila, nous voila... ", etc. En position fixe, le salut à l'hitlérienne, des vieux colons extrémistes, soi-disant " notables " enturbannés et tarbouchis ottomans, Beni oui oui, etc. glorifier également le cheikh maréchal Pétain gouverneur de Vichy. Cela a duré jusqu'à débarquement des alliés en Afrique du Nord. Et tous, par opportunisme débridé, se sont transformés en antinazis. Incroyable mais vrai !

Mis entre parenthèse durant ladite Guerre, le Nationalisme Algérien reprend ses couleurs sous la houlette du défunt Messali El Hadj emprisonné avec les conséquences néfastes sur le mouvement du nationalisme Algérien dans son ensemble. Après l'indépendance, des survivances mystificatrices, les zerda électorales, ci-dessus succinctement signalées, se sont transformées actuellement en

chkara (sachet noir plein de billets d'argent) ressurgissent de plus belle et continuent hélas de peser de tout leur poids sur les comportements politiques et électoralistes actuels. A savoir : la réapparition fulgurante des menées " bouilitiques ", ainsi perçues par les partis déçus de cette époque, et qui sont en train aux temps présents de démobiliser les générations d'avenir. Incroyables mais vrai ! Ainsi, seule une profonde révolution dans les mentalités, pourrait accomplir les objectifs d'une indépendance parfaite.

En effet, et malgré l'éloignement dans le temps et l'espace, au niveau de l'ensemble du monde arabe, ces survivances ont la peau dure. En d'autres termes, celui qui n'avance pas recule. Accompagné inévitablement par la cacophonie, les mésententes, l'opportunisme, les revirements inattendus, ces comportements s'apparentent singulièrement à ceux du passé. Ainsi va l'Histoire. En apogée et retour à la case départ.

A ce propos, ce qui est en train de se dérouler actuellement en Syrie est gravissime, à plus d'un titre et d'objectifs, pour la cohésion identitaire, culturelle et culturelle, de l'ensemble du monde musulman fissuré depuis la bataille de Siffin, entre l'armée du 4^{ème} Calife Ali et celle de Mu'awiya, provoquant le schisme favorable au despotisme. Donc, c'est vrai, la Dictature se nourrit, depuis les temps immémoriaux, des scissions entre les composantes sociales d'une nation et, qu'à cette fin, elle utiliserait sans hésiter tous les moyens répréhensibles.

Seules les vertus de Liberté et la Démocratie, diffusées à l'échelle du globe par des élites d'une génération mondiale hors du commun, pourraient toutes les deux, à l'image d'une foi inébranlable, éliminer à la racine les sombres scories du passé. En effet, elles constituent vraiment l'antidote au poison de la Dictature. C'est incroyable, comme un rêve, mais tout est réalisable lorsque la volonté est présente. Tout !

LA CHRONIQUE DU BLE D'AR

Paris : Akram Belkaïd



Le Sénégal, le Mali et la démocratie en Afrique

Faut-il désespérer de l'Afrique ? Ou bien, faut-il au contraire rester optimiste en se disant que le temps de la démocratie continuera de faire son œuvre ? Il faut dire que les événements récents sur le continent obligent à la prudence et rendent difficile tout jugement global. Prenons le cas du Sénégal. Il y a quelques mois, un confrère libanais de retour de Dakar me confiait ses craintes. Selon lui, le clan Wade était capable de tout pour garder le pouvoir y compris de mettre le pays à feu et à sang. Durant notre discussion, évoquant l'âge avancé du président sénégalais, je lui rappelais le constat inquiet formulé en 2009 par l'intellectuel camerounais Achille Mbembe à propos de la « sénilité croissante des pouvoirs en Afrique ».

Seulement voilà. L'octogénaire Wade vient de recevoir une fessée électorale. Lui, sa femme aux ambitions dévorantes et son affairiste de fils sont désormais priés de se retirer de la scène politique en attendant, peut-être, que la justice sénégalaise mette son nez dans leurs multiples business. Cela fait donc deux fois que la République du Sénégal et les Sénégalais surprennent agréablement la communauté internationale et font un pied de nez aux afro-pessimistes. En 2000, déjà, la victoire d'Abdoulaye Wade contre le président sortant Abdou Diouf avait déjoué le pronostic des oiseaux de mauvais augure. Douze ans, et une réélection controversée de Wade (en 2007), plus tard, c'est Macky Sall qui vient de remporter le scrutin présidentiel alors que nombreux étaient ceux qui pensaient que la victoire de Wade était programmée. Une victoire qui aurait, là-aussi, conforté, un autre constat d'Achille Mbembe à propos de « l'enkystement que l'on voit à l'œuvre (en Afrique) y compris là où une certaine alternance a eu lieu ».

Il faut dire que Wade, comme l'Ivoirien Laurent Gbagbo, ont illustré à merveille le désenchantement lié aux alternances. Dans les années 1990, Wade comme Gbagbo, étaient les chouchous de la presse internationale et des grandes organisations de défense des droits de la personne humaine. Cela sans compter les chancelleries occidentales qui en faisaient les meilleurs espoirs pour des changements d'envergure dans leurs pays. Las, une fois arrivés au pouvoir, ils ont douché les attentes les plus mesurées et entrepris de renforcer ce cliché selon lequel l'opposant africain devient un tyran une fois arrivé au pouvoir. Peut-être que Macky Sall sera lui aussi tenté par le pouvoir absolu même s'il vient, et c'est une bonne nouvelle, de décider de réduire la durée du mandat présidentiel à cinq ans renouvelable une fois. De toutes les façons, et en cas de dérive autoritariste, on peut espérer que les Sénégalais sauront lui indiquer, le moment venu, la porte de sortie. Un peuple qui apprend à user de son droit de vote ne se laisse pas facilement priver de cette arme citoyenne.

Mais, alors que le Sénégal renforce son caractère démocratique, voici que le Mali s'illustre de la pire des façons. Ah le Mali... Combien de lignes dithyrambiques avons-nous écrit à propos de cette jeune et frêle démocratie. Souvenir d'Alpha

Omar Konaré (AOK), l'un des rares présidents africains, voire de tout le tiers-monde et d'ailleurs, à ne pas se laisser tenter par le tripatoillage constitutionnel afin de supprimer la limitation à deux mandats présidentiels. Une disposition née du souffle de La Beaulle, lorsque la France de François Mitterrand avait signifié à ses présidents-obligés qu'il leur fallait ravalier la façade et faire mine de démocratiser. Ce fut le temps des nouvelles constitutions, des promesses d'alternance et de fin des présidences à vie. Rares ont été ceux qui les ont tenues. Longue est la liste de ceux qui les ont foulées au pied : Cameroun, Togo, Tchad, Burkina Faso, Mauritanie, Tunisie, Ouganda, Cameroun...

« On ne peut pas faire son temps et celui de ses petits-enfants » avait dit un jour Alpha Omar Konaré pour justifier sa décision de ne pas briguer un troisième mandat. Son successeur, Amadou Toumani Touré (ATT), était prévenu. Il lui faudrait porter haut, lui l'ancien putschiste du début des années 1990, l'étendard de la démocratie. « ATT » a certes déçu son peuple mais rien ne peut justifier ni permettre le coup d'Etat militaire qu'il vient de subir. Voilà donc le Mali, pays que l'on mettait en tête des expériences démocratiques réussies en Afrique, qui régresse d'une façon spectaculaire. Voici donc le retour de la soldatesque, de la junte toujours prompte à promettre le retour aux urnes et à la légalité.

Pire que cela, le Mali semble prendre la route calamiteuse de la division ethnique, de la guerre civile et de la partition. On pensait, à raison, que les frontières africaines héritées de la colonisation étaient intangibles. D'ailleurs, comme l'a montré le politologue Pierre Conesa dans son dernier ouvrage, l'Afrique «est aujourd'hui le continent ayant le plus d'affaires contentieuses réglées par moyen juridique devant la Cour internationale de justice (...) Malgré les nombreuses guerres civiles, le continent n'a pas subi la 'balkanisation' longtemps annoncée et ses frontières ont beaucoup moins changé que celles de l'Europe et de l'Asie pendant la même période» (*). Mais que se passera-t-il si, imitant le sud-Soudan, le nord du Mali fait sécession ?

On imagine l'onde de choc qui s'étendra jusqu'au Maghreb et aux confins du Congo. On devine alors le nouveau grand jeu qui se dessinera sur le Continent sous fond de lutte impitoyable entre les grandes puissances pour l'accès aux terres rares, aux métaux précieux, au pétrole mais aussi aux terres arables. Il n'est donc plus question d'afro-pessimisme ou d'afro-optimisme mais bel et bien d'urgence. L'Union africaine ne peut rester indifférente. Qu'il s'agisse du coup d'Etat des militaires ou, bien plus encore, de l'insurrection des Touaregs, la gravité du cas malien ne peut-être négligée. A moins de souhaiter l'intervention de l'Occident et le retour de ses colonnes « pacificatrices » de fer et de feu.

(*) La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi, Robert Laffont, août 2011.

Le mensonge est une éducation coloniale

PAR OMAR CHAALAL*

L'Histoire est un sujet sérieux même si elle n'est pas considérée comme une science exacte. Elle n'est surtout pas une accumulation de mensonges comme le pense un ex-soldat français en Algérie, nommé Roger Soncarrieu dans son livre intitulé «Ma vérité sur la guerre d'Algérie».

Après lecture de ses idées faufilees dans sa préface, une phrase un peu suspecte a attiré mon attention. Il dit « Je me suis tu pendant des années sur ce que j'ai vécu. Mais devant l'accumulation des mensonges, j'ai décidé de rétablir la vérité ». Je pense que monsieur Roger voulait nous raconter avec grand enthousiasme ses mensonges entassés sur la guerre d'Algérie. En réalité, le colonialisme français et sa culture de dominance sont planifiés et conspirés pour qu'ils se reproduisent et se propagent de nouveau en Afrique. En lisant ses pensées je me suis rappelé de ce que ma mère me disait lorsque je revenais de l'école française « le mensonge fait partie de l'éducation coloniale ». Elle me répétait cette phrase chaque fois qu'elle m'entendait chanter « Le bon vieux roi Dagobert a mis sa culotte à l'envers ». Un jour je lui ai demandée une explication. Elle me répond « on ne portait pas de culottes au VII^e siècle, ces dernières étant apparues vers le XVI^e siècle, soit près de 1000 ans après le règne de Dagobert ». Pour me convaincre, elle souriait et me renvoyait aux paroles de Napoléon I^{er}: L'Histoire est un mensonge que personne ne conteste.

Je vais faire comme ma mère, je renvoie ce vieux soldat aux paroles de Montaigne « Je n'ai point cette erreur commune, de juger d'un autre selon que je suis. J'en crois aisément des choses diverses à moi. Pour me sentir engagé à une forme, je n'y oblige pas le monde, comme chacun fait, et croit, et conçoit mille contraintes façons de vie: et au rebours du commun, reçoit plus facilement la différence, que la ressemblance en nous. ». Certes monsieur Roger, vous n'étiez pas colon mais votre mission en Algérie était de protéger les colons. Vos rêveries de soldat courageux en Algérie sont cauchemardes et votre langage, un peu raciste, est un sac vide. Il ne peut pas tenir debout dans l'histoire algérienne. Monsieur Soncarrieu, les algériens de votre âge ont lu, à l'école française, les écrits de Cyrano de Bergerac «Chacun de nous a sa blessure: j'ai la mienne -Toujours vive, elle est là, cette blessure ancienne-Elle est là, sous la lettre au papier jaunissant-Où on peut voir encore des larmes et du sang ! ». Monsieur Roger, il n'est jamais trop tard de lire pour une fois dans votre vie la lettre de Frantz Fanon adressée au Gouverneur Général de L'Algérie. Elle pourrait être adressée à un soldat comme vous.

Lisez la avec prudence «Monsieur le Ministre, les événements actuels qui ensanglantent l'Algérie ne constituent pas aux yeux de l'observateur un scandale. Ce n'est ni un accident, ni une panne du mécanisme. Les événements d'Algérie sont la con-

Le canon de Brest est algérien, il a été volé d'Alger en 1830. Le coq hardi, emblème des Français, se tient majestueusement sur ce canon. Sa posture sur une seule patte témoigne les mensonges coloniaux et défigure l'histoire française. Sa posture me rappelle les paroles de Jean-Jacques Rousseau «Le chef-d'œuvre d'une bonne éducation est de faire un homme raisonnable. ». Je me demande si le nommé Roger Soncarrieu est un homme réellement raisonnable ?

séquence logique d'une tentative avortée de décérébraliser un peuple.... Pour toutes ces raisons, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous demander de bien vouloir accepter ma démission et de mettre fin à ma mission en Algérie, avec l'assurance de ma considération distinguée. » Vos chefs militaires ont décérébralisé nos parents mais je vous informe que leurs enfants ne sont pas des rancuneux, ils ont tourné la page de papier jaunissant sans la découper. Si votre complaisance veut corriger l'Histoire, il est grand temps pour vous, vieux combattant, de lire et corriger votre propre histoire racontée par un narrateur nommé Sarkozy. Ecoutez le « La France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Elle n'a jamais exterminé un peuple. Elle n'a pas inventé la solution finale, elle n'a pas commis de crime contre l'humanité, ni de génocide. »

Puisque l'Histoire n'est ni un écrit sacré ni une science exacte, elle peut être modifiée selon l'humeur ou la colère politique d'un leader balancé par les ambitions circonstancielles du temps. Je vous renvoie aux paroles de votre président. C'était un 1er avril mais les français ont cru à ce mensonge. Avez-vous écouté Sarkozy bavarder, le 1er avril 2007, en campagne présidentielle ? Il citait le général de Gaulle en disant « Le général de Gaulle définissait la France comme un pays européen, essentiellement de race blanche, de culture gréco-romaine, et de religion judéo-chrétienne ». Cette citation ne reflétait pas la situation de Sarkozy en 2007 car la France n'était pas en période de guerre et Sarkozy n'a jamais était un général des grandes guerres. Quand De Gaulle était général, Sarkozy était un bébé trop fragile né en 1955. Même s'il était général, comme il le rêve maintenant, il ne pourrait jamais libérer la France des nazis sans l'aide des bougnoules Magrébins. Dans la tête de Sarkozy le préfixe « judéo » est le raccourci qui mènera la France Chrétienne de De Gaulle à embrasser la tradition, la culture religieuse et le mode de vie des Juifs. Sarkozy a utilisé en scellement l'adverbe de manière « essentiellement », cet adverbe l'enfonce dans ses racines. Chaque mois de mars les non « maussades » font la différence entre les deux présidents français.

De Gaulle annonçait le 19 mars 1962 le cessez-le-feu qui mettait fin à huit ans de guerre en Algérie. Nicolas Sarkozy annonçait le 19 mars 2011 le début de son intervention militaire en Lybie. Une intervention militaire qui nous rappelle le langage barbare dans la jungle Africaine.

De Gaulle définissait la France comme suit « Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoires ». Le

Général De Gaulle n'a pas utilisé le mot « essentiellement » dans son discours et il n'a jamais défini la religion de la France comme une religion judéo-chrétienne. D'après les paroles De Gaulle, Sarkozy, est comme vous. Il se raconte des histoires. Monsieur Roger, je pense que vous avez bien compris le message après avoir écouté votre président.

Le message sous-entend «pourquoi pas une religion islamo-judéo-chrétienne quand le fils du dit bougnoule arrivera à l'Élysée dans la même diligence qui a ramené ce petit Austro-hongrois à ce lieu ».

Pour vous rendre à votre vérité sur les guerres je vous répète les paroles d'un certain français ayant pour pseudonyme Vercingétorix. Cette personne croie que les tribus gauloises unies défient l'Univers « Il me plaît à rappeler que tous nos Présidents de la Vème avaient des racines rurales bien françaises - peu importe mais tout de même, sociologiquement il me paraît important de le relever : De Gaulle était Chti, Pompidou et Giscard Auvergnat, Mitterrand Bourguignon et Chirac Corézien. Alors gageons que les racines nettement plus rigides et moins hédonistes de notre petit Austro-hongrois ne pèsent pas lourd...»

En outre, la lecture de vos lettres ouvertes publiées sur le NET avec la collaboration de Zohra Benguerah « Visite en France de Mme Zohra Drif -Bitat » adressées à Madame Agnès Rampal et à Monsieur le Président du Sénat montre votre racisme aigu. Elle vous met au même rang que les français racistes qui pensent que la tête du bougnoule est faite pour porter les caisses et la tête française est faite pour penser.

Qui sont ces deux Zohra dont monsieur Roger parle? Débat et réflexion sur le rôle des deux Zohra dans le présent immédiat méritent une place dans nos medias.

Mme Zohra Benguerah est présidente de la Coordination Nationale du Mouvement de la Résistance Harkie en France. Zohra est une enfant de rapatrié Harki français d'Algérie originaire du sud de la France, près de Montpellier. Zohra Benguerah est née 1957 sur un territoire qui était avant 1962 « Français ». Son père était engagé aux côtés de la France pendant la guerre d'Algérie, parce qu'il avait préféré de rester français et qu'il aimait profondément la France. Zohra ne cache pas ses convictions, elle dit tout haut « La plus part des Harkis ne prient pas et refusent d'être musulmans, ils sont français sans religion, un point c'est tout. ». Zohra est partie d'Algérie à l'âge de cinq ans. A cet âge nous sommes tous innocents. En France elle s'est sentie marginalisée. Au fil des années, la marginalisation, le cumul de la haine dans un milieu raciste et la fréquentation des personnes extrémistes, comme Roger, la rendent très agressive. Quand Zohra

parle de l'Algérie, elle parle avec rancune, haine et vengeance. Lisez ses pensées « La France n'a pas à demander pardon à l'Algérie sous quelque forme que ce soit. Là-dessus nous sommes d'accord. Le président Algérien « Bouteflika », celui-ci a déclaré que les Harkis étaient des collabos, de surcroît, il voulait entendre dire des français « un pardon solennel » pour enfoncer le clou et falsifier l'histoire de France, le Général de Gaulle a lâché l'Algérie entre les mains du FLN, c'était un arrangement avec des voyous de l'époque qui se conduisaient comme des barbares. ». Je m'arrête là car je ne veux pas donner des détails sur cette Zohra pour ne pas remuer les cendres des années de braises. Zohra Drif est l'épouse de M. Bitat. Cet homme historique et sage ne parlait pas beaucoup, le silence était son royaume. Son silence cachait sa bravoure et enterrait les bavures de notre histoire politique. Une anecdote circulait dans les milieux estudiantins qui causaient politique au cercle Taleb Abderrahmane dans le temps « Monsieur Bitat parlait plus politique avec sa femme qu'avec les députés ». Un jour sa femme le surprit par une question et perturba un peu son royaume « Demain c'est la journée des élections. Des députés seront élus et d'autres réélus. Que penses-tu des résultats? » Avec sa sagesse politique il répond « Bitat oui ou Bitat non. Bitat restera toujours le Rabeh ». Rabeh en arabe signifie le gagnant et Rabeh était aussi son prénom. Zohra Drif ne savait pas de quel Rabeh parlait notre président. Certains disent : Derrière toute femme puissante se cache un homme distrait. A la même manière je dirai derrière Zohra la téméraire se cachait un homme historique discret.

Les grandes femmes respectent leur limite et savent quand la parole est nécessaire. Onze ans après la mort du silencieux, en février dernier, elle déclare au quotidien d'Oran «Je ne juge pas, je m'interroge simplement: Comment peut-on réussir avec les mêmes acteurs ayant eu à prendre en charge l'exécution des précédents programmes ? Allons-nous continuer avec les mêmes acteurs ? ». Cette déclaration est-elle à la hauteur de son héroïsme de poseuse de bombe pendant la révolution? Je pense que madame Zohra voulait dire: Puisque nous sommes en démocratie, un sénateur en fin de carrière ne s'interroge pas, il doit juger les gens avec précision. Lisons ses déclarations à Monsieur Ben Saleh publiées par le quotidien El Khabar « L'Algérie de 2011 n'est pas l'Algérie de 1962 ni l'Algérie de 1995. Il convient, donc, de faire preuve de sagesse pour trouver une solution à ces problèmes, et que nous sachions que nous sommes face à une nouvelle génération..... Je dis qu'il faut une alternance au pouvoir, je suis contre un mandat présidentiel à vie, et je pense qu'il est très impor-

tant que nous apportions à notre pays notre expérience et notre sagesse, mais il est, également, important que nous préparions la relève.

C'est cela le jeu de la démocratie. Le document que j'ai distribué à l'issue de mon invitation à la consultation, reflète ma conviction de ce qui convient à mon pays et l'espoir que mon pays ait une place parmi les grandes nations de ce monde. » Peut-être Zohra voulait se référer à Michaël Kami le stratège américain mais sa fierté algérienne l'oblige d'éviter la façon américaine « Une vision sans action n'est qu'une hallucination. Ce ne sont pas les sociétés qui font des erreurs, ce sont leurs dirigeants ». L'histoire se répète.

La poseuse de bombes a bien ciblé cette fois-ci. Ce n'est plus une bombe au milkbar de la rue Ben M'Hidi (ex rue d'Isly à Alger) mais une bombe sous le comptoir de si Ben Saleh. Cette grande femme fait exception à la règle qui dit « Le courage est inversement proportionnelle à l'âge des gens. ». Pour mesurer son courage lisez ses paroles. En juillet 2007, devant les membres du Sénat, elle avait violemment critiqué l'ex-chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem au lendemain de la présentation de son bilan politique.

« M. le Chef du gouvernement, je suis navrée de vous dire que, hélas, le citoyen ne croit pas en vous, en vos institutions, en votre politique... »

En plus des difficultés de la vie quotidienne, les citoyens ressentent des signes de frustration, d'extrémisme et de dérive. Ils font face à la violence, au gaspillage flagrant des deniers publics, à l'absence de gestion, au vol et à la corruption, à l'immigration illégale (harraga), à la fraude aux examens, notamment au baccalauréat. Voilà la réalité aujourd'hui, M. le Chef du gouvernement. ». L'intervention courageuse de Zohra expose la démocratie en Algérie.

Cette héroïne algérienne a défié l'Alzheimer, maladie de l'oubli, qui touche aujourd'hui environ un million de personnes en France quand elle a répondu aux journalistes français en Juillet dernier: On nous répète qu'il faut oublier le passé mais il est difficile quelquefois de se taire quand la colère nous étouffe.

Après la visite de Zohra Drif en France, la Zohra de Sarkozy écrit : La Coordination Nationale du Mouvement de la Résistance Harkis avec les pieds-Noirs qui la rejoindront, mèneront ensemble une action sur le terrain pendant 34 jours à travers tous les départements pour démontrer que le Président de la République avec son Gouvernement sont des voyous de la République et des délinquants constitutionnels. Elle continue « Nous considérons que nous ne sommes plus chez nous, on préfère dérouler le tapis rouge à des criminels de la guerre d'Algérie, ceux qui salissent la France, ceux qui l'insultent au lieu de servir les honnêtes citoyens et aider nos compatriotes dans la détresse » En conclusion: La bataille de convictions entre les deux Zohra est un résultat de notre histoire mais la vérité de Roger n'est qu'un mensonge de son éducation coloniale.

*Pr. Associé Génies des Procédés

La déliquescence en n'attendant pas la suite

PAR SALIM METREF

Après les pénuries récurrentes, dans les officines privées et les pharmacies des hôpitaux, d'anticancéreux et autres produits utilisés en chimiothérapie, la flambée des prix des produits alimentaires de base, l'accès parfois non équitable au logement social, le spectacle désopilant d'une course effrénée à l'investiture et au positionnement dans les listes électorales (où les règles de courtoisie et les exigences de l'éthique ne sont pas toujours respectées), les difficultés du quotidien, les pesanteurs bureaucratiques, voila que nous apprenons que les sacro-saintes études de médecine subissent elles aussi de plein fouet l'effet de la déliquescence ambiante mais bel et bien rampante et réelle de tous nos secteurs d'activité. L'information révélée par un grand quotidien d'expression arabe ⁽¹⁾ fait froid dans le dos. Des étudiants ne remplissant pas les

conditions d'admissibilité sont surpris en train de poursuivre le plus normalement du monde un cursus d'études médicales sans que personne ne le découvre ou ne le dénonce. Cela s'est passé à la faculté de médecine d'Oran mais aurait pu se produire dans n'importe quelle autre ville d'Algérie, si cela n'a pas été déjà le cas. Décidément, nous atteignons le summum de la déliquescence et nous payons cash le prix de la désinvolture, de l'incurie et de la corruption. Nous pensions vraiment que ce secteur névralgique allait être épargné tant la noblesse et l'importance du métier est connue et reconnue et la difficulté réelle de l'accès à son cursus d'études était importante. Partout dans le monde les études de médecine obéissent à un protocole strict. Le concours est réputé redoutable et peu de personnes réussissent à en récolter le sésame. En France, l'admission aux études médicales obéit au numerus clausus. Ainsi le nombre d'étudiants admis chaque an-

née dans certains cursus, principalement dans les professions de santé (médecin, pharmacien, dentiste,...), est limité et est strictement réglementé. Et parmi les raisons qui sont invoquées pour justifier la limitation du nombre d'étudiants dans les professions de santé, il y a la nécessité de disposer de peu de personnes dans les très nombreux stages qui jalonnent le les études médicales (la qualité serait donc amoindrie par un surnombre) et il y a aussi la nécessité d'assurer une capacité de travail et de mémorisation maximales par une sélection sévère et ce dans l'optique d'études souvent longues, difficiles et éprouvantes. Dans d'autres pays, cette limitation n'est pas institutionnalisée mais la qualité de la formation en subit parfois les conséquences sans omettre de citer le potentiel de professionnels de la santé en situation de recherche d'emplois ou de chômage.

Cette dramatique entorse à l'éthique et aux

règles d'admission aux études de médecine doit nous interpellier car cette déliquescence de notre vécu quotidien et des relations sociales doit être vite contenue et endiguée. Il ne faut plus que le non respect des règles devienne la règle et la norme. Il y a des modèles de fonctionnement social qu'il faut vite mettre en œuvre et bâtir afin que les nouvelles générations, finalement seules dépositaires d'un changement radical encore possible, en soient inspirées et que seuls le travail, l'effort et le mérite sont rémunérateurs. L'enjeu est plus que symbolique et se situe à ce niveau. Les études universitaires ont toujours été l'un des leviers permettant aux plus humbles d'espérer évoluer sur le plan social et améliorer les conditions de vies de ses proches et de soi-même.

Il ne faut pas que même cette passerelle là devienne elle aussi inaccessible et soit aussi squattée par les plus puissants et les plus forts.

1- Edition d'El Khabar du 03/04/2012

Les «Arabes», la recolonisation et l'«Occident»

PAR AHMED CHENIKI

Certes, le fonctionnement dictatorial de tous les régimes arabes, essentiellement ceux du Golfe, participent du mal-développement caractérisant cet univers où le fossé est immensément grand entre les élites au pouvoir et la société profonde. Les interventions en Libye, en Irak et en Syrie, justifiées par la «nécessaire protection des populations» sont à l'origine de centaines de milliers de morts, de la réapparition de conflits ethniques et de la mise en œuvre de la loi de la jungle où personne ne reconnaît plus personne, provoquant schismes continus et sécessions tribales. Les médias fonctionnent comme des va-t-en-guerre, ne cherchant nullement à vérifier et à recouper les faits, reproduisant sans cesse un vocabulaire stéréotypé réadaptable à tous les espaces géographiques du moment. Même des journaux algériens, par exemple, reproduisent sans aucun esprit critique le discours de l'OTAN et de la presse européenne, avec affirmations péremptives et informations jamais vérifiées, regorgeant d'adverbes et d'adjectifs, pérorant d'office la parole des gouvernements en place, refusant de prendre en charge toutes les versions. L'évidence est le lieu le mieux partagé dans univers où le vocabulaire du déni avoisine l'irréparable négation de soi. Le discours sur l'«Arabe» n'a nullement besoin d'être vérifié. Il représente la vérité tout court. Tout ce qui provient de Damas, par exemple, est investi du sceau de la suspicion, accompagné de marques négatives : «controversé», «criminel», «sauvage». Bachar el Assad et son épouse, se transforment désormais en «monstres» alors, à l'instar de Kaddafi, ils étaient reçus en fanfare. Retournement de mots et de lexique.

Certes, le «monde arabe» fait continuellement l'actualité depuis, au moins une quarantaine d'années : défaite de juin 1967, Guerre civile au Liban, violences en Algérie, Intifada en Palestine, invasions de l'Irak et de la Libye, «printemps arabe», événements continuellement rapportés sans aucune distance critique par les médias qui semblent engendrer des effets structurants sur la manière dont l'altérité est vécue. La géographie, à elle seule, ne peut aucunement rien expliquer dans cet univers divisé en trois parties distinctes (Machrek, Maghreb et Golfe) que ni l'Histoire, ni les choix politiques et idéologiques ne semblent réunir, contrairement à cette propension volontariste à confondre Afrique du Nord et Golfe, par exemple, que seul l'Islam rapproche, pour reprendre la logique de Ben Badis. L'espace thématique consensuel demeurerait la Palestine et une forte soif de jeux démocratiques. La «ligue arabe» redevient aujourd'hui le «machin» privilégié de la parole de l'Autre qui dicte les conduites à tenir, à tel point que l'idée d'indépendance des Arabes est désormais sérieusement posée. Il n'est nullement possible d'en parler sans situer la question de la relation avec l'«Occident» dans ses espaces historiques.

Il est utile de signaler que le voisinage des Arabes avec l'Europe est très ancien, fait depuis longtemps de heurts,

Le monde entier semble s'intéresser ces derniers temps aux pays arabes affaiblis, soumis, condamnés à accepter toute forme d'assujettissement. On réadapte et on recycle des expressions comme «révolutions arabes», «révolution de jasmin», «printemps arabe» à des réalités tout à fait différentes pour mieux faire accepter une recolonisation devenue, pour l'«Occident», une nécessité, compte tenu des crises successives menaçant son entité.

de méfiances et d'accords ponctuels. Certains orientalistes européens et les néoconservateurs américains, notamment Samuel Huntington et Bernard Lewis ont soutenu l'idée trop peu sérieuse que la première césure entre Occident et Orient dataient de l'antiquité grecque et pour d'autres, y compris Edward Said, il y est fait mention dans les textes tragiques grecs, en l'occurrence Les Perses d'Eschyle et Les Bacchantes d'Euripide. Mais ce qui est certain, c'est qu'à l'époque, l'Europe n'existait pas et la Grèce vivait une sorte d'hypertrophie du moi. Ce n'est qu'à partir du Moyen Âge que les Arabes découvraient l'altérité européenne marquée par la présence de deux religions monothéistes concurrentes : la Chrétienté et l'Islam et l'émergence d'une explication binaire : l'Occident chrétien opposé à l'Orient musulman. C'est l'ère des «croisades». Certes, la Renaissance et le 18^{ème} siècle vont transformer les règles en déplaçant le débat sur la religion ailleurs, considérant que l'Islam était «fanatique», selon Voltaire ou incarnant le «despotisme oriental», aux dires de Montesquieu, préparant aux conquêtes coloniales du 19^{ème} siècle. Ainsi, la colonisation va imposer, par la force, une altérité non désirée, du moins dans les pays du Maghreb et succédant à une conquête au Moyen-Orient, celle de Napoléon en Egypte (1798-1801).

Si on examine de plus près les conditions d'émergence des formes de représentation européennes dans les pays anciennement colonisés, on comprendra vite que ces structures politiques, artistiques et littéraires dites modernes furent découvertes et adoptées dans une période de déclin et de décadence. Les structures empruntées ou «conquérantes», pour reprendre l'anthropologue cubain, Fernando Ortiz dominant, mais n'effacent pas de l'imaginaire collectif les espaces culturels autochtones ou «natifs» qui refont surface dans toute situation de communication. Cette situation provoque inéluctablement la marginalisation des cultures locales et engendre une profonde césure, espace de périls futurs. Il n'y eut nullement une analyse sérieuse des formes de représentation européennes qui auraient dû se prêter à un examen critique et à une adaptation en douceur.

La question de l'emprunt traverse la représentation culturelle et marque profondément l'univers culturel. Tous les textes empruntent leur substance originelle à la culture dite occidentale. L'unique source de référence demeure la Grèce antique comme si les autres cultures étaient mineures, incapables de donner vie à des formes culturelles mures et accomplies. Cette exclusion volontaire correspond au discours dominant sur les pratiques culturelles et «l'universalité» qui considère que toute forme culturelle savante doit impérativement prendre comme point de départ les signes culturels de l'«Occident» (il faut

redéfinir cette notion trop ambiguë, nous paraissant trop flasque) et prendre comme point de départ la Grèce, comme espace initiatique, d'ailleurs «inventée», selon nous, par l'Europe pour des raisons de légitimation historique et idéologique alors que sa découverte fut trop tardive.

Comment ainsi, dans ces conditions où la mémoire est marquée par la perte de l'Andalousie, les défaites de 1948 et de 1967, l'agression contre le Canal de Suez en 1956, les tragédies coloniales, les dernières escapades de l'Irak et de la Libye et la situation actuelle en Syrie, l'«Arabe» qui n'est nullement singulier, mais pluriel contrairement à l'imagerie médiatique et littéraire véhiculée par de nombreux auteurs européens et américains, fabriquant leur Arabe (cruel, lâche, fou, peureux, hostile à la démocratie et misogyne) à leur mesure réagit-il à tout ce fatras de situations négatives ? L'Arabe est présenté comme singulier, identifié au sable et au désert, dans l'imagerie dominante européenne. Le désert serait ainsi le signe distinctif, par excellence, de l'Arabe. Ce n'est donc pas surprenant que de plus en plus de Nord-Africains excluent l'idée d'arabité comme espace distinctif, la considérant, uniquement comme un élément parmi tant d'autres, de leur culture. Dans une thèse de doctorat de Marlène Nasr, «Les Arabes et l'Islam vus par les manuels scolaires français (1986 et 1997)», l'auteure arrive à la conclusion que l'identification de l'Arabe et du désert (d'ailleurs inhabité) est un stéréotype dominant du discours, d'ailleurs manié et binaire donnant à voir des «Arabes, des Maures et des Bédouins», peureux et lâches confrontés aux vaillants et courageux Français. Il est souvent présenté, comme dénué d'Histoire. C'est ainsi qu'étaient décrits les Algériens et les Arabes dans la littérature coloniale et les discours des politiques. Meursault dans L'Étranger, dans le prolongement de la littérature algérienniste (Randau et Bertrand) tue l'Arabe, d'ailleurs sans identité, indigne d'exister. Gérard de Nerval qui n'est pas le seul (on peut citer entre autres auteurs, Lamartine, Chateaubriand, Renan, Flaubert, Delacroix...) reprend à son compte la théorie de Montesquieu sur le despotisme oriental : «J'avais peut-être un peu cédé au désir de faire de l'effet sur ces gens tour à tour insolents ou serviles, toujours à la merci d'impressions vives et passagères, et qu'il faut connaître pour comprendre à quel point le despotisme est le gouvernement normal de l'Orient». Jules Ferry ne disait-il pas à propos de l'Algérie qu'il fallait réduire ce peuple à néant : «Si nous avons le droit d'aller chez ces barbares, c'est parce que nous avons le devoir de les civiliser(...) Il faut non plus les traiter en égaux, mais se placer au point de vue d'une race supérieure qui conquiert» (à la Chambre, en 1884). Son discours est d'actualité. Il faudrait tout simplement substituer au mot «civiliser» le verbe un peu récent, démocratiser. C'est en réponse à ce discours truffé de clichés et de stéréo-

types que va réagir l'élite des pays dits arabes en plongeant dans les origines donnant à voir une autre culture, une autre civilisation, sans rejeter certains acquis de l'école. C'est la même réalité qu'a connue l'Afrique noire avec la négritude, grâce à Césaire, Senghor et Damas. Certains romans et pièces de théâtre d'écrivains d'Afrique du Nord et du Machrek s'inscrivent dans une sorte de réaction au discours «occidental», donnant à voir une logique inversée. Le Syrien Saadallah Wannous dans Moughamarat ra's mamelouk Jaber (Les aventures de la tête du mamelouk Jaber) convoque l'Histoire, donnant à voir des Européens massacrant leurs propres populations (La commune de Paris) ou l'Égyptien Mahmoud Diab dont le personnage principal de sa pièce n'arrête pas de parler des dizaines de millions absurdes tués lors des deux guerres mondiales dans une confrontation entre Européens. Nous avons l'impression que s'amorce un dialogue polémique avec des textes européens qui fabriquent une image figée et immuable de l'Arabe, une sorte de réponse à ce regard pérorant et dévalorisant (cf. L'orientalisme d'Edward Said).

Dans plusieurs textes sortis des États Unis et en Europe, notamment après le 11 septembre, l'Arabe, est décrit comme un fief terroriste de naissance, un monde inconnu, présenté comme étrange et étranger. Les textes de l'écrivain américain Don DeLillo montrent très bien cette réalité, notamment Mao2 mettant en scène un Arabe terroriste, du nom de Abu Rashid, un Libanais extrêmement dangereux, comme le sont d'ailleurs ses congénères. Cette image d'une identité donnée comme figée, contrastant avec la réalité complexe des sociétés arabes et des relations et des échanges continus entre les cultures, très différentes, vivant des situations tout à fait distinctes, gommant les multiples brassages et les emprunts successifs, travaillant le discours médiatique et littéraire provoque une réaction des intellectuels arabes qui tentent de démonter les mécanismes de ce discours et d'interroger et de déconstruire les espaces discursifs européens, perçus comme trop marqués par une suspecte subjectivité et des orientations idéologiques précises héritées du discours des orientalistes ayant accompagné et légitimé la colonisation. C'est dans ce sens qu'ont travaillé ou travaillent aujourd'hui des gens comme Edward Said, les Marocains Abed el Jabiri et Abdellah Laroui, les Algériens Mostefa Lacheraf et Mohamed Arkoun, l'Égyptien Mahmoud Amine el Alem ou le Syrien, Tayeb Tizini et ben d'autres, qui, n'excluant nullement les apports européens, ni le savoir grec, convoquant les savoirs des penseurs de «l'âge d'or arabe», proposant une lecture du monde et de l'altérité qui ne serait pas binaire, mais ouverte et nourrie par d'autres savoirs et d'autres traces intellectuelles, tout en déconstruisant les discours critiques européens dont ils ne re-

fusent pas l'hospitalité dans leurs analyses. Ce discours critique est relayé par la production littéraire et artistique. Les Arabes qui cherchent à récupérer une place perdue, à travers une entreprise de «restauration de soi par des moyens inspirés de l'Autre» pour reprendre Jacques Berque, n'hésitent pas à plonger dans les origines. C'est le cas de Mustapha Said dans le roman du Soudanais, Tayib Salah, Saison de migration vers le Nord, Zayni Barakat de l'Égyptien Jamal El Ghitani ou Nedjma de Kateb Yacine. Le personnage est-il marqué par de nombreux éléments appartenant à plusieurs cultures et sous-cultures, engendrant des postures hybrides faites de «négociations» et de réappropriations identitaires, fonctionnant comme un tout sans jamais se départir de sa position oppositionnelle, conflictuelle. Ces auteurs remettent en cause la conception essentialiste de l'identité. Chez le Syrien Saadallah Wannous, le personnage, produit de multiples péripéties historiques, fondamentalement marqué par une profonde blessure mémorielle et politique, va en guerre contre le pouvoir en place tout en n'oubliant nullement d'affirmer une identité plurielle, mais en promettant d'agir contre l'Autre, lieu de l'humiliation, mais jamais décrit comme Un, singulier. Soirée de gala à l'occasion du 5 juin (Haflat Samar min ajli khamisa houzaire) de Saadallah Wannous, interdite juste après sa sortie, critique sévèrement, à travers la représentation d'une pièce de théâtre sur le 5 juin les véritables responsables de cette catastrophe incarnés par les hommes du pouvoir qui n'agissent que par l'usage de l'arme de la répression contre leur peuple et qui sont otages de l'Occident capitaliste. Cette vision est surtout claire chez Kateb Yacine dans ses pièces, Mohamed prend ta valise ou Le roi de l'Ouest et même le Bourgeois sans culotte ou le spectre du parc Monceau où il est question d'un dépassement de la situation binaire, Orient-Occident, donnant à voir des personnages assumant et revendiquant un discours internationaliste où la communarde Louise Michel, le Vietnamien Giap et l'Algérien Ben M'hidi se battent pour le même idéal. Ainsi, peut-on parler de processus transculturel, pour reprendre la formule du Cubain Fernando Ortiz, engendrant de constantes transmutations, suscitant un ébranlement des frontières, sans pour autant exclure la dimension conflictuelle. Nous assistons à une reterritorialisation dans un univers marqué par les jeux de solidarité et à des déplacements identitaires engendrés par l'altérité dépassant largement toute relation binaire.

L'altérité est, au même titre que le langage, une affaire de rapports de force. La «culture arabe» est, comme toutes les autres cultures, plurielle, marquée par la présence de multiples emprunts, complexe et variée, se nourrissant constamment de l'hospitalité des autres espaces intellectuels et culturels, des différents pans mémoriels et des ruptures historiques, dans un monde où les sciences sociales tendent à devenir des instruments idéologiques aux mains des gouvernements, contribuant à la fabrication des images de l'Autre et de médias reproducteurs de logiques de guerre.

Pour neutraliser En-Nahda, des Tunisiens invoquent Bourguiba

PAR ABDELKADER LEKLEK

Celui qu'il a convié pour protéger la forteresse républicaine qui se lézarde, c'est l'inusable, l'incroyable, le tenace et l'endurant, Béji Caïd Sebsi. Ce pur produit du bourguibisme, serait-il le phénix, cet oiseau légendaire possédant le don de longévité, et doté du pouvoir de renaître de ses cendres ? Cet homme politique serait-il, l'anti-thèse, du postulat annonça, que nul ne saurait être prophète en son pays ? Témoin acteur de l'ère Bourguiba, il est revenu le 24 mars, en lançant son «Appel de la patrie, ou, Nida al watan». Bien sûr, tout avait été imaginé, calculé, prévu et conçu pour faire plus vrai que vrai. Ce rassemblement était organisé par l'association de la pensée bourguibienne. Pas de leaders, pas de programme, mais un retour aux sources.

Bourguiba l'homme n'est pas glorifié, cependant, c'est sa pensée, son esprit, son intelligence, sa lucidité, qui sont mis en avant. Cela fait appel et renvoie à tout ce que, le zaïm, avait laissé d'indélébile dans l'imaginaire collectif tunisien. Et pour la symbolique, rien n'avait été laissé au hasard. Le meeting a été tenu dans la ville de Monastir, où Bourguiba vit le jour le 03 août 1903, et où il est enterré. Et la date également. Puisque c'était, le 24 mars 2012, à quatre jours du cinquante sixième anniversaire de la date d'indépendance de la Tunisie, le 20 mars 1956. Béji Caï Sebsi est né en 1926 à Sidi Boussaïd, dans la banlieue chic du Nord de Tunis, il a 85 ans, mais encore beaucoup de punch et énormément de mordant. C'est lui, bon gré malgré, qui avait su, assurer à la Tunisie, d'après la révolte du 14 janvier 2011, et la fuite de Ben Ali, une période transitoire, sans trop de casses, ni de lourds dégâts. C'est un vieux routier de la politique. Ce juriste avocat, qui avait été condisciple de Habib Bourguiba junior à la faculté de droit de la Sorbonne, avait pu avoir accès et connaître le combattant suprême, sans grandes difficultés. Jeune avocat, de retour en Tunisie, en 1952, il avait courageusement défendu des patriotes tunisiens, dans de nombreux procès, contre le régime colonialiste français. Il fut ensuite plusieurs fois ministres dans les divers gouvernements d'après indépendance. Il fut ministre de l'intérieur, ministre des affaires étrangères, et enfin de la défense. Il fut également président de la chambre des députés, pour une période de 18 mois sous le règne de Ben Ali. Il fut enfin le 11^{ème} premier ministre de Tunisie, du 27 février 2011 au 24 décembre de la même année. Après les élections à la constituante et la fulgurante victoire des islamistes d'En-Nahdha. Et depuis la prise de direction et la conduite des affaires du pays par la coalition, Etakatol dirigée par Mustapha Benjafar, actuel président de l'Assemblée Nationale Constituante. Du C P R, de Moncef Marzouki, actuel président de la république, par intérim, et En-Nahdha, en charge du premier ministère. Béji Caïd Sebsi est souvent monté au créneau pour rappeler à ces dirigeants, de tenir leurs promesses, d'arrêter une date limite pour l'achèvement des travaux de rédaction de la nouvelle constitution. Et surtout, qu'il avait, souvent, averti, à propos du futur projet de société, qu'il y avait des limites et des lignes rouges à ne pas franchir.

L'invocation de la pensée bourguibienne, comme patronage et parrainage de «l'appel de la partie», ne pouvait que légitimer ce grand rassemblement. Et par

la même, des millions de tunisiens s'y retrouvaient. Bourguiba dans son combat, s'inspirait des philosophes des lumières et admirait Attaturk. Il voulait faire se dégager son pays du fatalisme qui rythmait sa vie, et faire sortir les tunisiens, tous les tunisiens du sous-développement. Les choix fondamentaux qui firent la quintessence de son combat, de tous les instants et pour lesquels, il consacra sa vie, sont inscrits, à la manière des grecs anciens, ou de celle des pharaons d'Egypte, en lettres dorées sur son mausolée à Monastir, en trois sentences. Bourguiba est pour la postérité : «le combattant suprême, le bâtisseur de la Tunisie nouvelle, et enfin le libérateur de la femme».

La république tunisienne est proclamée le 25 juillet 1956, et Bourguiba, s'empressa de faire promulguer, majalat al ahoul ech-chakhsia, le code du statut personnel tunisien, le 13 août 1956, par décret beylical. Il entrera en vigueur le premier janvier 1957. Faisant fi, d'une part, de siècles d'us, d'usages et de coutumes, dans ce domaine. Et de l'autre faisant sauter la clôture dogmatique fermement gardiennée par les ténors, et les maîtres à penser de la Zitouna. Qui d'ailleurs firent chorus contre ce décret.

En réponse à cela, Bourguiba, énonçait, selon Tahar Belkhouja, dans son livre : les trois décennies bourguiba, édité par Arcantères et Publisud, 1999 : «que la moitié de la population, dans une nation moderne, ne pouvait être composée de citoyens de seconde zone». D'après la même source, le combattant suprême, déclarait en juin 1973 à l'organisation internationale du travail, cela : «j'instituai le statut de la nouvelle femme tunisienne. Hier amoindrie, complexée, la femme devient une citoyenne à part entière. On lui reconnaît ses droits civiques de vote et d'éligibilité. Pour le mariage le consentement est requis, et la répudiation remplacée par une procédure de divorce judiciaire. La polygamie est abolie et l'âge minimum pour le mariage est fixé à 18 ans. Des mesures anticonceptionnelles sont prises jusqu'à l'avortement autorisé par loi ». Pour entreprendre et réaliser cette révolution des mœurs, des comportements et des mentalités, Habib Bourguiba, ne s'était abreuvé, ni ne s'était référencé, hors de Tunisie. Ces fondements et ses arguments, pour imposer sa façon de traiter ces épineuses questions, et ces matières qui fâchent, furent tunisiennes, et c'est qui avait fait et qui fait encore leurs forces. Il assoira sa révolution sur les travaux de tunisiens, à leur tête Tahar Al Hadad. Et aussi, sur les avis éclairés, de Abdelaziz Djaït, mufti du rite malékite de Tunisie, de Tahar Benachour, premier mufti du rite malékite. Grand père de Yadh Benachour, qui fut le Président de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, du 6 avril, au 13 décembre 2011, et aussi sur celui du professeur Ahmed Beyram, grand mufti du rite hanéfite de Tunisie. Ses sources lors de ce bouleversement de l'ordre établi, furent donc nationales, c'est ce qui avait fait la puissance de son projet, et l'avait rendu invulnérable, inattaquable et inexpugnable. Les changements qu'il proposait et instaurait, n'étaient ni importés, ni commandés et télégués par de quelques forces que cela soit, idéologiques ou doctrinales, venues de l'exté-

rieur. Ces chamboulements s'il en est, sont d'âme et d'essence strictement, et sans jeu de mots, textuellement tunisiennes. C'est sur, tous ces éléments et pas seulement, que Béji Caïd Sebsi, en fin stratège, compte caler et étayer, sa contre attaque, pour contester la troïka au pouvoir en Tunisie. Alors l'appel de la patrie, la pensée bourguibienne, Monastir, le 24 mars, ce ne sont pas une coïncidence. Et la salle, qui porte le nom de Mohamed M'zali, autre souvenir du zaïm, s'avérera exigüe. Il y avait les représentants de 50 partis et plus de 500 associations, tunisiennes, venus de toutes les régions du pays. S'étaient aussi présentés à cet événement entre 7 à 8 000 personnes, dont beaucoup de jeunes, parmi lesquels, la très applaudie Khaoula Rachidi, cette étudiante qui avait défendu le drapeau national à l'université de Manouba, quand un étudiant islamiste l'avait enlevé et remplacé par le drapeau noir frappé de la chahada en blanc, sur le toit du bâtiment de la faculté des lettres. Elle lui avait, dans un acte héroïque, courageusement tenu tête, le 7 mars 2012. Ce geste de bravoure féminine et visible sur le net. C'est à cette étudiante courage, qu'échoira l'honneur de lever les couleurs tunisiennes, lors de la cérémonie d'ouverture. Pour l'expression de la symbolique, ce geste fut d'une profondeur, qui atteignit le cœur de ceux, qui un moment avaient hésité. Mais au moins 2000 personnes n'avaient pu pénétrer dans la salle et se sont contentées de suivre l'événement dehors sur écran géant. Sur le podium, trônait un portrait de Bourguiba en tenue de cérémonie et commenté ainsi : «Le pouvoir de l'élégance et l'élégance du pouvoir». Et tout ce que compte le sahel tunisien, comme grosses pointures de la politique, était là. Après la mise en condition de l'assistance, par des interventions, des chants et chansons patriotiques, de textes poétiques déclamés avec la dose d'émotion qu'il faut. Béji Caïd Sebsi, fit son entrée, et monta au pupitre en apothéose. Il commença par annoncer, en pédagogie rompu aux arcanes des systèmes politiques, «qu'on ne peut passer du despotisme à la liberté sans se heurter à des difficultés» et que «l'action politique constitue un droit pour tous, la finalité étant l'instauration d'un régime démocratique». Une fois ce décor planté, l'ancien premier ministre, s'attaqua à l'action du gouvernement formé de la troïka, auquel il reprocha ceci : «après trois mois, nous constatons que le gouvernement n'est pas pressé d'honorer ses engagements et de fixer l'échéance des élections». Et là il cibla sans le citer, le retard, et le grand débat que suscite la place de la charia, comme source de législation dans la future constitution. Sera-t-elle, la seule source, l'une des sources ? La future législation sera-t-elle uniquement d'inspiration chariaïque ? Pour répondre à ces interrogations, il proposa qu'il soit organisé, «un référendum populaire, en cas de divergences autour de l'article premier de la constitution». Et que : «Si un accord était conclu autour de l'article un, le consensus sera trouvé sur tous les autres articles, et l'ambiguïté se dissipera». Caïd Essebi, en appellera à mettre en place «les conditions appropriées à l'alternance au pouvoir, et non le pouvoir à l'infini». Avant de conclure son discours, il rappellera qu'il avait lancé fin janvier 2012, un message solennel à l'ensemble des forces, évoquant

une régression et pointant l'apparition de formes extrémistes violentes menaçant les libertés publiques et privées. Et que rejetant la violence il avait appelé à se rassembler autour d'une alternative. Ainsi ce rassemblement de Monastir, n'était que la première étape, et qu'il annoncera la deuxième au mois d'avril 2012. Pour les détracteurs de Caïd Sebsi, cette initiative, n'est que la réponse, au procès que comptent lui intenter, des parents de militants et de sympathisants yousseffistes, qui ont, il y a quelques jours crée un comité de défense des victimes de torture du mouvement yousseffiste. Qui sont-ils, alors, les yousseffistes. Ce sont les partisans de Salah Ben Youssef, ami, compagnon, remplaçant de Bourguiba à la tête du parti destourien, quand le leader était emprisonné ou en exil. Mais c'était aussi son challenger et son concurrent pour le leadership. Mais pas seulement.

Salah Ben Youssef, n'envisageait pas que l'indépendance de son pays pouvait se réaliser, sans l'indépendance, du Maroc et de l'Algérie. C'est cela qu'il reprochait essentiellement à Bourguiba, en lui signifiant qu'en acceptant une indépendance solo, il abandonnait l'Algérie, et son peuple. Salah Ben Youssef est un djerbien, né le 11 octobre 1907. Il étudia le droit, et devint avocat comme bourguiba. Dès l'apparition du désaccord, sur les modalités de l'indépendance du pays. Il organisa une riposte notamment dans les régions du sud de la Tunisie. Il supervisera plusieurs meetings, qui connaîtront de brutaux affrontements, même armés, entre les bourguibistes et les yousseffistes. Mis en minorité, il quitta la Tunisie, se réfugia en orient principalement en Egypte pour finalement s'installer en Allemagne. Le 12 août 1961, Il fut attiré dans un guet-apens, par deux de ses compatriotes, puis assassiné, à l'intérieur d'un hôtel de Francfort-sur-le-Main, en Allemagne, alors qu'il avait laissé son épouse l'attendre dans un café tout proche. Ses partisans qui avaient décidé, de se débarrasser de Bourguiba, planifièrent de l'assassiner, au domicile de sa femme.

Mais le complot fit découvrir, et plusieurs d'entre eux, furent exécutés ou emprisonnés, après un procès en juillet 1962. Ce sont leurs descendants, qui à travers un procès, veulent connaître la vérité, et offrir des sépultures dignes et décentes aux suppliciés.

Dans ce procès, il est reproché à Béji Caïd Sebsi, qui avait été nommé, le 8 février 1958, directeur de l'administration régionale puis directeur général de la sûreté de l'État. Que c'est sous sa direction, que le 31 décembre 1962, le parquet militaire déféra 26 accusés pour complot contre la sûreté de l'État, dont plusieurs furent passés par le peloton d'exécution. Bien sûr, l'ancien directeur et l'ancien ministre de l'intérieur 1965/1969, refute tout cela. D'ailleurs un collectif d'avocats s'est constitué pour le défendre. Mais ce n'est pas vraiment cela qui pourrait préoccuper et troubler, l'ancien ministre de l'intérieur de Bourguiba, pour arrêter l'initiative de Monastir. Ni la réactivation de la pensée bourguibienne, en ces temps de conflit idéologique, sur le futur projet de société de la Tunisie. D'ailleurs, le 27 mars 2012, lors d'un meeting populaire, en plein centre de Tunis, un fonctionnaire chargé de la formation des imams,

ministère des affaires religieuses, Mohamed Lahbib Boussarsar, avait appelé au meurtre de Béji Caïd Essebsi. Et la foule à sa suite, présente au meeting, reprit et scanda à plusieurs reprises «la mort pour Essebsi».

Ce qui, par contre, risque de mettre à mal, même pour un temps, l'initiateur de l'appel de la patrie. C'est que la principale critique, voire la désapprobation majeure, véhiculée par le rassemblement présidé par Caïd Sebsi, en direction d'En-Nahdha, c'était la place de la religion musulmane et celle de la charia dans la future constitution en préparation. Cela peut réellement déposséder ce mouvement de sa principale cause. Car le 26 mars, soit deux jours après Monastir, le Comité Constitutif du mouvement Ennahdha c'est-à-dire l'instance suprême entre les congrès avait décidé et adopté le principe du maintien de l'Article Premier de la Constitution de 1959, en l'état actuel, dans l'élaboration de la nouvelle constitution. Donc de garder : «La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain : sa religion est l'Islam, sa langue l'arabe et son régime la république».

C'est un coup de tonnerre pour les uns, c'est une reculade pour les autres, et pour certains, c'est un très bon coup de communication politique. Le mouvement islamiste a-t-il voulu couper l'herbe sous les pieds de l'appel de la patrie ? A-t-il compris que les tunisiens ne veulent pas de la constitutionnalisation de la charia ? A-t-il osé sacrifier son aile la plus radicale, c'est-à-dire les salafistes ? A-t-il subi des pressions venues de l'extérieur ? En-Nahdha a-t-il compris que le contexte n'était en sa faveur ? Ou bien en définitive, est-ce que, ce parti retrouve ses dogmes, et retourne à l'un des fondamentaux basiques de tous les mouvements islamistes : la culture du double langage. Les réponses ne peuvent être immédiates sauf à conjecturer. Alors laissons du temps au temps. Mais il est fort à parier que le mouvement de Monastir, ne s'essouffera pas de ci peu, même avec le procès des yousseffistes, l'appel au meurtre, et cet abandon capital pour le moins étrange des frères musulmans tunisiens. Toutefois ces deux événements, le rassemblement de Monastir et le retour à l'article premier de la constitution de 1959, augurent de beaucoup de changements en Tunisie, et sous peu. D'un côté, en adoptant cette attitude En-Nahdha sauvera les meubles. Et de l'autre la pensée bourguibienne, restaurera, même dans la durée ce qu'aura décomposé le parti islamiste depuis qu'il est aux affaires du pays. Mais les plus grands perdants de cet épisode politique de la Tunisie nouvelle, ce seront, les partis Etakatol, et le Congrès pour la République. Cependant celui qui aura débité tous ses comptes et flambé tous son crédit, ce sera monsieur le président de la république par intérim : Moncef Marzouki, successeur quoi que l'on dise, de Habib bourguiba. Ce dernier, n'a-t-il pas voulu demeurer éternel ? Tahar Belkhouja raconte à ce propos ceci : » En 1972, le président envoyait son ministre des affaires étrangères à Moscou, porteur d'une lettre personnelle au chef de l'Etat de l'URSS, Brejnev, pour lui demander le secret de la momification. Masmoudi était chargé de dire que Bourguiba valait bien Lénine et les autres chefs d'Etat des pays socialistes. Le ministre fut éconduit, et Bourguiba en voulut aux dirigeants de ce pays». Ainsi s'écrit l'histoire des peuples, elle retiendra les uns, et omettra les autres.

Quelle école demain ?

ABDELHAMID BENZERARI

Mondialisation oblige, l'éducation des hommes du XXI^{ème} siècle doit nécessairement être pluraliste, pluridisciplinaire, elle doit être aussi complexe, aussi richement variée que les aptitudes, les facultés, les besoins, les désirs et les aspirations des populations algériennes. Elle ne peut plus se limiter à ce qui fut ces dernières décennies son objectif unique: l'instruction des enfants c'est-à-dire l'initiation à quelques techniques intellectuelles fondamentales. Elle a en charge l'éducation dans le monde moderne. Un effort permanent d'adaptation est nécessaire, qui caractérise la tâche éducative et conditionne son efficacité s'adressant tout à la fois, au corps, au cœur et à l'esprit.

L'enseignement de nos écoles élémentaires doit ouvrir toutes grandes au jeune enfant, les fenêtres du monde. Telle doit être la fonction des disciplines d'éveil, où l'on ne recherche pas systématiquement les connaissances, mais qui doivent éveiller la curiosité et susciter le désir de connaître. Cependant, il est loisible de concevoir et de mettre en pratique, en liaison permanente et logique avec celles qui sont synonymes de découverte, de conquête du langage, de l'écriture, de la lecture, des mathématiques puis de l'éducation morale et civique par des voies différentes, une pédagogie du discernement et de la réflexion.

L'école d'aujourd'hui, n'a pas trouvé l'équilibre entre la tendance encyclopédique et les besoins de la réflexion, de la méditation; entre l'accumulation des connaissances et les méthodes de leur acquisition, elle enseigne selon des procédures rationnelles, les résultats de la science formée, sans enseigner les méthodes de «découvertes», de connaissances nouvelles; elle confond le rationnel et l'expérimental; la plupart de nos adolescents sortent de l'école, de l'université, sans avoir l'esprit scientifique expérimental qui, pourtant, est le levain de la révolution économique et culturelle de notre temps.

L'initiation technologique conçue, non comme une discipline s'ajoutant aux autres, mais comme une activité d'éveil poursuivie à tous les niveaux de l'enseignement, s'impose comme un moyen d'ouvrir l'école sur la vie et de réconcilier l'élève avec son milieu naturel en développant chez lui dans un premier temps la maîtrise des instruments et des techniques dont les adultes usent traditionnellement autour de lui, avant de l'initier à des outillages et à des techniques plus modernes dont il aura demain sans doute à exploiter les possibilités au service du milieu. Cette recherche d'une meilleure adaptation de l'école à son environnement, qui est d'abord, dans notre monde, celui de la technique, n'affaiblira ni son prestige ni sa mission culturelle; bien au contraire, en créant les conditions d'un équilibre plus satisfaisant entre enseignement général et enseignement technique, entre aptitudes intellectuelles et savoir-faire, nous en ferons le lieu du plein épanouissement des personnalités, comme l'instrument privilégié de la promotion collective et, partant, du progrès de la société.

L'école algérienne laisse en friche les aptitudes artistiques, corporelles, manuelles des adolescents; elle ne développe aucunement les facultés de sensibilité, d'affectivité, d'émotion, d'enthousiasme, ni le sentiment, la cordialité, la fraternité... Aussi les critiques deviennent-elles plus vives encore quand il s'agit de l'épanouissement physique, de l'équilibre nerveux, de l'équilibre sensoriel, du caractère, de la sociabilité, d'un certain sens de l'optimisme et du bonheur.

On cultive la cérébralité discursive, l'aptitude verbo-conceptuelle; mais un «excellent» élève peut ne pas avoir une once de bon sens, une calorie de chaleur humaine, il peut être absolument incapable de comprendre cordialement, de ressentir affectueusement ses collè-

Contester ou consolider la société établie? Accéder à la culture (dominante) ou l'inhumier? Former l'homme nouveau pour la société socialiste ou former des hommes pour la société capitaliste? Apprendre des connaissances ou apprendre à apprendre? Acquérir l'esprit scientifique expérimental ou seulement l'usage des résultats de la science? Devenir apte à un métier, à un travail professionnel, utile à la nation, ou développer la libre expression de chaque personnalité?...



gues, ses collaborateurs, ses inférieurs dans la hiérarchie professionnelle, ses voisins... Et que dire du respect d'autrui, de l'attention pour l'autre, de l'aménité, de la courtoisie, de la politesse?

Nous pouvons condamner le caractère figé, fermé, artificiel de l'école actuelle, le manque d'apport dans la formation morale et sociale de l'enfant, son éveil à l'objectivité, à la logique, l'accèsion aux langages rationnels, la préparation au travail sérieux.

LA DIVERSIFICATION DES MANUELS SCOLAIRES

Tous les élèves ne relèvent pas de la même pédagogie. Il est absurde de les mesurer tous à la même aune. Vouloir les faire progresser en les coulant tous dans le même moule, alors qu'ils n'ont pas les mêmes aptitudes, la même forme d'esprit et le même rythme d'acquisition des connaissances, serait nuisible. Une différenciation pédagogique est indispensable si l'on veut respecter le principe de l'égalité des chances qui n'est pas de donner à tous la même chose, mais de donner à chacun selon les besoins qu'il a. Ce qui demande une diversité dans les manuels scolaires: lecture, calcul, histoire, géographie, français... Par exemple dans une même école, une classe de 5^{ème} année peut utiliser un livre de lecture adapté au niveau réel de la classe, différent de celui de l'autre cours de même niveau et en conformité avec les programmes officiels. C'est ce qu'on appelle la vraie démocratisation de l'enseignement. Une véritable égalité des chances de développement intellectuel entre les enfants inégaux exige un enseignement lui-même inégal selon les individus, adapté à chaque cas pour être efficacement compensateur. Les sciences de l'éducation ont apporté une connaissance plus précise des données biologiques, psychogénétiques et sociales de cette diversité. L'enfant vivant existe, avec ses besoins physiologiques et biologiques. La mission de l'école algérienne, sa finalité est de former des hommes capables de s'accomplir personnellement et socialement. Au départ et tout le long de la scolarité, il faut donc tenter pour donner à tous, une égalité de chances. Et il est certainement plus important encore que ce système soit adapté à l'enfant que de contraindre l'enfant à s'adapter à l'école. C'est un être trop important pour que l'on néglige un atout qui peut être un capital pour son épanouissement. C'est aussi un être vivant qui a un corps exigeant. Chaque classe a sa phy-

sionomie, sa personnalité singulière. Et cette physionomie se renouvelle chaque année avec les élèves, elle évolue même en cours d'année. Elle tient compte des différences d'intelligence entre enfants d'une même classe, des différences d'aptitude chez un même individu, de son rythme de travail et des variations de celui-ci, de ses réactions affectives, de sa fatigabilité, de tous les facteurs personnels qui interviennent dans son activité et dans son comportement scolaire. Un même enseignement donné à tous, moyen hypothétique au détriment des élèves réels, lèse particulièrement les bons et les faibles, malgré les efforts que les maîtres peuvent faire pour donner à chacun sa part.

BESOINS ET INTÉRÊTS DE NOS ENFANTS

Le système éducatif dans notre pays doit d'abord reposer sur les besoins et les intérêts des enfants et des adolescents, avec ce souci primordial d'en faire des hommes et des femmes qui demain dirigeront et animeront la société, donc des citoyens comme on dit, conscients et lucides.

Ce que nous voulons, c'est jeter les bases d'un projet d'éducation, couvrant, non seulement la période de la scolarité obligatoire, mais également, car c'est très important, toute la période allant de la scolarité obligatoire, jusqu'à l'université. Il y aura naturellement toujours un pourcentage d'enfants et d'adolescents qui iront vers les enseignements longs, vers les universités en général. Il faudra augmenter ce pourcentage notamment en assurant l'égalité des chances. Mais ce qui pose d'abord le problème, c'est la masse d'enfants qui ne pourront pas suivre les études longues.

Il faut que nos enfants, nos adolescents, devenus adultes puissent vivre une vie normale, c'est-à-dire une vie digne et heureuse, dans laquelle ils seront des citoyens capables de comprendre, capables d'apprendre, capables de rechercher, capables d'échanger avec les autres hommes, les autres femmes, capables de curiosité, capables aussi de changer d'activité et de métier, car ce qui caractérisera sans doute cette époque, c'est que les jeunes que nous avons maintenant dans les établissements scolaires ne se préparent pas comme autrefois à un métier, mais à la vie. Et une vie dans laquelle ils auront peut-être à accomplir plusieurs métiers.

Il faut donc que l'institution scolaire les prépare, non seulement à des activités économiques, mais à des changements d'activités économiques. C'est à dire, leur donner une formation initiale, une forma-

tion de base, avec toutes ses composantes de haut niveau, du plus haut niveau possible en fonction de l'intérêt, de la curiosité, de la capacité de réflexion et d'attention des jeunes. L'école, ce faisant, doit aussi atténuer les inégalités sociologiques, même si elle ne peut les supprimer totalement; elle peut apporter le maximum, y compris dans le domaine du goût. Pensons à la musique, au dessin, aux œuvres d'art, à la lecture, à la poésie! Tout cela dépasse très largement le bachotage qu'on connaît, qu'on condamne.

La prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans pourrait être conçue d'une manière tout à fait différente, avec une grande part de formation initiale, de formation générale adaptées aux adolescents et une partie de préapprentissage, de formation pré-professionnelle harmonisée avec cette formation générale, sans que jamais trop tôt, les enfants soient livrés directement à la rue. Dans ce projet éducatif, pour toute cette partie intermédiaire entre l'école de base et l'entrée dans la vie, nous voudrions mettre au point, en fonction de la société que nous voulons, tous les mécanismes d'accrochage à la vie active dans tous ses aspects! Agriculture, commerce, artisanat, industrie, etc. Ce sont là des idées générales qui traduisent une volonté d'explorer et d'étudier avec une perspective de propositions, un domaine capitale de l'éducation.

L'ÉLEVATION DES CONNAISSANCES.

L'élévation des connaissances est aujourd'hui indispensable, en fonction de l'évolution des technologies de pointe, des sciences, des techniques et du niveau des relations humaines et des moyens de communication, d'échanges et de culture. C'est un aspect de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Mais au-delà des connaissances scientifiques, il y a indiscutablement, une formation humaine, une formation de citoyens, une formation civique, une formation de travailleurs. Le travailleur de demain, qui aura la responsabilité de ce pays dans vingt ou trente ans, doit être en mesure de dominer autant que possible le monde dans lequel il vivra, de remettre en cause pour la rendre meilleure ou plus juste, s'il le veut, s'il le souhaite, la société dans laquelle il sera. On ne peut donc pas bâtir un projet éducatif sans avoir quelques idées sur la société de demain et sur le rôle des hommes. Si l'on veut effectivement construire une société juste, authentique, respectueuse

des droits de l'homme, et du premier d'entre eux, la liberté, ne faut-il pas concevoir non seulement une planification économique, mais aussi un très grand projet d'éducation qui respecte l'homme en lui-même, qui ne fasse pas un homme pour une société, qui commence par respecter l'enfant et qui prépare surtout l'adolescent à ses responsabilités futures?

Au fond, est-ce que la société algérienne de demain ne relève pas d'abord d'une éducation de responsabilité, donc d'une éducation responsable ouverte sur la vie et à la vie? C'est tout le problème d'une conception nouvelle de l'éducation et de l'école qu'on peut avoir. Cela signifie qu'il faut que «l'institution scolaire continue de changer d'âme». La difficulté, c'est que nous sommes conscients en réfléchissant à un projet éducatif, mais nous ne voulons pas que cet objectif enferme les enfants et les adolescents dans un carcan. Nous voulons former un homme qui soit capable de remettre en cause la société et capable de se remettre en cause lui-même.

L'ÉCOLE ET SON ENVIRONNEMENT

Autour de l'école le monde a évolué; on parle aujourd'hui d'école parallèle dont l'importance et l'influence ne cessent de croître et que la plus grande erreur pédagogique serait d'ignorer ou de rejeter. Le rôle de l'école n'est pas dès lors de se retrancher dans un univers clos, c'est d'aller au devant de la communication. Il est de donner aux élèves un cadre de connaissances et une capacité de jugement qui leur permettent de situer, d'interpréter et de mettre en ordre les informations disparates qui les assaillent de toutes parts.

Aujourd'hui, c'est l'école des moyens audiovisuels, c'est l'école des journaux de toutes sortes, c'est l'école de la radio, c'est l'école de la télévision, de la vidéo, de la parabole, d'Internet, de facebook, du fax, d'Ipod, du Nintendo, du Smart phone, du Playstation, ..

L'école, renforcée, programmes revus, corrigés, allégés, livres scolaires adaptés au niveau réel des élèves, doit fournir aux apprenants le goût et les moyens de l'éducation permanente, créer des appétits, assurer les divers langages, audiovisuels inclus, multiplier les formes d'activité, donner la faculté d'adaptation, le sens des initiatives et des responsabilités, l'esprit d'engagement, de ténacité, de créativité, de solidarité, apporter l'autonomie, offrir l'essai de vocation de loisirs...

A cette jeunesse, pour rompre la routine, la monotonie et vaincre l'oisiveté, mère de tous les vices, qui use, rouille puis avilit le jeune, (pensez au nombre inquiétant de suicides, aux 12 jeunes harraga interpellés près de Mostaganem, âgés entre 16 et 17 ans dont 4 collégiens: el-watan du 18.01.2011) ouvrez-lui les stades, les salles omnisports, les salles de cinéma, les bibliothèques, les théâtres, les piscines, les parcs de loisirs et de détente, multipliez les concerts de musique, les centres de vacances! ...

Notre éducation doit répondre aux besoins exprimés par les jeunes dans un monde en mouvement, en évolution, avec toute l'évolution de la famille, avec le poids de l'école de la rue, avec le poids des moyens de l'information.

Pour conclure, la grande mission de l'école algérienne, la grande mission de tout notre système éducatif, est bien d'apporter aux jeunes ce qui est fondamental et essentiel pour qu'ils puissent, adultes, mener une vie digne et heureuse, une vie responsable, une vie de luttés pour des progrès toujours nouveaux et toujours nécessaires. Pour cela, il est nécessaire de rappeler l'importance que revêt à nos yeux, dans un univers où nous dépendons toujours plus étroitement les uns des autres, une large concertation sur la recherche de formes d'éducation mieux adaptées à l'attente des jeunes générations comme aux réalités qu'elles auront demain à affronter.

Les mathématiques en Algérie: une science exacte en voie d'extinction

PAR ALI DERBALA

Elle exclut toute incertitude, toute inexactitude. L'enseignement des mathématiques a périclité, lui qui était il y a une trentaine d'années, l'un des meilleurs dans le bassin méditerranéen. Un bac mathématique Algérien ouvrait déjà les portes des Universités françaises, anglaises, américaines, soviétiques etc. Au cycle secondaire de l'éducation, la pénurie de professeurs agrégés de qualité est dramatique et a atteint des proportions catastrophiques. Un ancien responsable du MEN, Ministère de l'Éducation Nationale, a reconnu que : « Dans les dernières années on a commis dans notre pays de graves erreurs en négligeant ces derniers paliers ou en faisant de mauvais choix stratégiques de l'éducation ⁽²⁾ ». Selon le directeur d'un laboratoire de mathématiques d'une école de formation d'enseignants, le MEN veut lancer l'agrégation et a tenu tout récemment avec les ENS, écoles normales supérieures, des réunions autour de ce sujet. Le problème est que cette agrégation n'a rien à voir avec l'agrégation française; en Algérie elle est conçue comme un moyen de promotion d'une certaine catégorie d'enseignants du lycée sans se référer au «niveau» scientifique.

Une seconde fois, en France, pays natal de Pascal, Descartes, d'Alembert, Cauchy etc., et en mathématiques, pour devenir «professeur agrégé», il est indispensable de connaître « par cœur » le cursus de la graduation, énoncés d'axiomes, de définitions, de théorèmes, de propositions etc., et leurs démonstrations. Ce genre de professeurs est très pédagogique. Il donne des cours très agréables. Leur pédagogie est révélatrice de la « transmission du savoir ». De nos jours, on peut même ne trouver qu'une seule classe de mathématiques dans toute une Wilaya.

Platon ⁽³⁾ ne voulait pas qu'on apprit la géométrie jusqu'aux figures difficiles, il n'en voyait pas l'utilité. Elles suffiraient à occuper toute la vie d'un homme et le détourneraient de beaucoup d'autres sciences utiles. Les notions géométriques sont, en effet, immuables et éternelles, et de plus, elles nous introduisent à la connaissance des lois de l'univers.

LES MATHÉMATIQUES DANS L'ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

La spécialisation en mathématiques n'est une perte pour l'étudiant que dans la mesure où elle aboutit à le confiner, à l'isoler, sauf si cet «isolement» favorise une meilleure production scientifique. Elle ne l'est pas lorsqu'elle s'accompagne d'un travail collectif, d'une grande liberté et des moyens de cette liberté, d'une gestion réellement démocratique de l'enseignement. Des questions se posent. Les étudiants vont-ils à l'Université pour acquérir des connaissances ou pour recevoir une formation ou les deux ? L'étude d'un problème de mathématiques, est-elle une étude des passions faite sans passions ? Une vérité scientifique ne s'impose pas de force. Elle se démontre, certes, jusqu'à un certain point, par le raisonnement, mais elle se prouve surtout, et de la façon la plus convaincante, par l'expérience. C'est dans les petites classes qu'on réussit à apprendre quelque chose. Apprendre, n'est autre chose que de se ressouvenir. La recherche à l'Université ne peut pas se séparer de la formation des enseignants destinés à l'enseignement du Secondaire. Par le développement de la recherche, on développera sûrement son complément nécessaire l'enseignement supérieur et l'enseignement dans les paliers du primaire, moyen et secondaire. En tout cas, les enseignements supérieur et secondaire pourraient avoir des

« C'est sur les chaises que la noblesse s'acquiert ». Montesquieu⁽¹⁾

La mathématique est la science qui étudie par le moyen du raisonnement déductif les propriétés d'êtres abstraits (nombres, figures géométriques, fonctions, espaces, etc.) ainsi que les relations qui s'établissent entre eux [Larousse 2007].



échanges constants qui permettraient de donner à l'enseignement secondaire toute sa qualité. On a pris un retard qui, maintenant, est tel que c'est le développement futur de la nation qui est en cause et cette notion de développement prioritaire de l'éducation nationale, est donc tout à fait essentielle. L'éducation nationale, c'est l'avenir, la condition nécessaire au développement ultérieur de notre pays.

LES OBJECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

Le but des mathématiques est d'accumuler du savoir et d'éliminer la violence. Ainsi, tant en raison de leur caractère strictement analytique que de la nature de leurs hypothèses, les mathématiques n'occupent que le second rang dans le domaine de la connaissance rationnelle, le premier revenant à la dialectique, science complète et parfaite, la synthèse et l'analyse. Quiconque enseigne quoi que ce soit, persuade-t-il ou non ce qu'il enseigne ? Chaque étudiant doit recevoir une instruction indispensable pour le développement de ses aptitudes, de son esprit de curiosité et de recherche, qui formeront naturellement sa personnalité. Aux étudiants en qui on soupçonne un peu de curiosité pour la recherche, on doit donner des articles ou des tirages à part d'un livre à lire et à discuter. Les jeunes étudiants qui, en raison de leur forme d'esprit, ne réussissent pas dans l'enseignement supérieur, sont orientés vers les techniques, et ils sont reclassés dans la technologie. Il faut assurer la promotion de chacun à la fonction qui convient le mieux à ses aptitudes. L'aptitude à la recherche en mathématiques n'est pas du tout proportionnel au niveau de la connaissance. Nous voyons des étudiants s'initier aux mathématiques, et nous voyons qu'il y en a qui visiblement, ne sont pas faits pour la mathématique. D'autres au contraire y réussissent très bien. Il faut conseiller à ceux qui ne réussissent pas de chercher une autre voie. Continuer dans la voie actuelle, c'est se résigner à avoir des élèves avec une formation insuffisante. De nos jours, on étouffe l'esprit des étudiants sous un amas de connaissances et de modules inutiles, des modules de découvertes où on ne découvre rien etc. Les notions mathématiques ont été rangées dans une

autre classe que celle des idées pures. Elles sont scientifiques par excellence. Elles partent en effet des notions qu'elles développent par voie déductive, de figures dont elles recherchent les propriétés. Les notions qu'elles utilisent ne sont donc pas des idées pures, mais des images de ces idées mêlées à des représentations sensibles. Selon Descartes, les mathématiques ont des inventions très subtiles, et qui peuvent beaucoup servir, tant à contenter le curieux, qu'à faciliter tous les arts et diminuer le travail des hommes. Il définit la notion de la méthode mathématique par : « Par méthode j'entends des règles sûres et faciles, telles que quiconque les observera exactement ne prendra jamais le faux pour vrai, et sans consumer inutilement aucun effort de son esprit, mais en augmentant toujours par degré sa science, parviendra à la vraie connaissance de toutes les choses dont il sera capable » ⁽⁴⁾. Une hypothèse, même si elle explique beaucoup de faits, peut toujours être remise en question [5]. Un exercice d'application de mathématiques se présente comme une occasion de réinvestir une notion précédemment définie, il vise l'application d'une notion. « On n'attend rien d'autre de l'exercice mathématique que d'accoutumer son esprit à se repaître de vérités et ne se contenter point de fausses raisons » [4]. Plus difficile qu'un simple exercice d'application directe, un problème est l'occasion pour un étudiant de mettre en œuvre, d'une façon adaptée, un certain nombre de notions qui doivent faire partie de ses acquis. La résolution de problèmes doit occuper une place importante dans les apprentissages mathématiques. Ainsi, quand on veut montrer une chose générale, il faut en donner la règle particulière d'un cas ; mais si on veut montrer un cas particulier, il faudra commencer par la règle générale. Car on trouve toujours obscure la chose qu'on veut prouver, et claire celle qu'on emploie à la preuve ; car, quand on propose une chose à prouver, d'abord on se remplit de cette imagination qu'elle est donc obscure, et, au contraire, que celle qui la doit prouver est claire, et ainsi on l'entend aisément [5]. Les lectures, recherches de faits, observations, problèmes posés, questions restées en suspens...peuvent faire l'objet d'exercices s'accommodant bien d'un travail mené individuellement. L'un des objectifs de la for-

mation mathématique, est d'entraîner les étudiants à analyser les problèmes de la vie courante, à les formuler ou les modéliser mathématiquement, à résoudre les problèmes mathématiques qui en résultent et à réinterpréter les solutions mathématiques de manière à apporter des réponses intelligibles au problème de départ, de confectionner un outil d'aide à la décision, sous forme d'un logiciel avant tout pédagogique, avec une inter-activité ou une interface conviviale et facile à utiliser. Ne serait-il pas plus raisonnable de concentrer toutes les ressources disponibles sur ceux des étudiants qui auront besoin des mathématiques pour exercer leur future profession. Les cours de mathématiques très spécialisés sont dispensés à un public limité et choisis, dans des établissements spéciaux qui se situent en marge, ou carrément en dehors, de l'enceinte ou du système Universitaire.

L'INTÉRÊT DES MATHÉMATIQUES

La liaison entre la théorie et la pratique est une nécessité qu'il faut atteindre. On pourrait pousser beaucoup plus solidement qu'à l'heure actuelle le développement des mathématiques vers les applications. Une liaison satisfaisante pourrait se faire entre recherche fondamentale et appliquée, une liaison étroite non seulement dans les textes, et dans la bureaucratie mais entre les chercheurs, une liaison vivante et réelle. Les mathématiques ont toujours été enseignées dans certaines écoles et à certains étudiants. La distinction qui est faite couramment entre « les mathématiques pour les mathématiciens » et les « mathématiques pour les non-mathématiciens » est mal fondée et qu'il est dangereux de l'accepter parce qu'elle conduit au maintien d'un mauvais enseignement bien que dans certains pays développés, il y a des écoles de mathématiques pour les mathématiciens où le niveau est élevé et des écoles pour d'autres formations où on applique les notions de « mathématiques ». Une question se pose. L'enseignement des mathématiques dures par opposition aux mathématiques élémentaires à des masses d'étudiants est-il indispensable au développement économique, technologique et scientifique de notre société ? Les spécialistes et les usagers de demain auront besoin de bonnes mathématiques. La clé pour

les mettre au point est le temps, celui de réfléchir aux problèmes, celui d'explorer des voies qui se révèlent être des impasses, celui de trouver une solution et non pas nécessairement la solution optimale.

RELATIONS ENTRE LES MEN ET MESRS

Le Ministère de l'éducation, MEN, continue à sous-payer les enseignants du secondaire détenteurs de « magisters », il les paye en qualité de PES, soit du niveau de la « licence ». Les détenteurs de la « licence » seraient suffisants si on leur donne la formation et les moyens de subsistance adéquats pour former de valables professeurs d'enseignement secondaire. Il faut attirer les meilleurs chercheurs aux lycées en les payant au moins correctement et pour leurs titres. Pourquoi pas au niveau de l'enseignement secondaire, les professeurs ne soient pas également des chercheurs ? Nous ne défendons pas l'état actuel de l'enseignement secondaire, des classes d'examen surchargées, des emplois du temps saturés et un taux de réussite au bac de complaisance de l'ordre de 70%. Dans les premières années de l'Université, 80% constitue le taux d'échec des étudiants. Quand l'encadrement est satisfaisant ainsi que les moyens matériels, l'enseignement secondaire est capable de remplir sa mission. Il faut dans les réformes, dans les progrès, rechercher l'équilibre enseignement-recherche pédagogique. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la question est peut être plus délicate. Il est certain que si la fonction de professeur d'enseignement secondaire était revalorisée, non seulement du point de vue matériel mais aussi du point de vue social ; si les classes étaient moins chargées, les emplois du temps souples, un grand nombre de professeurs d'enseignement secondaires pourraient être plus en contact avec la science qui se fait et même pour un certain nombre, devenir des chercheurs. En tout cas, les enseignements supérieur et secondaire pourraient avoir des échanges constants qui permettraient de donner à l'enseignement secondaire toute sa qualité. La situation actuelle, fait que la possibilité d'effectuer des recherches personnelles par des professeurs d'enseignement secondaire apparaît dans une grande mesure utopique.

Conclusion:

Il est à rappeler que l'univers, l'astronomie sont régis par des lois immuables, mathématiques, accessibles à l'esprit humain. Les étudiants ne sont pas égaux devant la mathématique : certains refusent la vérité, d'autres refusent la difficulté, d'autres encore refusent l'étude. Nos maîtres nous ont appris la rigueur. Ne jamais se contenter de comprendre à moitié. Y passer le temps qu'il faut mais comprendre, assimiler. Il faut avoir, par ailleurs une mémoire sans défaut. Ce qu'on apprendait, on ne l'oubliait plus. Il faudrait élaborer l'histoire des mathématiques et de faire une analyse spécialisée des tendances nouvelles de la mathématique. En science, il n'est pas question de procéder par décrets.

* Universitaire

Références :

01. Montesquieu (1748). De l'Esprit des lois. Première partie (livres I à VIII) 57. Du livre IV : que les lois de l'éducation doivent être relatives aux principes du gouvernement.
02. Farid Benramdane. Programmes scolaires en Algérie : Une confusion, deux courants, trois postures et... le reste. El Watan, Contributions : idées-débats, Samedi 28 Janvier 2012, p.21.
03. Platon. Le Gorgias. Traduction française de GROU avec Introduction, Analyse et Notes par Paul Lemaire, Librairie A. Hatier, Paris, N°367.
04. René Descartes. Discours de la méthode. Texte présenté et annoté par Jean Costilhes. 1966, Nouveaux classiques, Hatier.
05. Pascal. Pensées. Texte établi par Léon BRUNSCHWIG, GF FLAMMARION, 1976.

Les illusions de la dépense publique



PAR EL YAZID DIB

Le développement étant une équation complexe est devenu chez nous une simple opération arithmétique. Quand un budget se consomme, l'on croit y avoir fait une prouesse. Quand des taux avancés sont avancés comme critères de bonne gouvernance, l'on croit y avoir atteint une finalité. Alors que les règles les plus strictes en matière de management de projet exigent outre la concrétisation rationnelle d'objectifs prédéfinis mais également par effet de conséquence, la création d'une plus value. La chose est toute autre.

Tout se réalise par des enveloppes laissant ainsi un vide sidéral autour du profil du chef, du directeur ou du gouverneur du coin.

Cette enveloppe, ces crédits décentralisés et inscrits ainsi sur une nomenclature figée, inepte et standardisée pour tous ; n'auront nul mérite en termes de performance.

En dehors des actes de gestion de l'action du service public, tous les programmes sectoriels sont assis sur des masses financières puisées de la cagnotte nationale. Celle-ci n'est alimentée dans sa quasi-totalité que par la rente des hydrocarbures et à un degré moindre par la ressource fiscale. Quel est l'exploit qu'aurait réalisé un wali ou un gestionnaire public s'il avait à construire des pôles urbains, des infrastructures socio-éducatives ou autres vernissages plaisantins sur des sous affectés spécialement d'Alger ? Le développement ou l'investissement ne peut continuer à se supporter sur la seule dépense publique. Sinon rien n'aurait fait une différence entre les uns et les autres. Dans de telles situations la problématique du développement se complique davantage et n'arrive point à finir les attentes populaires. Les exemples sont édifiants. Il n'existe aucun secteur où la vision dans les diverses échéances ne soit sujette à un consensus entre le pouvoir central et l'autorité locale. L'ordre prend son trône sur la proposition et se force à s'exécuter sans dissection.

A la place d'une étude pérenne et globalisée propulsée dans une projection d'infini, dans la direction des villes et des affaires générales publiques, s'installent des humeurs et des affinités. Chaque responsable qui remplace un autre, fait remplacer par le sien ; le projet d'avenir lancé par l'autre. Chacun croit, par voie de constat des lieux que l'autre a tort et qu'il doit redresser ces torts. La valse ainsi continue pour ne rien laisser voir une chose complètement se finir. En l'absence « d'une feuille de route » à concevoir après un brainstorming, les wilayates se perpétueront dans l'intuitu-personae. Cette approche managériale devait être l'apanage d'une structure centrale pluridisciplinaire.

Agissant dans le ratio et la réalité, dans la concertation, dans l'analyse et la prospective, dans la participation citoyenne ; cet instrument conceptuel, surtout impersonnel, sans sentiment ni amicalité aura à dresser une orographie stable, durable pour chaque contrée en relevant en annexe les prépondérances, les impératifs et les pertinences. Le fatidique et l'imprévu étant des parents alliés à la force majeure seront traités à l'unité.

Le plus avertis des observateurs distinguera d'énormes écarts dans la progression des opérations dites de développement. Si l'on inscrit une école là, elle le sera ailleurs à l'identique. Ceci fonctionne par type, classe et genre. Tout projet est libellé sous un indicatif unique

La dépense est aisée, la recette est difficile. Osons faire cette transposition où l'aisance de la facilité surplombe la difficulté de l'œuvre. La culture financière a aussi ses rimes, ses césures et ses vers. L'acte de rendre l'Etat débiteur est à la portée d'un bon de commande, l'acte de le rendre créancier ne s'opère que par le fisc. Ou, se trouve la part dynamique du gestionnaire ?



et exclusif. Il suffit de sortir de ce « tableau » de projets, toute initiative, idée ou entrain local est vouée par rigueur centraliste à l'échec et à la non-réalisation. La planification persévère, à scruter l'horizon de la croissance physique de certaines wilayates ; à se confiner dans une centralisation étouffante, frôlant quelque part l'orthodoxie bolchévique. Qu'aurait à créer une dépense injectée sur fonds publics dans le pavoiement de structures ou le remplissage d'espaces fonciers par des milliers de tonnes de béton ? L'on aurait plus à gagner si l'on stimulait sur tout les communes à fructifier leurs biens et gérer librement dans une autonomie fonctionnelle leur capacité de renforcement des ressources financières. La commune, véritable cheville de tout développement s'est longuement confinée dans un réceptacle de fiscalité involontaire de sa part. Elles ne vivent, ces communes pour les plus nanties, que des subsides engrangés par l'application de l'impôt, qui dans l'absolu n'est pas toujours totalement recouvré.

L'amélioration de son assiette fiscale se devait d'être une autre plate-forme d'enrichissement et de renflouement de la caisse municipale. C'est pourquoi, l'amélioration des recettes budgétaires devra se traduire par un accroissement des investissements, un accès libre à l'esprit d'entreprendre plutôt que d'encourager la commune à dépenser dans le fonctionnement ordinaire. Toutes les communes ont plus de 70% de la manne financière dans la masse salariale. Ou se trouve donc la part d'un investissement créateur de richesses ?

La commune est censée agir en amont de toute attraction d'investissement. Le portefeuille patrimonial qu'elle détient en immobilier nu ou bâti, s'il s'accomplissait pour sa gestion dans une flexibilité juridique, aurait en toute responsabilité l'ambition de pouvoir faire produire des projets en nette plus-value. Une commune qui se voit extraire de son tissu urbain des îlots pour y faire du social ne peut afficher d'être compétitive. Une commune qui se voit supplantée, sur son territoire par des organismes de gestion des zones industrielles desquelles, elle n'en tire que de la

tracasserie liée à l'environnement et à l'écologie, ne sera qu'un appendice toujours déficitaire et en permanente quête de mendicité publique. La commune est devenue un grand service social destiné à satisfaire les pires besoins. Elle ne peut accéder à un statut de pourvoyeur de richesse malgré ses fortunes virtuelles.

Le pire c'est que ces programmes pompeusement intitulés PCD – plan de développement communal – sont le plus souvent squattés au profit de lifting d'un chef lieu de wilaya en éternelle transformation et ravalement de trottoirs, de façades, d'entrée, de sortie. Le développement ne se greffe de la sorte que dans un plan en papier. Le cycle infernal dans lequel pivote le foncier entre Domaines/Agriculture/ Forêt /Aniref/PME/PMI/ exclut d'emblée la commune. Ses propres biens sont le bien de tout le monde. Elle ne peut de ce fait avoir tous les éléments constitutifs de la propriété privée, en usus, fructus et abus. Dépossédée crescendo depuis la révolution agraire, elle ne put la pauvre à l'instar de ceux qui ont été indemnisés se réapproprier ses terres. Nationalisées ces terres communales seront versées au domaine public au moment où les autres furent reversées à leurs propriétaires primaires. C'est là, la première injustice commise à l'égard de cette cellule de base. La seconde serait cette obligation de contrôle d'opportunité inutile des délibérations qui suffoque la libre entreprise et obstrue l'accès à toute résolution, pourtant souveraine, populaire et républicaine.

Si les grandes villes s'ouvrent béatement aux grands investissements, les petites sont par contre réduites à des entités de calvaire et de dénuement. L'essentiel est que toutes semblent s'égaliser. Il n'y a pas de traits distinctifs séparant les unes des autres. Le plan national est généralisé pour l'ensemble. Seul le classement ou le type de projet émis d'Alger, tient lieu de critère d'implantation. Là ; une question tarade l'esprit : en quoi toutes les wilayates se valent-elles ? N'y a-t-il pas des spécificités inhérentes tant à la jeunesse, l'ancienneté, l'historicité urbanistique, l'aptitude à l'ouverture, la potentialité locale, le génie ances-

tral, à chacune d'elles ? L'égalité territoriale, nouveau concept manager des villes est devenu maintenant ce que fut l'équilibre régional dans les années révolues. Partant de ce constant, il n'est pas nécessaire donc d'évaluer les walis sur ce qu'ils doivent dépenser ou réaliser sur fonds publics. Ils n'ont nul mérite à ce sujet. Sinon l'évaluation fausserait la culture du résultat qu'aurait exigée une feuille de route de performance, hélas toujours absente. Un wali qui fait dans l'ornement urbain outrancier est semble-t-il rangé à la même case qu'un autre qui développe son marketing territorial et initie des projets attractifs d'investissement hors dépenses publiques. Faire semblant d'embellir la ville et ses résidences n'est pas un bon signe de gestion plus qu'il n'est une extravagance d'apparat et d'opulence. Une autonomie managériale, de compétitivité est à mettre en place par un dispositif d'évaluation de performances. Les termes de ces contrats doivent porter pour chaque wali et pourquoi pas président d'APC la réalisation d'objectifs spécifiques, mesurables, accessibles, réalisables et temporels arrêtés au préalable de concert avec une commission polysectorielle. Il est adopté, dans le cadre de la démarche de performance, une approche séquentielle pour la mise en place des indicateurs (KPI⁴⁵) comme disent les spécialistes du management, en allant progressivement des indicateurs basiques de projets structurants, de pilotage stratégique et enfin de gestion tout court. L'Etat doit garder son rôle régalién d'aménageur, de régulateur et non s'inverser dans l'intervention productive. Un Etat qui produit encore des clous et des vis, des couteaux et des briques n'a pas une raison pour survivre longtemps aux crises cycliques et pertinentes. Même agissant sous de formes statutaires commerciales à peine déguisées, il reste le détenteur le plus fortuné dans le monde industriel et mercantile national.

L'on ne peut faire une économie libre et libérale par un socialisme clandestin et non identifié. L'entreprise est un acte marchand qui prend des risques. L'Etat ne risque pas, il assure la diffusion du progrès dans un schéma organique d'égalité et de justice.

Si l'on parle à longueur de sémi-

naires de cette panacée de « bonne gouvernance », que l'on fasse autant par acte et détermination pour commencer dans une « Gouvernance administrative de la commune ». Réhabiliter l'administration locale faciliterait la tâche à son personnel élu.

On a toujours tendance à blâmer un maire pour une mauvaise gestion ou une non-gestion de la ville, sans pour autant s'en référer à sa logistique qui par définition reste indépendante de sa volonté. En fait l'Assemblée populaire hérite d'une administration que sa précédente ne pouvait choisir. Le secrétaire général, patron juridique, fonctionnaire nommée par décret présidentiel -pour les chefs-lieux- devrait suppléer le maire en sa qualité d'ordonnateur.

Le plus souvent, philosophie politique exige ; le maire n'est pas censé provenir d'un institut spécialisé dans l'exécution budgétaire ou les couacs de la finance publique. Il est là, par principe pour gérer un programme politique par les moyens de l'administration. Il le fait par le consensus des délibérations. On a vu des maires mettre la tête dedans, pour signer une cinquantaine de gros parapheurs jour ! Ceci va des ordres de versement, des fiches de salaires, des baux, des concessions, des titres, des permis, des certificats, des arrêtés, des actes et tout autre document anodin. La panoplie est dense et truffée de lois, règlements et textes subséquents. L'urbanisme, la santé, le social, le parc, la voirie, la salubrité, l'expulsion, le pavoiement, l'émeute, le protocole, la fanfare et le folklore sont tous dévolus à Monsieur le pauvre maire. Même si délégation de pouvoir y est, les adjoints ou vice-présidents sont tout aussi submergés, qui par ces actes, qui par l'idée de retrait de confiance. Ainsi l'assemblée populaire est grandement administratisée, sans savoir ni compétence es-qualité. Elle devient otage d'une administration incapable de l'affranchir. J'invite mon ami Leklek, plus investi dans le créneau à nous éclairer davantage dans une contribution prochaine par sa façon de voir la chose wilayale et communale, en somme la collectivité locale et sa gestion par la dépense publique.

La politique budgétaire et la rente

PAR FAROUK NEMOUCHI*

Ces dépenses ont-elles agi positivement sur l'activité économique ? Comment sont-elles financées ? Quelles sont leurs conséquences sur les équilibres macro-économiques ? Comment gérer les recettes budgétaires d'origine pétrolière ? Ces quatre questions offrent l'occasion pour l'ouverture d'un large débat sur la place des hydrocarbures dans la politique nationale de développement et la situation économique présente et future de l'économie algérienne.

De nombreuses approches économiques soutiennent l'idée selon laquelle l'investissement de l'Etat stimule la croissance économique car il entraîne l'accroissement de la demande et produit des externalités positives en faveur des entreprises. Les données statistiques, les études réalisées par les institutions internationales et de nombreux experts aboutissent à un même constat : l'économie algérienne n'a pas tiré profit de la forte hausse des dépenses en capital puisque le taux de croissance moyen annuel du PIB réel sur la période 2006-2010 est de l'ordre de 2,62 %. C'est une faible performance comparativement à la période 1999-2005 où l'on a enregistré un taux de croissance de 4,3%.

Dans une étude publiée en 2005 la banque mondiale prévoyait que le programme de relance économique entraînerait un accroissement de 1 % en moyenne par an du PIB et selon une analyse du FMI il existe une corrélation négative entre la productivité totale des facteurs d'une part et le montant de la dépense publique d'autre part.

Cette appréciation est également vraie pour les dépenses de fonctionnement dont l'augmentation de ses deux composantes principales, les salaires et les transferts sociaux, depuis 2008 n'a pas bénéficié aux entreprises algériennes.

Ces dernières n'ont pas saisi cette opportunité pour développer leur offre de biens et services. Ce sont surtout les firmes étrangères qui en ont le plus profité et cela a débouché évidemment à une importante évolution des importations.

1. Le financement des dépenses budgétaires en Algérie est largement tributaire des recettes pétrolières qui ont atteint en moyenne 72,7% des recettes budgétaires totales sur la période 2006-2010. Il faut préciser un point très important relatif à la méthode de calcul de la fiscalité pétrolière dans le cadre de l'établissement des lois de finances depuis 2006. En 2000 l'Etat a créé un fonds d'épargne appelé le fonds de régulation des recettes pétrolières (FRR) pour épargner l'excédent de recettes au delà d'un prix de référence fixé à 19 dollars. Depuis 2006 la fiscalité pétrolière c'est à dire la partie des recettes pétrolières budgétisée est calculé sur la base de 37 dollars le baril. Pour financer l'écart important entre le montant des recettes et le niveau des dépenses budgétaires globales, le gouvernement utilise les ressources accumulées dans le FRR. Ces sommes prélevées ne sont pas budgétisées et ne font donc pas partie de la fiscalité pétrolière. Le recours à cet artifice donne trop de latitude au gouvernement pour fixer le montant des dépenses indépendamment de toute contrainte budgétaire et masque le fait que les recettes pétrolières mobilisées sont en réalité évaluées sur la base d'un prix qui est nettement supérieur au prix de référence retenu par la loi de finance c'est-à-dire 37 dollars le baril. Ce prix demeure théorique car le prix du baril qui équilibre le budget est beaucoup plus élevé. Le recours à cette pratique soulève une interrogation fondamentale. Existe-t-il un mécanisme juridique qui autorise le gouvernement à utiliser les ressources du fonds de régulation pour financer le déficit budgétaire. La

Grâce à la forte hausse du prix des hydrocarbures depuis 1999, le gouvernement algérien a engagé un vaste programme de dépenses publiques dans la perspective d'assurer la croissance économique. Sur la période 2004-2010 les dépenses budgétaires ont augmenté de 138,50% ; la hausse des dépenses d'équipement est de 185,5% alors que pour les dépenses courantes, elle est de 114,5%.

question a été tranchée par la loi de finance complémentaire 2006 puisqu'elle autorise le financement du déficit du Trésor en utilisant un compte d'affectation spéciale. Il est quand même surprenant de constater que cette question d'ordre stratégique soit traitée par une loi adoptée sous forme d'ordonnance c'est-à-dire sans débat.

Le pétrole et le gaz sont une richesse épuisable qui se trouve dans le sous-sol du pays et de ce fait ils sont la propriété des générations présentes et futures. Par conséquent nul n'a le droit de l'exploiter et d'utiliser ses revenus comme bon lui semble. L'argent du pétrole en devises ou en dinars n'est pas une richesse en soi ; c'est un moyen de financement qui doit être affecté à des secteurs qui concourent à la prospérité économique et sociale : éducation, santé, projets économiques qui participent à la diversification des recettes d'exportation. Grâce à une telle politique les dirigeants préserveront les intérêts des générations futures. Si en revanche cette richesse finance des réalisations qui ne dégagent aucune valeur ajoutée et ne participe pas à la satisfaction des besoins de la société alors il faut méditer sur le sort des algériens lorsque les réserves en hydrocarbures de l'Algérie seront épuisées à l'horizon 2030 ou 2040. Dans une étude consacrée à l'Algérie le FMI a établi deux scénarios à l'horizon 2016 : l'un optimiste basé sur un prix du baril à 100 dollars et le second pessimiste sur un prix de 70 dollars. Dans ce dernier cas le

montant des ressources accumulées dans le FRR qui représentait 40% du PIB en 2010 baisserait à 4% du PIB en 2016. Que se passerait-il si l'on ajoute un troisième scénario « catastrophe » avec un prix du baril à moins de 70 dollars le baril. Les algériens peuvent-ils supporter un nouveau programme d'ajustement structurel et revivre les moments douloureux survenus à la fin de la décennie 80 ? Le passage du laxisme budgétaire à la rigueur budgétaire a des conséquences économiques, sociales et politiques qui peuvent conduire à des situations incontrôlables.

2. La politique économique fondée sur la dépense budgétaire perturbe fortement les équilibres macroéconomiques.

- L'une des plus grandes faiblesses de l'économie algérienne est le niveau de son déficit budgétaire exprimé par rapport au produit intérieur brut hors hydrocarbures qui demeure très élevé puisque en 2010, il est de l'ordre de 40% après avoir atteint un pic de 53,2% en 2008.

- L'accroissement de la dépense publique ne tient pas compte des capacités d'absorption de l'économie nationale, ce qui donne lieu à des écarts entre les dépenses budgétaires prévues et les crédits consommés effectivement. La banque d'Algérie indique que le taux de réalisation des dépenses budgétaires prévues dans le cadre de la loi de finances complémentaire pour 2011 a atteint 49,5 % au mois de sep-

tembre de la même année. L'écart est encore plus important pour les dépenses d'équipement qui sont excédutées à hauteur de 34,2 %.

La faiblesse du taux d'exécution des dépenses d'investissement conduit à privilégier la consommation de crédits comme critère de performance. Cela nuit aux projets en termes d'efficacité et d'efficience et alimente les sources de la corruption. -La diminution de la fiscalité ordinaire dans le financement des dépenses courantes comporte d'énormes risques pour l'équilibre économique et social. Au second semestre 2011 le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par les recettes hors hydrocarbures, selon les prévisions de clôture passe de 55 % en 2010 à 46,5 % à décembre 2011. C'est une tendance hasardeuse car la prise en charge des dépenses courantes est de plus en plus assurée par les recettes pétrolières qui sont très volatiles.

-La diffusion de la rente pétrolière et gazière par le biais de la dépense publique entraîne l'augmentation de la masse monétaire (M2). Après une baisse brutale en 2009 (3,12%) elle s'est accrue de 13,8 % en 2010 et 19,47 % en 2011. Cette évolution laisse présager une inflation plus importante avec comme conséquence majeure une perte de pouvoir d'achat des revenus.

Entre 2008 et 2011 le pouvoir d'achat calculé à partir des données de l'office national des statistiques s'est déprécié de 14,86 %. La hausse des prix entraîne l'appréciation du taux de change réel, porte pré-

judice à la compétitivité des biens produits localement et favorise les importations.

3. Les vulnérabilités de l'économie rentière sont une grave menace pour l'avenir économique du pays. C'est une source de grande instabilité et par conséquent il y a un énorme défi à relever dans l'urgence. Un large débat s'impose et l'une des priorités économiques de la prochaine assemblée nationale est de réfléchir sur un dispositif législatif qui protège les ressources en hydrocarbures à la fois en termes d'exploitation mais aussi en termes d'utilisation des revenus qu'elles procurent. A cet effet il faut étudier la possibilité de l'établissement de règles budgétaires qui impose une gestion rigoureuse de la rente pétrolière en éliminant progressivement les effets pervers provoqués par une politique de dépenses publiques fortement corrélée à un marché pétrolier imprévisible et fondée sur une ressource qui est appelée à se dissiper. L'instauration de règles budgétaires relatives à l'utilisation des revenus du pétrole adoptées par le parlement contribue à rationaliser les dépenses budgétaires et créer de meilleures conditions pour une croissance économique moins dépendante de l'industrie extractive. Pour y parvenir il pourrait être envisagé ;

-La budgétisation de la totalité des recettes pétrolières mobilisées pour le financement des dépenses publiques. Cela signifie que le prix de référence du prix du baril qui constitue la base de calcul de la fiscalité pétrolière ne sera plus théorique et doit être indiqué en toute transparence dans les projets de lois de finances.

-Le plafonnement des recettes pétrolières utilisées pour le financement des dépenses publiques en tentant compte de trois contraintes : la préservation des ressources en pétrole et en gaz - la capacité d'absorption de l'économie nationale - le respect d'un seuil en matière de déficit budgétaire en fonction du produit intérieur brut hors hydrocarbures - la réduction au maximum du financement des dépenses courantes par la fiscalité pétrolière.

-L'affectation des revenus du pétrole et du gaz à des projets qui concourent directement ou indirectement à la croissance économique et participent à la diversification des rentrées en devises.

En conclusion il serait illusoire de croire que pour libérer l'économie du pays du joug de la rente il suffit de traiter les aspects économiques et financiers et occulter la dimension politique.

L'expérience montre que dans ce type d'économie il se forme des oligarchies rentières qui s'accommodent du statu quo politique et de l'immobilisme économique. La force d'attraction créée par le besoin d'accéder au pouvoir est directement proportionnelle au poids de la rente dans le produit intérieur brut et inversement proportionnelle au degré d'approfondissement démocratique. Partant de cet énoncé il apparaît que lorsqu'une économie est dominée par la rente on assiste à un rétrécissement des libertés. Il faut rappeler à ce propos que le pluralisme politique est intervenu en 1988 c'est à dire à un moment où le pays a enregistré un effondrement de ses recettes pétrolières.

L'économie de rente devient un frein à l'émancipation de la démocratie et des libertés fondamentales car le pouvoir est perçu exclusivement comme une source d'enrichissement et de privilèges. Cinquante ans après son indépendance les dirigeants algériens n'ont pas réussi à libérer l'économie nationale de la dépendance énergétique. Si rien n'est entrepris actuellement alors il faudra s'interroger sur le legs qui sera laissé aux générations futures durant les prochaines cinquante années car fort probablement elles n'auront plus le privilège du bénéfice de la rente.

*Universitaire





Halal, haram : ce n'est pas forcément ce que vous croyez

TELQUEL

■ TU N'AVORTERAS POINT

En voilà une thématique qui divise la société, en opposant deux camps aux arguments bien affûtés. Le débat a en fait été relancé, il y a quelques années, par la publication d'un chiffre : 600 avortements clandestins seraient quotidiennement pratiqués au Maroc, mettant sérieusement en danger la vie de la mère et celle de l'enfant. "Ce chiffre et cette réalité sont suffisants pour réclamer la légalisation de l'avortement", scandent à l'unisson plusieurs médecins et acteurs associatifs, dont l'actuel ministre de la Santé, El Hossein El Ouardi. Niet, répondent les plus conservateurs, parmi lesquels Bassima Hakkaoui, ministre de la Solidarité et de la famille. "L'avortement est interdit par la religion parce qu'il condamne le droit du fœtus à la vie. Le légaliser est très dangereux pour l'équilibre de la société", explique-t-elle en substance. Un terrain d'entente entre les deux thèses reste pourtant possible. L'avortement pourrait être admis pour des cas extrêmes comme les grossesses suite à un viol ou à un crime d'inceste. Mais là encore, le passage par une jurisprudence religieuse reste incontournable. Bassima Hakkaoui s'est même déjà exprimée, signe de la sensibilité de la question, en faveur d'un référendum populaire !

■ FERMEZ LES YEUX ET JOUEZ !

Al Mayssir : c'est ainsi que le Coran appelle les jeux de hasard. Interdits formellement en même temps que l'alcool, les jeux de hasard sont considérés comme le moyen le plus rapide pour ruiner une personne, une famille, une société. Ceci en théorie. Dans la pratique de tous les jours, on ferme les yeux, et on joue. On se justifie bien sûr. Celui qui joue au toto-foot ne vous dira jamais qu'il mise comme ça, dans l'air. Il suit l'actualité sportive de tous les jours, connaît les finances des clubs, l'état de forme des joueurs, et même le degré d'impartialité des arbitres. Pour lui, le toto-foot n'est pas un jeu, mais un métier à part entière, une discipline "scientifique". C'est ce que vous dira aussi le joueur de poker, du tiercé ou des courses canines. "Tout ça, c'est des maths, des probas, et pas du tout du hasard !". L'argument qui vous tue un barbu : les sociétés qui ont le monopole des jeux de hasard grand public (Loto, Keno, etc.) sont contrôlées par l'Etat, et sont donc sous la responsabilité directe du gouvernement de Sa Majesté Amir Al Mouminine. Alors hram ou hial ? Juste schizo, en fait.

■ TOUT VOILE DEHORS

Les Marocaines se couvrent de plus en plus. Le constat est indéniable. Le phénomène a commencé au début des années 2000, avec l'apparition de prédicateurs new age comme le célèbre Amrou Khaled, qui ont fait du port du voile une priorité absolue pour toute bonne musulmane. Se pose alors une question : celles qui ne portent pas le voile sont-elles de mauvaises musulmanes ? Bien sûr que non. Dans la société, le port du voile est toujours considéré comme un choix personnel. De grands leaders islamistes ou des prédicateurs très populaires affirment régulièrement d'ailleurs ne pas l'imposer à leurs propres filles. Tout au plus, le hijab est donc considéré comme une sorte d'aboutissement, ou de couronnement, religieux. Il est aussi,

on s'en doute, "un moyen pratique pour se fondre dans la foule et éviter les ennuis", affirment plusieurs dames. Sous d'autres cieux pourtant, notamment en Arabie Saoudite et dans certains pays du Golfe, le port du hijab (et du niqab) constitue une obligation religieuse et légale pour toutes les femmes dans l'espace public.

■ TU N'AIDERAS PERSONNE À MOURIR

La loi islamique a énuméré et spécifié les conditions permettant d'ôter la vie, considérée comme sacrée en islam. L'euthanasie active, où le médecin traitant prend une mesure directe pour mettre fin à la vie du patient, n'en fait pas partie car elle est assimilée au meurtre même si elle se fait avec l'accord du malade. Qui plus est, la demande du patient est considérée comme un suicide, acte interdit en islam où seul Dieu a le droit de donner la vie et de la reprendre. Par contre, l'euthanasie passive, qui consiste à laisser la personne mourir naturellement, est permise. Le malade peut ainsi choisir de ne pas se soigner sans enfreindre l'éthique musulmane. Il a donc la possibilité d'interrompre les traitements thérapeutiques, pharmaceutiques, ainsi que la réanimation artificielle, a fortiori quand sa maladie est incurable et que la poursuite des soins ne fera que prolonger ses souffrances.

■ SE FAIRE BELLE, CE "CRIME"

Une femme a parfaitement le droit de se farder le visage du moment que c'est léger. Si la plupart des croyantes pratiquantes ont le teint blafard, c'est plus par souci d'économie de fond de teint que par piété, car faire cinq ablutions par jour et devoir se remaquiller à chaque fois, ce n'est pas très pratique. Et cela revient tout de même cher. Idem pour le vernis à ongles : il est déconseillé car il empêche l'eau de l'ablution de pénétrer les ongles. Quant aux hommes, ils ont droit au khôl pour les yeux, au swak pour la bouche et au parfum. Contrairement aux femmes qui n'ont pas le droit de se parfumer, de peur de provoquer la fitna en attirant l'attention des hommes. Quid de l'épilation ? La Sunna encourage vivement l'épilation des aisselles et du pubis tous les quarante jours. Avec interdiction de toucher au visage, celles qui s'arrachent le duvet à coups de cire froide passent pour des "annamissate" ou des "moutanamissate". Elles sont coupables d'altérer la création de Dieu, même si, à la base, elles veulent juste se débarrasser d'un "monosourcil" qui les exclut de toute vie sociale.

■ COMME UN PROBLÈME À GAUCHE

"Mange avec la main droite" ne cesse de marteler ce grand-père à son petit-fils. Une scène habituelle dans la société traditionnelle, qui a toujours considéré les gauchers d'un mauvais œil. Un film tout récent (Le Gaucher, un court de Fadela Chouika) revient sur le phénomène et explique les efforts proprement monstrueux consentis par un père de famille pour forcer son fils, gaucher - né, à se servir de sa main droite... La croyance populaire voudrait, en effet, qu'on utilise la main droite pour tout ce qui est "bien" (manger, saluer les gens) et la gauche pour des choses "sales" (se laver les pieds et d'autres parties du corps). Celui qui mange de la main gauche, selon les mêmes croyances, inviterait le diable à sa table. Il a de ce fait moins

de chance d'aller plus tard au paradis... De même, saluer de la main gauche et entrer dans une mosquée ou une maison (surtout quand c'est la première fois) en avançant le pied gauche sont mal vus.

■ DERRIÈRE, CE N'EST (PRESQUE) PAS POSSIBLE

Parmi les sourates qui relatent l'histoire de Loth, il n'est explicité écrit nulle part que son peuple a été châtié pour avoir pratiqué le sexe anal. Il y est plutôt question de "turpitude" et de "désir charnel outrancier" entre hommes. Cependant, la sodomie n'est pas un passage obligé au sein d'un rapport sexuel entre deux hommes, et si elle est condamnée, c'est parce qu'elle implique un gaspillage de semence qui servirait mieux à faire perpétuer l'espèce humaine. En d'autres termes, la sodomie pourrait être à l'islam ce que l'onanisme est au christianisme. Quant à la sodomie entre deux personnes de sexes opposés, la Sunna la condamne fermement sous prétexte que la femme n'en ressent aucun plaisir. Evidemment, on parle de sexe anal dans un cadre conjugal. Les fustigateurs de cette pratique stipulent qu'elle est tellement grave qu'elle ébranle le trône du créateur, ce qui n'empêche pas bon nombre de personnes de la pratiquer pour diverses raisons : du pur plaisir à un moyen contraceptif bon marché, en passant par la préservation de l'hymen.

■ ENTRE SORCIERS ET JNOUN

Maraboutisme, voyance, sorcellerie... autant de pratiques qui font partie de l'identité socioculturelle marocaine. Malgré l'interdiction claire du texte religieux, ces pratiques antéislamiques continuent de rythmer l'histoire sociale du Maroc. Des dizaines de tombeaux de marabouts sont au cœur même des grandes agglomérations urbaines. Mieux encore, le maraboutisme est parfois perçu comme le pendant de la médecine psychiatrique moderne. C'est le cas, par exemple, du célèbre Bouya Omar où s'exerce encore une "médecine" d'un autre âge, au vu et au su de l'Etat qui n'a pas une capacité d'accueil suffisante pour tous les patients souffrant de troubles psychiatriques ou sont victimes d'addictions. En règle générale, le recours à la sorcellerie se fait dans le but de se soigner ou alors, à l'opposé, pour jeter un sort à quelqu'un. S'il est admis que les voyants et les sorciers ont pactisé avec le diable pour acquérir des pouvoirs surnaturels, le recours à leurs services fait toujours débat entre halal et haram, et certains n'hésitent pas à invoquer la religion pour légitimer les rites de sorcellerie. Carrément.

■ TATTOO YOU

Qu'on le veuille ou non, le tatouage est une très vieille tradition marocaine. Pendant des siècles, les femmes, arabes et surtout berbères, ont fièrement arboré des motifs variés sur leur visage. La coutume est aujourd'hui en perte de vitesse. Fin d'une mode esthétique, ou début d'une mode religieuse ? Dans les textes sacrés, la pratique n'est pas vraiment en odeur de sainteté. Tout d'abord, il y a ces versets du Coran (sourate Annissa) qui prêtent au diable l'intention d'inciter les humains à altérer la création divine. Ce qui interdirait toute modification du corps, œuvre du créateur. Ensuite, il existe plusieurs hadiths qui prohibent explicitement le tatouage. Pour les tatouages temporaires, comme le henné, le débat reste ouvert. Certains l'as-

similent au tatouage permanent, ce qui le rendrait sinon haram, du moins makrouh (contre-indiqué). D'autres citent des hadiths où le prophète aurait recommandé son usage dans certains cas. Quoi qu'il en soit, le henné est toujours aussi populaire, et le tatouage permanent retrouve un nouveau souffle auprès de la jeunesse citadine, qui va se faire tatouer auprès de professionnels forcément non agréés, puisqu'il est légalement impossible de s'enregistrer en tant que tatoueur dans un tribunal de commerce.

■ ET LA BOURSE, JE PEUX ?

La Bourse, c'est branché, in et halal. Personne ne contredit cela, même les ouléma les plus orthodoxes, et c'est génial. Voilà donc un moyen de se faire de l'argent, sans vraiment travailler, en passant juste un coup de fil à son trader tous les matins, en surveillant les écrans de la corbeille, et en jouant sur les variations du marché. Du jeu quoi, mais qui peut faire de son bonhomme un millionnaire, comme le ruiner. Comme dans un casino, sauf que c'est un peu différent, et plus sérieux. Acheter l'action d'une société cotée en Bourse, c'est devenir associé dans l'affaire et membre de l'assemblée générale des actionnaires qui vote les grandes décisions de la firme. Si la firme gagne, vous gagnez, sinon... C'est ce risque, calculable au passage, qui, islamiquement, "halalise" la chose, pourvu que le business où l'on met son argent ne soit pas lié à des activités considérées haram, comme les industries de l'alcool, du jeu... ou la transformation de la viande de porc.

■ UN PETIT JOINT DE TEMPS EN TEMPS

Rouler un joint ou sniffer de la blanche est-il illicite ? Là aussi, la chose a posé et pose toujours problème. Aux premiers temps de l'islam, le débat ne se posait pas puisque les musulmans ne découvrirent les drogues (cannabis notamment) que des siècles plus tard. Mais les théologiens ont trouvé la parade en assimilant les vertus, et méfaits, des drogues à celles du vin. Sans jamais tomber d'accord puisqu'une partie des ouléma est restée réservée sur le châtement à infliger aux drogués. Entretemps, le cannabis a investi, à une vitesse galopante, les milieux de la "bonne société", mettant d'accord jeunes et moins jeunes, riches et pauvres... L'histoire nous apprendra encore que les anesthésistes musulmans, pionniers en la matière, ont largement eu recours aux drogues pour leurs vertus médicinales. Actuellement, au moment du débat sur les vertus thérapeutiques ou les usages industriels du cannabis, les sociétés musulmanes préfèrent regarder ailleurs. Et des milliards de "pétards" partent en fumée, chaque année...

■ MÉLANGEONS-NOUS... MAIS FAISONS ATTENTION

Gare à la tentation ! C'est cet argument qu'avancent certains théologiens pour interdire la mixité. Des imams, des ouléma, et même des enseignants considèrent le "mélange" femmes - hommes comme source de malheurs et appellent à son interdiction pure et simple. Même quand elle est validée à des conditions complexes (notamment dans les lieux de travail), la mixité récolte beaucoup plus de contre que de pour parmi les religieux. Et dans tous les avis émis par les uns et les autres, la femme est considérée comme la source du problème. Celle par qui la tentation arrive, donc ! Une triste réalité au moment où de sérieuses recherches ont montré le plus qu'apporte un mélange des sexes, et aux individus et aux sociétés, notamment en milieu scolaire. Et l'avenir de la femme n'a jamais été de se cloîtrer chez elle ou de sortir "cachée" de la tête aux pieds...

■ CRÉDIT HARAM, MAIS PAS TROP

Pour se loger, s'acheter une voiture, payer la scolarité de ses enfants, acheter le mouton de l'Aïd ou simplement se divertir, beaucoup de Marocains usent du crédit bancaire. La pratique, considérée pourtant comme haram dans certaines sociétés musulmanes, notamment au Moyen-Orient, est largement tolérée dans le royaume chérifien, dont Amir Al Mouminine, le premier imam, est aussi le premier banquier. Là-bas, on considère comme Riba, c'est à dire haram et interdit, tout prêt à taux d'intérêt. Ce qui n'est pas le cas chez nous. L'usure étant définie - ce n'est pas officiel - par un prêt qui dépasserait un certain taux d'intérêt, communément appelé le TEG, et qui est fixé aujourd'hui à un peu plus de 14%. Un crédit à 20% serait donc haram, mais un prêt à seulement 5% ou 6% est halal. Un distinguo qui n'est pas fait (bizarrement) quand il s'agit d'épargne. Le ntiriss perçu sur un compte sur carnet par exemple a toujours mauvaise presse dans la société, car la pratique renvoie à la situation brute de l'usurier, qui s'enrichit sans faire d'effort.

Suite en page 17



Ennahdha vient de réussir un bon coup de communication politique, en annonçant lundi par la voix de Rached Ghannouchi, qu'il s'était rangé finalement à l'idée de ne pas modifier l'article 1er de l'ancienne Constitution de 1959. Celui-ci stipule «La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain, sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la république».

Rue89

L'ensemble des médias et des forces politiques ont relevé que le parti islamiste renonçait ainsi à inscrire la charia dans la Constitution comme source principale du Droit. Un point débattu depuis plusieurs semaines au sein de l'Assemblée Constituante et réclamé par des manifestations, notamment celle du dimanche 25 mars.

CONCLUSION PRÉMATURÉE

La réalité est nettement plus nuancée. Certes, par cette décision, Ennahdha refuse de franchir le pas qui sépare la démocratie de la théocratie et de subordonner la légitimité populaire à l'absolutisme divin. Ce en quoi il s'en tient tout simplement aux engagements pris depuis 2005 et réaffirmés durant la campagne électorale.

Mais surtout la portée juridique de cette décision n'est pas si claire et il semble un peu prématuré d'en conclure que «les islamistes disent à la non à la charia» et que l'islam ne jouera aucun rôle juridique dans la Constitution et la législation.

L'ARTICLE 1ER, CLÉ DE VOÛTE

L'article 1er est un chef d'œuvre d'ambiguïté créatrice, une solution élaborée par Habib Bourguiba, le père de l'indépendance, soucieux d'enraciner son entreprise de modernisation dans le cadre des références islamiques.

C'est un monument historique, l'héritage le plus précieux de l'ère bourguibienne, la clé de voûte de la cohésion nationale parvenant à contenir la poussée contraire des deux courants animant la société tunisienne.

- L'un tourné vers l'enracinement dans l'identité religieuse,
- l'autre orienté vers la modernisation et la sécularisation de l'Etat.

Il était donc peu probable qu'Ennahdha y touche, à moins de prendre le risque de provoquer une rupture politique et sociale.

Par l'ambivalence de sa formulation, il permet de mentionner l'islam comme religion de l'Etat tunisien, en tant que pays, tout en évitant de stipuler que l'islam est la religion d'Etat, autrement dit officielle. Une nuance qui distingue le constat identitaire et d'une norme légale, et un Etat séculier d'un Etat confessionnel.

Tunisie : Ennahdha renonce à la charia ? Pas si simple !

L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU TEXTE

Mais la portée réelle de cet article se déduit de son contexte juridique. Comme le relève Samy Ghorbal auteur d'un brillant essai Orphelins de Bourguiba et héritiers du Prophète (CERES, Tunis, 2011), «Interpréter l'article 1er isolément et littéralement n'a aucun sens car il s'insère dans l'économie générale d'un texte. Les articles 1, 5 et 6 forment un tout cohérent. La proclamation solennelle de la liberté de conscience et de religion, et l'interdiction de toute forme de discrimination, ainsi que les omissions et les silences du texte constitutionnel, qui ne fait aucune mention de la charia ou du Droit musulman, doivent amener [...] à la conclusion que, sans pour autant laïc, l'Etat tunisien n'est pas un Etat islamique.»

Sans vouloir faire de procès d'intention, il faudra donc attendre de connaître l'ensemble de l'architecture constitutionnelle pour tirer des conclusions sur la place de la religion dans la Constitution.

L'IMPORTANCE DU PRÉAMBULE

Pour commencer, il faut préciser que l'inscription de la charia comme source de Droit était envisagée dans le préambule, et non dans l'article 1er.

Or dès le lendemain de l'annonce, la commission chargée de proposer le texte du préambule et des principes fondamentaux débattait de la possibilité de soumettre l'application des traités internationaux au respect des valeurs de la religion et de la civilisation islamiques. C'est le sens de la réserve générale que la Tunisie a formulée lors de la ratification, en 1985, de la Convention pour l'élimination de toute discrimination à l'encontre des femmes (la CEDAW) qui précise que «la Tunisie n'adopte pas de décisions législatives ou réglementaires susceptibles d'aller à l'encontre de l'article 1er de la Constitution».

DONC CONTRAIRE À L'ISLAM

C'est au nom de cette réserve que le Code du statut personnel maintient un certain nombre de dispositions inégalitaires dans le cadre familial.

La formulation du Préambule et des principes fondamentaux déterminera le sens général de l'article 1er. Une référence au respect des principes et des valeurs islamiques pourrait conférer à la référence religieuse, une force légale qui ne serait pas très éloignée d'une référence à la charia.

Dans cette hypothèse, le futur juge constitutionnel évaluerait la constitu-

tionnalité de la Loi et les magistrats élaboreraient leur jurisprudence en se conformant à la norme islamique. Bien plus que de l'article 1er, c'est de donc du Préambule et de principes fondamentaux inscrits dans la Constitution, comme des articles relatifs aux droits et libertés, qu'on pourra déduire la place accordée à la charia dans les institutions et le Droit.

Et plus globalement de saisir l'orientation générale impulsée par la nouvelle constitution à la société tunisienne.

ISLAMISATION PAR LE BAS

Selon encore la formule de Samy Ghorbal, la «solution bourguibienne» consistait à «inclure son entreprise de modernisation et de sécularisation de l'Etat dans une enveloppe d'islamité».

On peut concevoir que le projet d'Ennahdha soit, à l'inverse, d'inclure un projet d'islamisation de l'Etat dans une enveloppe de modernité. Plus précisément, Rached Ghannouchi a expliqué le maintien de l'article 1er dans sa version de 1959 par le fait que «l'islam est la religion de l'Etat avec tout ce que cela implique» et qu'il n'était pas nécessaire de créer une division entre l'élite et le peuple sur le sujet.

Ces deux explications ont bien plus de portée que l'annonce formelle du maintien de la charia. D'une part, il oriente la compréhension de l'article 1er dans un sens plus islamique que séculier.

D'autre part, en opposant l'élite (sous-entendu moderniste) et le peuple, musulman, tout en ayant l'air de rechercher le consensus, Rached Ghannouchi a donné une clé essentielle pour comprendre l'approche politique d'Ennahdha.

Celle d'une islamisation de l'Etat par la société, par le bas, en laissant cette dernière définir les normes des secteurs clés telles que l'éducation, la politique familiale ou la culture. C'est-à-dire un renversement complet de la perspective bourguibienne de modernisation de la société par l'Etat. C'est peut-être cela la révolution tunisienne.

On peut estimer que c'est l'essence de la démocratie de permettre à une société de choisir ses normes. Mais la démocratie est aussi un contenu, en l'occurrence le respect des minorités (politiques, sociologiques ou religieuses) et des libertés individuelles.

En refusant de céder aux plus radicaux qui réclament la référence explicite à la charia, et de provoquer une confrontation politique contre-productive, Ennahdha a fait preuve de maturité politique. Mais il ne dévie pas de sa vision à long terme.

Halal, haram : ce n'est pas forcément ce que vous croyez

Suite de la page 16

ANIMAL, ON EST MAL

Un chien qu'on caresse, qu'on aime et qu'on accueille dans son foyer ? Un chien qui ne sert à rien d'autre que d'être là ? Le phénomène était très marginal. Aujourd'hui, il prend de plus en plus d'ampleur. Ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes de conscience à leurs heureux propriétaires, quand ils sont des musulmans convaincus. À part les chiens qui gardent les troupeaux ou les champs, ou qui aident l'homme à chasser, la possession d'un tel animal ne paraît pas recommandée. Un hadith indique qu'elle est susceptible de diminuer la «récompense», (ou l'œuvre) de son propriétaire. D'autres hadiths avancent que la présence d'un chien empêcherait les anges d'entrer dans les maisons, et que si un chien a bu dans un récipient, il faut le laver sept fois (et la huitième avec de la terre) avant de le réutiliser. Le chat, par contre, est beaucoup mieux accepté. Parce que, d'après les hadiths, le prophète aimait bien les chats...

CHANGEZ-MOI CE NEZ...

Avoir un visage éclatant, une silhouette mince ou lutter contre les signes de vieillesse, c'est possible avec la magie de la chirurgie esthétique. A en croire les praticiens de cette médecine, le «marché» a le vent en poupe et le nombre de Marocains qui s'y adonnent va crescendo. Se refaire le nez, les implants mammaires pour avoir une poitrine plus sexy, augmenter le volume des lèvres pour les rendre plus pulpeuses, ou implanter des cheveux, sont des opérations courantes. Cependant, «déformer le corps que Dieu nous a donné» ne fait pas l'unanimité. Les avis divergent et chacun y va de son analyse. Le raccourci qui revient le plus souvent fait le distinguo : d'un côté, la chirurgie réparatrice qui serait possible, notamment après un accident, pour limiter les dégâts physiques. Et de l'autre, la chirurgie esthétique, perçue comme un luxe, voire une perversion. Dans tous les cas, la tentation, pour les «consommateurs», est toujours grande, que la chirurgie soit réparatrice ou esthétique.

LES RESTES, C'EST POUR LES PAUVRES

Après un repas copieux, que feriez-vous des restes de nourriture ? Ça vous arrive de les jeter ? Pour plusieurs d'entre nous, cela peut être le réflexe systématique pour s'en débarrasser. Mais en islam, ce comportement n'est pas vu d'un bon œil. Sans verser dans le halal et le haram, les raisons semblent avoir des considérations sociétales. «Comment se permettre le luxe de jeter le reste des aliments alors que certains de nos frères crèvent la dalle ?». Solidarité religieuse oblige, il est donc généralement conseillé de faire bénéficier les personnes démunies de ses excédents de nourriture. Mais ce n'est pas la seule raison. La nourriture est d'abord considérée comme un don de Dieu. Du coup, tout gaspillage de ce présent divin peut conduire, selon certaines croyances, à une malédiction du ciel. Bon courage pour détecter les frontières entre religion et superstition !

NON-MUSULMANS MAIS MUSULMANS (QUAND MÊME)

Si le mariage avec une non-musulmane est accepté dans certaines conditions, l'inverse est totalement proscrit. L'argument avancé est le fait qu'un non-musulman ne respecte pas forcément la foi de sa compagne musulmane et que la progéniture du couple n'aurait pas forcément les rangs des «moumine» (croyants). Cependant, dans la culture marocaine, des solutions pratiques et légales sont largement pratiquées. Prononcer publiquement la «Chahada» (profession de foi) devant des adouls et prendre un prénom musulman est nécessaire, et parfois suffisant, pour contourner l'interdit. Dans la culture populaire, le fait est tout de même jugé contraire aux bonnes mœurs. Le couple dans cette configuration est perçu comme étant exogène à la bonne société. Mais il n'en demeure pas moins toléré, par opposition à l'excommunication que l'on retrouve dans d'autres religions.

LA PILULE DE LA DISCORDE

Vous avez sûrement entendu différentes versions quant au fait d'utiliser des moyens de contraception. Certains affirment que ce n'est pas bien et que c'est contraire aux valeurs de l'islam. D'autres vont soutenir que ce n'est pas explicitement interdit et qu'il existait même à l'époque du prophète une méthode similaire, et plus classique : celle du coït interrompu. Il semble évident que pour de nombreux couples musulmans, c'est une question qui se pose. La pilule c'est haram ou halal ? Plus qu'une tendance, la contraception est devenue un choix de vie. Pilule, préservatifs, stérilets... pour certains, il s'agit de retarder l'âge du premier enfant, pour d'autres de limiter le nombre d'enfants, voire de ne pas en avoir du tout. Avec un taux de fécondité désormais fixé à 2,5, le Maroc affiche une volonté claire de contrôler sa démographie, et reconnaît implicitement le recours à la pilule. Mais ce qui fait réellement débat, c'est de savoir si oui ou non les couples non mariés peuvent utiliser ces moyens de contraceptions...

TELQUEL

Investissements : corrompus mais légitimés

En amendant, le 3 janvier dernier, la loi régissant l'activité, le Conseil militaire a donné la chance aux hommes d'affaires ayant acheté des terrains ou usines à des prix bradés, d'échapper aux sanctions.



SALMA HUSSEIN
& GILANE MAGDI

Deux ministres de l'ère Moubarak, partenaires dans l'une des plus grandes compagnies de développement immobilier, et le milliardaire de l'acier Ahmad Ezz, sont actuellement en négociation avec le gouvernement en vue d'être acquittés. D'après le ministre des Finances qui a dévoilé la nouvelle, ces personnes accusées de corruption devraient donner une partie de leur fortune en échange de leur libération. Le ministre, Momtaz Al-Saïd, n'a pas expliqué les critères en fonction desquels cette réconciliation sera conclue. Il n'a pas mentionné non plus la loi selon laquelle les négociations ont été engagées, ce qui est contraire aux règles de bon usage suivies dans ce genre d'opérations, recommandées par l'ONG mondiale, Transparency International (voir encadré).

Tout a commencé il y a 2 mois, sous le gouvernement Charaf, lorsque le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) a amendé la loi sur l'investissement de manière à légaliser la réconciliation avec les investisseurs dans les crimes ayant trait au gaspillage des fonds publics. Ce genre de loi est parfaitement connu dans les pays qui ont traversé des révolutions après de longues années de corruption. Cependant, il y a dans le cas égyptien quelques incidences qui remettent en question la réconciliation. La loi a été promulguée le 3 janvier, quelques jours avant la première réunion du Parlement. Ensuite, le décret ne fi-

gure pas dans le journal officiel. Ainsi, l'amendement est resté clandestin, jusqu'à ce qu'une ONG, le Centre Egyptien pour les Droits Économiques et Sociaux (CEDES), le découvre un mois après sa promulgation. «Pourquoi le Conseil militaire n'a pas attendu que le Parlement se réunisse, discute, approuve et promulgue cet amendement ?», s'interroge le parlementaire indépendant Hamdi Al-Fakharani.

Les parlementaires du parti de l'Alliance populaire socialiste ont eux aussi présenté au Parlement un mémorandum soulignant que «cette loi rend légitime la corruption de l'ère de Moubarak», car une fois la réconciliation conclue, toutes les charges qui pèsent sur l'investisseur tombent et celui-ci est libre de se présenter aux élections législatives ou présidentielles. «Imaginez, Ahmad Ezz qui redevient député», s'insurge Safaa Zaki Mourad, avocate. Pour elle, cet amendement court le risque d'inconstitutionnalité, car il acquitte les investisseurs corrompus.

PRINCIPE PAS MAUVAIS

Pour le moment, les 2 plus grands blocs parlementaires, à savoir les Frères et les salafistes, n'ont pas réagi officiellement à cet amendement. Les Frères musulmans avaient pourtant déclaré que le Parlement réviserait toutes les lois promulguées par le Conseil militaire.

Le président de la commission économique au sein du Parlement a déclaré que le principe de la réconciliation n'est pas mauvais puisqu'il permet de fournir des fonds supplémentaires au Trésor à un moment difficile pour l'Égypte. Le même argument est présenté par le gouvernement intérimaire de Kamal Al-Ganzouri.

Mais pour certains, c'est exactement le contraire, c'est un pur gaspillage de fonds publics.

«D'après cet amendement, le règlement à l'amiable est conclu si l'investisseur paie la différence entre la somme qu'il a payée et la valeur réelle du bien public, au moment où la transaction a été conclue», explique Hamdi Al-Fakharani. Or, il suffit qu'Ahmad Ezz paye quelques millions de L.E. pour que la vente de l'usine de fer Al-Dékheila, qui lui a permis de contrôler 60 % du marché de l'acier et de cumuler des milliards de L.E. de profits illégaux, soit reconnue.

Ce n'est pas la seule transaction douteuse. Le CEDES a intenté des dizaines de procès pour contester la privatisation de 60 entreprises. Jusqu'à présent, le Centre a eu gain de cause dans 13 procès. Les contrats de vente de ces entreprises ont été annulés. «Lutter contre ces transactions douteuses ne sera pas tâche facile. Il suffit de savoir que des membres du Conseil militaire, Kamal Al-Ganzouri, et plusieurs ministres, actuels et anciens, faisaient partie du Haut Comité de privatisation qui a approuvé la vente de toutes ces entreprises», explique Khalid Ali, ex-directeur du CEDES et candidat à la présidence.

NÉGOCIATIONS EN COURS

Pour l'instant, très peu d'informations sont données par le gouvernement sur les négociations avec les hommes d'affaires. Le bureau de règlement des litiges au sein de l'Organisation de l'investissement aurait tenu au moins une réunion avec un groupe d'investisseurs concernés par l'offre de réconciliation. La compagnie Palm Hills pour le développement immobilier a avoué qu'elle



fait partie de ce groupe. Deux ministres de l'ère Moubarak, actuellement emprisonnés, sont partenaires dans cette entreprise. Il s'agit d'Ahmad Al-Maghrabi et de Zoheir Garana. Ce dernier a demandé à la Cour de suspendre son procès jusqu'à ce que les négociations avec les autorités aboutissent à un arrangement. Le ministre des Finances a affirmé que «l'ami et assistant de Moubarak», Zakariya Azmi, a aussi opté pour le même choix. Palm Hills a refusé pourtant de parler à l'Hebdo. Pas moyen non plus de contacter l'entreprise Al-Masriya Al-Koweïtiya pour commenter ce «deal». Cette société avait acquis 10 500 feddans pour une valeur totale de 5 millions de L.E. «Sous le gouvernement Charaf, cette dernière avait proposé 81 millions de L.E. pour régler son conflit avec le gouvernement et n'avait reçu aucune

réponse. Ultérieurement, elle a fait une autre proposition avec seulement la moitié de la somme prémentionnée. Aujourd'hui, et avec la promulgation de ce décret, je crois que la société ne paiera pas plus de 10 millions de L.E. Le gouvernement pourrait faire des concessions, car il veut récolter de l'argent à tout prix», note Al-Fakharani. Et d'ajouter que le Conseil des ministres n'a toujours pas dévoilé les critères de choix des membres du comité de règlement des conflits qui sera chargé de conclure la réconciliation.

Le principe de la réconciliation lui-même n'est pas remis en cause. Mais comment et sous quelles conditions ? Le gouvernement Charaf avait conclu 10 accords de réconciliation qui ont rapporté au Trésor 3,4 milliards de L.E., avec des investisseurs arabes, sans être critiqué et sans être mis en cause par la justice.



Courrier
international

A priori, rien d'étonnant à ce que des sociétés mozambicaines prospèrent dans le commerce de cafetières en aluminium, acheminées par camions entiers vers les pays voisins, Swaziland et Afrique du Sud. Mais, fait étrange, le seul fondeur d'aluminium du Mozambique exporte la totalité de sa production, et le Mozambique n'importe pas d'aluminium. «Ces objets en aluminium sont bel et bien fabriqués au Mozambique», explique Isais Rabeca, directrice des opérations régionales au sein de la compagnie d'électricité mozambicaine EDM. «Seulement, on ne sait pas d'où les usines tirent leur aluminium.» L'explication plausible se trouve à Sete Setembro, un ensemble de cahutes aux murs de pierre. Le long du chemin de terre complètement défoncé qui relie le village au monde extérieur se dressent des fourrés impénétrables, où sont installés les poteaux électriques. En février, des individus ont réussi à s'y frayer un chemin ; ils ont grimpé en haut des poteaux et ont emporté plus de 55 kilomètres de câble en aluminium. Ce n'était pas la première fois. «C'est l'incident le plus important et le plus récent, mais les vols de câble ont atteint des proportions alarmantes», déclarait Mme Rabeca au cours d'une interview. Les vols de câble sont devenus une vraie

plaie dans le sud de l'Afrique. C'est un peu l'équivalent pour le tiers-monde des vols d'autoradios dans les pays industrialisés. Dans la zone dont s'occupe Isais Rabeca, où les lignes électriques couvrent 74 000 kilomètres, les pertes directes pour la compagnie d'électricité se chiffrent à 250 000 dollars en 2003, une somme colossale pour le Mozambique. En Afrique du Sud, l'entreprise d'électricité Eskom affirme que ses pertes entre janvier et avril 2004 ont dépassé 2,8 millions de dollars, et qu'elles ont plus que triplé entre 2001 et 2003. Les compagnies d'électricité ne sont pas les seules victimes : les compagnies téléphoniques et les chemins de fer sont presque aussi souvent touchés par ce phénomène.

L'ÉLECTRIFICATION DE L'ESPACE RURAL RETARDÉE

Et ce n'est pas le remplacement des câbles qui s'avère le plus coûteux. Les pannes d'électricité dues aux vols paralysent les entreprises, perturbent la circulation, retardent les trains, etc. Mme Rabeca assure que les employés de maintenance ont tant de travail pour remplacer les lignes que l'électrification du Mozambique rural risque d'en être retardée. Enfin, il faut tenir compte du coût humain. Régulièrement, des voleurs de câble sont électrocutés pendant les opérations. Et ceux qui réussissent leur coup peuvent causer in-

Mozambique : les voleurs de câbles menacent le développement

En Afrique australe, les fils électriques sont fréquemment subtilisés pour revendre le cuivre ou l'aluminium qu'ils contiennent. Au point de mettre en danger la croissance de nombreux pays de la région. Reportage.

2002, un train de banlieue a percuté un convoi de ravitaillement, en Afrique du Sud, faisant 25 morts et plus de 112 blessés. Les enquêteurs ont conclu à l'erreur humaine, faisant valoir que les aiguilleurs avaient travaillé «dans des conditions anormales» par suite du vol de 1,80 m de câble en cuivre, d'une valeur de 2,25 dollars, qui avait paralysé la signalisation ferroviaire. Metrorail, la société de transports publics sud-africaine, emploie aujourd'hui 2 500 salariés pour lutter contre ce fléau. Rien n'y fait : les vols de câble continuent à perturber quotidiennement le trafic. En 2001, à Pretoria, les passagers excédés par les retards des trains liés aux vols de câble ont mis le feu à la gare. Les réparations ont coûté environ 2,3 millions de dollars. Au Mozambique, qui a longtemps été l'un des pays les plus pauvres du monde, tant de câbles électriques ont été dérobés sur les poteaux que la compagnie nationale d'électricité a dû refaire 90 % de son réseau en utilisant de l'aluminium, moins efficace mais meilleur marché. «L'aluminium n'intéressait pas les voleurs, assure Mme Rabeca. Mais, maintenant qu'il n'y a plus de cuivre, ils se rabattent sur ce métal.» La pauvreté, bien sûr, est à l'origine de la plupart des vols. Le plus souvent, le câble est volé par tronçons de quelques dizaines de mètres. De quoi, en le revendant, nourrir tant bien que mal une famille. Même s'il ne s'agit que d'exécutants, ces voleurs sont au service de mafias qui ont fait de la récupération une industrie florissante en Afrique du Sud. Au dire de spécialistes, une bonne partie du câble volé est revendue à des ferrailleurs, eux-mêmes liés à des criminels. Ensuite, ce câble est transporté en Afrique du Sud, où il est soit recyclé, soit exporté. Eskom emploie des gardes pour surveiller certaines lignes. Mais les voleurs

«sévisent surtout dans les zones rurales, souvent les plus reculées, commente Mme Rabeca. Le temps d'arriver sur place, ils sont déjà repartis.» Tant les criminels professionnels que les petits voleurs sont rarement arrêtés, même s'ils se font repérer. Dans la ville de Matola, à l'ouest de Maputo [la capitale], Andelino Manhica, un homme de 55 ans, raconte qu'il a vu six hommes sortir d'un camion devant son domicile à 3 heures du matin, puis enlever 500 mètres de câble. Deux jours plus tard, sa rue était encore privée d'électricité. «Je les ai vus le faire, mais j'avais un peu peur, poursuit-il. Je ne savais pas s'ils étaient armés ou non. Il n'y a pas de police, ici ; personne pour nous aider en cas d'urgence.» A en croire Mme Rabeca, les autorités doivent connaître l'identité de la plupart des grands criminels voleurs de câble. Mais, «lorsqu'ils remontent la piste vers les commanditaires, ils doivent arrêter leur enquête, commente-t-elle. Ils ne peuvent pas aller plus loin, car ils risquent de perdre leur emploi. C'est comme ça que fonctionne la corruption.» En Afrique du Sud, Eskom a mené une guerre peu orthodoxe contre ces voleurs, avec un succès certain. Sa tactique a notamment consisté à faire paraître dans un journal du dimanche une bande dessinée, Black Mamba : le champion du peuple, où le super-héros musclé patrouille dans une ville sans nom, arrêtant les voleurs de câble et montrant, exemples à l'appui, que ces vols provoquent des coupures de courant et autres désagréments. Venant s'ajouter à d'autres mesures, cette nouvelle méthode semble porter ses fruits : la fréquence des vols de câble a diminué de près des deux tiers l'année dernière, même si le rôle grandissant du crime organisé dans les affaires les plus importantes a continué à saigner l'entreprise.

Fonction publique Les vœux du personnel de l'Education exaucés

Houari Saaïdia

La revendication des fonctionnaires de l'Education nationale relative à la prise en compte, après titularisation, de l'expérience professionnelle acquise avant le recrutement dans l'avancement d'échelon, l'avancement de grade et la promotion interne, vient enfin d'être prise en charge. La validation des acquis d'expérience antérieurs à l'exercice dans une fonction publique bien qu'énoncée par l'article 16 du décret présidentiel n°10-315 du 13 décembre 2010 modifiant et complétant le décret présidentiel n°07-304 du 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires, est restée jusque-là une coquille vide dans le secteur de l'Education nationale. Le fonctionnaire de l'éducation, qu'il soit inspecteur, directeur d'établissement, proviseur, économiste, intendancier, enseignant ou adjoint d'éducation, voyait injustement sa carrière professionnelle, et donc sa fiche de paie aussi, «amputée» de son CV antérieur à sa titularisation. La prise en considération de l'expérience professionnelle antérieure a été de tout temps un droit re-

connu par les textes, mais dans la pratique les années de travail chez le public comme chez le privé cumulées par le fonctionnaire d'éducation avant son titularisation n'avaient concrètement aucune valeur sonnante et trébuchante.

Ainsi, par le biais d'une note adressée récemment par les différentes directions de wilaya de l'Education nationale à l'ensemble des chefs d'établissements scolaires, portant objet «validation de l'expérience professionnelle», ceux-ci ont été instruits à l'effet de recenser leurs personnels respectifs, tous corps confondus (administration et pédagogie), concernés par la démarche et d'en remettre les dossiers - en main propre - à l'académie en vue de leur régularisation en coordination avec les services du contrôle financier. La date du 30 avril en cours a été fixée comme dernier délai pour la transmission des dossiers au secrétariat du service de personnels de l'académie. Le dossier que l'intéressé doit formuler est constitué d'une attestation des années de service accomplies à titre de contractuel pour ceux ayant précédemment travaillé dans le secteur de l'Education, un certificat de travail délivré par l'employeur (public ou privé) pour ceux

ayant travaillé antérieurement hors de l'Education, une décision d'affectation et de stage, une décision de titularisation, une décision d'intégration ainsi que la dernière décision de promotion. A peine la correspondance notifiée aux établissements scolaires, que de nombreux enseignants et autres administrateurs d'éducation concernés ont-ils afflué vers le service de personnels de leur direction compétente pour avoir plus de détails sur le dossier à fournir et les critères de validation des documents de travail au sein de structures hors du secteur de l'Education, notamment, ainsi que des informations sur les effets exacts qu'aura, une fois leurs dossiers vus et approuvés, leur expérience professionnelle du passé sur leur carrière du futur.

Il importe de savoir que l'article 16 du décret présidentiel susmentionné stipule que : «lorsqu'un fonctionnaire a exercé une activité salariée avant son recrutement, il bénéficie, après titularisation dans son grade, de la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise au taux de : 1,4% de l'indice minimal par année d'activité dans le secteur des institutions et administrations publiques, 0,7% de l'indice minimal par année d'activité dans les autres secteurs».

Aïn El-Turck

20 projets «gelés» relancés

Rachid Boulélis

Pas moins de vingt projets d'utilité étaient bloqués, pour des raisons qui restent à déterminer, par l'ex-maire de Aïn El-Turck, apprend-on. Ces projets représentant une valeur de 50 milliards de centimes croupissaient depuis des mois dans les tiroirs du bureau de l'ex-premier responsable de cette

commune, qui a fait l'objet, rappelle-t-on, d'une mesure de suspension de ses fonctions. Il s'agit entre autres de projets relatifs à la réhabilitation de l'éclairage public, de la restauration de la voirie et des places publiques. Ce malheureux état de fait a été mis à nu lors de la prise de fonction du nouveau P/APC de Aïn El-Turck. Une enquête administrative vient d'être déclenchée pour élucider

cette situation qui se répercute négativement sur le cadre de vie de la population de ladite commune d'une part et sur les millions d'estivants qu'elle s'apprête à accueillir d'une autre part. Des dispositions exceptionnelles ont été décidées, hier, lors d'une réunion d'urgence présidée par le chef de daïra pour tenter de relancer totalement les vingt projets en question.

Au lendemain d'un vol

Des bijoutiers veulent plus de sécurité

K. Assia

C'était la stupéfaction hier chez les bijoutiers de M'dina Jdida et particulièrement ceux de la rue Mouaffak AEK après le vol survenu dans la nuit de mardi à mercredi dans une bijouterie située au 34 de cette artère commerçante. Des voleurs non encore identifiés se sont introduits dans la nuit de mardi à mercredi dans une bijouterie après avoir percé un trou dans le toit du magasin. Une fois à l'intérieur, ils se sont emparés de tous les bijoux qu'ils ont trouvés. On estime la valeur des bijoux volés à des milliards. Certains parlent de 5 milliards mais ceci n'est pas confirmé officiellement. Le magasin dans lequel a été perpétré ce vol était fermé hier pour les besoins de l'enquête.

Pour les bijoutiers, cet acte n'est pas le premier puisqu'une affaire similaire est survenue il y a trois ans à quelques mètres de là. Les commerçants tout en condamnant assurent que personne n'est à l'abri de ce type de vol. Ils demandent l'aide de la police pour que des patrouilles soient effectuées de jour comme de nuit.

Certains équipés en systèmes d'alarmes recourent à d'autres équipements notamment des caméras de surveillance pour prévenir contre ces vols. Deux mois auparavant, c'est la vitrine d'une bijouterie située en plein cœur d'Oran qui a été également cambriolée. Pour leur part, les services de la police assurent avoir mobilisé des équipes en civil pour prévenir les actes de vol et d'agression.

Un mort dans un accident de la route

Un homme de 68 ans est décédé, hier matin, après avoir été percuté par un camion à hauteur du rond-point de la pépinière à la sortie Est d'Oran. Il était 11 heures lorsque la victime a été fauchée par ce camion. Il a rendu l'âme sur place.

Aussitôt l'alerte donnée, une équipe de la protection civile a été dépêchée sur place pour évacuer le corps sans vie vers la morgue. Une enquête a été ouverte par les services de la police pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

K. A.

L'extension du tramway au menu



Ph.: B. H. Karim

Houari Barti

Le projet d'extension vers l'ouest de la ligne D du tramway d'Oran vers Haï Ben Arba, communément appelé El-Hassi, ainsi que l'état d'avancement des travaux du tramway au niveau du centre-ville ont fait l'objet hier de deux communications à l'occasion d'une rencontre tenue au niveau du siège de la wilaya, sous la présidence du wali M. Abdelmalek Boudiaf. Il était question ainsi pour le groupement sud-coréen à travers son chef de file Dohwa de présenter son étude d'avant-projet détaillé (APD) de l'extension de la ligne D, Place d'Armes-Haï Ben Arba sur une distance de 8,6 kilomètres. Le groupement sud-coréen Dohwa-Saman-Shinwoon-Moon Engineering avait pour rappel décroché le contrat de l'étude d'avant-projet détaillé en septembre dernier pour un montant de 1,01 milliard de dinars. Le chef de file Dohwa est, note-t-on, une société pluridisciplinaire de conseil en ingénierie qui jouit de plus de 50 années d'expérience avec à son

actif plus de 5.000 projets en Corée et dans le monde.

L'extension de la ligne D du tramway d'Oran vers l'ouest de la ville s'ajoute ainsi à deux autres extensions programmées sur le tracé initial du tramway d'Oran, tous deux ayant fait l'objet d'avis d'appel d'offre national et international lancés par l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), maître d'œuvre délégué du projet du tramway d'Oran. Ces deux avis d'appel d'offres portent sur l'étude d'avant-projet détaillé, le suivi et le contrôle des travaux de réalisation des extensions «USTO-Bir El-Djir» et «Es-Senia-aéroport Es-Senia». Ils s'adressent uniquement aux bureaux d'études nationaux et internationaux agréés spécialisés dans la conception et l'ingénierie des transports urbains. Avec ces extensions, le tramway d'Oran, dont le tracé initial s'étendait sur une distance de 18 km, devra passer à une distance globale de 48 km. Ce projet qui s'étend sur trois axes permettra de transporter jusqu'à 270.000 passagers par jour, soit 80 millions par an.

De nouvelles antennes administratives en chantier

Djamel B.

La wilaya d'Oran vient de débloquer une enveloppe de 40 milliards de centimes pour la réalisation de 14 nouvelles bibliothèques communales et une dizaine d'annexes administratives réparties entre les communes de la wilaya. Selon des sources proches de la daïra d'Oran, les services de la wilaya procéderont à la réception de six nouvelles bibliothèques communales à l'occasion de la journée du savoir, le 16 avril prochain. Les nouvelles bibliothèques ont été réalisées dans les communes d'Oran, Es-Sénia, Gdyl, Sidi Chahmi, Benfreha, Boulélis et Misserghine. Les travaux de réalisation de huit autres bibliothèques seront lancés incessamment. Nos interlocuteurs signalent qu'une grande partie de cette enveloppe financière a été débloquée dans le cadre du fonds commun des collectivités locales (FCCL), octroyé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour soutenir des programmes visant

l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment dans les communes déshéritées. Nos sources indiquent qu'en 2011, les services de la wilaya avaient réceptionné 09 bibliothèques communales dotées d'équipements adéquats. Ces infrastructures culturelles ont été réalisées, entre autres, à Tafraoui, Oued Tlélat, El-Braya, Arzew et Aïn El-Turck. Dans certaines cités et localités à grande concentration d'habitants tels Aïn El-Beïda ou Haï Es Sabah, les habitants ont bénéficié d'une bibliothèque. Outre la réalisation de ces infrastructures, la wilaya d'Oran prévoit la réalisation de 07 antennes administratives notamment à Bouyakor (Boulélis), Hassi Redouane (Es-Sénia) et Bouamama (Sidi Chahmi). Les assiettes foncières ont été choisies et les études de certaines annexes ont déjà été lancées. Ces antennes devront permettre aux citoyens de ces localités de retirer les actes administratifs sur place et leur éviter les longs déplacements vers les chefs-lieux de commune.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Kelfeh Kaddour, 81 ans, Delmonte
Bouteldja Houaria, 78 ans, Bir El-Djir
Latreche Fatima, 66 ans, Mostaganem
Lezreg Amar, 54 ans, Chlef

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 jomadael oula 1433

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h17	13h06	16h42	19h31	20h51



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Qui est qui ?



commerçant se remet à le tirer légèrement vers lui, pour pouvoir y avoir accès. Et ils finissent la chorba ainsi, moghrof lik, moghrof liya.

Alors le «povrico» se lève, lui fait signe de patienter et revient avec une assiette de frites énormes qu'il partage avec lui, comme la soupe.

Enfin, ils se saluent, et l'homme quitte le restaurant pendant que le commerçant va à la salle de toilettes. Quand il revient, il veut prendre son porte-documents pour partir, et découvre qu'il n'est plus au pied de sa chaise...

- Ah ! J'aurais bien dû me méfier de ce guez, la sadaqa ne sort pas de Serkadji !

Il hurle dans tout le restaurant, criant au voleur, alarmant toute la clientèle.

- «Khayène, avertissez la police, les sicriya, jibou les jadarmias... khlan», jusqu'à ce que, finalement, on retrouve son porte-documents, posé au pied d'un bol de chorba refroidie auquel personne n'a touché. C'était lui qui s'était trompé de table et avait partagé le repas de l'inconnu qui l'avait accueilli en silence... !

C'est une histoire adaptée d'un conte ancien, médions-là ensemble. Devant une gargote, la seule sur le long de la route, un riche commerçant arrête sa voiture. Il gare. Il entre, commande une chorba et s'assoit seul à une table. Cherchant du sel, il se lève, erre un peu dans le restaurant avant d'en trouver, et retourne.

A sa grande surprise, il y trouve un «povrico» assis, plongeant sa cuillère dans le bol de soupe et la mangeant lentement...

- Oh ! Il a du culot ce «tallab» ! pense le brave tadjer...

Je lui apprendrai bien les bonnes manières.

Mais il s'assied sur le côté de la table, et charitablement le laisse manger de sa chorba, tout en plongeant, lui aussi, sa cuillère, cherchant au moins à partager avec lui. Le «povrico» retire doucement le bol vers lui, et continue de manger. Le

TLEMCEM

La pomme de terre à 120 DA le kilo !

Khaled Boumediène

Dans la wilaya de Tlemcen, au cours de la campagne 2010/2011, la production de pomme de terre a atteint près de 2 millions de quintaux, sous l'effet conjugué de surfaces et de rendements en hausse, notamment dans les zones de Maghnia, Hennaya, Remchi, et Bensekrane, qui renferment des potentialités humaines, hydriques, édaphiques et climatiques énormes, et où la culture de la pomme de terre se concentre. Depuis le début de la campagne 2011/2012, les prix de la pomme de terre amorcent une forte remontée, que de nombreux spécialistes, professionnels et consommateurs n'arrivent pas à justifier et le prix de ce produit de large consommation a atteint 120 et 130 DA/kg. Au rayon des légumes, ce qui irrite les consommateurs est le fait qu'ils ont trouvé anormal que le tubercule s'écoule à ce prix très élevé et en plus dans une wilaya classée productrice, alors que dans d'autres wilayas il est cédé à des prix raisonnables. Plusieurs questions fondamentales persistent encore et toujours à Tlemcen. Pourquoi le ministère de l'Agriculture n'a pas actionné ses relais pour tenter de minimiser l'ampleur de cette hausse et rassurer pour les mois à venir ? Selon un fonctionnaire de la direction du Commerce, certains intervenants dans le circuit commercial, profitent de la situation pour augmenter les prix ou distribuer en petites quantités ce tubercule pour faire plus de bénéfices. « Ces légumes sont

vendus dans certaines zones de production à un prix abordable par les agriculteurs. Arrivés sur les étalages des marchés, cet aliment primordial n'est plus à la portée des consommateurs à revenu moyen, alors qu'il n'est pas toléré d'augmenter les prix de façon illicite en faisant fi de la réglementation en vigueur. D'ailleurs, les opérations de contrôle ont relevé plusieurs infractions auprès des commerçants », commentera ce cadre. Celles-ci ajoutera-t-il, ne concernent pas uniquement la hausse illicite des prix, mais aussi le défaut d'affichage des prix et la non-présentation des factures d'achat, pour des raisons diverses. Et ce sont les consommateurs qui paient le prix fort pour pouvoir s'approvisionner en ce produit de base de l'alimentation du citoyen.

Par ailleurs, un cadre de la direction de l'Agriculture a balayé d'un revers de main la rumeur selon laquelle d'importantes quantités de pommes de terre mises au frigo (chambres froides) ont été avariées. Hadj Kaddour, un ancien producteur de Hennaya, estime qu'à l'origine de cette situation, il y a la conjonction de plusieurs facteurs : la pénurie et la cherté des semences qui se repercutent à terme sur la production et donc sur les prix. Alors qu'il se négocie habituellement entre 3.500 et 5.000 DA, le quintal de semences se situe entre 7.000 à 11.000 DA et atteint même chez des coopératives 12.000 à 14.000 DA du côté des intermédiaires. En outre, les producteurs se heurtent à un problème de taille, ces dernières années, le mil-

diou a fait des ravages. L'administration n'a pas aidé les fellahs touchés, pourtant des agents avaient visité les champs ravagés, mais jusqu'à présent, les fellahs n'ont jamais rien touché », dira-t-il, ajoutant que la forte demande sur le marché a contribué à accentuer la pénurie. Il préconise dans ce cadre, aux agriculteurs de « faire de ce produit, un produit phare du développement local, en instaurant un cahier des charges de production bien contrôlée et en maîtrisant la qualité. Les producteurs doivent se fédérer et constituer un syndicat de producteurs de pommes de terre. Pour une plus grande transparence chaque agriculteur sera identifié sur l'emballage, estampillé au logo de la pomme de terre de sa région ».

Un autre fellah de Maghnia expliquera que lorsque le prix de la pomme de terre flambe, ce sont rarement les fellahs qui en tirent profit, mais ceux qui stockent, c'est-à-dire les heureux propriétaires des chambres froides. Car les fellahs vendent leur production aussitôt après la récolte et parfois sous terre avant même la récolte. « C'est la seule solution pour nous, car nous sommes contraints de vendre cash pour rembourser les dettes et entamer la nouvelle campagne agricole », dira-t-il. Pendant que les barons de la pomme de terre continuent à tenir en otage la population. La ménagère continuera à payer la pomme de terre très chère ! Mais une simple question taraude les esprits des citoyens : où vont les milliards injectés par l'Etat pour le soutien de l'Agriculture ?

CHLEF

Des habitants privés des services d'Algérie Poste

Bencherki Otsmane

Les vols des câbles téléphoniques sont à l'origine de l'isolement dont sont victimes les habitants du village socialiste agricole (VSA) de Bou-Hallou, dans la commune de Sidi Akkacha. Selon les habitants de cette bourgade qui compte environ 10 mille âmes, voilà bientôt 2 mois, qu'ils ne peuvent plus effectuer les opérations de retrait ou de dépôt d'argent dans l'unique poste du village en raison du vol d'un câble téléphonique. Même les services d'Internet ont été pénalisés par ces vols répétitifs. Cette situation est notamment contraignante pour les retraités et les personnes malades, qui

sont obligés de se déplacer vers d'autres postes pour retirer leur pécule. Par ailleurs selon un agent d'Algérie Poste, cette panne est due à 2 vols consécutifs de câbles téléphoniques. Le premier d'une centaine de mètres a été signalé au mois de février. Cependant aussitôt le constat établi, des agents d'Algérie Poste ont procédé à son remplacement, mais cela sans compter de la ténacité des voleurs qui opérèrent une deuxième fois en emportant avec eux plusieurs centaines de mètres de câbles pour y récupérer le cuivre. Il faut noter que cette matière est un véritable filon d'or pour les voleurs car son prix qui se négocie au kilogramme est très élevé sur le marché.

SAÏDA

Le logement dans tous ses états



Ali Kherbache

Le ministre de l'Habitat effectue ce jour, jeudi, une visite de travail dans la wilaya de Saïda où il aura à inspecter les réalisations et travaux en cours, dans les daïras de Saïda, Sidi Boubekeur, Ouled Brahim et Youb. M. Nouredine Moussa devrait s'enquérir de l'état d'avancement des constructions en cours soit un programme entamé en 2011, reprenant 3.881 logements publics locatifs, 1.857 logements sociaux participatifs et 5.500 logements ruraux, une opération censée atténuer la forte demande « en gîtes de l'espoir, décuplée par la démographie galopante, l'exode rural et la multiplicité de l'habitat précaire, réparti sur 102 sites ou bidonvilles ceinturant les principales agglomérations de la wilaya ». « Bien que 947 habitations soient démolies, il en demeure encore 4.761 recensées à éradiquer, notent les responsables qui rappellent toutefois, que 105 familles des communes de Sidi Boubekeur (50) et de Ouled Khaled (55) ont été relogées. La wilaya entend réceptionner 1.572 logements sur les 3.921 unités en cours de réalisation, ou en voie d'achèvement et cite la création d'une entreprise publique OLA, pour la concrétisation du projet 430 logements, dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire

et sa résorption. Sur les 1.338 unités de logements réalisées, 850 ont été distribuées à Saïda/ville et 500 déjà occupées par les bénéficiaires retenus par la commission d'attribution relayée par celle de recours. Toutefois, les malfaçons, les imperfections et autres vices de construction ont été décelés par les occupants qui craignent le pire d'autant qu'un affaissement de terrain aux 500 logements a créé une panique ayant mobilisé les services concernés. « Mais qui donc faudrait-il blâmer ? », s'interroge un père de famille heureux de retrouver un toit mais inquiet de l'état de logement et d'ajouter que « le maître de l'œuvre et le maître de l'ouvrage devront assumer les responsabilités car il y va de la sécurité du citoyen ». Ces traces étaient prévisibles du fait que, notent les officiels, la wilaya de Saïda manque de main-d'œuvre qualifiée, connaît une instabilité des prix des matériaux, s'oppose au problème du foncier et surtout subit le manque d'expérience et de professionnalisme des promoteurs immobiliers. Les opérateurs, aidés par un contrôle technique peu rigoureux, érigent de constructions à la hâte, sans se soucier des normes et pour preuve le nombre de certificats de conformité délivrés qui n'est que de 17, révèle le rapport annuel, comparativement aux 133 permis de construire accordés.

SIDI BEL-ABBÈS

Grève illimitée annoncée à la maternité

A. H.

L'ensemble des médecins exerçant à la maternité de Sidi Bel-Abbès ont décidé d'entamer une grève illimitée, à partir de ce mercredi, lit-on dans le communiqué remis à la presse et adressé à la directrice de cet établissement hospitalier. L'action de protestation envisagée par les médecins est motivée par le

manque de produits anesthésiques et la pression qui en découle des malades et de leurs proches. Le communiqué relate que le manque de produits a engendré une centaine de malades en liste d'attente pour une hypothétique intervention chirurgicale ce qui crée un climat d'insécurité, dans plusieurs situations qui se sont achevées par des prises de bec, voire des agressions à coups

de poing. A noter qu'il y a quelques jours un médecin résidant a été victime de violence et s'en est sorti avec une incapacité de travail de 12 jours. Les médecins ont souligné, dans leur préavis de grève qu'ils n'assureront que les urgences jusqu'au règlement définitif de tous les problèmes qui pénalisent la pratique médicale dans cet établissement spécialisé en gynéco-obstétrique.

Neuf troupes au festival du théâtre professionnel

Tout est fin prêt pour le coup d'envoi de la 6ème édition du festival local du théâtre professionnel, a annoncé M. Hassen Assous, commissaire de cette manifestation culturelle, lors d'un point de presse. Il se déroulera sur 7 jour, du 8 au 14 avril prochains, au théâtre régional de Sidi Bel-Abbès qui vient d'être doté d'équipements de sonorisation, de lumière et de climatisation flambant neufs. Le programme élaboré, pour la circonstance, comprend les productions de 9 troupes théâtrales en compétition

pour trois prix dont le premier sera la participation au festival national du théâtre professionnel d'Alger.

La cérémonie d'inauguration sera animée par le nouveau monologue « Karine » du journaliste écrivain et dramaturge H'mida Ayachi, a souligné le commissaire du festival et le jury sera présidé par le journaliste et critique de théâtre Bouziane Benachour.

Les troupes retenues à ce festival rayonneront tout au long de la semaine sur les daïras et les communes de Sidi

Bel-Abbès avec des spectacles légers en vue d'animer ces bourgades de l'intérieur de la wilaya. Parmi les troupes participantes, on retiendra outre la coopérative DIK et la troupe « Tinhinen » de Sidi Bel-Abbès, les troupes de Tindouf, Mostaganem Tiaret, Mascara, Oran, Adrar, Blida et Laghouat.

Tous les spectacles seront suivis de débats au foyer du théâtre, a précisé Hassen Assous. A noter qu'en marge du festival, il sera rendu hommage à des figures artistiques.

A. H.

AÏN TÉMOUCHENT

Mohamed Bensafi

Selon un dernier rapport mensuel (mars 2012), établi par les services de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Aïn Témouchent, la criminalité dans la wilaya a encore reculé de 5% par rapport au mois de février écoulé. Il a été indiqué ainsi que 90 affaires ont été traitées durant le mois de mars (contre 95 en février) dans lesquelles 100 personnes (contre 119 en février) ont été impliquées dans 22 affaires. Quatre

La criminalité en baisse

vingt-six (86) ont été présentées devant la justice, 45 (contre 60) écrouées par les parquets, 32 laissées en liberté provisoire avec citation directe, et 10 innocentées. Les délits contre les biens (vols et tentatives de vols avec agression) se placent en 1^{re} position avec un taux de 24,44%. Pour ce qui est de la lutte contre la drogue, les services en question ont traité 05 affaires (contre 07 au mois dernier) marquées par la saisie de 56,4g (contre 243,2) de kif et de 19 (contre 71) comprimés psychotropes et l'arres-

tation de 07 (contre 12) individus, qui ont tous été placés en détention préventive. Quant à la lutte contre la contrebande, 02 affaires sont enregistrées dont 03 personnes impliquées écrouées.

Les saisies concernent 54 litres de carburant (gasoil) et 3.500 cartouches pour fusil. Pour ce qui est des faits divers, les services de police ont enregistré 03 affaires pour CBV impliquant 03 mineurs. Ces derniers ont bénéficié d'une liberté suivie d'une citation directe. Ils devront répondre présents lors de l'audience.

EL-BAYADH

Deux nouvelles bibliothèques communales

Hadj Mostefaoui

Pour le seul programme du F.C.C.L., la commune d'El-Bayadh a pu s'offrir la bagatelle de 35,1 millions de DA, ventilés pour seulement 03 projets d'envergure à caractère socio-éducatif. Il s'agit de la réalisation de 2 bibliothèques et d'une crèche pour enfants qui ont été entièrement achevées et livrées. Une rallonge budgétaire non négligeable qui vient se greffer à celle accordée au titre du P.C.D./2011, soit

pour une autorisation de programme d'un montant global de 171,699 millions de DA, destiné à la concrétisation de 43 opérations, dont 30 sont lancées et connaissent un taux physique de réalisation de 30% et 20 autres sont déjà clôturées, nous a-t-on indiqué. Ces projets sont liés à la réalisation de voies urbaines, aux aménagements effectués à l'intérieur des deux jardins publics, et enfin à la réalisation de tout un chapelet d'espaces verts à l'intérieur des cités. D'autres

opérations d'extension du réseau public d'éclairage public, de part et d'autre des artères principales de la ville, ont atteint un taux d'exécution très appréciable de presque 75 %.

D'autres cités ont été également prises en charge dans le cadre de ce programme, et cela s'est traduit par le revêtement en bitume de l'ensemble des rues et la pose de pavés dans les ruelles, y compris les plus étroites et les plus tortueuses de pas moins de 07 quartiers populaires en voie d'extension.

MÉDÉA

Il égorge son ex-fiancée : 20 ans de prison

Rabah Benaouda

Vingt ans de prison ferme et le versement de 50 millions de centimes à la mère et 2 millions de centimes à chacun des trois sœurs et frère de la victime : tel a été le verdict qui a été prononcé, dimanche dernier, par le tribunal criminel près la cour de justice de Médéa que présidait M. Mohamed MARTIL, à l'encontre du dénommé El-Hadj H, âgé de 31 ans accusé «d'homicide volontaire avec préméditation et guet-apens suivi de vol» sur la personne de son ex-fiancée O.F.L. âgée de 29 ans lors des faits.

Une affaire de crime passionnel dont les faits remontent à cette fatidique matinée du mercredi 28 septembre 2011, dans la petite ville d'El-Azizia, chef-lieu de daïra situé à 91 km à l'extrême Nord-Est de Médéa. Un crime horrible, une mort atroce, c'est le moins que l'on puisse dire de cette fin tragique qu'a connue cette jeune fille de la main de son propre ex-fiancé. Il était 10h00 lorsque El-Hadj H, gardien de nuit dans une école primaire,

aborda sa future victime dans une ruelle quelque peu déserte du centre-ville d'El-Azizia. Et sans avertir, il asséna un coup de couteau à son ex-fiancée, agent de salle à la cantine de l'école primaire où travaillait l'accusé. Un coup de couteau qui mettra à terre la victime, ce dont profitera l'accusé pour l'égorger froidement. Laissant sa victime gisant dans une mare de sang, il prendra la fuite en emportant le sac à main de la défunte. Il sera arrêté le lendemain, par les éléments de la sûreté de daïra d'El-Azizia. A la question du président du tribunal: «La victime était votre fiancée. Pourquoi l'avoir tuée en l'égorgeant ?», l'accusé dira: «Elle avait l'intention de rompre avec moi et, de plus, j'avais eu des informations m'assurant qu'elle me trompait». Et le président d'enchaîner: «Mais elle n'était pas encore votre fiancée officiellement !» Et l'accusé de répondre : J'étais sous traitement, je prenais des tranquillisants depuis des années. Je ne sais pas ce qui n'avait pris ce jour-là». Après la plaidoirie de la partie civile qui demandera que «justice soit rendue à cette fa-

mille affligée par la perte de sa fille», le représentant du ministère public ne s'étalera pas longuement dans son réquisitoire: «Les faits rapportés par l'accusation sont établis. Nous réclamons par conséquent la peine capitale à l'encontre de l'accusé». Une demande de peine que Maître Farida ABRI s'évertuera à réduire au maximum: Mon mandant est une victime de la décennie noire. Alors qu'il était sous les drapeaux dans le cadre des obligations du service national, il participait aux opérations des forces armées spéciales. Il a été le témoin de nombreuses atrocités commises par les terroristes. Il en est devenu sérieusement et profondément malade. Il mérite, non pas la prison, mais une prise en charge psychiatrique à travers le bénéfice de la plus grande indulgence et les plus larges circonstances atténuantes de la part de la justice de notre pays ». Après délibérations, le tribunal criminel près la cour de justice confirmera l'accusation, tout en accordant les circonstances atténuantes à El-Hadj H, qu'il condamna à la peine de 20 ans de prison.

BLIDA

Les fruits et légumes toujours chers

Tahar Mansour

Avec à leur tête la pomme de terre qui a battu tous les records en affichant entre 100 et 120 DA le kilogramme dans tous les marchés, même ceux réputés populaires, les légumes sont hors de portée pour la majorité des citoyens. En effet, les petits pois font entre 70 et 110 DA le kilo, les fèves entre 60 et 80 DA, la salade laitue 100 DA, les carottes et les betteraves sont cédées entre 50 et 70 DA, alors que la courgette ne veut point descendre au-dessous des 120 DA, sinon plus. La tomate est vendue quant à elle entre 80 et 120 DA selon la qualité, alors que le poivron coute

toujours un peu plus de 130 DA. La banane est passée de 110 DA le kilo il y a de cela quelque deux semaines à plus de 200 DA ces jours-ci, alors que la mandarine, presque introuvable, vaut entre 100 et 140 DA. Pour les oranges, il faut compter un prix moyen de 100 DA, mais si l'on veut manger de belles oranges, c'est entre 150 et 200 DA le kilo ou de mandarines importées d'Espagne, comme si la Mitidja et l'Algérie ne pouvaient pas en produire suffisamment. La sardine ne sourit qu'aux nantis avec ses 350 à 500 DA le kilogramme, de même que le poisson blanc et les autres variétés. La viande, blanche ou rouge ne connaît que l'augmenta-

tion, le poulet toujours au-dessus des 230 DA le plein et la viande rouge ovine ou bovine est si chère que les bouchers qui en vendent sont rarement sollicités. Même le prix du kilo de viande ovine a été oublié par le commun du mortel, car ils n'osent même pas le demander. Quoiqu'il en soit, si vous entrez au marché ou chez le marchand de légumes du coin, ne comptez pas vous en sortir à moins de 800 ou 1.000 DA pour emporter avec vous deux petits sachets en plastique qui ne pèsent pas si lourd que cela. D'ailleurs un pince-sans-rire a affirmé en jurant que : « si je ramenaï ce que j'ai dépensé en monnaie, cette dernière aurait pesé plus lourd ».

OUED EL ALLEUG

Près de 1.900 logements en chantier

Un total de 1.860 logements est en cours de réalisation dans la daïra d'Oued El Alleug (10 km au nord de Blida), a-t-on appris auprès de la wilaya. Une partie de ces logements, à savoir 750 unités, dont les chantiers ont fait l'objet dernièrement d'une visite d'inspection du wali, M. Mohamed Ouchen. Cette dernière est implantée dans la commune de Oued El Alleug. Un autre chantier de 500 logements publics locatifs est également en cours de réalisation à Béni Tamou. Au cours de sa visite, le wali de Blida a particulièrement mis l'accent sur la dynamisation des chantiers de réalisation de ces loge-

ments, à l'instar de celui des 100 logements sociaux de Oued El Alleug, inscrits en 2008 dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, dont l'entreprise de réalisation avait fait l'objet d'une mise en demeure pour renforcer ses moyens humains et matériels. Des entreprises ont, en outre, été installées pour le lancement de trois autres chantiers de 500 logements publics locatifs dans la commune de Béni Tamou. L'amélioration du cadre de vie des citoyens a également été au centre de la visite du premier responsable de l'exécutif. Une enveloppe financière de 70 millions de dinars visant l'aména-

gement et le revêtement de trois quartiers de la commune de Oued El Alleug a été consacrée à cet effet. Un centre d'enfouissement technique (CET) sera lancé, dans ce cadre, au lieu dit «Béni chougane» afin de mettre un terme aux dépotoirs d'ordures qui jonchent les lits des oueds. Ce CET, comprenant trois casiers, un centre de tri et un pont bascule, et pour lequel est allouée une enveloppe budgétaire de 250 millions de dinars, prendra en charge les déchets ménagers des communes de Oued El Alleug, Ben Khelil, Béni Tamou et Boufarik, soit une population estimée à 180.000 habitants, a-t-on précisé.

BEJAIA

Une étude sur les glissements de terrains

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, M. Nourredine Moussa, a instruit, mardi à Bejaia, les services techniques relevant de son département pour élaborer une étude technique globale en vue de procéder au traitement des sites situés à l'est de Bejaia, notamment ceux se trouvant sur l'axe des chefs-lieux communaux d'Ait Smail et Taskriout, sujets à des glissements de terrains. «Il va falloir identifier la nature de ces glissements, et surtout, déterminer avec exactitude s'ils sont d'ordre superficiel ou profond, et s'ils ne sont pas jumelés avec d'autres mouvements de même nature», a expliqué le Ministre, qui n'exclut pas, pour se faire, de recourir à l'expertise étrangère, de sorte à mettre en œuvre «des solutions définitives et pérennes». «Les solutions pour les glissements de terrains profonds sont très lourdes. Et on n'a pas, dans ce contexte, d'entreprises spécialisées à cet effet», a-t-il indiqué, soulignant que «l'opération va nécessiter des moyens et du matériel sophistiqués». En attendant la concrétisation de cette étude, «à réali-

ser dans des délais raisonnables», M. Moussa a opté pour des mesures palliatives en vue de stabiliser un tant soit peu le mouvement de la terre. Six maisons au moins se sont effondrées, alors que d'autres sont fissurées, suite à ce phénomène, a-t-on constaté. Le ministre a, par ailleurs, demandé aux services techniques de la wilaya d'engager rapidement des opérations de confortement des espaces affectés, notamment la construction de murs de soutènement, et la reprise en main des réseaux d'assainissement et d'eau potable, dont les débordements «peuvent compliquer la situation», a-t-il observé. M. Moussa a également assuré que, sous réserve que les municipalités concernées dégagent des terrains bâtissables, l'Etat aidera à la construction de nouveaux logements dans la région. Il a invité, par ailleurs, les populations locales à respecter les normes de construction et les instruments d'urbanisme, relevant que l'érection de certaines habitations affectées, «a failli aux règles de construction».

BOUMERDÈS

Enquête sur l'exploitation du foncier agricole

L'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Bumerdes vient d'adopter, au titre de sa session ordinaire qui s'achève mardi, une décision portant sur l'installation d'une commission mixte chargée d'enquêter sur l'exploitation du foncier agricole à Ouled Moussa.

«Cinq membres de l'APW et cinq autres relevant des différentes directions exécutives concernées forment cette commission d'enquête appelée à entamer sa mission en mai prochain», a-t-on appris auprès du président de cette assemblée.

La constitution de cette commission fait suite à une requête d'un élu de l'APW, après l'apparition de divergences durant la révision du Plan Directeur d'Aménagement Urbain (PDAU) de la commune d'Ouled Moussa, notamment au sujet du foncier des exploitations agricoles N°01 et N°02 (32 ha) affectés à la construction d'habitations individuelles depuis plusieurs années, sans «aucun support ju-

ridique», a expliqué ce responsable. Dans l'attente des résultats de l'enquête de la commission en question le PDAU d'Ouled Moussa, adoptés par l'APW, préconise la mobilisation d'un foncier global de plus de 1.000 ha pour l'implantation des projets de logements et d'équipements publics pour les 20 prochaines années.

Sur ce foncier requis, une assiette de 200 ha devrait abriter quelque 6.000 logements à moyen et long termes, pour couvrir les besoins de la croissance démographique qui dépassera, à cette échéance, selon les projections du PDAU, les 53.000 âmes.

De par sa position stratégique, proche de la capitale, et sa situation sur la plaine fertile de la Mitidja, la commune d'Ouled Moussa, d'une surface de près de 30 km², est réputée pour sa vocation foncièrement agricole. Elle compte actuellement 48.000 âmes, selon le dernier recensement de la population.

De nouvelles zones d'habitation en perspective

Des travaux sont en cours à Bumerdes en vue de la création de zones d'habitation urbaine nouvelles (ZHUN) destinées à accueillir plus de 25.000 logements au titre du Plan directeur d'aménagement urbain de la wilaya (PDAU), a indiqué lundi le wali. «Ces ZHUN sont programmées à Boudouaou, Khemis El Khechna, Naciria, Bordj Menail, Afir et Issers», a précisé le premier responsable de la wilaya lors de la session ordinaire de l'APW, dont les travaux se poursuivront jusqu'à demain mardi. M. Kamel Abbès a insisté, à cet égard, sur l'impératif du parachèvement de la réalisation des PDAU de nombreuses communes de la wilaya souffrant d'un déficit en foncier, contrainte majeure sur laquelle butte la concrétisation de nouveaux projets d'habitat en leur sein». Le wali a annoncé, dans le même sillage, la mise en œuvre des mesures administratives nécessaires pour la réalisa-

tion d'une zone d'activité dédiée aux métiers de la mer et de la pêche, qui s'étendra sur une surface de 20 ha dans la commune côtière de Zemmouri. Lors de cette session de l'APW, le chef de l'exécutif a également fait part de l'ouverture attendue à Bumerdes d'un guichet unique de l'Agence de promotion de l'investissement. Par ailleurs, la wilaya s'est lancée récemment dans la numérisation des registres de l'état civil. Elle connaît aussi, selon M. Abbès, «une avancée notable» dans l'émission des passeports biométriques, qui devrait s'étendre à l'ensemble des daïras de la wilaya avant la fin de cette année 2012.

Le wali a également signalé la poursuite des travaux en vue du parachèvement du raccordement des différentes régions de la wilaya au réseau de la fibre optique, sachant que la commune de Timezrit est la dernière à avoir bénéficié de cette technologie.

ALGER

Contrôle dans le métro

Le contrôle des titres de transport dans le métro d'Alger par les agents de contrôle et de sécurisation de la RATP El Djazair débutera vendredi, indique mardi la société en charge de l'exploitation du métro d'Alger. Le contrôle des titres de transport se fera par les agents de la RATP El Djazair, qui sont présents actuellement au niveau des lignes de contrôle et sur les quais, se déplaceront en outre par équipes de 4 ou 5 personnes dans l'enceinte du métro (quais et rames) et procéderont à la vérification des tickets individuels, indique la même source.

Cette opération fait partie des missions de l'opérateur RATP El

Djazair et s'inscrit dans le cadre de la lutte anti-fraude dans l'enceinte du métro, ajoute-on. Une campagne de sensibilisation à cette procédure réglementaire initiée par le personnel de l'opérateur a d'ores et déjà débuté depuis plusieurs jours auprès des voyageurs, précise t-on. Inaugurée le 31 octobre dernier par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, la première ligne du métro d'Alger dont le coût de réalisation est de 100 milliards de DA, dessert dix stations implantées dans les communes de Bachdjarah, El Magharia, Hussein Dey, Sidi M'hamed et Alger-Centre sur une longueur de 9,5 km.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 jomada el oula 1433

El Fedjr 04h59	Dohr 12h51	Assar 16h27	Maghreb 19h17	Icha 20h38
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



SKIKDA

116 projets en souffrance

Pas moins de 116 projets d'investissement tardent à se concrétiser dans la wilaya de Skikda faute de disponibilité d'assiettes foncières, ont indiqué les services de la wilaya. Ces projets susceptibles d'engendrer quelque 8.500 emplois directs nécessitent une surface totale de 362 ha, a précisé la même source, faisant état de «démarches auprès des autorités centrales pour intégrer aux domaines publics, 162 ha situés dans les communes de Skikda et de Hammadi Krouma.

La même source a affirmé que la proposition d'aménagement de deux nouvelles zones industrielles de 230 ha à Hadjar Essoud (com-

mune de Bekkouche Lakhdar) et à El Madjen (commune d'El Hadaiek), vient de recevoir l'aval du gouvernement.

Des zones dont les études seront prochainement entamées par l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation du foncier industriel (ANIREF).

Chapeauté par l'Agence nationale de développement de la PME, un programme sera engagé en 2012, pour la mise à niveau des PME, actives dans la wilaya, ont encore indiqué les services de la wilaya, annonçant la prochaine création d'une structure ayant pour mission «l'accompagnement des porteurs de projets».

La même source a également

indiqué que la Commission d'aide à la localisation et la promotion des investissements et de régulation du foncier (CALPIREF) a avalisé 13 projets devant créer 2.173 emplois avec un investissement global de 17 milliards de DA. Le plus important de ces projets mobilise 8 milliards de DA et porte sur la création d'une usine de sidérurgie dans la zone d'activités de Azaba, a-t-on précisé. La wilaya de Skikda où un guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) vient d'être ouvert, comptait à fin 2011, un total de 8.455 PME (28.130 emplois) soit 7,47% de plus qu'en 2010.

MILA

Un enfant tué dans un accident

B. Boussellah

Un accident d'une rare violence, a eu lieu, mardi dernier à 19h50, à proximité de la ferme Mourad Youcef, située sur la RN5, faisant un mort et un blessé grave, apprend-on auprès de l'unité centrale de la Protection civile de Mila. En effet, l'accident s'est produit sur une chaussée glissante lorsqu'un véhicule de marque Peugeot 106 a dérapé sur le bas-côté de la chaussée.

Sous le choc, les agents de la Protection civile de Chelghoum Laïd ont retiré, sans vie, le corps du C.H.A. âgé de 4 ans tandis que le père conducteur a été évacué vers l'hôpital de Chelghoum Laïd pour situer avec exactitude les causes et les circonstances exactes de l'accident.

BATNA

Les cosmétiques «bio» font recette

Les produits cosmétiques «bio», utilisés par les femmes de Tindouf ont suscité un intérêt tout particulier chez les visiteuses de la semaine culturelle de cette wilaya, clôturée dimanche à la maison de la Culture Mohamed Laid Al Khalifa de Batna. D'origine exclusivement naturelle, ces produits de beauté confèrent à la femme de cette partie saharienne du pays un «éclat singulier», affirme Mme Hadda B., particulièrement saisie par le pouvoir charmeur des fards tindoufis.

Le secret réside, explique Aïcha Tiah, membre de l'association de promotion de la femme du Sud, dans la préparation basée sur des recettes recourant à des intrants purement végétaux. «Ennila» (plante de couleur bleue) est un composant essentiel que les femmes appliquent aux lèvres qui deviennent bleues virant vers le noir. Les traits des yeux sont sublimés par le k'hol. Celui-ci est préparé à Tindouf, affirme Aïcha, par les femmes elles-mêmes. Pour ce faire, le k'hol brut est enveloppé dans de la graisse de bouc avant d'être cuit à la vapeur puis laissé pendant sept jours pour devenir malléable et prêt à être utilisé avec un «me-

rouad», un fin bâtonnet de cuivre bien arrondi et lisse à l'extrémité (ailleurs il est en bois), explique-t-elle. Le henné, autre attribut non moins précieux, est préparé avec du jus de citron auquel il est ajouté plusieurs plantes de la région de Tindouf. C'est également un élément essentiel dans la mise en valeur du charme féminin, assure Aïcha qui signale que le jour d'application du henné est un jour sans tâches domestiques car pour sécher et prendre sa couleur rouge noirâtre, il ne faut pas moins de 5 heures durant lesquelles les mains et les pieds doivent rester soigneusement enveloppés. La préparation des parfums est aussi une tâche de femmes qui utilisent plusieurs plantes dont Essenbel, Tiklit, Esserghine et le musc. Les substances aromatiques ainsi obtenues font partie, avec le thé, du cérémonial d'accueil des hôtes qui sont aspergés de parfum en signe d'hospitalité. El Melhfa, tunique de femme souvent de couleur noire, est l'habillement le plus typique de la femme de Tindouf qui ne se sépare point de ses bijoux en argent qu'elle exhibe fièrement, notamment lors des occasions de fête.

La restructuration de l'université en vue

Un projet relatif à la restructuration de l'université de Batna, en deux structures distinctes, est actuellement à l'étude, a déclaré mardi, le recteur de cette institution, en marge de la 1^{ère} session ordinaire du conseil d'administration de l'université. «Le projet qui n'est pas encore tout à fait prêt est actuellement étudié par le Conseil scientifique de l'université avant d'être soumis au Conseil d'administration», a affirmé à l'APS le Dr. Moussa Zireg. L'université de Batna a connu une évolution considérable au cours des dernières années sur le plan des effectifs (près de 60.000 étudiants aujourd'hui) et sur le plan infrastructurel avec la réception, en 2012, du pôle universitaire de Fesdis (22.000 places pédagogiques) et d'une annexe de 2.000 places à Barika. M. Noureddine Kharaïfia, conseiller au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, président du conseil d'administration de cette institution, a souligné de son côté, que l'université de Batna compte parmi les «plus prestigieuses universités du pays du point de vue des spécialités, de l'encadrement pédagogique et du

dynamisme avec l'organisation d'activités scientifiques nationales et internationales et la conclusion de plusieurs conventions». Cette université, a-t-il ajouté, est «leader en matière d'adaptation à la conjoncture actuelle» et «d'accompagnement des étudiants diplômés avec la contribution de l'environnement socio-économique». Il a également souligné que la maison de l'entrepreneuriat, ouverte cette année dans cette université, et qui est la deuxième du genre dans le pays, s'inscrit en droite ligne de la mise en oeuvre des réformes de l'université avec le cursus LMD (licence-master-doctorat) qui oriente les étudiants vers la création de petites entreprises. M. Kharaïfia a souhaité voir cette maison de l'entrepreneuriat disposer d'une cellule de communication dont la mission sera axée sur la favorisation de contacts entre les étudiants porteurs de projets et les entreprises. La session du conseil d'administration, tenue au siège de la maison de l'entrepreneuriat a donné lieu à la présentation des bilans 2011 et des projets 2012, dont l'ouverture de 12 nouvelles licences et 13 masters.

EL-TARF

Un nouveau parc de loisirs

Un parc périurbain, réalisé par la direction de l'Environnement de la wilaya d'El Tarf, sur la RN 82, à proximité du chef-lieu de wilaya, sera réceptionné «très prochainement», a-t-on appris auprès de son promoteur.

Doté d'une enveloppe évaluée à 200 millions de dinars, les travaux de ce parc, propice à la détente et aux loisirs, première réalisation du genre dans cette wilaya, sont aujourd'hui achevés à 90%. Réalisé sur l'ancien site de la décharge sauvage de Matroha,

TÉBESSA

Rattraper le retard

Au total, ce sont quelque 309 sites urbains, proposés par les APC, qui subiront divers travaux d'aménagement ou d'amélioration urbaine, parmi lesquels 54 sites urbains situés au chef-lieu de la wilaya. Sur les 309 sites, retenus, au titre du programme 2011, 90 ont vu leurs études achevées, et 51 autres en cours de réalisation, avec un taux moyen d'avancement des travaux de 20%. Ces travaux d'aménagement concerneront aussi bien, le réseau d'assainissement, l'AEP que la voirie, l'éclairage public et les espaces verts ; tout cela au profit de quelque 60% de la population totale de la wilaya. Pour

ces opérations qui entrent dans le cadre de l'amélioration des conditions d'habitat de plusieurs quartiers des communes de la wilaya de Tébéssa, seront accordées une enveloppe financière globale de 900 millions de dinars, a-t-on indiqué à la direction de l'Urbanisme et de la Construction. D'autre part, 28 axes routiers à l'intérieur du tissu urbain de la ville de Tébéssa, soit 30 km linéaires, se verront retapés, dans 2 opérations distinctes de revêtement en béton bitumeux ainsi que la réalisation de canaux d'évacuation des eaux pluviales. Là également 700, millions de dinars y seront alloués, selon la même source. **A. C.**

Les artistes peintres s'organisent

L'union nationale des arts culturels a procédé dernièrement au renouvellement de son bureau de Tébéssa. Ainsi, M. Lamine Mizab a été installé à la tête de l'antenne locale de l'UNAC. Cette dernière s'attèle aux préparatifs du prochain salon national des Arts plastiques, dans sa 6^{em} édition, prévu le mois de mai. Par ailleurs, le responsable du bureau s'est fixé comme premier objectif, la fédération de tous les artistes peintres de la

wilaya, tout en ayant en ligne de mire, la relance de cette activité culturelle sur de nouvelles bases, par l'élimination des obstacles qui ont conduit à la marginalisation de certains artistes notamment parmi les jeunes, a-t-il précisé. Pour ce faire l'UNAC compte organiser une manifestation des arts picturaux, entièrement consacrée aux artistes peintres de Tébéssa, en signe d'encouragement.

Ali Chabana

ANNABA

72 millions de dinars pour les marchés de proximité

Un budget de 72 millions de dinars sera consacré à la réalisation d'un «ensemble de marchés de proximité», dans la wilaya de Annaba, a-t-on appris mardi, lors des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Financée dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD) pour l'année 2012, cette opération vise à «organiser, renforcer et élargir le réseau des activités commerciales» en vue de «fixer définitivement les marchands ambulants et d'éradiquer la proliféra-

tion de commerçants informels, dans les grandes agglomérations», a-t-on noté. Il est attendu, pour ce faire, la réalisation de 10 marchés de proximité dans les communes d'Annaba, El Hadjar, El Bouni, Berrahal, Seraïdi et Che-taïbi, selon le directeur du Commerce et des Prix (DCP), qui a ajouté par ailleurs, qu'un programme de réhabilitation des souks, à travers ces communes, prévoit l'aménagement d'anciens espaces commerciaux au profit des marchands informels.

Une quinzaine de sites ont été

identifiés dans la seule ville d'Annaba pour accueillir des marchés de proximité qui seront «destinés aux marchands informels occupant actuellement les trottoirs de certaines rues de la ville pour vendre divers produits et marchandises», a indiqué ce responsable. Le secteur du Commerce gère dans cette wilaya l'exécution d'un programme d'aménagement et de réhabilitation de cinq marchés couverts, à Annaba et à El Bouni, pour une enveloppe de plus de 40 millions de dinars, a-t-on recueilli lors de cette session de l'APW.

Le vieux bâti fait peau neuve

Les travaux de la «première tranche» du programme de restauration du vieux bâti seront lancés «très prochainement» dans la wilaya d'Annaba, a-t-on appris auprès de Direction de l'Urbanisme et de la construction (DUC).

Cette opération pour laquelle une enveloppe financière d'un milliard de dinars a été retenue, concernera les quartiers de La Colonne et des environs du Cours

de la Révolution, a précisé la même source, révélant, dans ce cadre, que les cahiers de charges relatifs à cette opération, sont «en cours d'élaboration». Les travaux de restauration du vieux bâti engloberont les espaces communs et l'étanchéité des immeubles, leurs façades ainsi que les balcons, a-t-on indiqué à la DUC. La wilaya d'Annaba compte plus de 24.000 unités de vieux bâti dont 2.728 habitations vétustes situées

dans la vieille ville, ex-Place d'Armes, selon la même source.

Pas moins de 83 habitations vétustes implantées dans la vieille ville d'Annaba sont menacées d'effondrement, selon des expertises effectuées par les services de contrôle technique.

Une enveloppe de 10 milliards de dinars a été mise en place par l'Etat pour la restauration du vieux bâti à Alger, Oran, Annaba et Constantine, rappelle-t-on.

Feu vert pour un pont parallèle à celui de Sidi Rached



A. Mallem

Comme il fallait s'y attendre, de nombreux élus ainsi que des citoyens de la ville des ponts ont saisi l'opportunité de la tenue de la première session de l'année de l'Assemblée populaire de wilaya, qui vient de se tenir du 1er au 3 avril derniers, pour remettre sur le tapis les questions relatives aux grands projets lancés dans le périmètre urbain, entre autres celui concernant l'élimination de la trémie de la mosquée Emir Abdelkader et le problème du confortement du pont Sidi Rached.

Sur cette dernière question, les représentants de la direction de wilaya des Travaux publics sont intervenus pour donner des explications sur l'état d'avancement des projets en cours, en annonçant notamment la remise à l'ordre du jour du projet de création d'un pont parallèle à celui de Sidi Rached. Signalons que cette idée a été déjà évoquée par l'ancien directeur des Travaux publics, lors de la fermeture du pont de Sidi Rached pour subir les premiers travaux de confortement lancés, rappelons-le, au mois d'août 2011.

Selon les responsables actuels, le projet du nouveau pont vient d'avoir l'aval du ministère de tutelle et se pose comme palliatif en prévision d'une seconde fermeture du pont de Sidi Rached pour y mener la troisième étape des travaux de confortement, précisant que la pro-

chaine fermeture pourrait durer, cette fois, de 5 à six mois.

Selon l'exposé présenté par les responsables du secteur des travaux publics, le lancement du chantier de réalisation du second pont interviendra aussitôt que l'étude technique et le dégagement de l'enveloppe financière du projet soient dégagés.

Sur un autre plan, c'est le wali en personne qui est intervenu pour répondre aux critiques lancées contre l'opération de remblayage de la trémie de la mosquée Emir Abdelkader dont la réalisation avait coûté 25 milliards de centimes. A ce propos, le chef de l'exécutif a répondu à ceux qui ont estimé que cette mesure constituait une dilapidation des deniers de l'Etat, qu'il fallait trouver une solution pour créer un passage à la ligne du tramway et celle-ci a été retenue parmi les plus rentables en rétorquant que si cette mesure n'avait pas été prise, c'est 50 milliards de centimes supplémentaires qu'auraient perdus la wilaya en retenant le projet de creusement du tracé du tramway à cet endroit précis et sensible qui, d'une part, aurait menacé dangereusement les assises de tout le complexe de la mosquée et, d'autre part, aurait allongé le délai de réalisation du projet de tramway de 18 mois supplémentaires. Il a ajouté, pour terminer sur ce dossier, que les essais du tramway constantinois se dérouleront comme prévu avant la fin de l'année en cours.

Un deuxième parc d'attractions pour la wilaya

Les travaux d'aménagement d'un second parc d'attractions et de loisirs seront «prochainement» lancés à Constantine, ont annoncé mardi les services de la wilaya.

Cette infrastructure, qui s'ajoutera au parc de Djebel Ouahch, dont l'ouverture est prévue pour le 5 juillet prochain, sera réalisée au lieu-dit «La Pinède», un espace récréatif situé dans la commune d'El-Khroub (sud de Constantine) et laissé à l'abandon pendant plus d'une décennie, a-t-on

précisé de même source. Le nouveau parc sera doté d'aires de jeux pour les tout-petits et de terrains de sport, ainsi que d'un parc animalier où seront introduites des espèces animales pouvant s'adapter au climat de la région, a-t-on ajouté.

M. Abdelouahab Djenna, cadre à la direction de l'Environnement, structure chargée de la concrétisation de ce projet, a ajouté qu'il y est également prévu la réalisation de chemins d'accès, de lieux de restaura-

Cinq morts et 74 blessés sur les routes en un mois

La Sûreté de wilaya de Constantine a indiqué dans un communiqué, qui nous a été adressé hier, que ses services ont enregistré durant le mois de mars dernier 62 accidents de la route qui ont provoqué la mort de 05 personnes et des blessures à 74 autres. Il est précisé que 44 de ces accidents ont pour origine la faute humaine. Le reste concerne diverses infractions au code de la route, des transports non autorisés de passagers ou de marchandises, le non-respect de la priorité, défaut d'arrêt devant les plaques «stop». Le même document signale le retrait de 270 permis de conduire pour une période de 03 mois et 167 pour six mois, soit pour des infractions diverses au code de la route, ou de défaut de contrôle technique des véhicules.

Orage et chute de grêlons

Un orage d'une rare violence s'est abattu sur Constantine, durant toute la nuit du mardi au mercredi derniers. Et comme il fallait s'y attendre, la plupart des avaloirs et égouts ont été instantanément bouchés par des objets hétéroclites charriés par les eaux de pluie. Tard dans la nuit, aux environs de minuit, beaucoup de gens ont été réveillés par le bruit assourdissant de la grêle qui s'est soudainement abattue. Selon des témoins oculaires, c'était des grêlons gros comme des œufs de pigeon qui sont tombés sur la ville. D'ailleurs hier matin, des tas de grêle étaient encore visibles, entassés sur la chaussée et les trottoirs de plusieurs quartiers. Et des riverains dégageaient les lieux à l'aide de pelles et de balais, remarquant, encore une fois, l'absence des services de la voirie, invisibles sur le terrain, pour tenter de dégager les rues encombrées.

Rencontre des commissions électorales

La cour de Constantine abrite aujourd'hui jeudi une rencontre des membres des commissions électorales communales et celle de wilaya. L'objet de cette rencontre porte sur la définition des rôles des dites commissions à l'occasion des élections législatives qui auront lieu le 10 mai prochain. Cette rencontre débutera à 09 heures 30 au siège de ladite cour.

Meeting du FNL

Selon un communiqué adressé hier à la presse, le parti du Front national de la liberté (FNL) organise, le sept avril, un meeting populaire. Selon le document, cette rencontre, qui aura lieu à partir de 14 heures au centre culturel Abdelhamid Benbadis, sera animée par son président, M. Mohamed Zerrouki.

A. C.

Oued Hamimime L'angoisse des habitants de la cité du 1er Novembre

A. Mallem

Vivant une situation des plus contraignantes en raison de l'absence de l'éclairage public dans leur quartier, les habitants de la cité du 1er Novembre de Oued Hamimime, «au nombre de 480», disent-ils, sont «contraints de s'enfermer à double tour et de rester vigilants durant la nuit pour ne pas risquer d'être agressés ou subir des vols. Nous sommes aussi contraints à l'enfermement dès la tombée de la nuit en évitant de sortir en cas de besoin car nous serions, à coup sûr, attaqués par les meutes de chiens errants qui prennent possession des rues de la cité», nous ont signalé hier un groupe d'habitants. «Il fait très sombre chez nous», a expliqué M. Amirèche Rabah, un père de famille qui assure avoir installé des lampes sur tout le pourtour de sa demeure et celles-ci restent allumées toute la nuit pour éloigner, espère-t-il, les voleurs et les chiens. Un riverain a ajouté que cette situation fait peser une chape d'angoisse sur les habitants qui songent à déclencher

des actions pour attirer l'attention des autorités sur leur situation. «Nous allons aussi organiser une marche pour demander l'installation de l'éclairage public», ont déclaré les membres du groupe qui nous ont interpellés afin de porter leurs doléances à qui de droit.

Mais la gestion de la cité du 1er Novembre de Oued Hamimime dépend administrativement du secteur urbain d'El-Gammas et les responsables de la direction de l'Electricité et du Gaz d'Ali Mendjeli, par la voie de la chargée de la communication, Mme Bouhouche, que nous avons interrogée hier, nous ont appris que leurs services interviennent uniquement dans le domaine de la maintenance et l'installation de l'éclairage est à la charge de l'APC.

Cherchant à avoir une information officielle sur la prise en charge des doléances de ces habitants, nous avons tenté à plusieurs reprises hier, d'entrer en contact avec le chef du secteur urbain d'El-Gammas, mais sans succès, la ligne répondait constamment occupée.

Droge et toxicomanie Sensibilisation dans les établissements scolaires et les mosquées

A. El Abci

Un travail de proximité, visant la sensibilisation et la mobilisation contre le fléau de la drogue et de la toxicomanie, est actuellement mené par une équipe de médecins, psychologues et sociologues au niveau de 20 lycées et collèges ainsi que de 13 mosquées de la wilaya de Constantine.

Selon le président de la Fédération nationale de la lutte contre la drogue et la toxicomanie (FNLDT), Abdallah Benarab, ce travail de proximité est mené en vertu d'une convention et autorisation obtenues des deux directions de wilaya de l'Education, d'une part, et des Affaires religieuses.

Concernant les mosquées, l'opération se fait entre les prières du maghreb et de l'icha et à l'aide de data-show, de photos et de films de courts-métrages. Les lycées, les collèges comme les mosquées programmés, se situent en général dans les quartiers populaires, à l'instar de la mosquée Larbi Tebessi de Boudraa Salah et de l'Imam Ali de Bentellis.

Et notre interlocuteur d'indiquer que les séances de sensibilisation sont bien sûr précédées par une programmation établie auparavant entre l'imam de la mosquée concernée et le coordinateur de la fédération. Le jour J, dira-t-il, l'équipe formée d'un médecin et d'un psychologue ou d'un sociologue, vient avec son ma-

tériel et prend le relais de l'imam qui aura abordé auparavant le sujet sur le plan de la religion en y ajoutant et développant les arguments scientifiques. «Ce que je peux dire de l'expérience des premières mosquées que nous avons visitées, c'est que les fidèles posent beaucoup de questions sur les méfaits de la drogue et nous avons constaté que manifestement la lutte contre la toxicomanie les mobilise. Nous avons perçu qu'ils sont conscients que la lutte contre la drogue et la toxicomanie ne peut se faire sans eux ou qu'elle sera plus efficace encore avec eux», dira notre interlocuteur. Pour ce qui concerne la campagne au niveau des lycées, elle se déroule à l'aide des mêmes moyens et supports audiovisuels, mais avec en plus un petit questionnaire remis aux élèves, en vue d'établir des statistiques à la fin de la campagne de l'échantillon des 20 lycées retenus. Ainsi il est demandé aux élèves, est-ce que vous fumez ? Est-ce que vos parents fument ? Jusqu'à, il s'agit de tabac, bien sûr. Est-ce que vous avez essayé le cannabis ? Est-ce que vous connaissez des voisins qui sont toxicomanes ? etc. Selon notre vis-à-vis, la relation entre le tabac et le cannabis est pertinente. En effet, dira-t-il, la lutte contre le cannabis ne pourra se faire sans une lutte contre le tabac, tant il est vrai que le tabac véhicule le cannabis en les associant dans un joint.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

13 jourmada el oula 1433

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h46	12h37	16h13	19h03	20h23



APARTEMENTS

■Particulier loue bel Appart Gd Stand. F4. Gde cuisine, SDB, Climatisé. Ttes comm. Sis au 1er étg. dernière Gde Poste centre-ville ORAN. Prix après visite - Contacter Mr Senouci au 0554.02.59.82

■Echange F4 à Hai Akid Loffi, 3ème étage, contre Maison de Maître ou petite villa plus complément à ORAN - Tél.: 0661.68.75.19 / 0661.57.92.36

■A vendre F3 - RDC - Bien situé - Parking et jardin - Cité Grande Terre - Tél.: 0663.19.62.82

■Vends à Bousfer-plate 05 Apparts vue sur mer : 02 F2 et 03 F3 en pleine activité + garage. Prix après visite SVP. Curieux et intermédiaire s'abstenir - 0699.15.18.87

■Vds Appart F3 C.SB. Seddikia. 80 m². 3ème étage. Acté + livret foncier. Libre de suite. Refait à neuf. Pas de vis-à-vis - 0770.30.52.44 + 0550.35.97.91 - Bâtiment Vert. Prix offert 910 M

■A vendre F3, 4ème étage à Hai Khemisti, cité des enseignants, refait à neuf, 2 façades, très bien ensoléillé et bon voisinage - Tél.: 0778.83.34.16

■TLEMCEM : Vends Appart F4. RDC, Cité El-Wouroud Imama. Très bon voisinage, cité calme - Tél.: 0557.12.77.10

■ATEMOUCHENT - Vends F3. Acté. Bien aménagé, bon voisinage, cité 1000 Logts à côté de l'hôpital. Convient profession libérale ou habitation - Tél.: 0665.32.00.00

■Particulier loue un F3. 1er étage à Akid Loffi. Parking assuré jour et nuit - Tél.: 0698.58.38.37 - entre 10 h et 16 h sauf le week-end

■Loue F2 centre-ville ORAN Place des Victoires - équipé - 1er étage - Tél.: 0795.68.16.80

■Vends F5 à Akid Loffi. 6ème étage. Double façade - Acté - 0560.18.94.75

■Vends Appart F3. Acté. 3ème étage. 47 m² - 3 pièces, cuisine, balcon, WC. Double façade. Adresse : Bt la Rocade (anciens moudjahidine) à Es-Senia (Oran). Prix 480 U. Sans Promesse de vente. Prix négociable - Tél.: 0791.49.70.33

■Vends les Apparts Promot, à Bel Air - finis 100% - 0795.17.81.17 - 0550.46.18.22

■A vendre Appart F4 cité des Oliviers (ex-Sonatrach) Maraval. 3ème étage. Ensoléillé toute la journée. Pas de vis-à-vis. Bon voisinage. Prix offert 800 U - Tél.: 0698.280.128 - Intermediaires s'abstenir

■A vendre F4 - Acté - au 4ème étage Cité les Chevriers - ARZEW - Tél.: 0553.02.28.18 - A partir de 18 h

■Vends F3 à Boulanger face Central - 9ème étage - Vends F4 à Hay Yasmine face autoroute et APC 2ème - Tél.: 0771.98.88.35

■Loue une pièce, 3 m / 2 m, composée deux (02) lits et une télé - uniquement pour passer la nuit - genre dortoir - pour quelqu'un loin de son domicile ou visiteur. Pas de sanitaires - Célibataire - ORAN - 0553.89.40.76

■A louer appartement équipé. 70 m² - 3 pièces - Cité Hajer. Hai El Yasmine - 80.000 DA/Mois - N° Tél.: 0559.36.37.03

■Location Appart meublé : F3 C.SDB Bd des Chasseurs + F5 Av. Loubet + F5 Rue de la Remonte + F5 Bd Front de Mer + F5 Plaza + F5 Mobilairt + F5 Victoria + F5 Cité EPLF RDC les Amandiers - AG BENSADA, 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 - 041.29.26.02 - E-mail : cabinetbensaid@gmail.com

■Vends superbe F3 à ORAN-Ville. Superficie 90 m². Très ensoléillé - Tél. pour Visite : 0790.71.36.77

■Vends Logements promotionnels à ORAN-Ville de Type F4 de plus de 120 m² - Tél. pour Visite : 0790.71.36.77

■A vendre bel F3, bien situé, cité CREPS Ain El Turk (ORAN) - Tél.: 0794.49.41.28

■A louer des Apparts F3 équipés et sans équipement aux Castors à côté de mosquée Maghrawa - ORAN - Tél.: 0553.56.83.72 - Prix après visite

■Loue pour longue durée, Appart F6, 4ème étage, sans vis-à-vis, limite Cité Protin, 4 façades, aménagé en : 1 grande cuisine, 1 salle à manger, 3 grandes pièces, 1 grand salon. Prix fixe 3,5 U/mois - Tél.: 0776.22.55.19

■A vendre F3. RDC. Acté + Livret foncier. 3 façades. Maraval. Quartier calme, résidentiel - Convient : Profession libérale - Burx. ou habitation - Tél.: 0790.51.10.78

■Vends F2 refait à neuf. 7ème étage - ttes commodités. Acté. Situé au Bd Côt Benabdelrezzak en face RTA - Tél.: 0780.79.52.52

■Particulier loue bel F3, double façade, 1er étage à Hai El Yasmine, cité fermée et gardée, 1 année d'avance + 1 mois de cautionnement - Vends Moteur Yamaha 4 Ch. TBE - Tél.: 0560.17.01.68

■A vendre Appart F4 - 2ème étage. Acté avec Li-vret foncier. Sup. 74,60 m². Cité les Falaises. Gambetta - ORAN - 0790.79.83.81

■Vends appartement F4 - 80 m² - 4ème étage, à Akid Loffi. Prix 12 U. Pas de promesses de vente - Contactez le N° : 0771.16.56.19 ou 041.28.53.72

■Vends Appart F3 - 3ème étage - 70 m². Hai Zitoune à côté du 10ème Arrondissement. Périphérique agréable - Tél.: 041.46.22.01 - Mobile : 0553.07.50.28

■Loue F2 3e étage meublé avec ascenseur résidence Le Progrès en face hôpital pédiatrique (pédiatrie) Canastel - Prix : 40.000 DA/mois - Tél : 0797.47.65.53

■Cherche location à Saïda F1 ou studio, environs hôpital cité administrative, centre ville (pieds à terre). Loyer raisonnable - Avance 1 an - Tél : 0790.93.00.18

■A louer appart F3, Bel Air, 1er étage - Tél : 0774.09.60.07

■A louer bel appart F5 cité Es-Seddikia, 500 logts 1er étage, pour prof. Libérale (société, E). appeler : 0773.56.41.51 à partir de 18h. Prix après visite.

■USTO, Grand F3, 90 m², 2e étage, refait à neuf, USTO, 1500 logts - Tél : 0771.65.61.32

■A vendre F3, Seddikia 3ème étage - A vendre carcasse Mesreigne Zabana R+1. 290 m² - A vendre Maison de maître plate 340 m² Bouzejdj - A vendre étage de villa 250 m² F6 Maraval - A vendre F3 Plateau 1er étage - 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80

■Vends appartement F3 située à Hai El Yasmine 2. 4ème étage. Sa surface est de 74 m² 62 double façade dans une résidence sécurisé, porte fermée avec gardien à côté du 4ème Périphérique - prix après visite - Tél. 0559.01.71.33

■Vds joli F4 duplex de 104 m² bien aménagé au 3e et 4e sis à hai El Yasmine dans un imm. très calme et sécurité de 3 Et. Bien ensol., 2 faç. Disposant à l'entrée hall, sal. Avec clim, cuis avec séchoir, sanitaire, sdb, escalier en bois menant à l'étage qui est disposé de 3 ch, 3 balcons, eau H24, gaz, élect, cité fermée, aire de jeux pour enfants, bon vois. Quart. Calme, parking avec gardien de nuit RDV pour visite à partir de 16h - P.O: 950 M - P.D : 1100 M - Tél : 0557.98.03.22

■Cherche local F3, 25000 Max. C.V. d'Oran pour habitation - Tél : 0790.631.244

■Loue F3 1er étage, 2 façades, sup 86 m², Bd Millenium, Bir El-Djir - Tél : 0771.48.57.50

■Loue F4 bien meublé au RDC, Zitoune, ensoléillé, porte fermée, parking assuré, toutes commodités - Tél : 0796.98.07.64

■A vendre F4 acté, 1er étage, 2 façades, très bien ensoléillé et bon voisinage dans une résidence fermée avec jardin à Akid Loffi - Tél : 0792.88.47.31

■A vendre F3 RDC avec acte et livret foncier, parking H24, jardin à la cité Radieuse Maraval, convient pour habitation ou fonction Libérale. Prix après visite - Contacter : 0793.77.45.85

■Vends F5 acté, Ain El-Turck, 2ème étage, 4 chambres + salon + cuisine, un grand balcon, refait à neuf. Très bien situé - Tél : 0775.02.02.69

■Particulier vend F3. Acté définitivement. 1er étage, sis à ORAN (Hai Sabah). Refait à neuf, libre de suite. Convient pour Médecine – Avocat – Notaire - Prix négociable 710 U – Tél. 0662.36.64.03 / 0790.33.90.15

■Vente appartement à AÏN EL TURCK. Très bel endroit. F3. Acté. L.S.P. 4ème étage. Prix demandé 730 U – Tél. 0771.85.21.77 - Amine

■Je cherche Achat d'un appartement à Mobilart dans la Tour A (Ancienne) l'étage entre (18 et 30) T5 ou T6 – Tél. 0661.16.33.12

■Cherche Location F2 - F3 à Oran - de préférence dans les environs de Dar El Beïda et Grande Terre pour 1 prix raisonnable - Avance max. 6 mois - Veuillez me contacter au N° Mobile : 0556.918.022 - Mercï

■ARZEW-Ville. Vends F3. Acté. 74,25 m². 3ème étage. 3 façades. Bloc 08 locataires. Pas de vis-à-vis. Donne sur école primaire et une crèche. Bien refait. Bloc calme + concierge. ADSL. Climatiseur. Eau 24/24. Parking gardé. Prix après visite - Tél. 0771.71.94.91

■A vendre Appart 100 m². Refait à neuf. Sans vis-à-vis. 4 pièces. Akid Loffi – Tél. 0669.90.04.33

■Vends F3 équipé – Acté Cité Cdt Cherif Yahia (200 Logts) ES-SENIA (Avec clôture + Park, gardé) – Tél. 0771.00.48.14

■A vendre bel appartement F4 Akid Loffi. 6ème étage. Pas de vis-à-vis. Vue magnifique. Immeuble fermé – Ascenseur - Eau H/24 - Parking – Tél. 0778.33.61.84 – 0771.51.19.78

■AG. NOR. Gambetta. 43, Rue Bentayeb Mohamed - 0795.30.57.16 – Vend : F3. Acté. Avenue de Canastel. 1er étage (Promesse de vente possible) – F3 LSP 5ème étage O'Est. Ascenseur. Yasmine - 700 m². Acte. Sur plage privée corniche oranaise - 4 Ha. Acte. Agricole. Oggaz

■A louer grand F2 au centre-ville d'Oran pour activité libérale - Tél.: 0553.67.74.40

■Vds / Ech. F4 haut Stand. Acté. 100 m² + terrasse de luxe. 2ème en face Marchands de fleurs (les arcades) ensoléillé, pas de vis-à-vis, eau 24h/24h, clim., chauff. Convient Habit. ou Fonct. libérale. Contre petit terrain ou jardin de villa ou petite maison de maître. Etude toutes propositions - Tél.: 0770.96.84.89

■ORAN. Fernandville. Résidence Le Progrès : Vends Appart F4. 3ème étage - 0772.45.68.71

■Vente un appartement F3 de 70 m². 1er étage dans les proximités de lycée Lottfi. Refait à neuf. Prix après visite - Tél.: 0555.04.30.67 / 0774.72.64.09

■Loue pour Sté Nat. ou étrangère : F3, 2ème étage, entièrement équipé, parking surveillé - Hai Seddikia face Tribunal - Tél.: 0770.89.28.52

■A vendre F3. Plateau. Oran. 1er étage. Refait à neuf. Prix offert 625 U. Prix demandé 650 U - Intermédiaire s'abstenir - Contactez au : 0553.05.31.35 ou 0796.58.86.23 - Mercï

■Location F5 rue Khemisti Oran au-dessus banque BNA. 150 m². Convient bureau, comptoir de réception, salle d'attente / ou habitation - Tél.: 0555.38.05.54

■Location F3 meublé avec garage à Cap Falcon pour l'année ou saison estivale - Tél.: 0555.38.05.54

■Un particulier loue un appart F3 au 1^{er} étage, grand standing, quartier résidentiel et vue panoramique à Bel Air avec 1 an d'avance et 1 mois de cautionnement - Tél.: 0553.15.35.13 - S.V.P. prix après visite

■Appartement F4 à vendre à Akid Loffi. ORAN + villa à louer Cité des Châteaux. SIDI BEL ABBES - Tél.: 0771.61.42.40

■Investissements immobiliers à ALCANTE. Si vous êtes intéressés d'acheter un Appartement, une Maison ou un Local à Alicante, n'hésitez pas de nous contacter. Nous avons une longue expérience dans le marché et de très bonnes opportunités - 0034.630.875.639 ou 0559.014.510

■Vend bel F5 Cité Grande Terre, 2ème étage, rénové, très ensoléillé, 3 façades. Acté + Livret F. Prix demandé 1 Md 100 négociable. Libre de suite - Tél.: 0662.93.15.81

■A vendre appartement F2 + hall. 1er étage. Acté. Ville Nouvelle (Madina Jidda). Prix offert : 460 U - Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0773.20.11.60

■A louer pour Société ou à vendre à Alber 1er. ORAN. Bel appartement meublé : 3 Ch., grand salon, 2 grands balcons, 2 façades. Ensoléillé, (luxe, neuf), Cuisine italienne - Tél.: 0556.90.09.33

■Vends F2 au RDC. Douche. Cuisine. WC + petite cour au milieu d'un immeuble. Entrée individuelle. Acté - Gambetta - ORAN - Tél.: 0779.12.27.34

■Vends F3 haut standing à Akid Loffi, de 89 m² avec balcon de 11 m², dans immeuble propre et sécurisé. Prix après visite - Tél.: 0669.64.51.83

■Loue Appart F3. RDC - Cité Jean de La Fontaine - pour Cabinet médical - Contacter le : 0657.02.85.79

■Vds F3 7ème G. Terre - F2 2ème G. Terre - F4 2ème G. Terre - F5 2ème G. Terre - Villa en face Sheraton 380 m² R + 2 + jardin - Vds local + studio 58 m² Larbi Ben Mhidi - Lot terrain Gdely 1.280 m² - Ag. Immo. TAFSOUT. Dar El-Beïda - SORECORA - 0796.30.82.00 - 041.46.14.86 - 0661.31.94.06

■Loue F2 aménagé en F3. Cité Yaghmoracan, Oran, Bt 3 Bloc B. Ligne téléphonique. Refait à neuf. 2e étage. Prox. Gare routière, Tribunal Yaghmoracan, Hôpital militaire. Convient Prof. libérale. Avocat. Médecin, etc. - Tél.: 0661.20.38.08 ou 0772.54.31.80

■Part. vend grand F3 - 1er étage - refait à neuf, ttes commodités, Rue Med Khemisti Oran-centre - idéal pour Prof. Libérale - Prix après visite - Tél.: 0770.509.186

■Echange F2 centre-ville d'ORAN contre F2 plus grand ou F3 au centre-ville d'ORAN + complément - Tél.: 0777.13.26.89

■URGENT - Vends F3 - 7ème étage Cité Grande-Terre - Dar El Beïda - Prix fixe : 600 U - Tél.: 0793.07.76.97

■Vends Appart Akid Loffi type F4. Très ensoléillé. Vue imprenable. 9ème étage. Sans vis-à-vis, Immeuble propre avec Ascenseur - Tél.: 0550.56.34.87

■Loue à Cap Falcon (Ain-Ei-Turck - ORAN) : Apparts F2 et F3 avec ou sans meubles, ttes commodités, garage, terrasses avec vue sur mer - Possibilité location courte durée et réservation pour l'été - Tél.: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■Vends Appart F5 rond-point Wilaya d'Oran - Tél.: 0777.01.22.07

■Loue super F5 + F3 + F1 grand standing - meublés - climatisés - sécurisés. Vue sur mer - au mois ou à la semaine, dans villa de 2 étages. Entrée individuelle - Paradis-plate. Ain Turck - ORAN - Tél.: 0771.84.25.21

■A vendre à ORAN (Bel Air) Appart F2. SB / cuisine avec grande terrasse, rénové, au 1er étage + 1 local commercial bien situé de 40 m² avec souppente entrée indépendante. Prix offert 900 - U - Tél.: 0552.41.71.84

■Particulier met en location un F3 à Hai Seddikia. ORAN. Refait à neuf, au 2ème étage. Convient profession libérale ou habitation - Tél.: 0771.97.88.02 - 0771.51.16.31

VILLAS

■TLEMCEM (REMCHI) : Vends Maison R+1 - 150 m² avec Gd garage - Tél.: 0560.82.02.21

■Vends villa à St-Remy. Acté. Sup. 260 m². R+1. RDC : 2 garages + 1 cuisine avec salle à manger et une cour de 70 m² avec WC, sanitaires et 1 puits. 1er : SDB. WC. 4 Ch., 1 salon + hall - Possibilité d'extension piliers prêts. Toutes commodités. PO 2.6 Mds - P.D : 3,5 Mds - Tél. 0772.70.37.21

■A vendre villa 2 façades. 273 m². Avec Acte de vente + Livret foncier - au centre de la pièce détachée : Castors. 10 pièces. 3 locaux. Garage - Téléphonez l'après-midi : 14 H - 15 H : 0559.01.62.17

■A vendre : 1 carcasse en R+1. Acté. 2 façades dont 1 commerciale. Surf. 226 m². Bien situé au Millénium, près Nouvelle Daira Bir El Djir - Oran. Prix après visite - Port : 0771.42.49.38

■ORAN (QUED TLELAT) : Vds Maison coloniale sup. 1.350 m². Faç. 40 m. Doubles façades - Tél. 0667.09.03.43

■TLEMCEM : A vendre grande Maison de Maître. Sup. bâte 180 m² + cour et courrette de 117 m² sise à Hai Ezzitoune KIFFANE. Prix après visite - Tél. 0555.90.62.75

■A vendre : 1 carcasse en R+1. Acté. 2 façades dont 1 commerciale. Surf. 226 m². Bien situé au Millénium, près Nouvelle Daira Bir El Djir - Oran. Prix après visite - Port : 0771.42.49.38

■A vendre à Bousfer-village, belle villa 182 m². Acte. Finie 80%. Bâti sur 3 niveaux. Vue panoramique sur mer et paysage. Quartier calme. Possibilité échange à Oran - 0555.82.39.83 - 0551.47.47.28

■Vds villa située à ORAN Bir El Djir. Surface 240 m² composée de R + 2 étages. Double terrasse. 2 Gds garages, en face la mosquée Quadicia + Vds 90 Hec. Acte. Sur R. Nle Est - Ouest - Tél. 0795.17.81.17 - 0550.46.18.22

■ORAN - ES-SEDDIKIA - Vds - Ech. Villa R + 2 - 377 m² - 6 Gdes Pcs - 2 Gdes salles. 2 Cuis. 2 SDB. 1 Hamm. 2 halls. 3 Gds Balc. 7 Gds Plac. Cour. Gar. Jar. B. d'eau... etc. - 0552.32.23.14

■Vds : Villa 340 m². R+1. Fernandville. Villa commerciale en face Tribunal Senia. Villa R+2. 110 m² Bahi Amar - Loue : Villa meublée Canastel - 2 locaux luxe Akid - Local 400 m² Carteaux - Local 100 m² Froment Coste - 2 locaux R+1 (120 m² + 80 m²) Trait d'Union - AG " MON RÉVE " - 0771.91.66.82 - 0557.10.29.94 - ORANIMMO LIVE.FR

■A vendre villa R+1. Sup. 295 m². Quartier résidentiel. Toutes commodités et matériaux de luxe. 2 cours + 1 terrasse, garage 2 voitures, 6 Pcs, cuisine, 3 SDB, hammam, Cité CNEP face Plaza Senia - Curieux s'abstenir - Tél. 0556.97.52.95

■Vds villas : 200 m² R+2 cité Gde Terre + 180 m² R+2 Mahgoun + 150 m² R+2 Es-Senia-centre + 120 m² R+1 cité les Castors + 180 m² R+1 Cap Falcon + 200 m² R+2 + 2 locaux Bd commercial. AG. BENSADA, 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 - 041.29.26.02 - Email : cabinetbensaid@gmail.com

■Vends Cabanon sup. 65 m² composé : deux pièces, cuisine avec séjour, P/cour Cap Falcon (Pieds dans l'eau). Acté - Pour investir vends terrain sup. 295 m² façade 12,5 m Rue Mouloud Feraoun. Acté - Vends terrain agricole ou industriel sup. 1 hectare (10.000 m²) Hassi Bouinif. Acté - Agence Louini - 041.33.46.68 / 0772.22.86.92 - Site : www.louini-immobilier.com

■TLEMCEM IMMO. Vend villas : Les 400 Lgts (120 m² : 1.6 Md + 150 m² : 1.8 Md - 160 m² luxe : 2.2 Mds). Oujida : 290 m² : 2.3 Mds - Ain Karada 257 m² : 2.3 Mds - Bouhanak 120 m² : 1.4 Md - El Eubad 346 m² : 1,5 Md - Tél. 0552.30.21.19

■TLEMCEM : Vends Maison 126 m² à 20 Km de la plage d'AGLA - Honaine - Tél.: 0795.48.70.38

■ORAN. BOUSFER-PLAGE : Vds Cabanon R+1 - 200 m². 2ème Zone à 50 m de la plage, avec puits, jardin. Acté avec L. foncier - Tél.: 05.57.12.77.10

■MOSTAGANEM : Vends une Maison Vieux Bâti. Sup. 300 m². 3 façades. Endroit commercial. Prix après visite - Ne répond à aucun SMS - Tél.: 0790.45.87.24

■Vends villa à Hai Bouamama (Coca - Grava) sup. 120 m². R+1. Acté. Très ensoléillée. 100 m sur la route ORAN - Messerghine - 0770.88.93.37 - 0773.69.65.94

■A vendre nouvelle Résidence de 4 niveaux. 2 façades. Sup. 750 m². Endroit commercial sur le Gd Bd de Paradis-plate Ain Turck. Convient : crèche - hammam public - supermarché - cafétéria équipée - 0556.50.95.88

■TLEMCEM les Dahlias. Loue petit Immeuble R+3. RDC magasin luxe 90 m². 1er étage 90 m² espace ouvert. 2ème & 3ème étage F5 en duplex 170 m² tout confort. Location en totalité ou séparément - Contactez le 0661.221.079 - 0557.684.060

■MASCARA. Vends belle villa sup. 212 m². Bien située Zone 8. Composée d'1 salon + 3 pièces + grande cuisine + 2 salles de bain + garage + terrasse accessible - Contacter le 0557.423.662

■A vendre villa (Actée) à Maraval. Sup. 273,06 m². Double façade - Tél. 041.43.91.89

■Vends Maison de Maître 132 m². R.: garage, 1 Ch. + toilettes. 1er : 3 P. + salon, cuisine, douche et toilettes. 2ème : 3 Ch. + cuisine et hall - à Eckmühl. ORAN - Tél. 0661.20.21.39

■Vente : Villa 216 m². Actée. D eux (02) étages + rez-de-chaussée. Deux (2) garages + cour + bâche d'eau + 02 pièces + salon + hall + cuisine + salle de bain - EL MOHGOUNE face hôpital AR-ZEW - Contacter 0771.21.43.27

■A vendre villa R+1 - 390 m² - à Cité Protin et vends lot de terrain mitoyen de 400 m² - Contacter le 0553.81.16.50

■Particulier. A vendre villa 171 m². R+2. Actée à Canastel, de luxe. 05 chambres + 02 salons + grande cuisine + 01 séjour + 04 salles de bain + grand garage + jardin + terrasse + chauffage central + bâche d'eau. Intermédiaire et curieux s'abstenir. Prix après visite - Tél. 0551.48.52.99 - 0698.92.52.62

■BENI SAF : Vends 2 Pièces. Façade 7 m de longueur et 7 m de largeur. Superficie 49 m². Rue de la Palestine à B/Saf. Situé au Marché de légumes. Visite tous moments - Tél. 0774.93.91.12 - Acté

■A vendre une grande Maison style colonial. Superficie 600 m². Double façade, avec un grand jardin + garage, en plein centre d'Oran. Curieux s'abstenir S.V.P. - A contacter le : 0773.44.55.41

■A vendre Maison Maître 100 m². Faç. 3 m 50 genre de " L ". RDC : garage de voiture une après l'autre. 3 Pcs. Cuis. et WC. 1er étage : Gd salon, Gde pièce, SDB et Gd hall et toilettes. 2ème : une pièce, Cuis. et WC + Gde terrasse à Cité Petit face Mimosas - Tél. 0793.81.14.21 - Visite entre midi et 16 heures

■Vends villa R+1 - 213 m² à EL MAHGOUN, 5 Km d'ARZEW. RDC : 1 G. salon, 1 Ch. cuisine, cour, buanderie, local comm., garage. 1err étg. : 3 Ch., salon, hall, SDB, courrette. Terrasse accessible 110 m². Toutes commodités. Intermédiaire s'abstenir - Tél. 0699.82.88.79

■A vendre belle villa. Superficie 240 m². Double façade. R+2 avec terrasse et 2 garages + petit jardin. 8 pièces, 2 SDB, 2 Cuis. Nouvelle construction finie à 97% - située au Rond-point Canastel 4ème Périphérique Bir El Djir - ORAN - Tél.: 0668.52.74.00

■Jeune Fille, 23 ans, licenciée en science de gestion, option : comptabilité, cherche un Travail stable - Tél.: 0776.14.71.03

■Crèche à MARAVAL cherche Educatrice diplômée habitant les environs et aimant les enfants - Tél.: 0773.03.14.19

■URGENT - Cherche Assistante pour Cabinet dentaire même débutante. Âge minimum : 25 ans et plus. Niveau scolaire : Terminale et plus minimum - Tél.: 0792.18.76.86

■Restauration Double Red Belgaïd recherche employés qualifiés - 2 Pizzaiolos - 2 Plaquistes - 2 Kababistes - 6 Serveurs (ses) - Envoyer C.V. par Email : reda131@hotmail.com et appeler au 0552.83.31.91 - 0770.91.17.60

■Cherche Vendeur Pièces détachées. Lieu de travail à Ain Turck - Contacter: 0771.85.21.77 - Amine

■Privé cherche Vendeurs dans le domaine Agroalimentaire ayant expérience 3 ans et plus - Habitant à Oran - Témouchent ou environs - Veuillez nous contacter au 0551.26.40.83

■Institut de Beauté (Centre-ville) cherche: Coiffeuses - Esthéticienne qualifiée - Tél.: 0777.89.80.90

■Société privée à Oran recherche Secrétaire Assistante : maîtrise parfaite de l'anglais et le français, de l'outil informatique, avec expérience minimum de 3 ans souhaitée dans l'importation - Envoyez CV avec Photo : as.recrute@gmail.com

■MESUCA SPORT Centre-ville recherche Vendeurs et Vendeuses qualifiées, dynamiques, motivées et maîtrises de l'outil informatique - Envoyer CV avec Photo : mesucasport.recrute@gmail.com

■Institut de beauté, coiffure, manucure Auréghie cherche : Coiffeuse et Esthéticienne qualifiée, sérieuse pour future proposition de travail - Tél.: 054.91.39.673 - de 9 H 00 à 18 H 00

■Oran - Cherche un Menuisier Aluminium qualifié plus expérience - Tél.: 0770.10.65.38

■Salon de coiffure situé à Canastel cherche 1 coiffeuse qualifiée + 1 apprentie - 0781.20.90.04

■Cherche Employé pour Khouzb Souri (Aâgène) polyvalent de préférence hors wilaya - 0771.85.21.77 - Amine

■ORAN. Superette à Akid Lotfi recrute : Caissier - Caissière - Agent polyvalent - Envoyez CV à : Superettecrute@yahoo.fr

■Pharmacie à Bir El Djir cherche Vendeuse expérimentée - Tél.: 0549.41.66.51 - 0555.11.44.91

■Centre d'appel à Oran recrute des Téléopérateurs - Téléopératrices. Maîtrisant parfaitement le français - Veuillez envoyer votre CV à : Clapassurance@gmail.com - Tél.: 0553.66.05.84

■Unité de transformation de papier recrute : Opérateur sur refenduse. Technicien en maintenance industrielle et Conducteur Flexo. Lieu de travail Oran - adhepap@yahoo.fr ou Tél.: 0554.68.41.78

■Unité de transformation de papier recrute : Graphiste de niveau beaux-arts, connaissant en Photoshop, Illustrator - Comptable avec bonne connaissance en informatique et Conducteur sur Offset. Lieu de travail Oran - adhepap@yahoo.fr ou Tél.: 0554.68.41.78

■Clinique Le Caducée Bir El Djir Oran Algérie recrute de suite : Un Néphrologue - Poste stable. Ambiance et cadre de travail confraternelles. Rémunération motivante - Possibilité de logement - Etude toutes propositions - Mobile : 00.213.55.59.80.575

■Biscuiterie cherche Revendeur d'un produit très demandé sur le marché - Tél.: 0772.99.52.01 - 0550.61.83.02

■Entreprise de travaux de tournage et de rectification recrute : 01 Tourneur. 01 FraisEUR. 01 Aléseur. 01 Rectifieur - 05 ans d'expérience minimum pour les 3 postes - Envoyer CV sur E-mail : tour.rectif.recrute@gmail.com Ou téléphoner : 0554.68.25.91

■Recrutons Auxiliaire (Technicien) Anesthésiste, milieux à ORAN - 041.34.22.95 Fax

■TLEMCEM. Centre d'appel recrute 30 Téléopérateurs (trices) parlant français. Formation assurée. Offrons fixe + primes vrai plan carrière et plus avantages sociaux, primes de transport panier, 13^{èmes} mois - Tél.: 040.907.486 - 040.907.461

■Société agro-alimentaire située à Hassi Ameur, recrute une Assistante de direction, niveau universitaire, ambitieuse, très bonne présentation requise et âgée de 30 ans et plus - Envoyez CV à : sarfoodsari@yahoo.fr

TERRAINS

■Vends : Lot terrain 518 m². 2 façades. Promotion. Cap Falcon, Ain Turck - 2 Lots terrain Belgaïd Hamia 200 m² + 219 m² - Ag. Imm. L'ETOILE, Maraval - Rendez vous : 0770.30.52.44 - 0550.35.97.91 - Tél.: 0775.89.97.30

■A vendre 2 lots de terrain à Gdyl. Le 1er 200 m². Le 2ème 300 m². Actés + 1 Ranch 815 m² avec villa au milieu de 215 m². Acté à Gdyl - Tél.: 0775.89.97.30

■Propriétaire de terrains situés en Zone Urbaine d'Oran. Si vous êtes intéressés par le Logement promotionnel nous vous offrons l'opportunité de le faire dans le cadre d'un Partenariat avec des Promoteurs expérimentés - Contactez-nous au 0790.71.36.77

■Vends lots terrains construits 3 locaux R.C. 135 m². 2 façades à Rocher - Tél.: 0771.98.88.35

■Vds terrains Indust. et Promotionnels : 6 500 m² DF Zone Hassi Ameur + 20 000 m² Sid El Bachir + 3 700 m² DF Protin + 5 000 m² Ecmühl + 1 000 m² + 1 360 m² les Falaises Canastel - AG. BENSALD - 04 Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 / 041.29.26.02 / 0778.31.56.72 / Email : cabinetbensald@gmail.com

■Vends lot terrain à Boulanger 512 m² façade 17 m - Vend lot terrain à Maraval 250 m². Prix demandé (3 M 500 U) - 0791.82.73.30

■A vendre des lots de terrain vue sur mer, de 120 m² à 2 600 m² - HONIAINE, W. TLEMCEM - Contactez : 0796.05.82.99 - 0559.24.30.55

■Vd. Mostaganem Kheir Eddine terrain sup 672 m², clôture 200 m² dalle, désigné pour équipement, hôtel, dortoir, centre commer., clinique, administration...etc. plein centre-ville - Tél.: 0552.51.23.53

■BENI-SAF : Vends terrain urbanisable. Superficie 9 750 m² (100 x 97,5). Vue sur mer. Situé face lycée Sidi Sobhi - Tél.: 0.71.43.10.82

■Vente terrain 32 Hectares Cap Blanc. Urbanisable. "Ain El Karma" - ORAN - Tél.: 0553.09.83.74 - de 14 H à 18 H

■Vente terrain 225 hectares agricoles, côté Cap-Blanc - Ain El- Karma - ORAN - Tél.: 0553.09.83.74 - de 14 H à 18 H

■A vendre une très belle Ferme. Actée avec Livret foncier. 14 hectares 25 ares. 2 habitations. 5 hangars. Force motrice. 3 puits. Arbres fruitiers, dans la Commune de Mesreguine - 0661.20.37.84 / 0554.80.00.09 / 0553.95.53.37

■Vends lot terrain situé à HASSI BIOD - SIDI CHAHMI. Superficie 175 m² avec : Gaz. Elect. Eau - Tél.: 0556.91.57.81

■Vends des lots de terrain de 200 à 300 m² à Bississat à 1 Km de Boutlélis. Acte + Livret foncier. Façade sur Bd - Prix: entre 8 000 DA/m² et 12 000 DA/m² - 0550.47.06.94 - 0770.51.08.83 - 0551.94.40.48

■A vendre Lot de terrain 270 m² - Acté - à HESSIENE ETJUAL - Contacter 0794.69.15.70

■Vends Lot terrain 2 600 m². 1 F. 45 m pour Promotions. BELGAÏD - AG. ES SALEM - 041.42.75.99 - 0771.69.87.27

■Vends terrains : 210 m² 3 F. + 190 m² 2 F. + 150 m² Nouveau Canastel et Belgaïd - Ag. Immo. CANASTEL - Tél.: 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

■Loue lot terrain agricole situé entre Sénia et Ain Beïda. Superficie plus de 2 hectares - Contacter : 0552.91.75.14 ou 0771.73.28.02 - ORAN

■A vendre lot de terrain 586 m² - 30,8 m de façade - à côté du CFP Mazagran (W. MOSTAGANEM) - Tél.: 0551.68.93.65

■Vends un lot de terrain d'une superficie de 525 m² BELOUALADI à Sidi Bel Abbès - Contacter : 0771.69.33.09

■Vente un superbe lot terrain sur la double voie Oran - Témouchent, situé à Brédéah. Daira de BOUTLELIS en face l'autoroute. Sup. 259 m² une seule façade - Convientrait Activité libérale ou Habitat - Acte + Permis - 0775.22.87.22

■Vds Terr.: 400 m² Cité Djamel - 240 + 207 m² Canastel - 300 + 240 m² Bir El Djir - 220 + 200 + 180 m² Belgaïd - 240 + 214 m² Es-Sénia - 200 + 180 Messerguine - 141 m² Benfrehâ - 240 m² Brédéah - 200 m² Arzew - RIAD. 0772.87.88.31 / 0550.35.29.23

■Vds des T. Agr.: 2 Hect. Bounif - 1 Hect. Braya - 2 + 1 Hect. Benfrehâ - 3 + 2 + 1 Hect. Tafraoui - 4 + 3 Hect. Boufatis - 2 Hect. Ain Kerna - 10 + 5 Hect. Mader - 13 Hect. Bouzedjer - 16 Hect. Boujdjer - 2 + 1 Hect. Amria - 20 Hect. Tiélat - 50 + 1 Hect. Témouchent - RIAD. 0772.87.88.31 / 0550.35.29.23

■Attention / Investisseurs : Terrain à Aïlcante centre-ville avec Licence et Projet pour construire 5 logements et un local commercial. Opportunité unique - Consultez 00213.630.875.639 ou 0559.01.41.05

■TLEMCEM. Ag. Immo : A vendre à NEDROMA : Lots de terrains - Maisons + A louer Gd local pour commerce 3 Niv. à NEDROMA - Tél.: 043.35.97.71 / 0662.13.53.05

■Vds Terr.: 215 m² Bousfer - 250 m² Ain Kerna - 163 m² Tamazougha - 117 m² Hassi Ghelha - 250 m² Amria - 200 m² Bouzedjer - 120 m² Port-aux-Poules - 260 m² Cap Blanc - 200 m² Fleurus - 120 m² Hassi Ameur - RIAD. 0772.87.88.31 / 0550.35.29.23

■Vends lot terrain à Ain Témouchent-Centre. Double façade. Sup. 750 m². Acté - Tél.: 0550.87.42.52

■Vends plusieurs lots actés de 175 m² à Ain El Turck (Hai Cdt Farradj). 1 façade - toutes commodités - Tél.: 0770.79.30.92

■TLEMCEM : A vendre lot de terrain à bâtir. Sup. 240 m² sis à Hai Ezzitoune. KIFFANE - Tél.: 0555.90.62.75

LOCAUX

■Local à louer 17 m², avec sanitaires et soupente à Hai Akid Lotfi. ORAN-Est - Prix : 25.000 DA/mois - Tél.: 0661.68.75.19

■A louer un magasin deux façades avec 4 rideaux plus sous-sol et appartement au centre-ville d'Oran Rue Mohamed Khemisti. Possible contrat longue durée. Prix après visite - Tél.: 0553.70.07.74 - Oran

■ORAN : Donne en Location local neuf. Sup. 50 m² : 180 Logements Hai Sabbah + 2 portails. Sanitaires + Eau + Electricité - Tél.: 0794.05.86.33

■MOSTAGANEM - Particulier vend un local de 32 m² très bien situé à l'Avenue Ouled Aïssa Belkacem en face CNEP-Banque et l'immeuble 15ème Mostaganem - Contact : 0557.00.92.64

■TLEMCEM : Loue un local sup. 80 m² avec sanitaires, servant pour activité commerciale ou dépôt à IMAMA MANSOURAH - Tél.: 0555.116.407

■Loue local commercial au Bd des Castors. Superficie 90 m². Endroit très demandé. Façade avec 2 rideaux. Convientrait pour toute activité. Aménagé dalle de sol, peinture. Electricité 380 Volts - Tél.: 0796.75.17.81 - ORAN

■Cherche pour Location à ORAN un local de 80 m² à 150 m² avec Promesse pour un projet (CNAC). Garantie de versement de deux ans - Tél.: 0794.59.82.18

■Loue local commercial 75 m², double façade. N° 50, Avenue Chakib Arslan - ORAN (Route des Halles Centrales) - Tél.: 0699.12.98.17 et 041.34.89.92

■ORAN. Hay Yaghmoracène. Cité 1180 Logts : Vends ou Loue (pour longue durée + 5 ans) Cafétéria de 70 m² avec terrasse de 60 m² - Tél.: 0771.20.17.71

■Chambre froide à louer " Positif - Négatif ". Capacité : 100 m³ - Ad.: 12, Avenue d'Arcole - Gambetta - ORAN - Tél.: 0661.26.38.71

■Loue grand local 120 m² en face d'un parking Place des Victoires. Convient Bureau - Laboratoire ou autre activité - Au rez-de-chaussée, centre-ville d'Oran - Tél.: 0797.57.12.74

■A vend local 48 m² - Acté - au 29, Rue Larbi Ben M'hidi - ARZEW - Tél.: 0553.02.28.18 - à partir de 18 h

■N loue un grand Hangar 400 m². Façade sur N. 33 (Route de Misserghine) à 150 m de l'autoroute - Tél.: 0778.03.98.73

■A louer un local commercial avec sanitaires. 250 m². Situé à Choupout - ORAN - Tél.: 0661.20.31.03

■Location Locaux : 200 m² Front de Mer + 300 m² Bd Soummam + 200 m² Rue L. Ben M'hidi + 100 m² Rue Med Khemisti + 20 m² Akid L. + 40 m² Bd Emir AEK + 120 m² Bd Courbet + 500 m² Cité Petit + 1200 m² Cité Petit Showroom - AG. BENSALD, 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 / 041.29.26.02 / Email : cabinetbensald@gmail.com

■TLEMCEM : Loue super local (Ikram Center) 490 m² ou plus. Bien aménagé, sécurisé, avec dalle de sol, sanitaires, vitrines, gaz, faux plafond, climatiseur. Très bon éclairage. Sur grand boulevard côté des 3 Banques - Tél.: 0794.150.462

■Location de Bureau (50 m²) dans un immeuble nouveau à côté de Front de mer - Tél.: 0550.32.29.51

■Vends Cafétéria avec matériels en activité (+) plus magasin milieu centre-ville ORAN - Tél.: 0771.14.15.82 - Prix après visite

■Loue local 350 m². H. 4 m - 2 façades - Av. commerciale St Remy Rd-point (Point stratégique). Convient : Showroom - Agence commerciale et administrative ou Dépôt de stockage - Mob. 0550.52.86.48

■Magasin à neuf à deux rideaux avec sanitaires, de 74 m² à louer à Akid Lotfi - Tél.: 0778.11.54.21 - 0560.82.53.34

■A vendre 2 locaux à GDYEL : 20 m² + 32 m² - Tél.: 0661.20.21.39

■Loue local de 200 m² Avenue de Choupout. 3 façades, Rue Difallah et Smail Med. Très bien situé (Convient : Banque. Laboratoire d'analyses,... toute Administration) - Tél.: 0557.42.72.15 - 0775.71.44.67

■A louer local commercial 35 m² + cave. 3 façades. Rue Général Nivelle prolongée. Terminus 14. Libre de suite. Convientrait pour toutes activités - Tél.: 0771.14.63.26

■A vendre local commercial avec Acte à Marsat Ben M'hidi (Ex-Port-Say) de 2.118 m² - 300 m² de bât. vue sur mer à côté de la Marina. Convientrait pour Hôtel - Contacter le 0555.369.106 ou 0662.68.54.19 - Intermédiaires s'abstenir

■Vends cafétéria. Actée. 20 m² + terrasse 15 m². Bien aménagé avec Matériel neuf + Agrément + endroit commercial. Adresse : 8 Cité Hai Yasmine. Bloc F - ORAN - Tél.: 0798.89.22.73 - 0773.47.89.67

■Vends / Echange local 45 m² - ttes commodités (sanitaires + douche + F.M. + soupente en béton) centre-ville ORAN (Ex-Cavaignac) - contre appartement - Tél.: 0772.43.66.35 - Curieux s'abstenir

■Local à louer. Sup. 80 m² - Haut: 4 m - Carteaux - ORAN - Tél.: 0791.64.58.90

■A vendre local commercial de 22 m², bien aménagé à Yaghmoracène. ORAN - Tél.: 0770.30.54.20 / 0555.10.16.61

■Vends local 2 façades. 55 m² avec soupente, bien aménagé, dalle de sol, latence, sanitaires et Mischler. Convient à Agence d'assurance - Bureau ou Cafétéria - à Hay Yasmine 2 (ORAN) - Tél.: 0661.20.17.15

■EURL SACPLUS propose dans le cadre - AN-SEJ - CNAC - Mach. Fab. Sac Plast. - Gobelet papier ou plastique - Conditionneuse... etc. - Tél.: 036.86.46.10 / 0555.62.34.96 / 92.95 - www.eurilsacplus.com

■A louer commerce à Kristel-port - Convientrait à toutes activités - Surface 75 m² plus terrasse - 0799.00.84.26

■A louer ou donne en Gérance ou Association : Restaurant, bien équipé et bien placé, à personne de la profession, sérieuse, qualifiée. H ou F - Faire proposition Tél.: 0554.65.08.42

■Local en plein centre-ville de MOHAMMADIA - Superficie 100 m² - Etude toute proposition en Location ou en Partenariat - Tél.: 0661.20.85.01

■A vendre local commercial de 35 m² à la Rue Mirauchaux N° 37. Centre-ville d'Oran - Tél.: 0662.12.62.00

■Loue deux locaux à SAÏDA (Castors). 104 m². Façade de 10 m. Convientraient pour toutes activités commerciales ou sociétés. Actés et équipés (eau - électricité - gaz - sanitaires et frigo) - Tél.: 0663.12.17.15

■Cause changement de résidence : Vends / loue 3 locaux mitoyens, environ 100 m² chacun, 4 m 50 hauteur. Retaits à neuf, sanitaires, dalle de sol, rideaux électriques, 2^e, mezzanine de luxe sur grand arbre commerciale. Convientraient pour toute activité (10 Ave Saim Med (ex-St Charles) ORAN - Tél.: 0699.85.21.60

■Local à louer de 37 m² avec sanitaires situé à Front de Mer milieu lycée Lotfi en face rond-point pont Zabana. ORAN - N° 0771.62.72.64

■Vends à usage commercial : R+2 - 3 F. 300 m². Axe routier Bernardville / Traversa. Conçue pour Stés Nat. - Etr. - Concession. ou Privé - Prix après visite - Pour toutes informations et visites consulter : www.vendsvilla.com ou contacter N° 0661.20.95.21 ou 0553.788.921

■MOSTAGANEM - Vends 4 grands locaux commerciaux + un parc en plein centre-ville. Actés. Au RDC + 1 Appartement 1er étage de 190 m². 2ème étage similaire, surterrain de 1.007 m². Endroit commercial + puits. Convient toute activité - 0770.81.25.60 / 0791.80.46.33

■Loue magasin avec studio pour 2 ans renouvelables, rue Larbi Ben M'hidi, libre le 1er Juin. Superficie 59 m². Intermédiaire s'abstenir. Prix après visite - Tél.: 0666.93.63.14

■Vends Cabinet médical de Radiologie à ORAN, bien situé, en activité, avec bonne clientèle. Murs + Fonds de commerce + Matériel - Tél.: 0554.62.89.64 ou 0770.25.85.86

■Cède fin 2012 à ORAN-Ville, Fonds Murs et Agrément d'une Pharmacie en activité dans une zone commerciale. Bon chiffre d'affaires. Rendement garanti - Tél.: 0775.59.60.90

DIVERS

■Vends Matériel occasion : Groupe Moteur pour Chambre froide avec deux Evaporateurs et une Porte avec cadre marque Copeland 3. CV - Tél.: 0553.70.07.74 - Oran

■A vendre une Chaîne de 3 Machines neuves d'origine France pour la production de la Compresse médicale - Tél.: 0770.53.06.12

■TLEMCEM - A vendre 1 Four à dalle 1er étage 6 plats + 1 Four à résistance 6 plats en inox + 1 Batteur HOBAR 60 L + 1 Façonneuse PANI RECOR + 1 Diviseuse 24 PANI RECOR - Tél.: 0552.555.531 / 0792.570.665

■Vends des Machines à crèmes glacées trois bras, neuves, modèles avec ou sans pompe, disponibles en 220 V ou 380 V - W / TLEMCEM - Tél.: 0775.03.29.73 - Px 350.000 Dinars

■Imp. Entreprise à ORAN assure Maintenance et Installation de Groupes électrogènes et met en vente des Groupes en état Neufs de 30 KVA à 60 KVA avec démarrage automatique, inscristorisé (Moteur Deutz - Génératrice Mecalte). Garantie d'1 an à des prix raisonnables et intéressants - Tél.: 0699.28.94.99

■Vends 1 vitrine et 1 commode Louis XV signée en très bon état, en bois de rose - Tél.: 041.40.32.37 - P : 0797.57.12.74 - ORAN

■Vds Panoramique dentaire Fr. (d'occ.) - 0661.12.37.62

■TLEMCEM - Commerçant honnête cherche Importateur de Jeux de carte - Curieux & Intermédiaire s'abstenir - Tél.: 0778.031.369

■Cherche à représenter / Franchise P/Société privée ou étrangère au niveau région SIDI BEL ABBES. Dispose Locaux commerciaux + Portefeuille client. - Mer de Tr. proposition par email : marketing-alg@wi.fr - Tél.: 0771.62.33.47

■Vends des Echafaudages métalliques mobiles à éléments emboîtables Haut. 10 mètres et plus avec leur Accessoires de montage : Croisillons + Garde-fous + Plates-formes. Utiles pour tous travaux de bâtiment et industriels - Tél.: 0773.43.62.07 - 0663.11.03.09

■Vends BLURAY Film 3D et Coffrets originaux et BLURAY vierge 25/Go et 50/Go - CYBER CHAMS - 14, Rue d'Orsay - Carteaux, près dispensaire. ORAN - 0550.86.16.47

■Vends Machine à Mais et Barbe à Papa - état neuf - Prix : 50.000 DA les 2 - Tél. Heure de Bureau : 0551.12.01.54 - 14, Rue d'Orsay - Carteaux. ORAN


■TLEMCEM : A vendre Case Rétro Chargeur S.L.E. - Tél. 0770.61.32.23

■EURL SACPLUS propose dans le cadre - AN-SEJ - CNAC - Mach. Fab. Sac Plast. - Gobelet papier ou plastique - Conditionneuse... etc. - Tél.: 036.86.46.10 / 0555.62.34.96 / 92.95 - www.eurilsacplus.com

■A vendre Torréfacteur peu servi. Capacité 90 - 120 Kg par cycle de 35 minutes - Tél.: 0550.05.09.82

■V. Photocopieuse XEROX 440 / 432. T. B. état - V. Serisseuse de flexibles Hydraulique - Tél.: 0552.51.23.53

Acier Béton Mostaganem
A.B.M
VENTE DE BETON PRET A L'EMPLOI



- Nos bétons sont sous contrôle d'un laboratoire
- Pompe à béton disponible de 42m
- Ciment de qualité supérieur CPJ 42.5
- Ingénieur qualité béton à votre disposition
- Utilisation adjuvants de qualité

Unités de production
Zone d'activité Souk Ellil
Mobile : 0558 07 88 58
Tél : 040 28 31 47
Fax : 041 39 93 27
E-mail : sarl-abm@hotmail.fr

Bta. Des solutions globales pour le secteur de l'alimentation

Hispack 2012

1 Foire = 2 Salons
Barcelone : 15 au 18 mai 2012
Emballages & Equipements Technologies Alimentaires

Nous organisons : voyage, séjour et visite
Agence W.B.T tél:021444380 fax:021444040
Réservé uniquement aux professionnels
Date limite d'inscription : 10 avril 2012
www.bta-bcn.com www.hispack.com

الشركة الجزائرية للزفت و الأشغال العمومية
Société Algérienne d'Emulsion de Bitume Cut-back et Travaux Publics

MEMBRE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES FABRICANTS D'EMULSIONS DE BITUME
SARL AU CAPITAL DE 125 MILLIONS DE DINARS
R.C. 99 B 0104 134 - N° IDENT. FISCALE : 0385 311 300 39532 - N° ART. IMPOSITION : 311 351 05041

Fondée en 1971

PENSÉE
Il y a déjà une année, le 08/04/2011, que nous as quittés à jamais notre cher et regretté père :
MOUGHLAM Abdelkader Kouider
En ce douloureux anniversaire, ses enfants et toute sa famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
La Famille MOUGHLAM

Importante entreprise RECRUTE

Deux Techniciens Supérieurs en :

- Hydraulique ;
- Mécanique ;
- Chimie.

Exigences :

- Résidant à Oran
- Expérience souhaitée.

Avantage :

- Salaire motivant ;
- Cadre de travail agréable.

Envoyez CV à l'adresse : recrute.oran@gmail.com

SARL PRIMMOBIL

Loue ou vend surface commerciale sur 2 niveaux 1500 m² environ, à 200 m du SHERATON ORAN (Courbet) -
Tél. : 041.42.55.10
041.42.33.20 / 05.50.73.38.20
Heures de bureau



S.D.C.I.M. SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL & INDUSTRIEL DE LA MEDITERRANEE

Monsieur ATTAR El Houari et les Actionnaires de la SDCIM présentent à Monsieur, Madame FERRAG et leurs enfants, leurs condoléances les plus attristées suite au décès de leur parente.
A cette occasion, ils compatissent à leurs douleurs et les assurent de toute leur sympathie.
Le Président-Directeur Général EL HOUARI ATTAR

ASSOCIATION DES RETRAITES COMMUNALES D'ORAN

CONDOLEANCES
Profondément affecté pour le décès de Mr CHABANE BENALI agent communal et fils de notre secrétaire général, **Mr CHABANE SID AHMED**, survenu le 27/03/2012, le président, le bureau exécutif, le conseil de direction et l'ensemble des retraités de la commune d'Oran présentent à la famille du défunt leur sincères condoléances et les assurent de leurs soutiens en cette pénible épreuve durant cette dure séparation. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons
Le Président MEKHAISSI ALI CHERIF



SOCIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE/ ORAN

Recrute :

Un (01) chef de département finance :
Comptable de formation CED/CMTC
Maîtrisant l'analyse financière
Expérience minimum quinze (15) ans
Parfaite maîtrise de la langue française et de l'outil informatique
Merci de transmettre une lettre de motivation + votre CV à l'adresse suivante :
Kitmob62@gmail.com

DÉCÈS
Les familles MEKKIOUI, BENFREHA et BENKRAMA ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur chère et regrettée femme, belle-mère et grand-mère.
Mme BENKERMA Fatima
Belle-mère de Mr BENFREHA Abdelkader.
L'adresse mortuaire : Rue Nasreddine - Tizi - W. Mascara
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.
Signé : Le Gérant : BENFREHA Zohir

IMPORTANT SARL ENTREPRISE DE BATIMENT à Sidi Bel Abbès

Recrute dans l'immédiat

- * 1 Secrétaire de Direction qualifiée
- * 1 Chargé des Ressources humaines qualifié
- * 1 Archiviste chargé de Bureau d'ordre qualifié

Prendre contact au N° Tél.: 048 55 80 55
Ou par E-mail : sarlbatileader@yahoo.fr

INSTITUT DE MANAGEMENT ET DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT I.M.A.G.E. - AGRÉÉ PAR L'ETAT

Lance le HSE :
AGENT HSE : 04^{ème} année moyenne et plus
INSPECTEUR HSE : 03^{ème} année secondaire et plus
SUPERVISEUR HSE : BAC +03 et plus
MANAGER HSE : Supérieur HSE + Ingénierat

INSCRIPTION ET INFORMATION
Arzew 2, Rue des Jardins N° 53
Mob: 0770377510- Tel: 041 47 73 13- Fax: 041 47 66 35
Email: imagerzew@yahoo.com
Ain Temouchent:
Tel: 043 61 35 30 / mob: 0796897430/0770887894
Date limite des inscriptions le 10 Avril 2012
Site: www.imae-dz.com

Société achète terrain de 5000 m² et plus couvert ou avec hangars aux environs de la Zone des Showrooms sis à NEDJMA - SIDI CHAHMI - EL KERMA - Aéroport d'ES-SENIA - OUED TLELAT -
Fax : 041-49-91-66

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN - COMMUNE D'ORAN - SECTEUR URBAIN IBN SINA

ENQUETE COMMODO ET INCOMMODO
Suite au procès-verbal de réunion de séance n° 11/2012 du 01/03/2012 relatif à la mise en conformité des constructions et leur achèvement instruite par l'article 02 du décret exécutif n° 09/155 du 02 Mai 2009 de la loi 08/15 de Juillet 2008. Il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo à :
L'adresse : 5 bis rue Saïm Mohamed.
QUARTIER : Haï El Menouer.
D'UNE DURÉE DE : 30 jours.
A PARTIR DE L'APPARITION SUR LE JOURNAL.
SUR LA DEMANDE DE Mr/Mme : **SAKER Abdelfatah.**
POUR LA CREATION ET L'EXPLOITATION : l'Aménagement d'une salle des fêtes.
N.B. : LES OBSERVATIONS SERONT RECUEILLIES AU TECHNIQUE DU SECTEUR URBAIN IBN SINA OU UN REGISTRE EST DEPOSE A CET EFFET.
LE DIRECTEUR

LES MAGASINS EPSTAR
Grande Surface Informatique

Offre special, SICOM 2012 !

7 Différents modèles

Présentoir Vitre Lumineux Avec Roulettes Et Verrouillage
Mise en place gratuite sur votre stand!

Contactez nous ou Consultez notre Site epstar.net
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 55.41.95
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41

Idéal pour vos expos. aux salons et Foires

Importante société recrute

1 / ASSISTANT (E) DE GESTION :

- Connaissances dans l'assistanat et dans le domaine commercial (vente, négociation avec la clientèle et les fournisseurs)
- Expérience professionnelle 03 ans minimum
- Maîtrise souhaitée d'une langue étrangère (Anglais ou Espagnol) - Résider à Oran

2 / DECLARANTE EN DOUANES :

- Diplôme dans la filière
- Avoir de sérieuses références
- Expérience avérée - Résider à Oran

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur demande avec CV + photo au numéro de fax : 041.52.52.55 ou à l'adresse Email : drh.recrute31@gmail.com

algeria boat show 2012

Salon International des Équipements et Services pour le Nautisme et la Plaisance

Sous le patronage de Monsieur le Wali d'Alger

2^{ème} édition

www.algeriabootshow.com

1^{er} au 5 Mai 2012
Port «El Djamilia» (ex. La Madrague)
Ain Benian - Alger

Proposé par : ExpoEd et IC2 Création

algeriabootshow.dz@gmail.com / Tel/Fax : +213 (0)21 366 153
Mob : +213 (0)553 922 833 / (0)661 542 800 / +(0)771 839 576

TRUST ASSURANCES
الصالت الوزار الشاشية
ALGERIA TELECOM SATELLITE
Le Soir

Coupe de la CAF
Vendredi à 18h00: ESS-SC Simba
L'Entente au bord de l'implosion

M. Benboua

Coup dur pour l'ESS ! Le match retour des 16èmes de finale de la coupe de la CAF, qui devait l'opposer face au représentant tanzanien du SC Simba, pourrait ne pas se dérouler.

En effet, outre le fait que les coéquipiers de Tiouli doivent refaire leur retard de deux buts encaissés lors du match aller, ces derniers, qui boudent depuis lundi les entraînements en exigeant la régularisation de leurs arriérés financiers, ont menacé de ne pas jouer ce

match. Une situation compliquée pour le team de Sétif, à quelques heures seulement du coup d'envoi de la rencontre.

«Les dirigeants ont tout fait pour convaincre les joueurs à reprendre le travail, mais ces derniers sont décidés à mettre leurs menaces à exécution. On attendra aujourd'hui pour voir si les joueurs reviennent à de meilleurs sentiments, même s'il n'est pas à écarter qu'ils prendront part au match sans avoir effectué le moindre entraînement cette semaine», nous a déclaré le secrétaire général du

club. Très inquiets, les supporters estiment que cette situation pourrait se répercuter négativement sur le parcours de l'équipe, non seulement en compétition africaine, mais également en championnat, où cela pourrait lui coûter le titre de champion d'Algérie où elle caracole en tête de la Ligue 1 ainsi que la Coupe d'Algérie où en tant que spécialiste de l'épreuve est qualifiée aux demi-finales. Prévue à 18h00, cette rencontre, si elle aura lieu, sera dirigée par un trio tunisien Benhasna, Hamita et Benabid en l'occurrence.

Ligue 2
Objectifs opposés à Hydra et Constantine, entre mal classés à Merouana



M. Z.

Plusieurs matches intéressants seront au programme de cette journée et dont les résultats pourraient bien déboucher sur des changements au classement. En tête du tableau, le CABBA se prépare déjà à fêter son accession face à l'USB dans le choc des extrêmes. Pour les deux autres billets pour la Ligue 1, la JSS en position de dauphin semble bien lotie avec la réception de l'USMAN, pour réaliser le rêve at-

tendu par toute la région du Sud, d'autant que son adversaire du jour est en butte à une crise financière qui risque de porter un coup au moral des joueurs. A Constantine, le match MOC-USMBA constitue l'attraction de ce round entre deux équipes aux objectifs opposés et tenues donc par l'obligation du résultat. Il en est de même pour l'affiche PAC-USMB où l'indécision planera dans cette rencontre où les trois points vaudront leur pesant d'or. Des autres équipes en

course pour l'accession, le MOB entend confirmer sa bonne santé face à son hôte du jour, l'ASMO, d'autant qu'un succès combiné à un échec de ses rivaux qui évolueront en dehors de leurs bases pourrait lui valoir la troisième place. Dans le bas du classement, le sort étant déjà scellé pour l'USB, à suivre à Merouana, l'opposition à six points entre l'ABM et le SAM où chacune des deux équipes joue une partie de son avenir dans ce palier. De son côté, le RCK, en position de relégable, sera en danger face au MSPB qui n'a pas encore assuré définitivement son maintien. Enfin, le match ESM-OM mettra aux prises deux équipes qui n'ont rien à espérer pour la suite du parcours et toutes deux minées par une crise financière.

Vendredi à 15h00			
B.B. Arréridj:	CABBA	-	USB
Béjaïa:	MOB	-	ASMO
Constantine:	MOC	-	USMBA
Bechar:	JSS	-	USMAN
Hydra:	PAC	-	USMB
Merouana:	ABM	-	SAM
Batna:	MSPB	-	RCK
Mostaganem:	ESM	-	OM

Haltérophilie - Championnat d'Afrique
L'Algérie, sacrée à Nairobi, se qualifie aux JO-2012

La sélection algérienne d'haltérophile a été sacrée championne d'Afrique par équipes à l'issue de cette compétition continentale qui s'est achevée mardi à Nairobi (Kenya), en remportant 19 médailles, dont 6 en or, a-t-on appris auprès du sélectionneur national.

Grâce à ce succès, l'Algérie s'est qualifiée pour les Jeux Olympiques 2012 de Londres à l'instar de la Libye (5 médailles d'or), la Tunisie (4 or), le Nigeria et le Cameroun (3 or). Les six médailles d'or algériennes ont été l'oeuvre de La-

hbib Laariki (56 kg) et Bidani Oualid (+105 kg) qui ont remporté 3 médailles en vermeil chacun. «Le niveau était vraiment très élevé du moment que ces championnats d'Afrique sont qualificatifs aux Jeux Olympiques. C'est la deuxième fois dans l'histoire que l'Algérie est sacrée championne d'Afrique (le premier titre a été obtenu en 2006 à Yaoundé)», s'est félicité l'entraîneur national, Abdennaceur Aouina.

Pas moins de dix records d'Algérie ont été battus lors de

ce championnat continental, par Ferdjallah Hocine (69 kg), Mekki Abdellah (85 kg), Boudani Maamar (94 kg) et Bidani Oualid (+105 kg).

Les dix records nationaux battus à Nairobi: Ferdjallah Hocine (69 kg): arrachée (125 kg), épaulé-jeté (151) et total (276kg) Mekki Abdellah (85 kg): arrachée (145 kg) et total (318kg) Boudani Maamar (94 kg): épaulé-jeté (185 kg) et total (325 kg) Bidani Oualid (+105 kg): arrachée (150 kg), épaulé-jeté (183 kg) et total (333kg).

Ligue 1 - 4 matches à huis clos pour l'USMH
L'USMH et l'USMA tenues de rembourser les dégâts occasionnés au 5-Juillet

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel a infligé quatre matches à huis clos dont un avec sursis à l'USM El-Harrach suite aux «graves incidents provoqués par ses supporters», lors de la rencontre des quarts de finale de la coupe d'Algérie face à l'USM Alger, samedi au stade du 5 Juillet, a annoncé la LFP. L'USM El-Harrach devra également s'acquitter d'une amende de 100.000 DA. D'autre part, la rencontre USMH-MCA prévue samedi prochain au stade du 5 Juillet pour le compte de la 25e journée du championnat de Ligue 1 professionnelle se jouera à

huis clos. «Compte tenu de la gravité des incidents au Stade du 5 Juillet et en application des articles 2 et 11-alinéa 2 (Code disciplinaire), le prochain match de championnat, USMH-MCA, prévu au stade du 5 Juillet se jouera à huis clos», a précisé la LFP. De son côté, l'USM Alger a écopé d'un match à huis clos et d'une amende de 50.000 DA pour «jet de projectiles sur le terrain». La rencontre USM Alger-JS Kabylie de la 25e journée du championnat, prévue samedi au stade Omar Hamadi (Bologhine), se jouera donc à huis clos. Concernant les dégâts occasionnés lors de ce

match, la commission indique que les deux clubs sont dans l'obligation de rembourser les dégradations enregistrées conformément au Règlement des championnats de football professionnel (Art 26-alinéa 1, Art 62, 106 - et au code disciplinaire (Art 4, Art 6, Art 7, Art 9, Art 37, Art 72 et Art 73). Le stade 5 Juillet avait été le théâtre d'actes de vandalisme et de violence lors du quart de finale de la Coupe d'Algérie entre l'USM El-Harrach et l'USM Alger, disputé samedi soir. Plusieurs sièges des tribunes ont été saccagés, alors que deux caméras ont été balancées du haut de la tribune.

Division nationale amateur - Ouest
L'OMA relancera-t-il la course au titre ?

M. Z.

L'OMA parviendra-t-il à relancer de nouveau la course à la première place et ce, à quatre journées de la fin de ce challenge? Difficile d'émettre un quelconque pronostic entre une équipe arzéviennne démobolisée et le leader témouchentois qui, en cas de succès, mettrait un

pied en Ligue 2. Quant au dauphin remchaoui, qui accuse un écart de cinq points sur le leader, il évoluera a priori sur du velours à domicile face à une équipe du GCM qui s'est séparée de son entraîneur Bekakcha, tout en restant à l'écoute d'Arzew. Chez les mal classés, le CRBAET, qui paye cash sa gestion d'avant saison, sera en danger à Ti-

ghennif où l'IST a besoin des trois points pour se mettre à l'abri. Le RCBOR, auteur de trois victoires consécutives, effectuera un déplacement périlleux à Saïda pour donner la réplique au MB Hasasna, en net regain de forme. Quant au Zidoria, il compte mettre à profit la venue du WAM pour se rapprocher de l'avant-dernier, le CRBAET. Concernant les deux autres dernières empoignées, elles n'auront aucune incidence sur le classement. A Sidi Chahmi, la JSEA croîsera le fer avec l'IRBM dans un match équilibré, alors que le RCR sera opposé au CCS dans un match qui reste ouvert à tous les pronostics.

Vendredi à 15h 00			
Tighennif:	IST	-	CRBAET
Relizane:	RCR	-	CCS
Témouchent:	ZSAT	-	WAM
Saïda (Bracci):	MBH	-	RCBOR
Samedi à 15h 00			
Remchi:	USR	-	GCM
Sidi Chahmi:	JSEA	-	IRBM
Arzew:	OMA	-	CRT

Division nationale amateur - Est
Le maintien retient l'attention

M. B.

Pour espérer prolonger son sursis dans ce groupe, Hamra Annaba n'a d'autre choix que de gagner son prochain match à domicile face à l'AS Aïn M'lila pour le compte de la 23e journée. Une étape où les regards seront braqués vers le bas du tableau, puisque la course à l'accession a rendu son verdict la semaine passée avec la consécration, avant l'heure, du CRB Aïn Fakroun.

Ainsi donc, on suivra avec intérêt la réaction du vieux club annabi, appelé plus que jamais à réaliser un sans-faute pour se maintenir. Une autre rencontre non moins importante mettra aux prises deux équipes directement concernées par la relégation. Il s'agit de l'USM Sétif, l'avant-dernier du groupe et son prédécesseur l'AS Bordj Ghedir. Là aussi, le faux pas est carrément interdit, et le perdant hypothéquerait en grande partie ses chan-

ces de maintien. Par ailleurs, à Collo et en l'absence du public, huis clos oblige, l'Entente locale, qui flirte avec la zone des turbulences, s'efforcera de renouer avec le succès face à un autre malclassé, l'USM Aïn Beïda en l'occurrence. Un match ouvert, où seule la motivation des joueurs pourrait faire la différence.

De son côté, le NRB Touggourt, qui cherche à se rassurer également, donnera la réplique à la JSD Djel, alors que les deux rencontres, USC-WARD et JSMS-USMK, sont dénuées de tout enjeu. Enfin, le NC Magra se rendra à Aïn Fakroun pour ne pas revenir bredouille afin d'assurer définitivement son maintien devant une équipe du CRBAF, sur un nuage.

Demain à 15h00			
Oum El-Bouaghi:	USC	-	WARD
Sétif:	USMS	-	ASBG
Skikda:	JSMS	-	USMK
Collo:	E.C	-	USMAB
Touggourt:	NRBT	-	JSD
Annaba:	Hamra	-	ASAM
Aïn Fakroun:	CRBAF	-	NCM

Judo - Championnat d'Afrique
Les JO de Londres en point de mire à Agadir

Dix-neuf athlètes dont 9 dames représenteront l'Algérie à la 33ème édition du championnat d'Afrique de judo seniors, qui a débuté hier et qui prendra fin ce samedi à Agadir, dernière étape permettant de gagner des points décisifs dans la course pour la qualification aux Jeux Olympiques 2012 de Londres. «Nous avons tracé deux objectifs pour le rendez-vous d'Agadir : le premier concerne les athlètes en course pour la qualification aux jeux de Londres qui doivent impérativement gagner le maximum de points pour améliorer leur classement africain, le second est de décrocher des titres en individuel et récupérer la coupe d'Afrique perdue lors de la précédente

édition», a déclaré à l'APS le directeur des équipes nationales (DEN), Messaoud Mati. Soraya Haddad (-52kg) est la seule qualifiée algérienne en judo pour les JO-2012 à la faveur de sa 6e place dans le classement mondial établi par la Fédération internationale de judo (IJF). «Elle prendra part au rendez-vous d'Agadir pour améliorer son classement et figurer parmi les 4 premières dans le ranking international, afin de s'assurer d'être tête de poule et éviter ainsi de tomber sur les meilleures judokates dès les premiers tours à Londres. Sa coéquipière Saïdi Kahina (-63kg) combattrà, quant à elle, pour gagner une place dans le quota africain», a expliqué le DEN. Pour Ammar Benikhlef (-90 kg),

«il entamera cette 33ème édition avec l'objectif de préserver sa 22e place dans le ranking mondial. Cela devrait permettre à Benamadi Abderahmane (-70 kg) de décrocher une place dans le quota continental, à condition de briller lors de ce championnat africain», a-t-il souhaité. La nouveauté dans ce 33e championnat d'Afrique est l'intégration du championnat d'Afrique Kata, une première pour le continent africain. L'Algérie prendra part à ces épreuves avec deux couples en Nage-no-kata (exposition des techniques debout) et un autre couple en Katame-no-kata (exposition des techniques au sol). La compétition sera clôturée par la coupe d'Afrique des nations hommes et dames (par équipes).

Europa League

Vers un tir groupé des clubs espagnols



M. A.

Assisterons-nous ce soir à un tir groupé des clubs espagnols, au nombre de trois, qui ont toutes les chances de figurer dans le carré final de l'Europa League, à l'issue des quarts de finale retour de cette compétition? Une chose est sûre, l'Athletic Bilbao, qui a marqué les esprits face à Schalke 04 avec une démonstration de force, avec à la clé une large victoire

qui lui a ouvert toutes grandes les portes des demi-finales, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, même si les Allemands qui n'ont rien à perdre joueront leur va-tout. A l'inverse du club basque, Valence, sur son terrain de Mestalla, n'aura pas la partie facile face au l'AZ Alkmaar. Les camarades de l'Algérien Sofiane Feghouli, qui accusent un passage à vide, sont appelés à se ressaisir pour se réconcilier avec leur exigeant public qui ne leur pardonne-

ra pas une autre contre-performance à domicile. Toujours est-il que les protégés d'Emrey, sur une corde raide, ont leur destin en mains.

Le troisième représentant espagnol, l'Atletico Madrid, qui s'est transcendé avec l'arrivée de Simeone à la barre technique, sera en Allemagne pour confirmer sa solidité, même si le score de l'aller n'est pas sécurisant face à une équipe de Hanovre, capable de renverser la vapeur. Enfin, dans la quatrième rencontre au programme de ces quarts de finale retour, l'indécision planera en Ukraine dans l'opposition entre Metalist Kharkov et son hôte du jour le Sporting Lisbonne au vu du résultat de l'aller.

Aujourd'hui à 20h05

Valence	-	AZ Alkmaar
Athletic Bilbao	-	Schalke 04
Metalist Kharkov	-	Sporting Portugal
Hanovre	-	Atletico Madrid

Ligue des Champions

Un Barça au-dessus de toutes les polémiques arbitrales

Porté par un Messi vibronnant, Barcelone, victorieux mardi (3-1) contre l'AC Milan et indifférent à une polémique lancée sur l'arbitrage par le «Rossonero» Ibrahimovic, fête sa cinquième qualification de rang pour des demi-finales de Ligue des champions. Tourbillonnant, incisif, parfois un rien «perso» mais toujours dangereux, le petit Argentin a une nouvelle fois été décisif mardi soir. Et, en transformant sans sourciller deux penalties dont un qu'il avait provoqué lui-même, Messi a, une nouvelle fois, fait tomber un record.

Celui qui s'était déjà converti en meilleur buteur de l'histoire du Barça a, cette fois, dépassé les 12 buts inscrits en une saison de Ligue des Champions par le Néerlandais Van Nistelrooy en 2002-03 avec Manchester United. Double buteur mardi soir, Messi émerge désormais à 14 buts. Et, avec au moins une demi-finale aller et retour devant lui, un autre record lui tend les bras: celui d'Altafini, meilleur buteur en une saison de Coupe d'Europe. Ironie du sort, Altafini avait signé ses 14 buts européens avec... le Milan de l'année 1963. Ils ne s'aimaient déjà plus beaucoup depuis le départ avec fracas du grand Suédois du Barça, à l'été 2010. Le nouvel épisode survenu après le quart de finale retour au Camp Nou ne va pas franchement les rabibochoer. Estimant que le second penalty accordé par l'arbitre néerlandais M. Kuipers aux Blaugrana, pour une faute de Nesta sur Busquets (41e), avait faussé le match, «Ibra» a lancé à l'issue du match un de ses fameux coups de gueule. «Nous avons égalisé et puis l'arbitre a sifflé un penalty contre nous. Ce fut étrange et cela a gâché le match. Je commence à comprendre Mourinho et ses déclarations quand le Real vient jouer ici (au Camp Nou). Maintenant que je l'ai vécu moi-même, je le comprends encore davantage». A plusieurs reprises, Mourinho, l'entraîneur du Real Madrid, avait en effet affirmé qu'il était «impossible de gagner au Camp Nou» en raison



de l'arbitrage. Réponse de Guardiola, dont on devinait l'agacement sous la surface: «Monsieur Ibrahimovic peut dire ce qu'il veut, mais voilà cinq fois d'affilée que nous atteignons les demi-finales (de la C1). Nous, nous parlons sur le terrain». Au-delà de la polémique sur le second penalty, il convient de souligner que le Barça a, dans le jeu, toujours été supérieur au Milan, se créant plus d'occasions que les Italiens.

Cette activité-parfois même un rien fébrile- des Barcelonais sur le front de l'attaque est due à certaines alchimies parfaites, comme celle existant entre Messi et Fabregas, mais aussi à l'audace tactique de Guardiola. Mardi, l'entraîneur catalan a une nouvelle fois dégarni sa

défense pour jouer quasiment avec quatre attaquants, Messi et Fabregas étant encadrés par les ailiers Cuenca et Alves, auteur d'un match impressionnant. Le petit milieu gauche n'a pas son pareil pour jouer les Zorro et tirer ses équipes de situations compliquées. On se souvient ainsi de son but donnant la victoire à l'Espagne dans la prolongation de la finale du Mondial 2010 face aux Pays-Bas (1-0). Ou encore de sa frappe dans les arrêts de jeu de la demi-finale de Ligue des Champions 2008-09 contre Chelsea, qualifiant les Blaugrana pour la finale. Mardi, le N°8 du Barça a refait le coup en inscrivant un troisième but mettant définitivement les Catalans à l'abri d'un nouveau retour des Milanais.

Handball - Tournoi préolympique 2012

L'Algérie se frottera avec le haut niveau

La sélection nationale de handball jouera ses chances à fond, en dépit de la difficulté de la mission, lors du tournoi préolympique (groupe 1) prévu à Alicante (Espagne) du 6 au 8 avril, a estimé le sélectionneur, Salah Bouchecriou. «Ce sera une mission très ardue. Nos adversaires ne sont plus à présenter.

Néanmoins, nous n'avons rien à perdre mais tout à gagner. Nous n'allons pas là-bas pour faire de la figuration, loin de là, nous jouerons nos chances à fond. Par contre, nos adversaires joueront avec une grande pression.

A ce titre, on essaiera d'en profiter pour essayer de les surprendre, surtout si on réussit à garder le même état d'esprit que celui de la dernière CAN», a affirmé à l'APS le coach du sept national. Lors du rendez-vous ibérique, l'Algérie a été versée dans un groupe difficile, en compagnie de l'Espagne (3e mondial), la Pologne (8e mondial), et la Serbie (vice-championne d'Europe).

Les deux premiers du tournoi, qui va se jouer en mini-championnat, se qualifieront pour les jeux olympiques JO-2012 de Londres (27 juillet-12 août). Appelé à se prononcer sur ses prochains adversaires, Salah Bouchecriou estime que l'Algérie va se frotter «avec le véritable haut niveau».

«C'est une autre dimension, par rapport au niveau africain. L'Espagne jouera à domicile et devant son public, elle est déjà avantagée, alors que la Serbie et la Pologne ne sont plus à présenter, cette dernière reste d'ailleurs la seule équipe qui a battu le Danemark, champion d'Europe», a-t-il expliqué.

Et d'enchaîner: «Nous n'allons pas vers l'inconnu, au contraire, en tant que technicien, je connais parfaitement nos trois adversaires, surtout la Serbie que nous avons déjà affrontée lors du dernier Mondial en Suède (2011), avec à la clé une défaite par un but d'écart (25-24) seulement.

J'espère que nos joueurs seront en possession de tous leurs moyens pour essayer de réaliser quelque chose en Espagne», a-t-il espéré.

Evoquant le programme de travail qu'il compte adopter d'ici le coup d'envoi du tournoi, Bouchecriou se concentre sur «la rigueur tactique». «Nous

allons préconiser le jeu défensif et les contre-attaques, en plus du volet physique, mais avec le ballon. Il ne faut pas oublier que nous allons avoir affaire à des joueurs très physiques. En plus, nous allons concentrer le travail sur la rigueur tactique puisque, face à de telles équipes, on n'a pas le droit de rater les occasions de buts». En vue de ce rendez-vous préolympique, la sélection nationale a effectué un stage de dix jours à Debrecen (Hongrie), ponctué par deux matches amicaux. «C'était une occasion pour moi d'établir une évaluation physique et tactique, avec bien évidemment un travail de récupération, tout cela à un rythme du biquotidien. Lors de notre premier match amical (face aux Hongrois de Gyongyos), j'étais agréablement surpris par la réaction des joueurs qui ont réalisé un bon match (victoire 29-19), mais face à la sélection de Hongrie, qui reste redoutable, nous avons flanché en deuxième période (défaite 29-18)», a-t-il conclu.

La sélection algérienne s'est envolée hier après-midi pour Alicante, soit à 48 heures de son premier match face à la Pologne, prévu vendredi (16h30 heure algérienne), au centre de technification d'Alicante. L'Espagne rencontrera plus tard (19h15) son homologue serbe.

Deux autres tournois préolympiques se dérouleront en même temps: l'un aura lieu en Suède en présence du pays organisateur, 4e mondial, de la Hongrie, 7e mondiale, du Brésil, vice-champion des Jeux panaméricains 2011 au Mexique et de la Macédoine (5e à l'Euro-2012), alors que l'autre tournoi se déroulera en Croatie avec la participation des Croates (5es au Mondial-2011 et 3es à l'Euro-2012), de l'Islande (6e mondiale), du Japon, vice-champion asiatique et du Chili, 3e aux Jeux panaméricains. Six pays ont déjà assuré leur participation au tournoi olympique masculin de handball, à savoir la Grande-Bretagne (pays organisateur), la France (championne du monde), le Danemark (champion d'Europe), la Tunisie (championne d'Afrique), la Corée du Sud (championne d'Asie) et l'Argentine (championne des Amériques).

Programme

Demain:	(16h30) :	Pologne	-	Algérie
	(19h15) :	Espagne	-	Serbie
Samedi:	(16h30) :	Serbie	-	Pologne
	(19h15) :	Algérie	-	Espagne
Dimanche:	(16h30) :	Serbie	-	Algérie
	(19h15) :	Espagne	-	Pologne

MC El-Eulma

Lamine Boughrara à la barre technique

La barre technique du MC El-Eulma vient d'être confiée à Lamine Boughrara dont la mission consistera à «réapprendre au Mouloudia à gagner», a-t-on appris hier auprès du président du club, Hamou Bouden. Le nouveau coach du «Babya», qui a signé jusqu'à la fin de la saison, aura du pain sur la planche, sa nouvelle équipe s'étant mise en

position inconfortable en perdant ses trois derniers matches, dont deux à domicile, et en encaissant la bagatelle de 8 buts.

Lamine Boughrara, qui a déjà entraîné durant cette saison l'AS Khroub et l'US Biskra, succède ainsi à Abdelmadjid Taleb qui a justement fait les frais de la série de mauvais résultats des camarades de Berrefane.



Bélier 21-03 au 20-04

Ne soyez pas en retard à ce rendez-vous qui vous semble si important. Même si la ponctualité absolue n'est pas toujours votre meilleure qualité, faites en sorte d'arriver en premier et vous connaîtrez une joie tellement plus intense d'avoir à ouvrir les bras à un sourire radieux.



Taureau 21-04 au 21-05

La persévérance sera pour vous la qualité indispensable si vous voulez atteindre le but particulièrement difficile que vous vous êtes vous-même fixé.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Il est indispensable que vous preniez votre chance. Votre moral va s'améliorer mais vous ne devez pas le montrer surtout avec une personne très proche de vous.



Cancer 22-06 au 22-07

Saisissez avec beaucoup de détermination l'étonnante opportunité qui va se présenter à vous. Le problème personnel qui peut vous distraire pourrait bien disparaître très vite.



Lion 23-07 au 23-08

Vous vous sentirez capable de déployer une activité débordante. Les affaires que vous allez pouvoir réaliser vont attirer des curieux. Ne vous laissez pas dépasser par des concurrents peu scrupuleux. Vous saurez habilement jouer des coudes, s'il le faut.



Vierge 24-08 au 23-09

Belle réussite en perspective si vous garder votre flegme. Il n'y a à rien d'héroïque, je vous l'accorde, mais votre performance ne passera pas inaperçue. Faites néanmoins preuve de prudence on pourrait vous jalouser. La forme est moyenne.



Balance 24-09 au 23-10

Une opportunité de dernière heure dans les affaires pourrait se décider brusquement. Vous pourrez enfin prendre une part du gâteau correspondant à vos aspirations.



Scorpion 24-10 au 22-11

Il est inutile de ruminer les récents événements malheureux. Le passé est le passé. Vous allez rencontrer de nouvelles occasions. Vous risquez de les manquer encore si vous continuez à ressasser vos vieux souvenirs.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Saisissez l'étonnante opportunité qui va se présenter. Vous saurez en profiter à condition de garder cela pour vous. Votre désintéressement et votre dévouement vous desservirait.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous aurez à faire face à de nouvelles responsabilités que vous n'avez pas prévues. Vous vous acquitterez de toutes vos obligations en douceur.



Verseau 21-01 au 18-02

Vous pouvez vraiment progresser en amour aujo-ur d'hui car votre énergie est constamment à son maximum. Des débouchés concernant la sécurité et des engagements se révèlent et parviendront à une conclusion heureuse.



Poissons 19-02 au 20-03

Garder toute la sérénité nécessaire pour résister aux avances qui vous seront faites. Un empressément pourrait nuire à la bonne conduite d'un projet qui se forme dans l'ombre. Prenez le temps de bien réfléchir aux conséquences de vos actes.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 4673

FLÉCHÉS N° 4673

ACCALMIE - AUBE -
BASE - BIJOU -
BONHEUR - BOULE
- CONSTAT -
CORDE - COUTEAU
- CREME
- ECLAIRCIR - ECLAT
- FAUCILLE -
FLEURIR - FORET -
GENERALITE -
GOUT - IGLOO -
JOURNEE - KYSTE -
LIASSE - MONDE -
MUTATION -
NATURE - ORGE -
OTAGE - OURAGAN
- POLIMENT -
PREPARATION -
PRESQUE -
REQUETE -
REUSSITE - RISEE -
ROLE - SERENADE
- SERENITE -
SOUHAIT - TACT -
TOUR - VETIR -
ZOO.

E	T	I	N	E	R	E	S	R	U	E	H	N	O	B
E	T	I	S	S	U	E	R	T	I	A	H	U	O	S
E	T	E	U	Q	E	R	E	F	E	E	R	U	L	N
P	O	E	S	S	A	I	L	D	B	A	L	P	G	O
R	U	E	A	E	M	E	A	U	G	E	O	V	I	I
E	R	B	E	L	U	N	A	A	C	L	E	E	E	T
P	R	S	A	R	E	E	N	R	I	T	K	T	E	A
A	I	C	I	R	T	A	E	M	I	A	Y	I	N	T
R	C	R	E	U	T	M	E	L	E	T	S	R	R	U
A	R	S	O	U	E	N	A	G	G	S	T	E	U	M
T	I	C	R	N	T	R	O	O	A	N	E	D	O	E
I	A	E	T	A	E	R	O	U	T	O	R	N	J	D
O	L	A	L	N	G	O	Z	T	O	C	O	O	I	R
N	C	C	E	E	L	L	I	C	U	A	F	M	B	O
T	E	G	C	I	R	E	R	H	U	E	E	S	P	C

Les 11 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est appris.
- Mon 2e est une longue tige de bois mince qui sert au saut en hauteur.
- Mon 3e se gondole.
Mon tout est une tromperie.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

1. Avaleurs de feu.
2. A l'avenir.
3. Accord de «la mare aux harengs».
4. Vieux hélas !
5. Coups de veine.
6. Première mondiale.
7. Employée.
8. Zonai.
9. Nappe écossaise.
7. A donc trouvé ses repères.
8. Infirmités.
9. Novice, on le voit aussi après coup.
10. Quand c'est cochon, le marin utilise ce goret.
10. Doubles. Son pain fait péter.

Verticalement:

- A. Devenues chères. Blanc bonnet ou bonnet blanc !
- B. Cloche. Se met de mèche.
- C. Passées.
- D. Ville des mots croisés ! Sens.
- E. Lettres de créances. Flambé.
- F. Belle du désert, pourvu que ce ne soit pas un mirage.
- G. Vues à la baisse.
- H. Petite lucarne. On se fait une toile en y allant.
- I. Mauvais tours.
- J. En toutes lettres.
- I. Abîmés. Donc emballé.
- J. Etablissements compressés. Sa présence tombe bien à propos.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°4672

S	T	E	R	I	L	E	T	R
I	R	B	A	E	C	O	P	E
D	A	S	A	S	U	R	E	
E	C	O	S	S	A	I	S	E
R	E	N	E	S	N	C	R	
A	S	T	R	O	N	O	M	I
T	E	R	E	I	S	E		
I	D	E	N	T	I	T	E	L
O	R	T	E	I	L	N	U	L
N	U	E	E	S	E	S	T	E

FLECHES N°4672

P	O	T	E	R	I	E		
C	O	U	R	T	E	R	O	
R	I	I	M	E	R	S		
O	C	O	M	I	S	E	S	
C	A	L	M	E	S	R	E	
E	R	P	E	T	A	U		
N	I	C	H	E	U	X		
J	E	T	A	H	L	M		
A	S	T	R	U	I	E	S	
M	N	E	E	P	U			
B	L	E	U	S	E	T	E	
E	T	R	E	S	S	E	S	

FOUILLIS N° 4672: VERRUE (Vers - Rue)

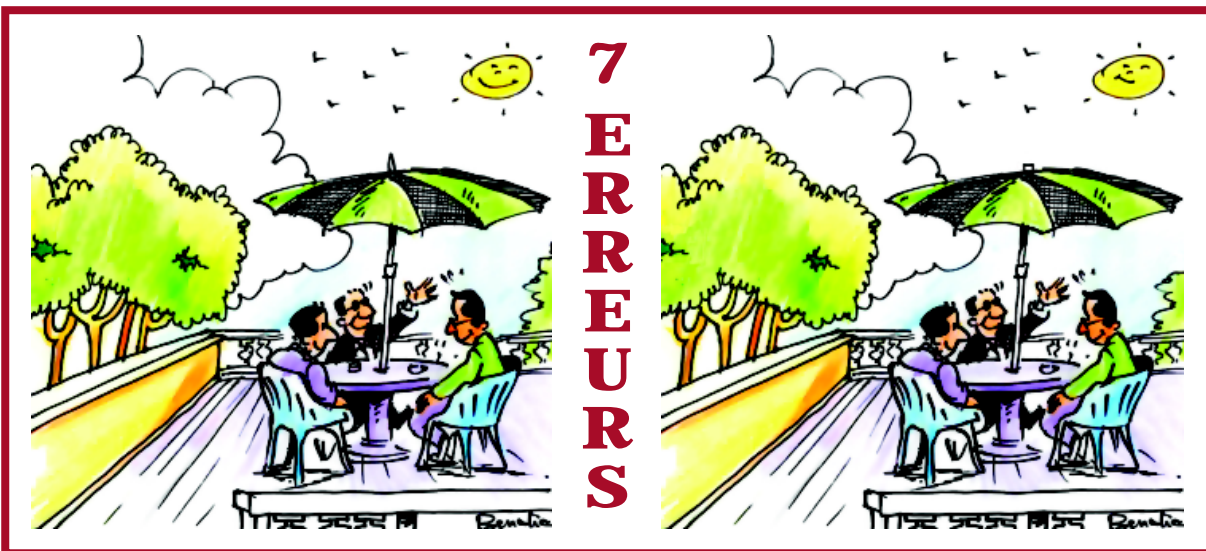
CODÉS N° 4672

1	N	U	V	S	5	O	T	7	R	8	A	L	10	P	M	E	I
14	C	D	G	F	X												

1	A	C	L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14													

18	5	14	13	4	1	4	9	8	10				
5	3	5	12	1	4	9	8	10					
6	9	3		7		6		2	5				
4	7	5	11	9	5	6		5	19				
1	5	7	1		4	5	3		1				
15			4		5	5		6	7				
9	2	1	7	5		6	2	9	5				
3	5	6	9	10	5		8	4					
9	4		11	1	19	9	16	13	5				
6	1	3	8	11	8	10		5	10				
1	2		10	8		6	8	7	4				
4	5		9	13		14	13		1				
9		4	1	7	18	9	12	5	6				
8	10		3	5	13	7	7	5	6				
10		17	5	6	6	5	5		5				

CODÉS N° 4673





09.30 El Imtihane
E'saabe
10.00 Documentaire
10.30 Fariq El Congo
11.00 Expression livre
émission culturelle
12.00 Journal en
français
12.25 Maraya
feuilleton arabe
13.30 El Arousse el
Saghira
(feuilleton doublé)

14.20 Documentaire
15.20 Le grand
batre (série fiction)
16.40 Maya
l'abeille
17.10 Qaher
El Bihar
17.35 Oulama'e el
djazair documentaire
18.00 journal en
amazigh
18.20 El Imtihane
E'saabe
19.00 Journal en
français

19.30
Canal azur
(le Samaa chant
spirituel)
20.00 Journal en
arabe
21.00 100 frontières
21.15 Le week-end
sportif
22.15 Alwane Biladi
23.25 Concert
malouf
00.00 Journal en
arabe



08.55 C'est
au programme
09.50 Météo 2
09.55 Motus
10.30 Les
Z'amours
11.00 Tout
le monde veut
prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute
une histoire
14.15 Comment
ça va bien !
15.15 Le jour
où tout a basculé
16.10 Seriez-vous
un bon expert ?
16.55 On
n'demande
qu'à en rire
17.55 N'oubliez
pas les paroles
18.55 Elysée moi
19.00 Journal



19.35 Envoyé spécial
Au sommaire: Assureurs, assurés, mauvais payeurs ? Chaque année, la fraude coûterait deux milliards d'euros aux assureurs. Pour endiguer cette perte d'argent, les compagnies recrutent des enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la fraude à l'assurance avec des méthodes d'investigation bien rôdées. Une corne à prix d'or Etat des lieux sur le trafic international des cornes de rhinocéros. A 30.000 euros le kilo, le prix dépasse même celui de l'or. Au final, les musées européens d'histoire naturelle sont dépouillés et le nombre de rhinocéros d'Afrique du Sud tués en 2011 a grimpé de 35%.
21.05 Complément d'enquête
22.20 Avant-premières
23.55 Journal de la nuit



09.50 Midi
en France
11.00 12/13
Journal régional
11.25 12/13
Journal national
12.00 13h
avec vous
12.45 En course
sur France 3
13.05 Inspecteur
Derrick
14.05 Division
criminelle
15.40 Slam
16.30 Des chiffres
et des lettres
17.10 Questions
pour un champion
18.00 19/20
Journal régional
18.30 19/20
Journal national
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle
la vie



19.40 L'armée du crime
Réalisé par Robert Guédiguian
Avec Simon Abkarian, Virginie Ledoyen...
Synopsis : A Paris, pendant l'Occupation, Missak Manouchian, ouvrier, poète et intellectuel d'origine arménienne, prend la tête d'un groupe de résistants, les FTP-MOI, essentiellement composé d'étrangers et de personnes de confession juive. Après la rafle du Vel d'Hiv', ils s'engagent dans l'action. Manouchian, d'abord réticent à tuer, transgresse son éthique au vu des circonstances...
22.05 Soir 3
22.35 U-571
00.30 Libre court



07.55 Les maternelles
09.00 Allô Rufo
09.10 Planète SOS
10.05 La cité des
singes
10.55 Cédric
11.09 Cédric
11.21 Horseland,
bienvenue au ranch
11.43 Petite bonne
femme
12.40 Le magazine
de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.05 Des trains pas
comme les autres
14.35 J'ai vu changer
la Terre
15.35 A qui profite
le bien-être ?
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air

18.45 Arte journal
19.00 Photographie de campagne
19.05 28 minutes
19.40 Les enquêtes du commissaire Winter
-Presque mort
Le commissaire Winter enquête sur deux événements a priori distincts une voiture a été criblée de balles et un habitant de Göteborg a été assassiné.
- Presque mort
Le commissaire Winter poursuit son enquête à Göteborg et Brännö. Bientôt, il découvre qu'un collègue, l'inspecteur Bergenheim, mène secrètement une double vie.
21.35 Le mystère des éléphants géants
22.30 Capture d'amour
23.50 Les enquêtes du commissaire Winter
01.45 Disparue



JEUDI



TF1 19.50

PROFILAGE

-D'entre les morts

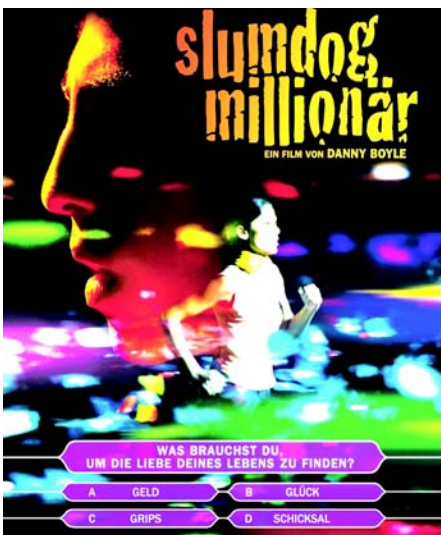
Un ancien otage des Farc, groupe paramilitaire colombien, est assassiné alors qu'il devait présenter un livre sur sa captivité l'enquête s'annonce complexe.

-Le prix de la liberté

Une femme, photographe d'art contemporain, a été tuée dans son appartement l'enquête révèle qu'elle s'était quelque peu éloignée de ses proches.

-Retour à la terre

Matthieu et Chloé enquêtent sur le meurtre d'un militant écologiste radical. Ils veulent interroger la compagne du défunt, mais elle a disparu.

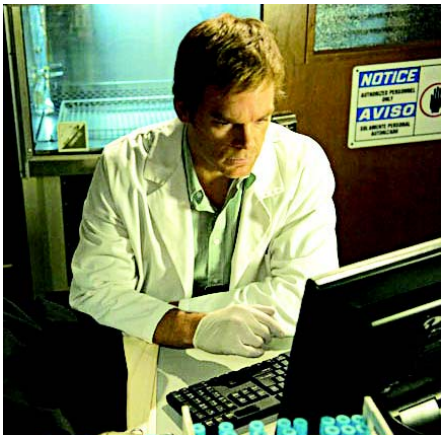


6 19.50

SLUMDOG MILLIONAIRE

Film réalisé par Danny Boyle
Avec Dev Patel, Freida Pinto...

Synopsis En une soirée, la vie de Jamal Malik a basculé. Sur le plateau d'un jeu télévisé regardé par toute l'Inde, «Qui veut gagner des millions ?», le gamin des bidonvilles, assistant dans un centre d'appels téléphoniques, est devenu une star. Il a répondu à toutes les questions, gagné le fameux million et peut en remporter encore dix le lendemain. Prem Kumar, le charismatique présentateur, dépassé par les événements, l'a fait accuser de tricherie et arrêter. Un policier grassouillet torture Jamal pour le faire avouer. Un inspecteur désabusé l'écoute. Jamal explique pourquoi il connaissait les réponses et c'est toute sa vie misérable, tout son amour pour l'insaisissable Latika, qu'il revit...



CANAL+ 19.55

DEXTER

-Le lac de l'enfer

Alors que Travis prépare une attaque au gaz visant les locaux de la police, l'affrontement entre Debra et LaGuerta prend de nouvelles proportions.

-La fin d'un monde

Dexter veut en finir avec Travis qui cherche à accomplir son funeste destin lors de l'éclipse de soleil alors que Debra accepte ses sentiments les plus intimes.

TÉLÉVISION



10.05 Quatre mariages pour une lune de miel
11.00 Les douze coups de midi
12.00 Journal
12.55 Les feux de l'amour
13.55 Leçons dangereuses
15.35 Brothers & Sisters
16.25 Quatre mariages pour une lune de miel
17.20 Une famille en or
18.05 Money Drop
19.00 Journal
19.50 Profilage



22.40 New York Unité Spéciale

Avec Chris Meloni, Christopher Meloni

Synopsis : Benson et Stabler enquêtent sur une tentative de kidnapping quelqu'un a voulu enlever une fillette de 6 ans, presque sous les yeux de sa mère. Cette affaire a priori simple les entraîne rapidement dans des milieux dont ils ignorent tout. En effet, au fil de leurs investigations, ils découvrent que derrière toute cette histoire se cache la bataille d'une mère biologique, prête à tout pour obtenir la garde de son enfant naturel...
00.15 Londres police judiciaire



21.50 La belle et ses princes presque charmants

09.05 Absolument stars
10.00 Destins croisés
10.50 Desperate Housewives
11.45 Le 12.45
12.00 Scènes de ménages
12.45 La 19e épouse
14.40 La couleur de l'amour
16.40 Un dîner presque parfait
17.45 100% Mag
18.45 Le 19.45
19.05 Scènes de ménages
19.50 Slumdog Millionaire

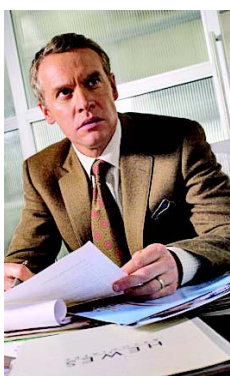
-Episode 1

Synopsis Marine, belle célibataire déçue par l'amour, a accepté d'emménager dans une maison pour rencontrer douze prétendants. Ceux-ci ne sont pas forcément très beaux mais possèdent les qualités humaines qu'elle recherche. Marine hésite mais la gentillesse et la bonne humeur de ses prétendants la convainquent de rester. Touchée par toutes les attentions qu'ils lui témoignent, Marine découvre de véritables gentlemen, dévoués et prêts à tout pour gagner son cœur...
00.40 Harper's Island



21.30 Damages

09.25 Route Irish
11.10 Les Guignols de l'info
11.20 La nouvelle édition 1ère partie
11.45 La nouvelle édition
13.00 Coup d'éclat
14.25 Spécial investigation
15.20 Groland.com
15.38 Les bonus de Guillaume
15.40 Sniper 4
17.15 Les Simpson
17.40 Une minute avant
17.45 Le JT
18.05 Le grand journal
19.05 Le petit journal
19.30 Le grand journal, la suite
19.55 Dexter



-La victoire à tout prix Avec Rose Byrne, Glenn Close

Synopsis: Elle n s'apprête à transiger avec Erickson la vie de Chris contre l'abandon de toutes les charges contre High Star. Patty essaie de la faire changer d'avis. Boorman utilise Ellen pour s'introduire dans le campement d'Erickson afin de récupérer l'enfant afghan. Pour sa part, Chris apprend comment les hommes de son équipe sont morts. Patty décide de passer outre la transaction d'Ellen et de lancer une nouvelle procédure contre Erickson...
22.30 The Office
23.10 Action discrète
23.20 Un poison violent



17.00 TV5MONDE, le journal
17.40 Chabotte et fille
18.30 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
20.00 Trauma
20.45 Pierre Desproges, «Je ne suis pas n'importe qui»
21.45 Journal (RTS)
22.20 Questions à la une
23.30 TV5MONDE, le journal Afrique
23.45 Une vie française
01.20 En direct de notre passé



07.40 Ben 10 Alien Force
08.00 Angus & Cheryl
08.07 Angel
09.30 Plus belle la vie
11.17 Friends
12.55 Urgences
16.25 Friends
16.50 Plus belle la vie
17.45 JAG
19.25 Samantha Oups !
19.35 Urgences
21.45 Touche pas à mon poste
23.30 Monte le son !
00.40 Bons plans
00.45 Raphael Saadiq



09.35 Les enquêtes impossibles
11.25 Le destin de Lisa
12.20 MP1
12.30 Journal
12.36 NT1 actu
12.40 Les enquêtes impossibles
15.25 Psych : enquêteur malgré lui
17.05 Chuck
18.45 Man vs Wild seul face à la nature
19.45 Piège à grande vitesse
21.35 Bienvenue à Jersey Shore
00.05 NT1 actu
00.15 En mode Gossip



10h00 Adaaouate
Oua ikhtiraat
10h30 Fariq el congo
11h00 Le week-end sportif
12h00 Journal e n français
12h20 Maraya (feuilleton arabe)
13h20 Prière du vendredi
13h45 Ahbab Nassim

El andalouse
14h00 Réflexions religion
15h00 el koussouf (1 ére ptie)
16h35 Maya l'abeille
17h00 Bien-être
18h00 Journal en amazigh
18h25 El imtihane E'saabe
19h00 Journal (en français)

19h25 Visite «mila»

20h00 Journal (en arabe)
21h00 Awtar
22h30 Football (ESS/IMBA)
00h10 Karim Aouidet (Concert)
00h30 Journal en arabe



19.35 Antigone 34

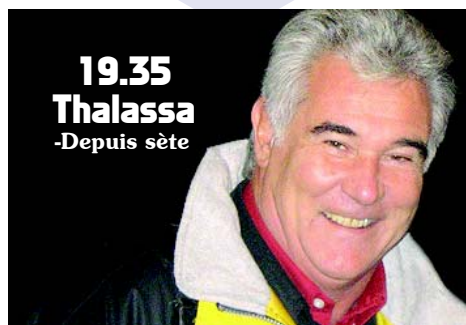


09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute une histoire
14.10 Comment ça va bien !
15.15 Le jour où tout a basculé
16.10 Seriez-vous un bon expert ?
16.55 On n'demande qu'à en rire
17.55 N'oubliez pas les paroles
18.45 Météo 2
18.54 Elysée moi
19.00 Journal
19.30 Météo 2

-Un livreur à mobylette tue une femme chez elle. Puis, celui-ci est abattu à son tour. Des bijoux sont retrouvés. Léa doute de cette affaire trop simple.
-Une ancienne escort-girl russe s'apprête à subir une opération du visage dans un cabinet clandestin. Le lendemain, la police retrouve un cadavre mutilé.
21.25 Flashpoint
22.50 Taratata
00.20 Journal de la nuit
00.40 Envoyé spécial



09.50 Midi en France
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.00 13h avec vous
12.40 Côté jardin
13.00 Inspecteur Derrick
14.05 Division criminelle
15.38 Culturebox
15.40 Slam
16.30 Des chiffres et des lettres
17.10 Questions pour un champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie



19.35 Thalassa -Depuis sète

Synopsis : Au sommaire : Sète entre ciel et mer. Amarré dans le grand canal, au coeur de Sète, le «Bel Espoir» côtoie les barques des jouteurs et les grands thoniers senners qui attendent la saison de pêche. Le bateau de Brassens Georges Brassens, l'enfant du pays, s'inspira de ses sorties sur l'étang de Thau pour composer sa plus célèbre chanson. Requiem pour un thon. Bien que la pêche au thon soit réglementée, les fraudes ne sont pas rares...
22.00 Soir 3
22.25 Des femmes dans la dépendance
23.55 Le match des experts
00.25 Les grands du rire
01.55 Plus belle la vie



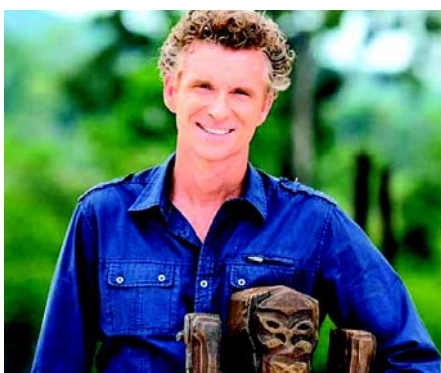
07.55 Les maternelles
09.10 Prédateurs de la préhistoire
10.05 Bienvenue chez les paresseux
10.57 Cédric
11.09 Cédric
11.21 Horseland, bienvenue au ranch
11.43 Petite bonne femme
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.00 Empreintes
14.05 Des trains pas comme les autres
14.35 Voyage aux origines de la terre
15.35 Le corps humain
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air



18.45 Arte journal
19.00 Photographie de campagne
19.05 28 minutes
19.40 Karol, un homme devenu pape



-La jeunesse tumultueuse de Karol Wojtyła, plus connu sous le nom de Jean-Paul II, pris dans la tourmente de l'invasion de la Pologne par les nazis en 1939.
-Dans la Pologne de l'après-guerre, Karol poursuit son irrésistible ascension : de professeur à l'université de Lublin, il devient archevêque de Cracovie.
22.45 Monty Python, toute la vérité ou presque
00.35 Court-circuit
01.40 Tracks
02.35 Christopher Lee



TF1 19.50

KOH-LANTA, LA REVANCHE DES HÉROS

Synopsis : Les seize meilleurs candidats des éditions précédentes s'affrontent dans une île cambodgienne de Koh Rong pour atteindre la finale du jeu. A eux seuls, ces aventuriers totalisent 33 victoires aux jeux de confort et d'immunité. De toute l'histoire de Koh-Lanta, c'est le plus grand palmarès jamais réuni. De Teheura à Patricia, qui n'ont eu que quelques mois pour se remettre de leur dernier Koh-Lanta, jusqu'à Guénaëlle, finaliste de la première édition il y a plus de dix ans, les meilleurs se jaugent. Au sein des équipes figurent Claude, Coumba, Isabelle, Francis, Wafa, Freddy, Bertrand, Marine, Moussa, Maud, Patrick, Fabienne, et Nicolas. Sur l'île de Koh Rong, située au sud du Cambodge et à une vingtaine de kilomètres des côtes, ils devront vivre dans une jungle infestée de serpents, de mygales et de scorpions.



TF1 19.50

NCIS

-Le programme Anax
En enquêtant sur un meurtre, l'agent McGee n'en croit pas ses yeux : il vient de découvrir que sa propre grand-mère a discuté avec la victime le jour du drame.
-Le fugitif
Gibbs, de retour au NCIS, reprend à zéro l'enquête sur Derrick Paulson, un criminel en fuite qui menace Fornell, l'agent du FBI qui l'a mis derrière les barreaux.
-Recherche mari désespérément
Le NCIS enquête sur l'enlèvement d'une militaire qui s'était inscrite à un séminaire pour célibataires : Ziva traque des suspects potentiels.
-L'imposteur
Les agents de Gibbs enquêtent sur un échange d'identité qui a coûté la vie à un sous-marinier, retrouvé dans un baril rempli d'acide hydrofluorique.



CANAL+ 19.55

LA FILLE DU PUISATIER

Réalisé par Daniel Auteuil
Avec : Daniel Auteuil, Kad Merad
Synopsis : Pascal Amoretti, le puisatier, attendra longtemps son déjeuner que, légère, l'une de ses filles, la belle Patricia, s'était chargée de lui apporter en courant à travers la garrigue baignée de senteurs estivales. Un bel aviateur en permission, Jacques Mazel, a croisé sa course et son regard. A leur deuxième rendez-vous clandestin, il ne leur reste plus rien à apprendre l'un de l'autre. Au troisième, Jacques n'est déjà plus là. La guerre le renvoie au front. Il n'en revient pas, mais le ventre de Patricia s'arrondit. Les Mazel, qui sont riches, refusent d'entendre parler de l'enfant de l'amour qui naîtra humblement sous le chaume du puisatier. Las ! Jacques est porté disparu...



21.55 Vendredi, tout est permis avec Arthur



Synopsis : Entouré d'une fine équipe d'humoristes aux talents multiples, composée de Claudia Tagbo, de Baptiste Lecaplain, d'Amelle Chahbi et de Rachid Badouri, Arthur s'amuse. L'animateur a concocté pour ses invités, Michaël Youn, Stéphane Rousseau et Franck Dubosc, une série d'épreuves inédites faisant appel à leur culture générale et, surtout, à leurs dons d'improvisation, de chant, de mime et de danse...
23.45 Confessions intimes
01.50 50mn Inside



23.05 Nip/Tuck



-Le prix de la liberté
Réalisé par Tate Donovan
Avec Dylan Walsh, Julian McMahon
Synopsis : Sean doit une fois de plus faire face à un dilemme moral. En effet, on propose au cabinet de pratiquer une liposuction sur un prisonnier obèse du couloir de la mort en échange d'une remise de peine pour Matt. Christian apprend que Kimber est enceinte. Ne se sentant pas prêt à avoir des enfants, il lui lance un ultimatum : elle doit choisir entre lui et le bébé...
00.45 Scrubs



21.40 La proie



Réalisé par Eric Valette
Avec : Albert Dupontel, Alice Taglioni...
Synopsis : Franck Adrien, un homme solide et taciturne, purge une peine de prison après avoir été condamné dans une affaire de braquage. Son ancien codétenu, Jean-Louis Mauvel, est un dangereux prédateur sexuel qui vient d'être innocenté. Parce que Franck avait défendu le Jean-Louis lors d'une bagarre, ce dernier propose au braqueur de lui rendre service une fois dehors. Franck lui confie alors un message à remettre à sa femme, Anna...
23.20 Légitime défense
00.45 Nulpsy
00.55 H



15.25 Questions pour un champion
16.00 Artisans du changement
17.00 TV5MONDE, le journal
17.40 Chabotte et fille
18.05 Recettes de chefs
18.35 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
20.00 Sidaction . Les stars chantent la tête dans les étoiles
21.55 TV5MONDE, le journal
22.05 Journal (RTS)
22.40 Envoyé spécial
00.30 TV5MONDE, le journal Afrique



06.05 La cour de récré
06.25 Chasseurs de dragons
07.15 Ben 10 : Alien Force
08.00 Angus & Cheryl
08.05 Angel
09.35 Plus belle la vie
10.55 Bons plans
11.00 Tennis
17.50 JAG
19.25 Bons plans
19.30 Rugby
21.25 Icarus
22.45 Touche pas à mon poste
00.30 Consomag
00.35 Soprano
01.40 Highlander



08.05 Le destin de Lisa
09.35 Les enquêtes impossibles
11.25 Le destin de Lisa
12.20 MP1
12.30 Journal
12.40 Les enquêtes impossibles
15.25 Psych : enquêteur malgré lui
17.05 Chuck
18.45 Man vs Wild : seul face à la nature
19.45 Le dirlo
21.30 Mademoiselle Joubert
23.15 Omar et Fred, le spectacle
01.10 Péril en haute mer

Le vice-président irakien Hachémi à Riyad



Le vice-président irakien, Tarek Al-Hachémi, recherché par la justice de son pays qui l'accuse d'avoir dirigé un groupe de tueurs, a quitté mercredi le Qatar pour l'Arabie Saoudite, a indiqué à l'AFP un de ses conseillers. «Nous quittons maintenant le Qatar pour l'Arabie Saoudite», a-t-il dit, sous couvert de l'anonymat. Riyad n'a pas confirmé dans l'immédiat cette information. M. Hachémi était arrivé dimanche au Qatar en provenance de la région autonome du Kurdistan irakien où il s'était rendu le jour de l'annonce de l'émission d'un mandat d'arrêt à son encontre le 19 décembre. Son accueil par le Qatar a déclenché une salve de critiques à Bagdad. Le vice-Premier ministre irakien, Hussein Chahristani, a jugé lundi cette décision «inacceptable» et affirmé que le Qatar devait «le renvoyer en Irak». Mais Doha a refusé de remettre M. Hachémi aux autorités irakiennes, estimant que cela violerait «les normes diplomatiques». «M. Hachémi est venu en sa qualité de vice-président, ce qu'il est toujours. Il n'a pas été limogé de son poste et n'a pas été condamné», a expliqué mardi le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Khaled Al-Attia. M. Hachémi, un sunnite soupçonné d'avoir dirigé un groupe de tueurs, dénonce une chasse à l'homme à visées politiques du Premier ministre, le chiite Nouri Al-Maliki.

Un septuagénaire se tire une balle dans la tête en plein centre d'Athènes

Un septuagénaire s'est suicidé, mercredi matin, en se tirant une balle dans la tête sur la place centrale d'Athènes, suscitant l'émotion des passants, nombreux à cette heure de pointe, a rapporté une source policière. Agé de 77 ans, l'homme a mis fin à ces jours au pied des escaliers de la place Syntagma conduisant à l'esplanade du Parlement, théâtre depuis deux ans de manifestations contre la cure d'austérité administrée à la Grèce, selon la même source. Le drame est intervenu peu avant 09H00 locales, en pleine heure de pointe à l'ouverture des bureaux et commerces. La police et les services d'urgence n'ont pu que constater le décès, dans l'attente d'une enquête qui pourrait expliquer les motivations du désespéré. Selon les médias, plusieurs témoins ont entendu l'homme crier qu'il agissait ainsi pour ne pas léguer de dettes à ses enfants, mais la police ne confirmait pas officiellement cette thèse. Plusieurs études ont rendu compte ces derniers mois d'une augmentation des dépressions et suicides en Grèce, où la crise économique et sociale a fait bondir le taux de chômage et chuter les salaires et retraites, paupérisant des pans entiers de la population. A l'image de ses voisins du Sud, la Grèce affiche toutefois un taux de suicide beaucoup plus bas que les pays du nord de l'Europe. En 2009, le taux de mort par suicide y était de 3 sur 100.000 habitants, moins du tiers de la moyenne européenne, selon l'institut européen Eurostat.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Les Arabes vont boycotter Adidas



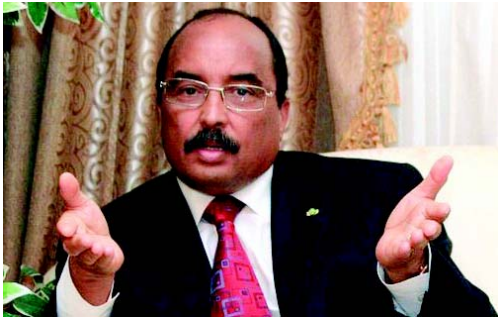
Les ministres arabes de la Jeunesse et des Sports réunis mercredi en Arabie Saoudite ont décidé de boycotter Adidas pour avoir sponsorisé le marathon international de Jérusalem. Les ministres arabes ont décidé de «boycotter toutes les compagnies qui ont sponsorisé le marathon de Jérusalem, notamment Adidas, son sponsor officiel», a annoncé le prince Nawaf ben Fayçal, président de l'organisme général de la Jeunesse et des Sports, qui fait office de ministère en Arabie Saoudite. Le prince Nawaf, qui présidait la réunion tenue à Djeddah, a précisé lors d'une conférence de presse que les ministres arabes avaient également décidé l'organisation de

marathons sous le thème «Jérusalem nous appartient» dans l'ensemble des pays arabes à la date de la tenue du prochain marathon de Jérusalem, en mars 2013. «Israël tente de tromper l'opinion publique en lui laissant croire que Jérusalem est sa capitale, en violation de toutes les décisions de l'ONU», a-t-il ajouté.

De son côté, le président du Comité olympique palestinien, Jibril Rajoub, interrogé de Ramallah par l'AFP, a indiqué que la décision des ministres arabes a été prise «suite à une requête de l'Etat de Palestine». Cette décision est un «message pour le monde pour lui rappeler que Jérusalem est une ville arabe islamique et chrétienne et qu'elle le restera. C'est aussi un message et un avertissement pour tous ceux qui soutiennent l'occupation israélienne», a expliqué Jibril Rajoub. Quelque 15.000 coureurs avaient participé le 16 mars au deuxième marathon international de Jérusalem, qui a suscité de nombreuses critiques car le parcours passait par Jérusalem-Est, occupé et annexé par Israël. Pour ce motif, lors de la première édition en mars 2011, des membres d'opposition du conseil municipal israélien de Jérusalem et les partisans d'un boycottage culturel et économique de l'Etat d'Israël avaient appelé l'équipementier sportif Adidas à retirer son parrainage du marathon.

Des milliers de manifestants à Nouakchott exigent la démission du président

Des milliers de personnes ont manifesté, mardi à Nouakchott, à l'appel de l'opposition, en neuf endroits différents de la capitale, pour exiger la démission du président Mohamed Ould Abdel Aziz, a constaté le correspondant de l'AFP. A l'appel de la Coordination de l'opposition démocratique (COD), ces manifestations «décentralisées» dans les neuf départements de Nouakchott avaient pour objectif de «signifier au pouvoir l'ampleur de la contestation contre lui et ses méthodes antidémocratiques», a expliqué à l'AFP le porte-parole de la COD, Idoumou Ould Mohamed Lemine. «Le maître-mot de toutes les marches reste bien sûr +dégage+, a-t-il dit, affirmant qu'une «motion commune» appelant le président Ould Abdel Aziz au départ a été remise par les marcheurs aux neuf Hakems (préfets) de la capitale. «Nous habitants des neuf départements de Nouakchott, sortis dans des manifestations populaires pacifiques et civilisées, demandons au général Mohamed Ould Abdel Aziz de quitter immédiatement le pouvoir et de laisser les Mauritaniens choisir librement qui les dirige en ce moment difficile et affirmons rejeter toute autre alternative», stipule le texte. La motion accuse le président Aziz d'avoir «truqué les élections» qui l'avaient porté au pouvoir en 2009, de «refuser un



dialogue national sérieux et responsable» avec la COD, d'oeuvrer à un «effondrement sans précédent de toutes les structures et institutions» de l'Etat et de «pillier les ressources du pays». «Nous avons décidé qu'Ould Abdel Aziz s'en aille sans désordre, sans chaos, et nous allons le contraindre à le faire», a dit le chef du parti islamiste Tewassoul, Jemil Ould Mansour, dont la formation a mobilisé de grandes foules dans son fief politique, Arafatt, commune du centre-sud de Nouakchott. Les marches, qui se sont déroulées en dehors de toute présence policière, se sont dispersées sans heurts à la tombée de la nuit.

EDITORIAL

Par M. Saadoune

L'ÉQUATION SAHÉLIENNE

Cette sous-information nourrit les incertitudes et contribue à jeter sur une région du monde, vaste, peu connue et particulièrement difficile d'accès, un voile propice à toutes les interprétations. Pourtant, la situation radicalement nouvelle créée par l'expulsion brutale de l'Etat central malien d'une région structurellement instable mériterait certainement une information de bien meilleure qualité. Le MNLA publie des communiqués par lesquels il dément les assertions de certains organes de presse, notamment sur le contrôle de la ville de Tombouctou par Ançar Eddine dont il se démarque officiellement. Le MNLA avait également diffusé une déclaration de politique générale rassurante mais plutôt vague signée par Mahmoud Ag Ghali, président de son bureau politique. Ce n'est visiblement pas suffisant.

Que l'on soutienne ou non ce mouvement et l'idée d'indépendance qui l'anime, il est essentiel que soient connues ses orientations idéologiques et la nature de ses alliances. Sinon, la menace d'interventions étran-

gères pourrait rapidement se réaliser, directement ou via des régimes clients de grandes puissances qui ne cachent pas leur volonté d'installer une présence militaire dans le Sahel. Car au-delà de l'Azawad et du Mali, c'est toute la région sahélo-saharienne qui est l'objet, depuis plusieurs années, d'une déstabilisation qui s'accélère depuis la chute du régime de Kadhafi. La sécession du Nord-Mali est un événement majeur qui ne pourra se résoudre que de manière politique. Plus vite seront réunies les conditions d'une négociation, moins l'épée de Damoclès d'un élargissement du conflit pèsera au-dessus de la région.

Le coup d'Etat militaire à Bamako complique déjà la possibilité du transfert vers le politique d'un conflit armé. Ainsi, il apparaît clairement que l'équation de l'Azawad est lourde de trop nombreuses inconnues. En attendant le règlement de la question du pouvoir à Bamako, il est urgent que les dirigeants de l'Azawad diffusent leur programme politique et ouvrent les régions qu'ils contrôlent à la presse internationale. L'épouvantail islamiste, ignoré pendant les bombardements civilisés de la Libye, est agité de manière trop récurrente pour que l'on n'y décèle pas la construction d'un prétexte à immixtion étrangère.

Le village Milka s'invite en Algérie

Déjà leader du marché algérien, la célèbre marque de chocolat Milka, connue par sa vache mauve, fera partager des moments de joie et de tendresse à tous ses consommateurs algériens à travers son village, qui élira domicile à l'esplanade Ryad El-Feth durant les 3 premiers week-ends du mois en cours avant de rejoindre la ville d'Oran et plus précisément son parc d'attractions durant le dernier week-end. Le choix des journées du repos hebdomadaire a été adopté par le chocolatier afin de faire bénéficier les enfants, qui seront certainement accompagnés de leurs parents, d'un riche programme d'animation fait d'attractions, de toboggans gonflables, de stands de maquillage festif et de dessins pour exprimer leur tendresse envers leurs familles. En arrière-plan, l'animation sera assurée par un Dj, des spectacles de clowns, de magie ainsi que d'autres surprises. Cette campagne de communication a été placée sous le slogan expressif «Osez la tendresse» pour rappeler aux grands comme aux petits l'importance de ce sentiment qui a tendance à disparaître de notre quotidien. Durant ces journées, les visiteurs oublieront leurs contraintes professionnelles et leur vécu à travers les retrouvailles avec ce produit qui fait tant le plaisir de millions de consommateurs à travers le monde pour son goût particulier fait de cacao et de lait des Alpes. S. C.

Nouvelle promotion de Nedjma

Suite au succès de l'offre Nedjma Pro Contrôle lancée au profit de ses clients entreprises, Nedjma renouvelle l'opération à partir d'aujourd'hui 5 avril et jusqu'au 2 mai prochain. Ainsi, pour tout achat d'un téléphone portable d'une valeur de 2.500 DA, le client reçoit une ligne «Nedjma Pro contrôle» avec un forfait du premier mois gratuit, selon un communiqué de cet opérateur. Pour chaque téléphone acheté, le client reçoit une ligne Nedjma Pro contrôle avec des avantages exclusifs. Cette offre destinée aux entreprises va permettre selon le même communiqué une meilleure maîtrise des communications à travers des appels gratuits de 8h à 18h ou 24h/24 entre collaborateurs, des forfaits flexibles et personnalisables selon le besoin de chaque entreprise, des coûts d'appel dégressifs vers les réseaux nationaux fixe et mobile ainsi que des tarifs compétitifs sur les SMS, le GPRS et les appels vers l'international. Par ailleurs, les clients déjà détenteurs de lignes Nedjma Pro contrôle peuvent également bénéficier de ces avantages.

K. Assia